



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°11 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Aide financière pour études supérieures	p. 380	Sommaire des séances publiques n°s32 et 33	p. 411	32 ^e séance	Jeudi 10 juillet 2014 Mercredi 16 juillet 2014
École de la 2 ^e Chance	p. 378	Table analytique des séances publiques 2013-2014	p. 412	33 ^e séance	
Code de conduite des députés	p. 405	Sommaire des questions parlementaires	p. Q131		

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter



Un code de conduite pour les députés

Au cours de la dernière séance publique de la session extraordinaire 2013-2014, la Chambre des Députés s'est dotée d'un code de déontologie pour les députés. 58 députés ont voté pour ce changement du Règlement de la Chambre, les deux députés de la sensibilité déi Lénk ayant voté contre, considérant que les dispositions du texte n'allaient pas assez loin.

Le code de conduite qui entrera en vigueur en octobre prochain introduit un certain nombre de règles et de normes déontologiques. L'objectif du texte est de guider les députés dans leur comportement face à d'éventuels conflits d'intérêts. Concrètement, le texte qui s'inspire largement du code de conduite du Parlement européen prévoit:

- une déclaration plus stricte des intérêts financiers et des revenus des députés,
- des règles pour les cadeaux et les invitations aux voyages,
- une panoplie de sanctions et
- la création d'un comité consultatif.

Entretien avec M. Alex Bodry, Président de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Qu'est-ce que le code de conduite changera pour les députés?

«Ce code de conduite est un pas important vers plus de transparence. Pour la première fois, nous disposons d'un ensemble de règles et de normes déontologiques qui devraient guider les députés dans leur comportement face à d'éventuels conflits d'intérêts par exemple.»

Le texte prévoit une déclaration des revenus plus stricte et chiffrée. Le député deviendra-t-il de plus en plus transparent?

«L'objectif du code de déontologie n'est pas d'informer sur le patrimoine d'un député, mais de donner les moyens aux citoyens de pouvoir juger jusqu'à quel point l'élu est libre dans ses décisions. Cependant, il faut considérer qu'à la différence d'un ministre ou d'un bourgmestre, le député ne prend pas de décisions individuelles, mais participe aux décisions collectives.»

Les députés devront détailler tous leurs revenus issus d'une activité professionnelle, d'un poste au sein d'un conseil d'administration ou d'une intervention lors d'une conférence. Le patrimoine ou les revenus des membres de la

famille resteront confidentiels. Ils pourraient pourtant influencer un député lors d'un vote.

«Nous avons longuement discuté de la question. Elle nous a confrontés à plusieurs problématiques. Comment gérer la question des biens communs? A-t-on le droit d'obliger la sœur d'un député à rendre publique sa fortune? Finalement, nous avons conclu que ces dispositions créeraient davantage de problèmes qu'elles n'en résoudraient et nous avons mis le focus sur la responsabilité individuelle du député et non sur son entourage.»

En 2011, l'«affaire Livange» a conduit à un large consensus concernant la nécessité d'établir des règles déontologiques claires, notamment en ce qui concerne les cadeaux et invitations aux voyages. Comment cette question a-t-elle été réglée?

«Le code de conduite introduit le principe interdisant au député d'accepter tout cadeau d'une valeur supérieure à 150 euros et offert en relation avec sa fonction. Il interdit également toute prise en charge des frais de voyage par un tiers, sauf par une institution internationale comme un parlement étranger par exemple.»

La règle semble claire, mais en réalité, on peut imaginer bon nombre de cas où il sera difficile de faire la part des choses.

«Tout à fait. Si mon meilleur ami me fait un cadeau, mais qu'il est en même temps le patron d'une grande entreprise, c'est à moi de juger s'il me fait ce cadeau en tant qu'ami ou s'il a l'intention d'influencer le député que je suis.»

Le texte reprend dans les grandes lignes le code de conduite du Parlement européen. Pourquoi ne pas prévoir des dispositions spécifiquement luxembourgeoises?

«Un argument important était de dire que tous les députés du Luxembourg, y compris les six eurodéputés, suivront ainsi les mêmes règles et devront rendre public les mêmes informations.»

Le Parlement européen s'est doté d'un registre de transparence dans lequel les lobbyistes sont accrédités. Les députés luxembourgeois n'ont pas jugé opportun d'introduire un tel registre. Pourquoi?

«Au Luxembourg personne ne s'inscrirait dans un registre officiel, même si des groupes d'intérêt existent évidemment et qu'ils cherchent activement le contact avec les députés. Comment y



M. Alex Bodry répond aux questions de Mme Sarah Brock de l'administration parlementaire.

faire face? Il faut garder les groupes d'intérêt en dehors de la Chambre. S'il y a prise d'influence, il faut la rendre publique. Un député qui prend individuellement contact avec un groupe d'intérêt au cours du processus législatif sera désormais obligé de le signaler pour que sa rencontre soit mentionnée dans le rapport sur un projet de loi.»

Le code de conduite prévoit des sanctions. Leur caractère semble plutôt dissuasif.

«Une panoplie de sanctions permettra de donner des réponses proportionnées à une infraction. Si un député oublie par négligence de mentionner un revenu, il recevra un avertissement non public. Pour une infraction plus grave, un député

peut recevoir un blâme public et se voir exclu d'une commission ou d'une délégation ou ne plus avoir le droit d'être nommé rapporteur d'un projet de loi. La décision revient au Président de la Chambre.»

En cas de doute, le Président de la Chambre et tous les députés pourront s'adresser à un comité consultatif. Qui y siègera?

«Le comité devra se composer de trois personnes de divers horizons, nommées pour la période d'une législature. Il devra y avoir un juriste, un déontologue ou philosophe et un ancien député qui connaît les problématiques spécifiques liées au mandat de député.»

Conférence européenne des Présidents de Parlement à Oslo



M. Mars Di Bartolomeo à la Conférence des Présidents de Parlement à Oslo ©Kilian Munch/Storting

Le Président de la Chambre des Députés Mars Di Bartolomeo a participé à la Conférence européenne des Présidents de Parlement des 47 États membres du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Oslo les 11 et 12 septembre 2014. La première Conférence de Présidents de Parlement s'est tenue en 1975. Les conférences, qui ont lieu tous les deux ans, sont organisées alternativement à Strasbourg et dans la capitale d'un État membre du Conseil de l'Europe. Elle se tenait cette année au Storting, à l'invitation de celui-ci, alors que la Norvège célèbre le 200^e anniversaire de sa Constitution.

La députée luxembourgeoise Anne Brasseur, présidente de l'APCE, a présidé avec M. Olemm Thommessen, Président du Storting, les débats.

Lors de cette conférence organisée par le Storting (Parlement norvégien) et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), 59 Présidents de Parlement ont pu discuter sans contrainte les trois sujets à l'ordre du jour, à savoir «Droits et libertés constitutionnels fondamentaux - participation, confiance et débat public», «Démocratie, souveraineté et sécurité en Europe» et «Majorité et opposition - trouver un équilibre en démocratie».

Lors des discussions, le Président de la Chambre des Députés a souligné que les règles de la démocratie ne sont jamais figées, qu'elles évoluent et font régulièrement l'objet d'innovations qui ne peuvent réussir que si le soubassement constitutionnel des États est robuste, c'est-à-dire se fonde sur les principes et les conventions du Conseil de l'Europe.

Lors de sa prise de parole au sujet du thème «Majorité et opposition - trouver un équilibre en démocratie», le Président a insisté sur le fait qu'en démocratie il faut que les minorités puissent faire entendre leurs voix sans que pour autant on n'aboutisse à une dictature ni de la majorité ni des minorités.

Avant de terminer son discours il s'est permis de faire un ricochet quant au thème «Démocratie, souveraineté et sécurité en Europe» pour inviter, après avoir entendu le discours du Premier Vice-Président de la Douma d'État de Russie, M. Ivan Melnikov, et celui du Président du Verkhovna Rada de l'Ukraine, M. Oleksandr Turchynov, les deux interlocuteurs de profiter de la conférence pour relancer la diplomatie parlementaire dans l'intérêt d'une désescalade de la situation en Ukraine.

Il y a 100 ans, le Luxembourg a été occupé



M. Mars Di Bartolomeo (à droite) a assisté à la cérémonie de commémoration du centenaire du début de l'occupation allemande du Luxembourg.

Le samedi 2 août 2014, le pays a commémoré le centenaire du début de l'occupation allemande du Grand-Duché de Luxembourg qui allait se poursuivre pendant quatre ans durant la Première Guerre mondiale.

Le 1^{er} août 1914, vers 19.00 heures, les premiers soldats allemands entrèrent sur le territoire luxembourgeois

par le nord, près de Troisvierges. Le 2 août, le pays fut entièrement envahi.

En mémoire de cet événement, les sirènes d'alarme ont retenti le samedi 2 août 2014 de 14.58 à 15.00 heures dans tout le pays.

S.A.R. le Grand-Duc héritier a ensuite déposé une couronne de fleurs

au Monument du souvenir (Gëlle Fra) sur la place de la Constitution, en présence du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, du Premier Ministre, M. Xavier Bettel, de la Secrétaire d'État à la Défense, Mme Francine Cloesener, et de plusieurs représentants allemands, français et belges de la Grande Région.

La Chambre à la veille de la «Grande Guerre»

Au moment de l'invasion allemande, la Chambre des Députés se trouvait dans une situation exceptionnelle. D'un côté, elle devait reconstituer ses organes après les élections du mois de juin 1914, de l'autre, des troupes allemandes avaient fait irruption sur le territoire du Grand-Duché avec l'intention d'y rester.

«C'était un véritable coup de foudre», a expliqué le Ministre d'État de l'époque, M. Paul Eyschen, dans un discours adressé aux députés le 3 août 1914, au lendemain de l'invasion. «J'espère que le pays ne sera pas incendié par ce coup de foudre et je fais des vœux pour que l'Europe échappe au grand danger qui le menace et que cet orage ne détruise pas la civilisation de l'Europe qui a coûté tant de travail. Car si nous avons une guerre européenne, la civilisation reculera de cinquante ans.»

Le compte rendu de la séance à la Chambre retrace surtout le discours de M. Eyschen. Les députés ont souhaité avoir des explications et informations sur les récents événements de la part d'un Ministre d'État visiblement dépassé par les événements. Les soldats allemands avaient fait une première irruption à la gare de Troisvierges le 1^{er} août 1914, pour se retirer ensuite et revenir le 2 pour envahir tout le pays. La veille des discussions à la Chambre, le Premier Ministre avait protesté auprès des responsables allemands contre cette violation de la neutralité du Luxembourg. Les députés se sont ralliés à ses propos: «La Chambre, après avoir entendu les déclarations de M. le Ministre d'État, s'associe aux protestations qu'il a notifiées au Gouvernement allemand.»

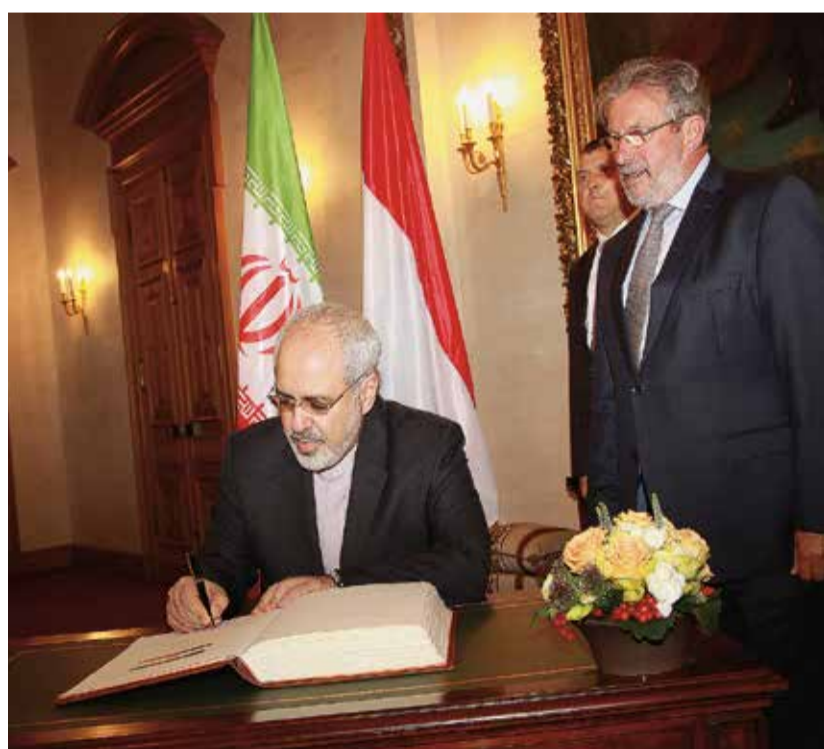
Le premier souci des députés: la population manque de vivres

Le ravitaillement en vivres et biens de première nécessité a constitué le souci primordial des hommes politiques de l'époque. Car la population a vite ressenti les conséquences de l'invasion: la nourriture se faisait de plus en plus rare et chère. «Vous savez alors que les pays qui nous entourent ont fermé les frontières pour l'exportation vers le Grand-Duché. Pour éviter que le pays ne fût privé de vivres, nous avons pris la même mesure», a expliqué le Ministre d'État aux députés. «Nous nous sommes adressés à droite et à gauche pour qu'on fasse une exception en faveur du Luxembourg, mais nous n'avons pas réussi.», a-t-il poursuivi. «La Belgique a répondu qu'elle ne pouvait pas faire davantage pour le Luxembourg, alors pourtant que le port d'Anvers est celui qui nous fournit toujours.»

Les députés ont surtout pensé aux plus démunis. «Je voulais encore prier le Gouvernement de tâcher que les populations ouvrières soient pourvues de vivres pendant tout ce temps, car il n'y a plus rien», a remarqué le député socialiste Michel Welter au cours du débat au parlement. «Surtout les pauvres», a ajouté le député Adolphe Schmit.

La séance extraordinaire fut finalement interrompue. Les députés se sont de nouveau réunis le 10 novembre 1914 pour la session 1914-1915. Entre-temps le pays avait souffert les premiers bombardements et l'Empereur Guillaume II avait rendu visite à la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde. Malgré l'occupation militaire et le manque de vivres entre 1914 et 1918, le fonctionnement des institutions était nettement moins affecté que pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Le dialogue est primordial



M. Mohammad Javad Zarif signe le Livre d'or de la Chambre en présence de M. Mars Di Bartolomeo.

Dans le cadre de la visite de travail du Ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, M. Mohammad Javad Zarif, à Luxembourg le 2 septembre 2014, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a reçu le chef de la diplomatie iranienne pour une entrevue.

«Même s'il peut y avoir des divergences de vues, le dialogue est primordial», a remarqué M. Di Bartolomeo, constat largement partagé par son hôte iranien. Lors de l'entretien, auquel participait également M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Di Bartolomeo a tenu à soulever la

question des droits de l'Homme en Iran. M. Mohammed Javad Zarif lui a répondu qu'à ses yeux, la meilleure protection des droits de l'Homme vient toujours de l'intérieur d'un pays tout en se félicitant de la très grande participation des citoyens iraniens aux dernières élections présidentielles de 2013, le taux de participation ayant été de 73%.

Les diverses crises secouant à l'heure actuelle le Moyen-Orient ont également figuré à l'ordre du jour des discussions entre les deux hommes politiques. Finalement, le Président de la Chambre s'est exprimé en faveur d'un renforcement du dialogue entre les parlements iraniens et luxembourgeois.

Visite d'une délégation chinoise à la Chambre

Une délégation du Comité permanent de l'Assemblée populaire de la Province chinoise du Liaoning a été reçue à la Chambre des Députés le mercredi 3 septembre. Après une entrevue avec le Président, M. Mars Di Bartolomeo, la délégation a eu un échange de vues avec des représentants du Bureau et de la Commission de l'Économie.

M. Di Bartolomeo a souligné les opportunités d'une meilleure coopération politique et économique entre le Luxembourg et les régions chinoises comme le Liaoning. Cette province de 43 millions d'habitants, située dans le nord-est de la Chine à la frontière avec la Corée du Nord, se caractérise par une forte activité in-

dustrielle, notamment dans le secteur de l'automobile. La province cherche de nouveaux partenaires pour développer davantage la recherche et l'innovation. Les représentants chinois ont profité de leur déplacement pour promouvoir les attraits touristiques de leur province auprès du public luxembourgeois.



La délégation chinoise était conduite par M. Tong Zhiwu.

Mme Anne Brasseur rencontre le Président de la Douma d'État russe



Mme Anne Brasseur et M. Sergueï Narychkine

La Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Mme Anne Brasseur, a rencontré début septembre à Paris le Président de la Douma d'État russe, M. Sergueï Narychkine, en présence des chefs des groupes politiques de l'Assemblée.

Tout en rappelant que l'Assemblée avait décidé en juin 2014 de

suspendre le droit de vote de la délégation russe à l'APCE et non leur droit de participation, la Présidente de l'APCE a qualifié cette rencontre au plus haut niveau «d'étape importante dans les relations» entre l'Assemblée parlementaire et ses interlocuteurs russes.

Visite du Ministre de l'Économie du Burkina Faso

«Nous sommes vraiment satisfaits de la coopération avec le Luxembourg», a déclaré le Ministre de l'Économie et des Finances burkinabé, M. Lucien Marie Noël Bembamba, reçu à la Chambre des Députés à l'occasion d'une visite de travail au Luxembourg le lundi 8 septembre. Le Burkina Faso est un des neuf pays partenaires de coopération du Grand-Duché. 14 ONG luxembourgeoises gèrent une cinquantaine

de projets dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. Le partenariat entre les deux pays a été renforcé pour les années 2013 à 2015 par de nouveaux projets concernant l'éducation et les technologies de l'information et de la communication (TIC).

M. Bembamba et sa délégation ont eu une entrevue avec des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de

la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. Des sujets d'actualité ont dominé les échanges entre le ministre burkinabé et les députés. Les élus se sont ainsi renseignés sur le risque d'émergence de mouvements islamistes au Burkina Faso. Les répercussions du conflit dans le pays voisin, le Mali, et les risques engendrés par l'épidémie d'Ebola - qui ne touche pas le Burkina Faso pour l'instant - ont également été évoqués.



L'administration parlementaire se présente

Le Service Achats, Gestion des biens et bâtiments et Sécurité



Le Service Achats, Gestion des biens et bâtiments et Sécurité, composé de trois fonctionnaires, s'occupe de la centralisation des achats de biens et de services dont la Chambre des Députés a besoin pour

son fonctionnement journalier en accord avec la politique d'achats qui vise à mettre à disposition de l'institution les biens et services adéquats au meilleur prix en conformité avec les lois et règlements sur la

comptabilité de l'État et les marchés publics.

Ces biens et services couvrent une palette étendue de produits tels que les équipements de bureau des collaborateurs de l'administration parle-

mentaire, les consommables bureautiques, équipements et services de téléphonie et de télécommunications, d'impression, services de nettoyage et de gardiennage, etc. Le service répond aussi à des besoins plus spécifiques découlant des attributions de la Chambre des Députés en tant qu'organe législatif tels que ceux liés au support du travail en commission et en séance publique des députés couvrant des domaines aussi variés que certains équipements spécialisés, des produits et services d'expertise respectivement tout autre matériel ou service pour lequel un besoin spécifique naît dans le contexte des travaux de l'institution et pour lesquels il passe régulièrement commande auprès de ses fournisseurs et partenaires.

Une partie non négligeable des tâches du service concerne dans ce contexte aussi les travaux du Service des Relations internationales en collaboration avec lequel le Service Achats, Gestion des biens et bâtiments et Sécurité couvre les aspects d'hébergement, de restauration, d'interprétation, de transports et de visites des délégations parlementaires et autres visiteurs étrangers.

Une activité connexe du service est constituée par l'aspect de gestion et de maintenance des bâtiments administratifs de la Chambre des Députés, à savoir l'Hôtel de la Chambre ainsi que les bâtiments Printz/Richard et la maison Wiltheim.

Cette activité couvre notamment les aspects de maintenance régulière des structures et équipements électriques, sanitaires, de chauffage et de climatisation, téléphoniques et autres en collaboration en tant qu'exploitant avec l'Administration des Bâtiments publics dans le contexte de ses attributions et responsa-

bilités dans le domaine des bâtiments publics.

Dans ce cadre le service coordonne, organise et surveille notamment l'application de toutes les mesures et dispositions légales relatives à la sécurité dans la fonction publique se voulant exemplaire dans ce domaine également. C'est dans ce contexte qu'un système intégré et informatisé de gestion des alarmes a été installé en vue de garantir une réactivité optimale et de protéger au mieux les localités ainsi que les élus, les collaborateurs de l'administration parlementaire de même que les visiteurs contre des incidents liés aux risques du feu, d'intrusions ou autres calamités.

Par ailleurs le service coordonne et transpose, en collaboration avec la direction et les services concernés, les mesures de sécurité relatives à l'accès aux bâtiments de la Chambre des Députés des personnes physiques, députés, collaborateurs, fournisseurs et visiteurs, y compris - le cas échéant avec les forces de l'ordre - les mesures de sécurité, d'escorte et de protection des délégations internationales et visiteurs étrangers conformément aux profils de risques établis pour ces personnes.

Finalement le service s'occupe également de la gestion des biens de la Chambre des Députés en maintenant à jour des inventaires périodiques des biens mis à sa disposition ou acquis au fil des années pour des postes aussi variés tels qu'équipements et mobiliers de bureau, équipements techniques voire œuvres d'art visant à la fois la traçabilité des biens mais aussi l'adéquation des biens et moyens techniques dont dispose l'administration pour l'exécution de ses attributions.



Un athlète et son projet



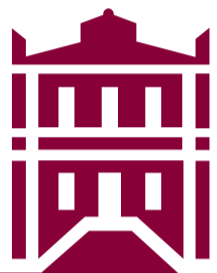
M. Yannick Lieners et M. Mars Di Bartolomeo

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, vient d'avoir une entrevue avec l'auteur du projet «Plooschter», le triathlète Yannick Lieners. À 26 ans, ce jeune athlète, atteint d'une leucémie depuis début 2014, se bat avec succès contre sa maladie et s'investit parallèlement dans le domaine de la sensibilisation.

Son «Plooschter Projet» incite notamment les nouveaux donneurs de moelle osseuse à partager leur expérience sur Facebook. «Il faut davantage informer et sensibiliser les gens, briser des tabous. Par nos actions, le nombre de personnes qui

ont été enregistrées en tant que donneurs potentiels de cellules souches a fortement augmenté», a confirmé M. Lieners.

Son engagement et son optimisme ont impressionné le Président de la Chambre des Députés. M. Di Bartolomeo a félicité Yannick Lieners et encouragé le jeune sportif à continuer son combat et ses efforts de sensibilisation. Les deux interlocuteurs se sont exprimés en faveur d'une coopération accrue entre les différents acteurs qui œuvrent dans le domaine du don de sang, d'organes, de moelle osseuse ou de rétine.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°11 • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Chambres professionnelles à base élective

6703 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Le présent projet de loi a comme principal objectif de régler les difficultés qui sont survenues à la suite d'un arrêt de la Cour administrative du 19 décembre 2013 [Affaire Association des Professeurs de l'Enseignement secondaire et supérieur (APESS) asbl c/ État en présence de la Confédération générale de la Fonction publique (CGFP) asbl, n°32.864C] au niveau de la représentation des fonctionnaires de la carrière supérieure à la Chambre des fonctionnaires et employés publics.

L'objet du présent projet de loi n'est pas de régler la situation créée par l'arrêt de la Cour administrative du 19 décembre 2013 dans l'immédiat mais de la fixer pour les prochaines élections dont les opérations débiteront déjà en octobre 2014, ce qui explique également l'urgence qui commande le présent projet de loi.

Il est remarqué dans ce contexte qu'une modification législative est nécessaire même si la Cour administrative avait recommandé de régler le problème dans un premier temps par une modification du règlement grand-ducal du 17 janvier 1984, soit que cette modification soit confectionnée de telle façon à ce qu'elle aboutisse à envisager spécialement le cas qui

se présente lorsque le troisième siège ne peut pas être attribué au candidat d'une liste parce que celui-ci est issu de la même administration que les deux autres candidats, mais qu'il ne peut pas non plus être attribué à aucun autre membre de la liste sur laquelle figure le candidat écarté parce que cette liste ne comprend que des candidats qui sont issus de la même administration que le candidat écarté, soit qu'elle ait pour objet un réagencement des catégories afin de mieux tenir compte de la représentation des différents corps électoraux.

Or, aucune de ces deux solutions n'est satisfaisante alors que les dispositions réglementaires préconisées risquent de se heurter tout simplement à la loi, la première à l'article 43ter, alinéa 5 de la loi du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective et la seconde à l'article 43ter, alinéa 2 de la même loi qui, quant à lui, fixe le nombre de mandats à attribuer par catégorie. En effet, d'après les enseignements dont le Gouvernement dispose aujourd'hui, il voit mal comment un règlement grand-ducal pourrait changer le nombre des mandats à attribuer par catégorie alors que ce nombre est fixé par la loi.

Enfin, le présent texte s'est fixé comme double impératif d'assurer une répartition équitable des sièges dans la carrière supérieure par administration et celui de faire jouer pleinement la représentation proportionnelle et d'éviter ainsi toute altération qui pourrait affecter ce système au détriment d'une liste entière. Cet objectif pourra être atteint en

créant deux catégories distinctes au niveau de la carrière supérieure, l'une réservée aux fonctionnaires de l'enseignement et l'autre aux fonctionnaires administratifs.

Si on ne veut pas augmenter le nombre de mandats à la Chambre des fonctionnaires et employés publics, une telle répartition pourrait se faire en réservant deux sièges à la nouvelle catégorie prévue pour les fonctionnaires de l'enseignement secondaire, secondaire technique, supérieur et universitaire et un siège à la catégorie des fonctionnaires de la carrière supérieure des autres administrations. Cette répartition suivrait un rapport entre les fonctionnaires des deux catégories de deux à un et se justifierait donc également au vu des

fonctionnaires qui sont représentés par les deux nouvelles catégories.

En effet, d'après les chiffres dont dispose le Gouvernement et qui comprennent les fonctionnaires actifs dans la carrière supérieure au 1.1.2010 et au 1.1.2014 (s'y ajoutent évidemment les retraités pour lesquels on peut toutefois supposer que le rapport est plus ou moins le même), les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'enseignement représentent à quelques dizaines d'agents près le double des agents de la carrière supérieure administrative en 2010. Ce rapport s'est encore creusé au profit des fonctionnaires de l'enseignement si l'on se réfère aux chiffres de 2014.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 01.07.2014

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative (Président: M. Yves Cruchten):

03.07.2014 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

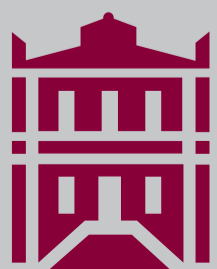
Examen de l'avis du Conseil d'État

07.07.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

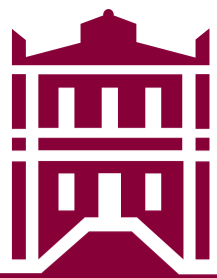
Vote en séance publique: 16.07.2014

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



d'Chamber online op
www.chd.lu



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
 - M. le Président
2. 6400 - Projet de loi portant:
 - mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) n°1214/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces par la route entre États membres dans la zone euro, et
 - modification de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance
 - Rapport de la Commission juridique: Mme Simone Beissel
 - Discussion générale: M. Gilles Roth (M. Justin Turpel intervient), M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser
 - Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
3. 6629 - Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance
 - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles
 - Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Claude Haagen, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel
 - Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
4. 6670 - Projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures
 - Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: Mme Simone Beissel (M. Fernand Kartheiser intervient)
 - Discussion générale: Mme Martine Hansen (Mme Nancy Arendt intervient) (dépôt de 11 amendements), M. Eugène Berger (Mme Martine Hansen - fait personnel; M. Claude Wiseler, M. Marc Spautz, Mme Martine Hansen et Mme Octavie Modert interviennent), Mme Taina Bofferding (Mme Martine Hansen intervient), M. Claude Adam (dépôt d'une motion), M. Roy Reding (question de M. Claude Adam, intervention de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche), M. Justin Turpel (interventions de M. Claude Adam, Mme Viviane Loschetter, M. Eugène Berger et M. Alexander Krieps) (dépôt d'une motion et de 8 amendements; retire sa motion), M. Claude Adam (fait personnel)
 - Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (M. Marc Spautz et Mme Martine Hansen interviennent)
 - Amendements 1 à 19: M. le Président, M. Claude Wiseler
 - Votes sur les amendements 1 à 19 (rejetés)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Motion 1: M. le Président, M. Gast Gibéryen, M. Claude Wiseler
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, Mme Lydia Mutsch et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.10 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sézung op, mat der Entschëllegung fir dee liichte Retard. D'Präsidentenkonferenz war an der Mëttesstonn nach zesummen. Dat ass also d'Ur-saach, firwat dass d'Präsidenten e bësse méi spéit komm sinn. Merci fir Äert Versteesde-mech.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Neen, Här President.

► **M. le Président.** - Merci, Här Justizminister. Da géife mer an eisem Ordre du jour virufue-ren. Éischte Projet de Mëtteg ass de Projet de loi 6400, e Règlement iwwert de professionelle Geldtransport zwéischen EU-Länner. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, an d'Wuert huet elo direkt, wann den Här Gibéryen de Wee fräi mécht, d'Rapportrice, d'Madame Simone Beissel.

Madame Beissel, Dir hutt d'Wuert.

2. 6400 - Projet de loi portant: - mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) n°1214/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces par la route entre États membres dans la zone euro, et

- modification de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance

Rapport de la Commission juridique

► **Mme Simone Beissel (DP), rapportrice.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, beim Projet 6400 geet et drëm, fir d'Dispositioun vum dem europäesche Règlement vum 16. November 2011 iwwert de professionelle grenziwwerscheidenden Transport vum den Euroen op de Stroossen am Euroraum a Lëtzebuurger Gesetzgebung ëmzesetzen. Doniewent geet et drëm, fir d'Gesetz vum 12. November 2002 iwwert d'Sociétés privées de gardiennage et de surveillance ze komplettéieren.

Zur Prozedur: Dëse Projet de loi gouf den 22. Oktober (veuille lire: den 22. Februar) 2012 vum zoustännegen Justizminister déposéiert. Duerno hate mer Avisé vum enger Serie vu Chambres professionnelles, vum der Chambre des Salariés an der Chambre de Commerce de 27. März respektiv de 4. Mee 2012, an den Avis vum Statsrot vum 2. Juli 2013. De Statsrot hat e puer Oppositions formelles formuléiert, dofir ass dee ganzen Text erëm eng Kéier an d'Commission juridique komm.

Den 22. Januar dëst Joer sinn eng Serie vum Amendementer zum Projet de loi ugeholl ginn an de Statsrot huet den 11. März 2014 en Avis complémentaire positif eragin. Den 18. Dezember 2013 hat d'Kommissioun mech als Rapporteur genannt. Wéi mer mat den Aarbechten an der Kommissioun, déi ganz komplizéiert waren, well et ass en extrem komplizéierten Text, fäerdeg waren, do hu mer den 2. Juli 2014 de Rapport ugeholl. Souwäit zur Prozedur.

Wat sinn elo de Kontext an de But vum dësem Projet de loi? Dir wësst, wéi mer den Euro ageféiert hunn an dem Euroraum, mä och zu Lëtzebuerg, hat dat net nëmmen Inzidenzen op eiser aller Privatliewen, mä et huet och haaptsächlech mat sech bruecht, dass d'Finanzinstituter an och de Commerce, déi grouss Distributiounen, sech hu missen organiséieren, fir eben ëmmer Euroen an Espèces a genügender Quantitéit zur Verfügung ze hunn. An den Transport vum Boergeld huet op den europäesche Stroossen iwwert d'Lännergrenze säit där Zäit immens zougeholl, wat fir alle-guerten d'Länner, déi an der Eurozon sinn, grouss Erausforderungen duerstellt.

De Moment gëtt et nach a ville Memberstater, déi awer an der Eurozon sinn, ganz verschidde Léiglatiounen, an dat huet déi ganz Saach extrem verkomplizéiert. Et war mat Momenter net méiglech, quitte dass de Principe de libre circulation besteet, fir d'Euroen iwwert d'Grenzen ze kréien an dohinner ze acheminéieren, wou se sollten ukommen.

Doniewent ass dann och, well eben déi diskordant national Léiglatiounen geherrscht hunn, gesot ginn: De Principe vum der libre Prestation de service, wat jo awer ee vun de Grondprinzipie vum Europa ass, konnt och net garantéiert gi mat deenen diskordante Léiglatiounen.

Et geet drëm, dass déi concernéiert Instituter an notament de Commerce, déi grouss Distributiounen, d'Méiglechkeet kréien, bei deenen Entreprises, déi hinnen déi bescht Konditiounen ubidden, déi hinnen déi bescht Service ubidden, Kontrakter ze maachen, an dat och grenziwwerscheidend. Et geet och drëm, dass dëselwecht Instituter sech kënnen bei der geografesch am beschte lokaliséierter Succursale vum iergendenger Banque centrale nationale approvisionnéieren oder awer dass se hir Centres de traitement d'argent vum den Entreprises kënnen ufroen, dat heescht benotzen, och wann déi op där anerer Säit vum der Grenz leien.

E puer Länner, an dozou gehéiert Lëtzebuerg och, kréien hir Euroen net op hirem nationalen Territoire gemaach, mä op där anerer Säit vum der Grenz. Dir wësst, dass eis Mënzen an Holland gemaach ginn, eis Schäiner gi vum enger bekannter däitscher Fabrick hiargestallt. Dat ass jo an enger Hisiicht och gutt, well dann hunn d'Spëtzbouwe manner Loscht, fir hei zu Lëtzebuerg déi berühmt „planche à billets“ ze kréien. Mä dat bréngt alles mat sech, dass mer müssen déi Euroen acheminéieren, fir dass se à bon port ukommen. Dofir ass d'Iddi gewiescht, dass soll eng eenheetlech Regelung vum dem professionelle Geldtransport a Kraaft trieden an all de Länner vum dem Euroraum.

Dat europäescht Règlement iwwert de professionelle grenziwwerscheidende Stroossen-transport vum Euroboergeld zwéischen de Memberstater aus dem Euroraum dréit all deene Considératiounen a Schwierigkeete Rechnung an dofir ass gesot ginn, mir setzen Artikelen an dat bestehend Gesetz vum 2012 (veuille lire: vum 2002) a mir komplettéieren dat och.

Mir sinn hei an enger extraer Situation juridique. Wéi Der all wësst, ass normalerweis en europäescht Règlement d'application directe. Mä mir sinn hei vis-à-vis vum engem europäesche Règlement, dat et den Nationalstater iwwerléisst, bestëmmt Optiounen an Entscheedungen ze huelen, wéi se d'Matière organiséieren. Dofir muss mer de Projet de loi 6400 haut diskutéieren an unhuelen, fir dass mer eis Situatioun regulariséieren.

Ee vun de grouss Problemer, déi mer hunn, dee ganz wichteg ass, dat ass de System vum den europäesche Lizenzen, déi duerch dëse Projet de loi konform zum Règlement elo ageféiert ginn. De System erlaabt et de Memberstater, ënnert de Konditiounen vum Règlement Lizenzen un Transportfirmen ze verginn, déi et deenen erlaben, grenziwwerscheidend ze fonctionnéieren, dat heescht, Geldtransporter ze maachen iwwert d'Grenzen, ouni - an dat ass ganz wichteg - dass se an den eenzelnen nationale Stater, wou se da passéieren, och bei den nationalen Autoritéiten nach eng zousätzlech Lizenz müssen ufroen.

Mir hunn zu der Legistik decidéiert - an de Statsrot war am Ufank net ganz frou, mä am Sënn vum der Simplification administrative -, net en neit Gesetz ze maachen, well dat Gesetz hätt just een Artikel gehat mat verschiddeenen Ennerartikelen, mä den Artikel, den zwar breet gefächert ass, an d'bestehend Gesetz vum 12. November 2002 iwwert d'Sociétés privées de gardiennage et de surveillance

eranzesetzen. Et ass also een Artikel mat esou villen Ennerartikelen, déi awer an enger Sektion IV integréiert ginn, am Sënn vum enger gudder Legistik.

Et hätt nämlech net vill Sënn gemaach, och fir d'Libilitéit vum der Gesetzgebung an dësem dach héich brisanten a komplizéierte Secteur, fir do nach en extrat Gesetz ze huelen. A wéi gesot, an Zäite vu Simplification administrative wär dat net gutt gewiescht.

Mir hunn also eng Sektion IV hei agesat mat den Artikelen 27-1 bis 27-6. Déi sinn ageféiert ginn, an dann hu mer nach den Artikel 30 vum deemselwechte Gesetz vum 12. November 2002 komplettéiert, fir dass dat alles beienepasst.

D'Règlement gesäit vir, dass déi Entreprises, déi grenziwwerscheidend Eurogeldschäiner an -mënz wëllen transportéieren, eng Lizenz also bei der zoustännegen nationaler Autoritéit kënnen ufroen. Dat ass zu Lëtzebuerg onse Justizminister. Et ass also eng Saach vu Lizenzen. Fir de genaue Verdeelerstater, dee ganz tech-nesch ass, do renvoyéieren ech op mäi schrëft-leche Rapport.

Eng zweet wichteg Saach ass, dass drop gepocht gëtt an deem ganze Secteur, dass e ganz intensiven Informatiounsfloss besteet zwéischen den Entreprises, zwéischen den Transportent-prises, mä och zwéischen den Autoritéiten, fir dass ee ganz genau vum deem anere weess, wat leeft. An d'Resultat ass, dass all Kéier, wann en Transport gemaach gëtt an e geet iwwer verschidde Territoiren, da müssen déi national Autoritéiten, an do erëm eng Kéier zu Lëtzebuerg de Justizminister, mä och d'Police grand-ducale, ganz genau iwwert d'Natur vum deem Transport informéiert ginn. Dat ass eng Saach vum elementarer Sécherheet a mécht och Sënn.

Mir haten eng Opposition formelle kritt vum Statsrot iwwert de gesetzleche Kader vum dem Eurotransport, well de Statsrot huet ee Moment gemengt, mir hätten ze vill wëllen national iwwerleien a Saachen iwwer Règlement grand-ducal regléieren, an en huet gesot, dat géif net goen, dat wär contraire zum Principe vum der Hiérarchie des normes. Dofir hu mer dem Statsrot gefollegt an u sech déi ganz Léiglatioun einfach ënnert de Schierm vum europäesche Règlement direkt gesat, an domat war de Statsrot a sengem zweeten Avis d'accord.

Da sinn och nach speziell Dispositiounen iwwert d'Droe vum de Waffe während dem Transport, dat gëtt och regléiert. An da kënt dobäi dee leidege Problem vum de Permissen, vum der Formatioun, déi och muss gemaach ginn, wann een am Dëngscht, am professionellen Dëngscht bien entendu, eng Waff bei sech dréit. Déi Saache müssen och regléiert ginn, well do sinn och Diskrepanzen zwéischen den nationale Gesetzgebungen. Do hu mer och e System fonnt. Wann an deem Land, an deem de Permis ausgestallt gëtt, keng positiv oder net genuch Formatioun ugebuede gëtt, dann ass et d'Méiglechkeet, dass, wa se bei eis op den Territoire kommen, d'Lëtzebuurger hinnen nach zousätzlech Formatiounen ubidden, fir dass u sech dee Stand vum der Formatioun fir all Mënsch deeselwechten ass.

Sanktiounen si virgesinn. Wann een d'Konditiounen vum der Verdeelung vum de Lizenzen un d'Transportfirmen net anhält, da spillen d'penal Dispositiounen vum Artikel 30 vum Gesetz vum den Activités privées de gardiennage et de surveillance. Et sinn also Strofe virgesinn, well et ass wierklech e komplizéierte Secteur, an il faut faire de l'ordre dans la boutique. Et kann net sinn, dass ee sech net un déi Bestëmmungen do hält, am Interesse vum der Sécherheet.

Här President, zesumme faassend kann ee soen, dass dëst en Text ass, den endlech Uerdnung mécht an de Léiglatiounen zwéischen de Länner, déi ebe grenziwwerscheidenden Transport vu Geld maachen, sougutt vu Schäiner wéi vu Mënzen. An ech mengen, dat ass am Interesse vum där ganzer Saach. Mir brauchen Euroen, mir brauchen Euroen, déi a guddem Zoustand sinn. Well Dir wësst, dass déi Euroen och ëmmer, wéi mer soen „gewäsch a gestreckt“ sinn, wa se bei eis deelweis och aus den Automate kommen. Et ass wichteg, dass dëselwecht Léiglatioun an de Länner vum Euroraum besteet. An dofir ass dëse Projet de loi wierklech e positiven Akzent op dem Wee vum enger Unicitéit an deem ganze Secteur.

Ech wëll nach, well et e ganz komplizéierte Projet war, en hærleche Merci soen an den Här Laurent Besch vum der Justizkommissioun, awer och un ons Jongen aus der Fraktioun, de Jean

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Ech géif dem..., oder ech soen dem Här Berger et, den Här Bettel ass net hei: Mir wëllen dat gäre maachen. Mir si bereet, dat ze maachen, mä Dir musst eis et awer och maache loossen! Mir sinn an deem Dossier, esou emfannen ech dat zumindest, zimlech ofgewimmelt ginn, an net nëmme mir.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Une autre voix.**- Wien nach?

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Wéi soll ee konstruktiv matschaffen, wann een net därif matdiskutéieren? Wéi hätt mer solle mat den Amendementen kommen, wa mer nach guer net konnten iwwert de Projet de loi diskutéieren?

Schonns de 4. Abrëll hat d'CSV-Fraktioun...

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Wann ech gelift! Wann ech gelift! Just d'Madame Hansen huet am Moment d'Wuert.

► **Mme Nancy Arendt** (CSV).- Den Här Berger lauschtert net no.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Schonns de 4. Abrëll hat d'CSV-Fraktioun schréiftlech ugefrot - ech hunn d'Demande hei leien -, fir de Projet de loi op den Ordre du jour ze kréien. An dat extra mam Hiweis, datt d'Zäit géif drängen, datt et urgent wär! Well ech wousst, d'lescht Joer ass den 20. Juni den Arrêt komm a mir hu misse bis Ufank Juli eppes hunn. Dës Joer hate mer méi laang Zäit, an duerfir wollt ech och gären éischt driwwer schwätzen. Als Äntwert krute mer gesot, an dat, mengen ech souguer och, vum Här Berger, datt et net Usus wär, iwwer e Gesetzesprojet ze schwätzen, ouni datt den Avis vum Statsrot do wär.

Da kënnst elo erëm eng Kéier meng nach net ganz vill Erfahrung an der Politik an d'Spill. Mir ass et zimlech egal, ob eppes Usus ass oder net. Wann d'Zäit eis fortleeft an esou engem wichtige Projet,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- ...an d'Bildung soll ëmmer prioritär behandelt ginn, da muss dat diskutéiert ginn. Wann ee Problem do ass, da muss e geléist ginn. An e kann nëmme da geléist ginn, wann een zesummen driwwer diskutéiert. Oder anescht formuléiert, wann d'Regierung, wann d'Majoritéitspartei gären hätten, datt d'Opposition kann zu enger Lösung bäidroen, da muss se hir och eng seriö Geleeënheet duerfir ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Avis vum Statsrot war, esou wéi d'Madame Beissel et gesot huet, den 3. Juni erauskomm. De 17. Juni war et dunn esou wäit, mir hunn an der Kommissioun iwwert diesen Avis diskutéiert an iwwert déi noutwendeg Amendementen, déi vun der Regierung da virgeschloe gi waren. D'Pétitionnairen haten eng Onlinepétition lafen, déi um Wee war an déi bal 6.000 Ennerschrëfte kritt huet. Si hunn also och nach misse gehéiert ginn, a leider muss ech hei soen, datt dat Verb „missen“ hei am Sënn vun Zwang gebraucht ginn ass.

Et war a mengen Aen erëm eng Kéier nëmme eng Flichtübung, well: Wat ass schlussendlech mat där Diskussioun geschitt? No laangem Hin an Hier krute mer zwar erlaabt, fir no der Pétition nach eemol an eis Fraktioun ze goen an iwwert de Pétitionnairen hir Vuen an och iwwer eis Amendementen ze diskutéieren, mä deeswlech Dag krute mer dunn awer de Virworf gemaach, mir kéimen ze spët mat den Amendementen. Op gutt Lëtzebuergesch heescht dat, an ech drécke mech elo fein aus: mat engem de Geck maachen!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Netdiskutiéiere wéi Zäit war, wéi et gefrot war, deen duerno ageschloenen TGV-Tempo, fir alles an enger Woch duerchezéien, den Émgang mat de Pétitionnairen, awer och mat der Opposition, dat ass keng Aart a Weis, fir konstruktiv an esou engem wichtige Dossier ze schaffen. Dës ass schued, an dat virun allem och, well dës Regierung sech Transparenz a Kommunikatioun grouss op hire Fändel geschriwwen huet.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Wat ass mat dese gudder Virsätz geschitt? Dat froen ech mech!

Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV huet mat hire proposéierten Amendementen folgend Ziler verfollegt: éischtens, den Autonomieprinzip erëm méi staark ze férdere, esou wéi dat och vun de Studenten gefuerdert gëtt, zweetens, de budgetäre Kader dobäi ze respektéieren, drëtens, den administrativen Opwand ze limitéieren, véiertens, de sozial benodeelegte Familljen

zousätzlech ënnert d'Äerm ze gräifen, fënnfents a schliisslech, d'Leeschtung erëm ze encouragéieren.

Och do war ech iwwregens erstaunt, wéi ech nogelies hunn, datt d'DP dat d'lescht Joer och gefrot huet. Den Här Berger sot nämlech, ech zitëieren: „Et misst een och iwwerleeën, ob een net de Facteur Leeschtung mat erabrängt“. Dat heescht, ech ginn dervun aus, datt zumindest een Amendement vun eis och vun der DP d'Zoustëmmung féint.

Eise proposéierte Modell gesäit elo folgendermoossen aus: eng Basisbourse vun 2.750 Euro; eng Mobilitéetsbourse vun 2.750 Euro; eng Sozialbourse vu 1.500 Euro fir déi Familljen, déi d'Allocation de vie chère kënne beusprochen; eng Leeschtungsprime, wann een den éischten, zweeten, drëtten Cycle an der Regelstudienzäit ofgeschloss huet. Dës Prime wär fir den éischten Cycle 1.500 Euro, fir den zweeten 2.000 Euro a fir den drëtten 5.000 Euro. D'Aschreiwungsgebühren an d'Härtefall gi wederhi wéi am fréiere Gesetz berücksichtegt. D'Studente kéinten e Basisprêt vu 6.500 Euro kréien an déijéineg, déi d'Sozialbourse net kéinte beusprochen, kéinten och déi 1.500 Euro als Prêt ufroen.

Datt mir mat eisem proposéierte Boursesystem eis Ziler, déi ech lech elo grad beschriwwen hunn, kënnen errechen, wéll ech lech erklären a begrënnen: Den administrativen Opwand kréie mer daitlech duerch eis Bourse sociale begrenzt. Fir eis Résidentsstudenten entsteet hei keen zousätzlechen Opwand. Dës Famillje sinn nämlech schonns am System vun der Allocation de vie chère erausst. Just eis Frontaliersstudente mussen hire Revenu an hir Zesummesetzung vum Haushalt deklaréieren, an hei och net all Studenten, mä nëmme déijéineg, déi mengen, datt si hei a Fro kéimen. Mir schätzen, dat wäerten 30% vun de Frontalierskanner sinn.

Eis Fiche financière weist ënnerdeems, datt eise System net méi deier wärt ginn, wéi dee vun der Regierung virgeschloene System. Et ass also eng seriö Alternativ, déi och de Budgetskader a Betruucht hëlt.

Wéi mer d'Leeschtung gäre wëlle férdere, ech mengen, dat brauch ech hei net méi nach am Detail ze erklären, d'Leeschtungsprime schwätzt fir sech. Mir sinn als CSV der Meenung, datt mer an eisem gesamten Educatiounssystem mussen d'Leeschtung fuerdere an och férdere. Net nëmme d'Leeschtungsfäegkeet, mä och d'Leeschtungsbereitschaft ass eng absolut noutwendeg, wichtig Eegenschaft, an dat net nëmme am Studium, mä och am spéidere Berufslewen.

Déi sozial benodeelegt Familljen ënnerstëtzen: Bei eiser Bourse sociale baséiere mer eis op déi allgemeng unerkannt Kritäre vun der Allocation de vie chère. Et ass an eisen Aen eng richtig sozial Bourse. Deene Familljen, déi wierklech an enger finanziell schwiereger Situatioun liewen an déi also dowéinst och an d'Éligibilitéit vun der Allocation de vie chère kommen, deene Famillje gëtt zousätzlech ënnert d'Äerm gegräff. A bei deene Kritäre gëtt net nëmme de Revenu gekuckt, wéi dat bei der sougenannter „bourse sur critères sociaux“ de Fall ass, mä och d'Unzuel vun de Leit, déi zum Ménage gehéieren - absolut noutwendeg bei enger sozialer Bourse; ech hat dat schonns erwähnt.

Da kommen ech awer elo zu eisem Hauptzil: de Prinzip vun der Autonomie erëm méi ervirsträchen. Op där enger Säit setze mer d'Basisbourse an d'Mobilitéetsbourse erop an op där anerer Säit ännere mer d'Gewichtung vun der sozialer Bourse. Ech wëll versichen, dat un engem Beispill méi konkret ze illustréieren a mat Ärem System ze vergläichen.

Ee Student, deen an d'Ausland studéiere geet, wat fir 80% vun eise Studenten de Fall ass, kritt laut Ärem Modell d'office 4.000 Euro. Well 80% och keng Familljebourse kréien a praktesch 36% och keng Bourse sur critères sociaux, kann ee soen, datt méi wéi een Drëttel vun eise Résidentsstudenten, déi an d'Ausland ginn, laut Ärem Modell just 4.000 Euro kréien.

Laut eisem proposéierte Modell kritt jiddwereen d'office 5.500 Euro, jee weils 2.750 Euro Basis an 2.750 Mobilitéit. Wann dës Studenten och nach d'Leeschtungsprime kréien, wa se an der Regelstudienzäit hire Cycle ofgeschloss hunn, wat laut Statistik ongeféier 60% fir den éischten Cycle sinn, da kritt den déi op d'Joer berechent - ech kann dat jo nëmme op d'Joer berechnen, se kann érischt duerno ausbezueelt ginn - am Ganze 6.000 Euro. Fir den zweeten Cycle sinn et laut Statistik 50% vun de Studenten, déi deen an der Regelstudienzäit fäerdeg kréien. Bei deene géif et op d'Joer gerechent 6.500 Euro ginn.

Och wann een dës Leeschtungsprime net esou kann op d'Joer rechnen - duerfir hunn ech jo mat enger fiktiver Moyenne gerechent -, kann ech awer festhalen, datt méi wéi een Drëttel

vun de Résidentsstudenten an Ärem Modell 4.000 Euro d'Joer Bourse kréien, während se bei eis op d'mannst 5.500 Euro kritt. Mat 5.500 -respektiv 6.000 oder 6.500 mat Leeschtungsprime - si mer awer sécherlech erëm méi no bei der Autonomie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëlle mat eisen Amendementen de Prinzip vun der Autonomie férdere, esou wéi en d'lescht Joer op deser Plaz ganz gutt vum Här Fayot, dem Här Ben Fayot, beschriwwen ginn ass - ech zitëieren: „Den Objektiv ass et - an dozou sti mir, Här President -, de Student als onofhängegen, intellektuelle Schaffenden ze betruuchten, hien also als Erwuessenen ze betruuchten, dees selwer decidéiert, wat e studéiert, a mat der finanzieller Studentenhëllef onofhängeg liewe kann.“

Mir sinn der Meenung, datt dese Projet, wéi en eis hei virläit, net genuch dem Autonomieprinzip Rechnung dréit, deen hei viru genee zwielef Méint vun engem LSAP-Deputéierte flott verdeedegt gouf.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Dese Prinzip ass awer au contraire staark ofgeschwächt ginn, an dës virun allem duerch den héijen Undeel vun der Bourse sur critères sociaux, enger Bourse, déi also un d'Gehälter vun den Eltere gebonnen ass an déi am Fong herno ville Studenten net zoukënn.

Mir hunn also intensiv an der Fraktioun un deem Dossier geschafft an hunn och eis Amendementen ausgeschafft an an der Kommissioun presentéiert, wéi iwwregens och déi zwou aner Oppositionskräfte, déi Lénk an d'ADR, déi och fläisseg hei matgeschafft hunn. Leider si se vun der gesamter Majoritéit allesamt en bloc refuséiert ginn. Ech wäert duerfir mä Gléck nach eemol probéieren, an der Hoffnung, datt ech e puer Memberen hei am Plenum konnt iwwerzeegen, déi Reform trotzdeem anescht ze gestalten.

Ech déposéieren also nach eemol eis Amendementen dem Chamberspräsident, fir se zum Vote ze stellen. Wann ech gelift.

► **M. le Président.**- Merci.

Amendements parlementaires proposés par le groupe politique CSV

Exposé des motifs

Les présents amendements ont pour objectif de redéfinir les montants des bourses octroyées aux étudiants. Si le système se veut équitable et s'il veut considérer la situation socio-économique de l'environnement dans lequel vit l'étudiant, il doit avant tout garantir l'indépendance de l'étudiant délié de son environnement familial.

La loi du 26 juillet 2010 avait proposé un changement de paradigme qui permettait à tout jeune de suivre des études supérieures de son choix et ce indépendamment du pouvoir financier de ses parents. Le but à terme étant l'augmentation du nombre des diplômés de l'enseignement supérieur. L'initiateur du projet de loi en question voyait l'étudiant comme un jeune adulte responsable et indépendant de ses parents. Cette notion d'autonomie de l'étudiant est essentielle et devra être remise en valeur dans la refonte du système d'aide financière de l'État pour études supérieures, tout en tenant compte des capacités budgétaires de l'État.

Chaque étudiant touche une bourse de base à hauteur de 2.750 euros par année académique. Une bourse de mobilité de 2.750 euros par an est accordée à l'étudiant qui poursuit ses études dans un pays autre que celui dans lequel il réside habituellement et s'il peut apporter la preuve qu'il subit des charges en relation avec la prise en location d'un logement. Les amendements visent par ailleurs de venir en aide aux familles les plus défavorables. Les ménages qui remplissent les critères pour bénéficier de l'allocation de vie chère peuvent ainsi toucher une bourse sociale à hauteur de 1.500 euros supplémentaires. Ce critère évite en outre d'alourdir la charge administrative pour le Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur.

Qui plus est, les présents amendements proposent de revenir aux primes d'encouragement de la loi du 22 juin 2000. Ces primes, allant de 1.500 à 5.000 euros, seront attribuées une fois que l'étudiant a terminé avec succès ses études dans le cycle d'études respectif et dans la durée officielle du cycle concerné.

Les modalités quant au prêt ainsi que l'appui financier concernant les frais d'inscription sont également pris en compte et restent inchangés.

Amendements et commentaires

Amendement 1 concernant l'article 1^{er}

L'alinéa 1 de l'article 1^{er} du projet de loi est modifié comme suit:

«La présente loi a pour objet de faciliter l'accès aux études supérieures par l'allocation d'une aide financière sous la forme de bourses, de prêts avec

charge d'intérêts et de subventions d'intérêts et de primes d'encouragement.»

Commentaire:

Cet amendement marque le retour des primes d'encouragement qui seront octroyées à l'étudiant méritant, i.e. celui qui réussit son cycle d'études dans la durée officiellement prévue.

Amendement 2 concernant l'article 1^{er}

Un nouvel alinéa 3 est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 (nouvel alinéa 4) de l'article 1^{er} du projet de loi avec la teneur suivante:

«L'aide financière sous forme de primes d'encouragement est accordée par le ministre, sur demande écrite de l'étudiant à présenter dans les délais et formes à fixer par règlement grand-ducal.»

Commentaire:

Ce nouvel alinéa 3 crée la base légale pour la prise d'un règlement grand-ducal déterminant les délais et formes à respecter par l'étudiant dans le cadre de l'introduction de sa demande en obtention de primes d'encouragement.

Amendement 3 concernant l'article 1^{er}

L'alinéa 3 (nouvel alinéa 4) de l'article 1^{er} du projet de loi est modifié comme suit:

«Le montant total annuel de l'aide financière est fixé à un maximum de dix-huit mille sept deux cents euros. Ce montant total ne tient pas compte des primes d'encouragement.»

Commentaire:

Le montant total de l'aide financière de l'État par année s'élève à 18.200 euros maximum. A ce montant s'ajoutent les primes d'encouragement qui varient entre 1.500 euros et 5.000 euros en fonction du cycle d'études concerné.

Amendement 4 concernant l'article 4

Le point 1 du paragraphe 1 de l'article 4 du projet de loi est modifié comme suit:

«1. Bourse de base: la bourse de base est accessible à l'étudiant qui satisfait aux critères des articles 2 et 3 de la présente loi. Le montant par année académique est fixé à deux mille deux cents cinquante euros;»

Amendement 5 concernant l'article 4

Le point 2 du paragraphe 1 de l'article 4 du projet de loi est modifié comme suit:

«2. Bourse de mobilité: la bourse de mobilité est accessible à l'étudiant qui satisfait aux critères des articles 2 et 3 de la présente loi et qui est inscrit dans un programme d'enseignement en dehors des frontières nationales du pays de résidence du ménage dont il fait partie et qui apporte la preuve qu'il supporte les frais inhérents à une prise de location d'un logement. Le montant par année académique est fixé à deux mille deux cents cinquante euros;»

Commentaire:

Dans le but de renforcer l'autonomie de l'étudiant, les montants de la bourse de base et de la bourse de mobilité s'élèvent désormais à 2.750 euros chacune, ce qui signifie une hausse de 750 euros par rapport aux montants prévus dans le projet de loi actuel. Tout étudiant qui poursuit ses études universitaires dans un pays différent de celui dans lequel réside le ménage dont il fait partie et qui supporte des frais de location bénéficiera aux termes des bourses de base et de mobilité d'un montant minimal de 5.500 euros par an, et ce indépendamment de tout critère socioprofessionnel, financier ou d'encouragement.

Amendement 6 concernant l'article 4

Le point 3 du paragraphe 1 de l'article 4 du projet de loi est modifié comme suit:

«3. Bourse sur critères sociaux sociale: la bourse sur critères sociaux sociale est accessible à l'étudiant qui satisfait aux critères des articles 2 et 3 de la présente loi et dont le revenu total annuel du ménage dont il fait partie est inférieur ou égal à quatre fois et demie le montant brut du salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés. Par revenu total annuel, il faut entendre le revenu imposable tel qu'il est défini à l'article 7 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. Est ajouté, le cas échéant, l'abattement de cession prévu à l'article 130 de la même loi. Les montants, par année académique, des sous-catégories de bourses sur critères sociaux sont échelonnés comme suit:

a) revenu total annuel inférieur à une fois le salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés: trois mille euros;

b) revenu total annuel compris entre une fois et une fois et demie le salaire social minimum an-



nuel pour salariés non qualifiés: deux mille six cents euros;

e) revenu total annuel compris entre une fois et demie et deux fois le salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés: deux mille deux cents euros;

d) revenu total annuel compris entre deux fois et demie fois et demie le salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés: mille huit cents euros;

e) revenu total annuel compris entre deux fois et demie et trois fois le salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés: mille quatre cents euros;

f) revenu total annuel compris entre trois fois et trois fois et demie le salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés: mille euros;

g) revenu total annuel compris entre trois fois et demie et quatre fois et demie le salaire sociale minimum annuel pour salariés non qualifiés: cinq cents euros. le revenu annuel global de la communauté domestique dont il fait partie ne dépasse pas les deux mille neuf cent soixante-seize euros pour une personne seule. Cette limite de revenu est augmentée de mille quatre cent quatre-vingt-huit euros pour la deuxième personne et de huit cent quatre-vingt-douze euros et quatre-vingt centimes pour chaque personne supplémentaire dans le ménage. Ces montants correspondent au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948. Ils sont adaptés annuellement à la cote d'application applicable au 1er janvier de l'année en cours suivant les modalités applicables aux traitements des fonctionnaires de l'Etat et à toute variation du salaire social minimum.

Les montants de revenu prévus à l'alinéa qui précède peuvent en une ou plusieurs étapes être relevés par règlement grand-ducal, sans que cette augmentation ne puisse dépasser 20%.

La bourse sociale s'élève à mille cinq cents euros par année académique.»

Commentaire:

Les seuils de revenus pour la bourse sociale sont ceux retenus pour l'allocation de vie chère, telle que définie au règlement du Gouvernement en Conseil du 19 décembre 2008 portant création d'une allocation de vie chère. Ces niveaux de revenus permettent d'introduire une certaine dose de sélectivité sociale dans le système des bourses pour études supérieures et visent ainsi à soutenir prioritairement les étudiants issus des communautés domestiques les moins aisées au niveau socioprofessionnel. Comme les allocations de vie chère sont pratiquées au Grand-Duché de Luxembourg depuis des années déjà, le recours aux seuils de revenus y visés pour évaluer les besoins en financement supplémentaire de l'étudiant aboutit en outre à une simplification administrative et une réduction des coûts dans le traitement des dossiers.

Amendement 7 concernant l'article 4

Le point 4 du paragraphe 1 de l'article 4 du projet de loi est supprimé.

«4. Bourse familiale: la bourse familiale est accessible à l'étudiant si parallèlement un ou plusieurs autres enfants, faisant partie du même ménage que lui, tombent sous le champ d'application de la présente loi. Le montant par année académique est fixé à cinq cents euros.»

Amendement 8 introduisant un nouvel article 5

Un nouvel article 5 est inséré entre l'article 4 et l'article 5 actuel (nouvel article 6) avec la teneur suivante:

«Art. 5. Prime d'encouragement

La prime d'encouragement est déterminée par le diplôme obtenu; ni la situation financière et sociale de l'étudiant, ni celle de ses parents ne sont prises en considération. Le montant de la prime d'encouragement varie suivant le cycle d'études:

- Une prime d'encouragement de 1er cycle d'un montant de mille cinq cents euros est accordée aux étudiants ayant terminé avec succès leur 1er cycle d'études et dans les délais officiellement prévus pour le cycle d'études visé. Cette prime n'est accordée qu'une seule fois aux étudiants concernés.

- Une prime d'encouragement de 2e cycle d'un montant de deux mille euros est accordée aux étudiants ayant terminé avec succès leur 2e cycle d'études et dans les délais officiellement prévus pour le cycle d'études visé. Cette prime n'est accordée qu'une seule fois aux étudiants concernés.

- Une prime d'encouragement de 3e cycle d'un montant de cinq mille euros est accordée aux étudiants ayant terminé avec succès leur 3e cycle

d'études et dans les délais officiellement prévus pour le cycle d'études visé. Cette prime n'est accordée qu'une seule fois aux étudiants concernés.»

Commentaire:

La prime d'encouragement vise à récompenser les étudiants méritants, i.e. ceux ayant terminé leurs études dans les délais prévus.

La prime d'encouragement est déterminée par le diplôme obtenu; ni la situation financière et sociale de l'étudiant, ni celle de ses parents ne sont prises en considération. Le montant de la prime d'encouragement varie suivant le cycle d'études. La prime d'encouragement est octroyée à condition de ne pas dépasser la durée prévue pour le cycle d'études en question.

Amendement 9 concernant l'article 5 (nouvel article 6)

Le paragraphe 1 de l'article 5 (nouvel article 6) du projet de loi est modifié comme suit:

«(1) Le montant du prêt garanti par l'Etat avec charge d'intérêts et avec subvention d'intérêts se compose d'un prêt de base de six mille cinq cents euros par année académique. Le prêt de base de l'étudiant ne bénéficiant pas de la totalité de la bourse sur critères sociaux sociale définie à l'article 4, paragraphe 1er, point 3, peut être majoré d'un montant maximal de trois mille mille cinq cents euros duquel est déduit le montant de la bourse sur critères sociaux accordée.»

Commentaire:

En plus des bourses pour études supérieures, tout étudiant a la possibilité de bénéficier d'un prêt garanti par l'Etat avec charge d'intérêts et avec subvention d'intérêts à hauteur de six mille cinq cents euros par année académique. Si l'étudiant n'a pas pu percevoir la bourse sociale, il lui est possible d'augmenter le montant du prêt à hauteur du montant prévu par la bourse sociale, à savoir mille cinq cents euros et donc un total de 8.000 euros.

Amendement 10 concernant l'article 7 (nouvel article 8)

Le paragraphe 1 de l'article 7 (nouvel article 8) du projet de loi est modifié comme suit:

«(1) Les bourses et les prêts sont alloués pour la durée d'une année académique; ils sont liquidés en deux tranches semestrielles par année académique en cours. La bourse définie à l'article 4, paragraphe 1er, point 4, est liquidée en une seule tranche uniquement au semestre d'été. La prime d'encouragement est allouée après que l'étudiant ait apporté la preuve d'avoir terminé avec succès son cycle d'études dans les délais prévus par le cycle en question.»

Commentaire:

Pour pouvoir profiter d'une certaine stabilité financière, les bourses et les prêts sont alloués pour la durée d'une année académique et liquidés par rythme semestriel. La prime d'encouragement, octroyée après l'achèvement d'un cycle d'études, est liquidée au moment indiqué.

Amendement 11 concernant l'article 9 (nouvel article 10)

Le paragraphe 2 de l'article 9 (nouvel article 10) est modifié comme suit:

«(2) Pour l'aide accordée sous forme de bourses et de primes, le bénéficiaire doit en outre payer des intérêts au taux légal à partir du jour du paiement jusqu'au jour de la restitution.»

Commentaire:

Le présent amendement vise à étendre le régime des pénalités dues en cas d'obtention des aides au moyen de déclarations inexactes ou incomplètes aux primes d'encouragement.

Estimation de l'impact financier

Table with 9 columns: Bourses, Résidents, 16.000, Frontaliers, 9.000, Montant, Résidents, Frontaliers, Total/Coût. Rows include Bourse de base, Bourse de mobilité, Bourse sociale, Frais d'inscription, Prime d'encouragement*.

* 1er cycle (BA) 1.500 dans les délais prévus (estimations à 60%) 2e cycle (MA) 2.000 dans les délais prévus (estimations à 50%) 3e cycle 5.000 dans les délais prévus

(s.) Martine Hansen, Diane Adehm, Nancy Arendt, Emile Eicher, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marco Schank, Serge Wilmes.

Mme Martine Hansen (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann och dëse Vote negativ ausgeet, da wäert d'CSV, an

dat no laanger interner Diskussioun, an där mer awer unanime zu enger Konklusioon koumen, géint dëse Projet de loi stëmmen.

Ech résuméieren nach eemol kuerz eis Haaptgrënn: Eischtens, d'Philosophie, déi hannernt Ärem Projet steet, ass eiser Meinung no contraire zum Prinzip vun der Autonomie. Zweetens, eis proposéiert Amendementer sinn en bloc an der Kommissioun refuséiert ginn - wéi et elo hei ausgeet, weess ech jo net - a mir kënnen de Virwurf, datt se ze spéit erakomm sinn, net akzeptéieren. An drëttens a leschtens, beim Anticumul mam Kannergeld risquéiere mer eng Diskriminéierung vun eise Résidentskanner.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Hansen. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP ageschriwwen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger (DP).- „Doch vergessen wir die Anfänge der Misere nicht. Es war der Studienbeihilfeminister aus vergangenen Tagen, der diesen ganzen Mist angezettelt hat mit seiner tollen Reform, die ihm jetzt den Buckel runterrutscht. Schliesslich sitzt er nun als Europarichter gemütlich auf dem Kirchberg. Weil nun die ganzen Klagen kommen, kann er ja die Urteile schreiben.“

Här President, datt ass an enger Zeitung „Für Wahrheit und Recht“, am „Lëtzeburger Wort“, vum Michèle Gantenbein den 28. Juni.

Ech kann nëmme soen: Oh, wéi recht huet déi Journalistin! Dat ass also, firwat mer - wann een e Bléck zrëckgeheet vläicht, fir iwwert den 13. oder iwwert de Juli 2013 erauszegoen, fir eng Kéier dat Ganzt ze illustréieren - eis haut eigentlech nach eng Kéier müssen hei an der Chamber treffen e ganzen Nomëtten, fir eigentlech eng Zopp vu fréiere Feelschlei riichtzebéien.

Ech wéilt awer ganz kuerz nach op den Historique aogen. Effektiv ass et esou, datt 2010, kuerz virun de Gemengewahlen - dat war vläicht en Zoufall - den deemolegen Héichschulminister mat enger Reform vun de Studentesubsidie komm ass. Et muss ee soen, datt eigentlech deemools net direkt eng Demande do war, fir eng nei Form vu Studentesubsidien anzeféieren.

Deemools war et awer eng Argumentatioun, déi och op deem baséiert huet fir ze spueren. Dir kënn lech vläicht erënneren, mir waren an engem Kontext vun „no Kris“, an d'CSV hat d'Iddi, fir beim Kannergeld ze spueren, beim Kannergeld vun de Frontalieren, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, an datt een dann amplaz grousszügig Subsidien eleng fir déi Lëtzeburger Studente géif aféieren. Deemools ass och estiméiert ginn: 20 bis 30 Milliounen kéint een do all Joers spueren.

Mir haten deemools scho gewarnt - also ech ginn e bësselchen iwwert dee Juli vum leschte Joer eraus -, datt dat éischtens e Modell wier, dee sozial ondifferenziert wier - och schon deemools -, datt et an enger Logik wier vu Pai an Autonomie vum Student, déi een awer esou net kéint gëlle loosser. Mir haten och Problemer dermat, datt dann en Ausschloss wier vun enger Rei vu Kanner, nämlech déi vun deenen Elteren, déi hei zu Lëtzebuerg och schaffen an och zu eisem PIB bäidroen. A mir haten och deemools scho gewarnt, gesot: Dat do ka schifgoen, do kënnen mer an Europa op d'Nues fallen.

Et muss een och soen, datt deemools de Spuer-effekt ausbliwwen ass - och souguer eleng fir déi Lëtzeburger Studenten. Dat war also an där Phas, wéi nëmme déi lëtzebuergesch Kanner dat kruten. Elo sinn awer all Joers mat deene

schonn d'lescht Joer gesot -, da gesi mer, wat dobäi erauskomm ass!

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger (DP).- 2013 ass dunn dat komm, wat eigentlech jiddwereen och gefaart huet, awer sech erwaart huet: Mir hunn d'Uerteel gehat vum Europäesche Geriichtshaff. Konklusioon: D'Kanner vun de Frontalieren, vun deenen, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, kënnen net ausgeschloss ginn aus deem System.

D'Konsequenz: Déi, déi geklot haten - dat waren der deemools ronn 700 -, hu missen no-dréiglech ausbezuelt ginn. An eben och, datt all déi Nei hu missen do da vun deem Gesetz, wat mer 2013 da schnell nogeschoss hunn, respektiv wat deemools d'Majoritéit nogeschoss huet..., do sinn nach eng Kéier ronn 9.000 Studenten derbäkomm.

Ech mengen, domadder ass de Budget komplett, komplett explodéiert. Wa mer net elo reagéiert hätten, dann hätte mer dëst Joer, 2014, iwwer 170, 180 Milliounen d'Joer als Dépensé gehat.

Ech hat dat och d'lescht Joer scho gesot, ech hat dat schon... 2010 konnte mer eis dat nach net esou ausmolen, a wat fir eng Richtung déi Dépensé géife goen, mä op alle Fall, d'lescht Joer hat ech dat och scho kritiséiert.

Ech hat och d'lescht Joer gesot - eng Rei Riedner haten dat scho virdu beim Gesetz vun 2010 gesot -, datt ee misst e Plang B am Tirang hunn, wann ee schon esou en Dossier ueget. 2013, wéi dunn d'Kand am Pëtz louch, hat d'CSV awer kee Plang B.

Ech muss do och soen, d'Madame Hansen hat do e schwiéiert lerven uegetratt vum Här Bildgen, dat hunn ech och - dat kënn Der noliesen - 2013 gesot. Ech hunn hir deemools dat gesot, datt se e Cadeau empoisonné iwwerholl hätte. An et ass sécher richtig, wann d'Madame Hansen sech haut eng Rei Froe stellt. Ech hatt mer awer gewünscht, datt se sech och schon, wéi se a Fonctioun war als Héichschulminister, all déi Froe gestallt hätte. An am léifsten hätte ech och gehat, wa se all d'Antworten och deemools scho gehat hätte. Si seet, si hatt am Tirang awer eng Rei Saache gelooss. Jo, si huet eng Rei Froen am Tirang gelooss! D'Antworten, déi louchen net am Tirang an déi hu mir also als Majoritéit an deene leschte sechs Méint ausgeschafft.

M. le Président.- Här Berger, d'Madame Hansen freet, ob se...

M. Eugène Berger (DP).- Här President, ech hu guer kee Problem.

Mme Martine Hansen (CSV).- Ech wéll just kuerz als Fait personnel drop reagéieren. Also, ech hu mir och du schonns Froe gestallt! Ech hunn dat hei an der Ried gesot. An déi Antworten, déi ech dunn nach net hat, dat war zum Beispill den Anticumul mam Kannergeld: Deen hutt Dir och elo nach net geléist. D'Kritären, déi Dir hutt, déi hat ech dunn och schonns definéiert. An ech hat dat dunn och schonns am Juli - Dir kënn dat noliesen - hei an der Ried zitéiert.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger (DP).- Dir hutt d'Froen also gestallt, Dir hutt Kritären, déi ee misst considéieren, mä Dir hutt awer keng konkret Äntwert ginn. An deene sechs Méint, wou Der nach do waart, hutt Der kee Projet de loi...

(Interruptions)

M. le Président.- Ech géif elo de Riedner bieten, sech un d'Chamber...

M. Eugène Berger (DP).- Richtig, Här President!

M. le Président.- ...ze wenden, fir ze éviéieren, dass mer Zwiesgesprécher kréien. Dat wär ganz léif.

M. Eugène Berger (DP).- Richtig, Här President.

Wat ech wollt soen, dat ass, datt déi fréier Héichschulministereschen keen Text an deene sechs Méint ausgeschafft huet, deen ee vläicht och nach hätte kënnen amendéieren, op deem een hätte kënnen schaffen. Et waren eng Rei Froen, eng Rei Themfelder, déi do vläicht an den Tirang louchen.

Egal wéi, et war schon 2013 urgent, fir eng Reform ze maachen, an èmsou méi ass et 2014 elo eng Urgence gewiescht, fir déi Reform ze maachen, wéinst deem Problem vum Budget, deen hei aus dem Rudder gelaf ass. An awer och - dat muss een awer och soen, an ech wäert do nach drop zrëckkommen -, well mer och net nëmme der Meinung sinn, mä iwwerzeegt sinn, datt mer och en anere Modell brauchen, e Modell, dee virun allem sozial gerecht ass.



erëm op e méi oder weéner normale Wuess- tum vun de Studiebäihëllefen zréck. Natierlech sinn des Moosname Spuermoosnamen, wa mer se mam Joer 2013/14 vergläichen, an et ass och richteg, dass déi meescht vun de Studenten am Hierscht 2014 manner Bourse kréie wéi am Hierscht 2013.

Et ass och fir déi gréng méi einfach, Suen ze verdeelen, wéi Suen anzespieren. Mir mengen awer, dass mer net derlaanscht kommen, des Mesuren ze huelen, fir eng falsch Politik ze re- dressieren.

An ech muss dann eng leschte Kéier - dann ha- len ech awer och domadder op - soen, dass ech iwwert de Culot vun der fréierer Ministesch aus där Partei, déi eis dee Schlamassel hei age- brockt huet, beandrockt sinn. Ech setzen owes doheem um Canapé, ech kucken d'Noriichten an da mengt grad just déi Politikerin, si dierft dem aktuellen Héichschoulminister eng Lek- tioun erteelen, wéi hien d'Studienhëllefen elo misst regelen: Il faut oser le faire!

► Plusieurs voix. - Très bien!

► M. Claude Adam (déi gréng). - D'Bourse am Projet de loi 6670 ass a véier Dealer ge- deelt: fir d'Éischt 2.000 Euro Basisbourse, also als Startkapital fir jiddwer Student. Dat ass net esou vill wéi d'Kannergeld virun 2010. Dat ass net sozial gerecht. Dat geet och net duer, fir ze studéieren. Mir betuechten dat als dat, wat et ass, eng Basis vun nëmmen, oder em- merhin 2.000 Euro fir jiddwereen, deen an enger Héichschoul ageschriwwen ass, an En- couragement, ee Startkapital, fir e Studium unzagoen.

Et ass probéiert ginn, dese Montant eropzeset- zen. Et huet net un Iddie gefeelt. Et ass awer esou, dass déi Bourse de base, well absolut keng Konditioun dru gebonnen ass, wierklech deen Deel Suen ass, dee mat der Strenz verdeelt gëtt, an natierlech och deen deiersten Deel vun der Bähillef ass. Wann een des Basis- bourse substanzuell héicht, ass d'Zil, fir erëm eng normaliséiert Entwécklung vun de Käsch- ten ze kréien, net méi ze errechen, an de Wonsch vun der Majoritéit, fir méi geziilt do ze hëllefen, wou et wierklech néideg ass, kann och net méi emgesat ginn.

Dann hu mer 2.000 Euro als Mobilitéitsbourse. Et war e Konsens, dass et am Prinzip méi deier gëtt, fir am Ausland ze studéieren, wéi am In- land. An et war e Konsens, fir eng Mobilitéits- bourse anzeféieren, fir deene Studenten ze hël- lefen, déi mussen eng Studentewunneng am Ausland sichen an och mussen Loyer bezuelen. Iwwert déi 2.000 Euro war et kee Konsens ginn. 2.000 Euro geet net duer, fir e ganz Joer de Loyer ze bezuelen. Et ass och richteg, dass de Loyer a verschiddene Länner an a verschid- dene Stied méi héich ass wéi an aneren. Paräis a London si méi deier wéi Stroosbuerg oder Aberdeen.

Mir hunn de Kritär vun engem Studium an engem anere Land als Konditioun un des Bourse gehaangen. Dat gëtt kritiséiert. Dat kann een och kritiséieren. Jo, et ass net gléck- lech, dass e Jonke vu Wäisswampech keng Mo- bilitéitsprime kritt, wann en op Esch/Belval stu- déiere geet, e Jonke vun Athus awer eventuell esou eng Bourse ka kréien. Et ass och eng gewësse Benodeelegung, wann e Student vun Athus muss an en anert Land goen, wann en eng Mobilitéitsbourse vum Lëtzebuerger Stat wëllt kréien, wou hien dach am léifsten a Frankräich studéiert, a Montpellier ass och wäit ewech, an do muss en och Loyer bezuelen.

Et ass gefrot ginn, fir no engem Städteindex ze fueren an d'Bourse unzepassen, jee nodeems et eng méi oder manner deier Stad wier, wou de Student studéiert. Mir sinn net fir esou eng Re- gel. Et ass méiglech, fir déiselwecht Matière op verschiddenen Unien a verschiddene Stied ze studéieren. De Käschtepunkt vum Loyer, d'Qualitéit vun der Uni - an hei sollte mer net ze vill iwwerheflech sinn -, d'Distanz vun do- heem, d'Sproochekenntnisser, d'Aschreiwungs- gebühre spille mat bei der Décisioun, wou de Student wëllt higoen.

Muss de Stat, an et wier och emol vläicht flott, fir eng Kéier ze soen: muss d'Allgemengheet en Énnerscheid maachen, ob de Student wëllt op Paräis oder op Stroosbuerg goen? Mir mengen net.

Déi absolut sozial Gerechtegheet kréie mer och net iwwer e System vu Bourssen agefouert. An awer menge mer, dass mat de Kritäre vun der Mobilitéitsbourse, déi déiselwecht si wéi déi vun der Erasmus-Bourse, e puer wesentlech Punkten erfüllt ginn.

Mir hunn an haten emmer en Interessi drun, fir eis jonk Leit an d'Ausland studéieren ze

schécken. Mir hunn och en Interessi drun, eng gutt Uni zu Lëtzebuerg opzebauen. Mat der Mobilitéitsbourse, wéi mir se hei aféieren, ma- che mer engersäits d'Uni Lëtzebuerg e bësse méi interessant fir eise Frontalieren hir Kanner, droen anerersäits awer och der Tatsaach Rech- nung, dass fir déi allermescht Studenten e Stu- dium am Ausland nun eemol vill méi oft mat Méiausgabe fir Loyer an Urees verbonnen ass wéi e Studium heiheem.

D'Ongerechtegheet, dass Tréier am Ausland ass a Belval net, gefällt eis net, mä et ass eis kee Modell presentéiert ginn, deen eis méi gerecht virkomm ass. Mat 2.000 Euro si jo bāi Wäitem net all Onkäschte bezuelt. Ech ka mer schlecht virstellen, dass ee just an d'Ausland studéiere geet, fir eng Mobilitéitsbourse ze kréien.

Mir mussen ronderem d'Uni genuch Studente- wunnengen hunn, déi mer zu engem faire Präis de Studenten ubidden. A mir mengen, et wier absolut legitim, fir e Contingent fir Résidenten ze reservéieren, déi am eegene Land mussen mobil sinn.

De Lëtzebuerger Stat huet iwwregens eng ganz Rei Studentewunnengen. „Net genuch“, gëtt oft gesot. Dat ass en Dossier, iwwert dee mer eng Kéier misste schwätzen. Den Informa- tiounen no, déi ech hunn, ass d'Demande no Wunnengen a Studentefoyeren un de Lëtze- buerger Stat erstaunlech kleng. Vlächicht kann de Minister eis herno nach eppes zu deem Punkt soen.

Dann hu mer eng Sozialbourse vun 3.000 Euro. Mat der Sozialbourse ass déi maximal Bourse em 500 Euro méi héich wéi bei där aler Bourse Biltgen an Hansen. Et ass deen Deel vun der Bourse, deen u soziale Kritären hânt. Richteg ass et, dass just wéineg Studenten wäerten en Urecht op déi maximal Sozialbourse vun 3.000 Euro hunn. Fir eis ass et awer absolut verständlech, dass e Student, deen aus engem Elterehaus kënt, wou de Revenu ënner dem Mindestloun läit, 3.000 Euro pro Studiejoer méi kritt wéi e Student, bei deem de Revenu vun den Eltere méi wéi 4,5-mol esou héich ass.

Déi Staffelung vun der Sozialbourse ass duerch den Amendement vun der Regierung däitlech verbessert ginn. Mir sinn der Meinung, dass des Sozialbourse e wäertvollen a sennvollen Deel vun de Studiebäihëllefen ass. De Prinzip, dass e Student aus engem ekonomesch benodeelegte Milieu soll substanzuell méi Hëllefe kréie wéi en aneren, stelle mir net a Fro.

► Une voix. - Très bien!

► M. Claude Adam (déi gréng). - Et ass een Énnerscheid, ob Elteren hire Kanner e Studium net „wëllen“ finanzéieren oder net „kënnen“ fi- nanzéieren. Ech kommen nach eng Kéier op dee Punkt zréck, wann ech iwwert de Prêt schwätzen.

Nei zum urspréngleche Projet ass dann och eng Familljebourse, déi d'Regierung agefouert huet. Wann zwee Kanner zur selwechter Zäit op der Uni studéieren, kréie se allen zwee 500 Euro zousätzlech Bourse. Dëst ass weder eng Basisbourse nach eng Sozialbourse. Mat deem Deel Bourse wëlle mer virun allem der Tatsaach Rechnung droen, dass d'Studenten an hir Famill a méi enger schwieriger Situatioun sinn, wa se nach Geschwëster hunn, déi och studéiere ginn. Wa mer de Prinzip akzeptéieren, dass mam Studéieregoen d'Zäite vum Kan- nergeld eriwirer sinn, dann ass et och kee Wid- derspruch, dass just d'Zuel vun den Héichschulstudenten décidéiert, ob een esou eng Bourse kritt oder net.

E bësse méi problematesch ass et, wann de Brudder oder d'Schwëster zwar nach studéie- ren, awer keen Urecht méi op eng Studiebäihëllef hunn, well se d'Konditiounen net méi er- fëllen. Dann hunn automatesch och de Brud- der oder d'Schwëster, déi Student oder Stu- dentin sinn, keen Urecht méi op d'Hëllef, ob- schon hien oder hatt sech eigentlech näischt zuschold komme gelooss hunn.

An da gëtt et nach, wéi am ale Gesetz och, d'Méiglechkeet, eng Hëllef vun 1.000 Euro ac- cordéiert ze kréien, wann e Student an enger besonnesch schwieriger Situatioun ass. Hei ass d'Halschent Bourse an d'Halschent Prêt. Mir wëssen, dass hei nëmme wéineg Demandé ge- stellt ginn. Am Zäitraum vun 2010 bis 2012 waren et der 14. Aacht Demandé sinn akzep- téiert ginn.

Ier ech dann zum eigentleche Prêt kommen, ginn ech nach kuerz op d'Hëllef bei den Aschreiwungsgebühren an. Bis 3.700 Euro Aschreiwungsgebühre kënnen duerch eng staatlech Hëllef gedroe ginn, jee weils zur Hal- schent als Bourse an als Prêt.

Do hate mer dann och d'Diskussiounen, ob een déi Fraisé bis zu engem vill méi héije Mon- tant misst droen. Mir mengen net. Nach ass d'Méiglechkeet, fir e Studiegang ze fannen, bei deem d'Aschreiwungsgebühren ënner dem Seuil leien, grouss genuch. Et kann och net

sinn, dass d'Allgemengheet bei allméigleche Privatschoulen onbegrenzt Hëllef finanzéiert.

E spezifesche Problem, an d'Kolleejin vun der LSAP huet et och scho gesot, kéint awer an nächster Zukunft mat Groussbritannien en- stoen. Dorop kommen ech nach eng Kéier zréck.

Am Résumé: E Student, deen zu Lëtzebuerg wunnt a studéiert, kritt 2.000 bis 5.000 Euro Bourse. E Student, deen zu Lëtzebuerg wunnt an am Ausland studéiert, kritt 4.000 bis 7.000 Euro Bourse. E Student, deen am Aus- land wunnt a vun deem een Elterendeel an deene leschte siwe Joer op d'mannst fënnf Joer zu Lëtzebuerg geschafft huet, kritt 4.000 bis 7.000 Euro Bourse, wann en am Ausland studéiert, och wann en zu Lëtzebuerg stu- déiert. Deeselwechte Student kritt 2.000 bis 5.000 Euro Bourse, wann en a sengem Hee- mechtsland studéiert. E Student, deen e Brud- der oder eng Schwëster op der Uni huet, kritt 500 Euro zousätzlech.

Dat ass fir wéineg Studente méi wéi bis elo, an dat ass fir vill Studente manner wéi bis elo. Dat ass am europäesche Verglach nach emmer eng zimlech anstänneg Hëllef. A wann ech am Ufank gesot hunn, e Gesetz iwwert d'finanziell Hëllefen zu Héichschulstudie misst all Student et erlaben, studéieren ze goen, dann ass et kloer, dass et mat der Bourse eleng och am gënschtegste Fall net duergeet.

Duerfir gëtt et dann och nach deen Deel Prêt. De Basisprêt ass 6.500 Euro, genee wéi beim Gesetz virdrun. D'Zréckbezuete geet och net direkt nom Studium un, an den Zënstaun ass garantéiert. Dat ass eng gutt Saach. Am Mo- ment leien d'Zënse déif, da spiert keen dat weider, mä dat muss net emmer esou bleiwen.

Wann d'Aschreiwungsgebühren héich sinn, da kann et sinn, dass bis zu 1.850 Euro Prêt der- bäikommen. A wann eng Demandé fir speziell Hëllefe gemaach gëtt, da kënnen och nach eng Kéier 500 Euro Prêt derbäikommen. Dat ass och nach alles d'selwecht wéi am ale Gesetz.

Nei ass awer dann: Dee Student, dee keng So- zialbourse oder net déi ganz Sozialbourse kritt, ka bis zu 3.000 Euro zousätzlech léine goen. Mir begrëssen des Méiglechkeet, déi och op Interventioun vun der ACEL agefouert gouf. Mir warnen awer och virun deser Méiglechkeet. Ech kommen nach eng Kéier op dee Punkt ze schwätzen.

Mam Projet de loi 6670 léise mer net all Pro- blemer fir déi nächst zéng Joer. Mir mengen awer, dass de Minister seng Hausaufgabe gutt gemaach huet, an déi gréng ënnerstëtzen dëst Gesetz.

► Plusieurs voix. - Très bien!

► M. Claude Adam (déi gréng). - Mir sinn der Meinung, dass mer och an Zukunft nach méi oft iwwert d'Studentebourse wäerten disku- téieren. Duerfir depozéieren ech am Numm vun deenen dräi Majoritéitsfraktiounen eng Motioun, déi selbstverständlech opsteet an och däreif vun deenen anere Fraktiounen a Parteie gedroe ginn, wou mer d'Regierung opfuerde- ren, no engem Joer e provisoresch Bilan ze maachen an no zwee Joer e fundéierte Bilan ze maache vun deem Gesetz, wat mer haut stëm- men.

Mir froen och, dass d'Regierung déi Gedanken, déi schonn eng Zäit laang am Raum schwiegen, fir en Organ vun enger national re- presentativer Studentevertriédung ze schafen, intensivéiert. Bei deenen Diskussiounen huet ee gemierkt: Esou e Gremium feelt eis. Mir mengen, esou en Organ wier wichteg.

Mir mengen, dass et wichteg ass, e Suivi ze maache vun der Situatioun vun de Studenten. Eventuell wier et ubruecht, en Observatoire an- zeriichten. Eventuell kann een awer och e be- stehend Gremium mat enger neier Missioun befaassen. Dat muss d'Regierung ënnersichen.

Mir fannen, dass et net gutt ass, dass mer zwar schonn eng ganz Rei Donnéeën hunn, déi iwwert de CEDIES erakommen, dass mer awer keng Auswärtung vun desen Donnéeën hunn. An et ass nun eemol esou, dass d'Situatioun op den Héichschulen net statesch ass. Mir mussen eis Méiglechkeete ginn, op Ännerun- gen ze reagieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant que dans sa motion votée le 13 juillet 2010, à l'occasion de l'adoption de la réforme de juillet 2010, elle avait invité le Ministre de l'époque à procéder à une évaluation des effets de la réforme au bout de 12 mois;

- notant que cette évaluation n'a été réalisée que de manière rapide et sommaire dans la réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace du 11 juin 2012;

- estimant que la réforme actuelle des aides finan- cières de l'État pour études supérieures, tout

comme les réformes et adaptations antérieures, souffre toujours d'un certain manque de données et de statistiques fiables par rapport aux nom- breuses implications des modifications proposées;

- considérant que la récente étude lancée par le comité d'action des étudiants en coopération avec le Centre Information Jeunes fournit cer- taines indications utiles sur les coûts de vie et d'études des étudiants;

- considérant que le nouveau montant maximal d'aide financière auquel peut prétendre l'étu- diant-e monte désormais à 18.700 EUR et qu'une partie importante peut être attribuée en tant que prêt;

- rappelant que vu le large choix des domaines, des lieux d'études et des régimes linguistiques qui sont ouverts aux étudiant-e-s luxembourgeois, une orientation efficace s'avère particulièrement complexe et devra être analysée et adaptée aux besoins actuels;

invite le Gouvernement

- à présenter un premier bilan du nouveau sys- tème d'aides financières pour études supérieures après un an et une évaluation détaillée deux ans après la mise en application de la réforme;

- à étudier la mise en place d'un Observatoire de la vie estudiantine ayant notamment pour mis- sion le suivi de la situation socio-économique des étudiant-e-s afin d'assurer la disponibilité de don- nées statistiques fiables et régulières;

- à analyser la création d'un organe officiel de re- présentation nationale des étudiants;

- à se donner les moyens nécessaires pour accom- plir ces missions.

(s.) Claude Adam, Eugène Berger, Taina Boffer- ding.

Ech hat Groussbritannien ugeschwat. Hei ass en Trend zu emmer méi héijen Aschreiwungs- a Studiegebühre feststellen. Dat ass engersäits drop zréckzeféieren, dass d'Engländer eng zim- lech liberal Schinn fueren. Mä ech wëll mer et awer och net esou einfach maachen. Et gëtt och nach aner Ursachen. Et gëtt weltwäit e Flux vu Studenten, déi aus enger Region an eng aner Region studéiere ginn. Zum Beispill gi vill Studenten aus Osteuropa a Westeuropa studéieren.

Kleng Länner - Lëtzebuerg zielt och nach em- mer derzou - schécke méi Studenten an d'Aus- land, well si net kënnen alles ubidden. Beispill: Zypern huet 12.000 Studenten an d'Ausland geschéckt, aus dem Ausland kommen awer nëmmen 1.600 Studenten an Zypern. A Groussbritannien ass dat Verhältnis e ganz anert. Do sinn 2008/2009 13,6-mol méi Studenten an d'Land komm, wéi der aus Groussbritannien an aner Länner gaange sinn, an duerfir hunn ech och en...

(Interruption)

Här Kartheiser, wann Der eppes ze soen hutt, da waart, bis et un lech ass, wann ech gelift!

Ob mir grad just...

► M. le Président. - Jo,...

(Hilarité et interruptions)

► M. Claude Adam (déi gréng). - Datt d'Eng- länder probéieren, en Deel vun hirem Invest an d'Héichschoul iwwert d'Gebühren eran- zekréien, dat mussen mir net gutt fannen. Ob grad just mir et sollen allze schaarf kritiséieren, dat ass eng aner Fro. D'Situatioun am A behale mussen mer op alle Fall.

Mir sinn der Meinung, dass et an Zukunft wichteg ass, dass och vu Lëtzebuerg aus vill Leit an England studéiere ginn. D'Entwécklung vun de Fraisen un engleschen Héichschoule kéint eis dozou féieren, eng Kéier speziell mussen do Hëllefen anescht ze organiséieren.

Mir sollten och, an dat hat ech och ugedeit, d'Méiglechkeet vun enger iwwerdréiwener Verschëldung vun engem Student eescht hue- len. De maximale Prêt, deen e Student ufroe kann, läit bei 11.850 Euro an engem Joer. Wien ass hei am meeschten a Gefor? Ma dee Student, wou de Stat mengt, d'Eltere kéinten opgrond vun hirem Akommes eng finanziell Ennerstëtzung verkraaft, a wou d'Eltere déi Ennerstëtzung awer net bréinge kënnen oder net bréinge wëllen.

An deem Fall kann de Student awer studéiere goen, mécht awer an deem fir hien ongënsch- tegste Fall en héije Prêt. Mir hunn et jo hei mat jonken Erwuessenen ze dinn, déi hir eegen Zu- kunft gestalten. Mir si schonn der Meinung, dass et Situatiounen gëtt, déi esou e Prêt rech- fertegen. Duerfir ass et och gutt, dass e méiglech ass.

Mir erënnere awer och nach eng Kéier dorun, dass et fir Elteren net esou einfach ass, ze soen: „Ech kéint zwar hëllefen, mä ech wëll net hëlle- fen.“ Kanner hunn heesch och Verflüchtungen hunn! Déi Verflüchtungen halen net op mat engem Gebuertsdag an och net mat engem



Universitätsstudium, och wann d'CSV déi Meening vläicht net deelt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Mir mengen, datt et wichteg ass, datt jonk Leit op eng seriö Berodung kënnen zréckgräifen, a mir sinn och der Meening, datt een desén Aspekt vun der Studiebahhëllef soll iwwerwaachen.

Et ass jo haut net méi esou, datt een automatesch no engem Héichschoulstudium en direkten Zougang zu enger gutt bezuelter Plaz op Liewenszäit huet. D'Iddi, fir zumindest en Deel vum Prêt kënnen an eng Bourse ëmzemandelen, ass net verkiert. Et wier sënnvoll, sech Gedanken driwwer ze maachen, a mir hunn eis der och schonn driwwer gemaach.

Den Amendement vun der CSV schéisst awer wäit iwwer d'Zil eraus, an duerfir ënnerstëtze mir deen net.

Wéi mer 2010 déi sougenannte „Loi Biltgen“ agefoert haten, hat den Här Biltgen eis versprach, mir kréiche praktesch gratis an automatesch elo och eng ganz Rei Donnéeën iwwer eis Studente matgeléiwert. Dat hu mer och oft nogefrot, krute mer awer bis elo nach ni.

Mir brauchen esou Donnéeën, fir eng seriö Héichschulpolitik am Intérêt vun eise jonke Leit ze maachen. Wa mer gefrot hunn: „Wéi vill Studenten halen ënnerwee op?“, da krute mer eng Äntwert: „Oh, ongeféier een Drëttel vun de Studenten hält ganz op mat studéieren, een Drëttel fänkt en neie Studium un an een Drëttel mécht de Studium fäerdeg.“ Déi Aschätzung war eis vill ze vill graff. An ech mengen och, datt se nach e Stéck vun der Realitéit ewech ass.

An deem Sondage vun der UNEL, vun deem ech scho geschwat hunn, heescht et, datt 40% vun de Bachelor-Studente scho méi laang studéieren ewéi sechs Semester, also schonn iwwer d'Regelstudienzäit ewech sinn. Da gëtt och nach gesot, wéi vill Prozent gewieselt hunn, opgehalen hunn. Dat sinn alles Donnéeën, déi onprezis sinn, mä mir hunn nach keng besser. Et wier awer immens interessant erauszefannen, firwat datt esou vill Studente wiesselen oder ophalen.

D'UNEL seet, well esou vill Studenten ophalen, wiesselen, verlängeren, missten d'Hëllef verlängert ginn. Mir mengen éischter, datt d'Orientatioun muss wesentlech verbessert ginn. Mir mengen och, datt d'Ausenanesetzung mam schouleschen a familiäre Milieu iwwert dat, wat ech wëll an aller Onofhängegkeet studéieren goen, éischter e wäertvollen Exercice ass wéi eng Kapitulation vum onofhängegen Student.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, mir hunn en Interessi, datt méiglechst vill jonk Leit studéieren ginn, datt méiglechst vill jonk Leit och an d'Ausland studéieren ginn. Mir hunn et mat jonken Erwuessenen ze dinn, déi hu schonn eng ganz Rei opzewisen an hirem Liewen: Sechs Joer Primärschoul a siwe Joer Secondaire mat Erfolleg hu si hannert sech bruecht. Dat geet net vum selwen, do brauch een Energie, do brauch ee gutt Enseignant an do ass mat déi gréissten Hëllef och en Elterehaus, wat d'Schoul an de schoulesche Wee ënnerstëtzt.

Mat deem Gesetz kann all Mënsch, deen Zougang zu enger Héichschoul kritt, och studéieren goen. Wa seng Elteren hien net ënnerstëtze kënnen, well se finanziell d'Méiglechkeet net hunn, dann ass et e bësse méi schwéier, mä et ass méiglech. Wa seng Elteren hien net ënnerstëtze wëllen, obscho si dat kéinte maachen, dann ass et nach méi schwéier, mä awer och nach ëmmer méiglech. Dat war mam ale Gesetz och net vill anescht. Mir hunn en Intérêt drun, datt jonk Leit studéieren ginn.

Mir sollten awer och wëssen, datt et aner interessant berufflech Weeër gëtt. Mir sollten deene Jonken, déi net kënnen op eng Héichschoul goen, och net arieden, si wieren näischt oder manner wäert.

(Brouhaha)

Op vill Aspekter sinn ech net agaangen, zum Beispill op d'Méiglechkeet, datt een och bei engem Fernstudium ka finanziell ënnert d'Äerm gegräff kréien, oder op déi positiv Décisioun, datt mer keng Alterslimite fir den Zougang zu den Hëlfele an d'Gesetz gesat hunn. Duerfir sinn ech frou iwwer den ausféierleche mëndlechen a schrëffleche Rapport vun der Rapportrice, där ech och heimat wëll villmools Merci soen. An lech soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Adam. Nächste Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wa mer en neit Gesetz maachen an enger esou wichtiger Matière, da stellen ech mer einfach emol d'Fro: Wéi sollt esou e Studiebahhëllefegesetz idealerweise ausgesinn? Mir maache jo en neit Gesetz, mir kënnen also innovéieren. Wat wieren d'Ziler vun engem gudden neie Gesetz, wann en Zäit genuch gehat hätt, fir et auszeschaffen?

D'Zil misst sinn, éischters, datt all Lëtzeburger Awunner, dee studéiere wëllt a studéieren kann, dat heescht déi néideg intellektuell Voraussetzungen derfir matbréngt, studéieren kann, wat e wëllt a wou e wëllt, an dat, zweetens, onofhängeg vum sengen Elteren a vun deem, wat seng Eltere wëllen a wat seng Eltere kënnen, wie seng Eltere sinn, wat seng Eltere schaffen a wat seng Eltere verdéngen.

(Interruptions)

Den Här Adam huet ganz recht:...

► **M. le Président.** - Wann ech gelift! Just den Här Reding huet d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - ...Idealerweise müssen a sollen Elteren hir Kanner ënnerstëtzen. A jo, si hunn och eng juristesche..., si hunn och d'Flicht, hire Kanner ze hëlfele, juristesche. Mä en attendant, wat mécht dann dat Kand, deem seng Eltere soen: „Ma mir hunn dech dach elo net d'Première maache gelooss, fir dass de «Nënéné» studéiers zu Souwisoul!“ Wat mécht et? Et féiert e Prozess géint seng Elteren! An en attendant: Kann et studéieren, jo oder neen? Neen, et kann net studéieren! An zumindest an esou Fäll misst esou Leit kënnen direkt an ad hoc gehollef ginn, onofhängeg vum engem Recours géint d'Elteren.

An idealerweise géif fir eis esou en neit Gesetz drëtters bedeiten, datt mer Sozialtransferten iwwer eis Grenzen ewech verschwannen doen, well déi Leit, déi Grenzgängerkaner an hire Länner - Däitschland, Frankräich, Belgien, dat si jo dann d'Grenzgänger - och méi oder manner gutt Studiebahhëlfele hunn, vun deene se profitéieren kënnen, an dat onofhängeg dovun, ob ee vun hiren Elterendeeler zu Lëtzebuerg schafft oder net.

Den ale System Biltgen war bestëmmt net ideal, mä e war u sech e gudder System, an nees eng Kéier gouf eng gutt an eigentlech ganz generéis Iddi vun Onofhängegkeet vum jonke Mënsch duerch eng falsch interpretéiert EU-Regel futtigemaach. Dat muss een einfach klipp a kloer soen! Europa huet eis dëst generéist Gesetz futtigemaach!

Fakt ass...

(Interruption)

Majo, Madame Loschetter, et ass einfach wouer!

Fakt ass, datt d'EU an Héichschoulsaache kengerleer Kompetenz huet. Fakt ass och, datt et géif duergoen, datt mer aus de Studiebahhëlfele eng kommunal Aufgab géife maachen, da kéinte se guer net méi un eis erukommen. A Fakt ass och, datt ech, wéi den Här Adam sot, et wier bedauerlech, datt e Student vun Athus, deen op Belval geet, kann eng Mobilitéitsbourse kréien an dee vu Wäiswampech net, dat wier onglécklech, datt ech duecht an ech soen lech: Dat ass net onglécklech, dat ass skandaléis!

Bon, Kolleegen, wéi mer hei den Hearing hate mat de Studenten, huet jiddwereen...

► **M. le Président.** - Här Reding, erlaabt Dir, dass den Här Adam lech eng Fro stellt?

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, wann ech dräi Minutte kréien, déi hien iwwerzunn huet, hunn ech kee Problem domat.

► **M. le Président.** - Neen, Dir kritt déi selbstverständlech ugerechent.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, natierlech, selbstverständlech.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här Reding, fannt Dir et dann och skandaléis, datt de Student vun Athus, wann en op Montpellier geet, keng Bourse kritt? Oder ass lech dat méi egal, wéi wann dee vu Wäiswampech op Belval kënn't?

► **M. Roy Reding (ADR).** - Dee kritt déi, well Athus läit a Belgien a Montpellier läit a Frankräich, Här Adam, voilà!

(Hilarité)

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Pardon, da Bréssel.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Sou! Domat dann zu deene Kampfstoryen, déi mer hei erzielt hunn, wéi mer d'Studenten ugehéiert hunn. Wéi mer d'Studenten ugehéiert hunn, hu vill vun de Kolleegen erzielt: „Majo, wéi ech studéieren gaange sinn...“, wou sinn ech hiigaangen, wat krut ech als Bourse, wat hunn ech misse schaffen goen an esou weider an esou weider. An d'Studente ware mat Recht e bes-

sen agacéiert, well se sot: „Mä haut ass alles anescht, haut ass alles méi deier!“, an esou weider.

Mä ech kommen trotzdeem drop zréck. Wéi war et da fréier? Deemools konnt ech als Aarbechterkand mat enger Première vum lechter-nacher Lycée op eng Uni goen, an zwar net egal wat fir eng, mä déi beschten Droits-Uni vu Frankräich. Ech krut e Stéck Prêt mat Zësen, ech krut e Stéck Prêt ouni Zësen, ech krut e Stéck Bourse. Meng Prête konnt ech lacker rembourser, wéi ech fäerdeg war. Dat war Chancéglichheet au départ, an et ass déi Chancéglichheet, déi mer haut mat deemem Gesetz net méi garantéieren.

Fir mech ass e Studiebahhëllefegesetz, wat dat doten net erlaabt, nämlech datt en Aarbechterkand onofhängeg vun der finanzieller an och der moralescher Astellung vum sengen Eltere ka studéieren op enger Topuniversitéit, inakzeptabel. An eleng duerfir géif ech esou e Gesetz nimools stëmmen.

Dat Gesetz hei ass a senger Gesamtheit net gutt an et ass och a sengen Detailen net gutt. Mir hu jo elo schonn d'Mobilitéit ugeschwat. Eng aner Saach ass zum Beispill den Élément de la famille. Dat ass einfach Quatsch! Et ass einfach Quatsch ze kucken, wéi vill Kanner vun enger Famill studéieren. Et muss ee kucken: Wéi vill Kanner huet déi Famill. A wann dat eent scho fäerdeg ass mat de Studien, éier dat zweet ufänkt, oder dat zweet fäerdeg ass, éier dat drëtt dann dohinnerkënn't, da muss een dach a Kont huelen, datt déi Famill iwwer Gebühr an aussergewöhnlech vill Efforte muss maachen. An deem muss ee kënnen Rechnung droen.

Och déi Limitatioun vum Prêt fannen ech aus deene virgenannten Ursachen net richtig.

D'Sozialkomponent, et deet mer leed, dat ass de Contraire vun enger Simplification administrative. Et ass schwéierfällig, et ass komplizéiert. Et bedeit, datt en Apparat muss opgebaut ginn, deen ech gäre géif als Usine à gaz duerstellen. Studenten, déi vun hiren Elteren déi néideg Pabeieren net kréien, kommen an Däiwelskichen. Et ass een onwahrscheinlechen Opwand.

Et sollt een et einfach esou maachen, wéi d'Madame Hansen an hirem exzellenten, ech géif scho bal soen „Rapport“ virgeschloen huet.

(Interruptions diverses)

Ech däerf meng Nopesch och eng Kéier luewen, jo. Da kommen ech zum...

► **Une voix.** - ...Éierlechkeet.

► **Une autre voix.** - Ech weess net, ob se dat wëllt.

(Hilarité)

► **M. Roy Reding (ADR).** - Da kommen ech op mäi Lieblingsthema, dat sinn d'Droits d'inscription. Do gesäit dëst Gesetz vir, mir hate scho Rieds driwwer an der Kommissioun, mä ech soen et dann hei fir de Plenum a fir d'Effentlechkeet, do gëtt virgesinn: 3.700 Euro Maximum mat 50% Bourse, 50% Prêt. Mir hunn als ADR do en Amendement erabruucht, wou mer gesot hunn, mir hätte gäre zumindest fir dat, wat iwwer dee Montant erausgeet, e Prêt, fir datt Leit kënnen op Unie studéieren, déi ebe méi deier si wéi 3.700 Euro. England ass hei schonn ugeklongen.

Mä kommt, mir nennen emol einfach ganz konkret Chifferen! An England ass déi moyenne Aschreibegebühre fir eng Uni, fir eng normal Uni - mir schwätzen net vu Medezin an esou - 11.000 Euro d'Joer! An enger Schoul wéi der École hôtelière de Lausanne ass d'jährlech Aschreibegebühre 45.000 Euro! Dat ass einfach Fakt. An esou Fakte misst ee kënnen Rechnung droen.

Bon, deen Amendement gouf niddergestëmmt, genau wéi déi Amendementer vun de Kolleegen vun deene Lénken an d'Amendementer vun der CSV. Ech representéieren mäin Amendement, eisen Amendement vun der ADR hei net! Well mir soen, mir wëllen deen „simulacre de démocratie et de débat démocratique“ net matmaachen. Dir sidd mam Bulldozer an der Kommissioun driwwergefuert an Dir géift och hei am Plenum mam Bulldozer driwwerfuert. Dat brauche mer net.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Dir waart net ganz oft an der Kommissioun, hunn ech festgestallt.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Pardon? Wien, wou?

► **M. le Président.** - Den Här Minister.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Ah, den Här Minister. Jo, Här Minister Meisch, Dir wëllt mech eppes froen?

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Ma et ass

mer an Erënnerung komm, datt Dir net ganz oft an der Kommissioun derbäi waart.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Mä Är Kommissiounen, mir kënnen och dorivwer gäre schwätzen: Wa Kommissiounen festgeluecht ginn den Dag selwer oder den Dag virdrun op mëttes eng Auer, wou mer um zwou Auer zum Beispill Agrikultorkommissioun hunn, dann ass et fir eng Partei, déi dräi Deputéierter huet, relativ schwieier, op zwou Plaze gläichzäitig ze sinn, Här Meisch!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Da gesäit een, wou datt d'Prioritéite gesat ginn.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Nichtsdestotrotz hunn ech awer déi Aarbecht intensiv verfollegt, an an där doter Kommissiounssetzung hunn ech jo mäin Amendement proposéiert.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Jo, an enger...

► **M. Roy Reding (ADR).** - Gutt, Här Meisch, wat wëlle mer? Wëlle mer Exzellenz hei am Land? Oder wëlle mer lamentéieren, datt mer et nohalteg net fäerdegbréngen, fir qualifizéiert Leit auszubilden, fir d'Posten ze besetzen? Wëlle mer viru lamentéieren, datt 10.000 nei Aarbechtsplaze geschafe ginn, a mir hunn hei am Land net déi richtig Leit, fir se ze besetzen?

Dat ass dach d'Fro! Et gëtt eng Inadequatioun tëschent Offer an Demande um Aarbechtsmaart. An do kéint notament hëlfele, datt mer eise Studente géifen hëlfele, déi beschtméiglech Unien ze maachen. Net iergendeng Uni, wou een eppes ka studéieren. Neen, déi Uni, wou een esou eng gutt Ausbildung kritt, datt een och eng Plaz effektiv ugebuede kritt.

An do hunn ech e ganz einfacht Beispill. Dat kann all Mënsch nopréiwen. Mir hunn hei op der Grenz, eng Stonn mam Auto, zu Koblenz, Vallendar bei Koblenz, eng Schoul, déi heescht „Wissenschaftliche Hochschule für Unternehmensführung, Otto-Beisheim-Schule“. Déi kascht 12.000 Euro Aschreibegebühre pro Joer. Déi gehéiert zu deenen Top-5-Universitätéit vum der Welt a Betriebswirtschaft. De Loyer fir e Studio kascht do 300 bis 400 Euro. Dat kann all Mënsch sech leeschten.

Firwat empéchéiere mir, datt Leit, déi wëllen a kënnen op esou enger Uni ugeholl ginn, déi Aschreibegebühre vum Lëtzeburger Stat kënnen kréien, Här Meisch - neen entschëllegt! -, Kolleege vum Parlament?

► **M. le Président.** - Jo, Dir hutt lech selwer zur Uerdnung geruff.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci! Zumindest esou eppes iwwer e Prêt ze finanzéieren, dat misst dach méiglech sinn!

Bon, bref, dat heite Gesetz ass an eisen Aen e klere Réckschrëtt. Et ass inakzeptabel. Et fiert viru mat onnéidegen Transferten iwwer eis Grenzen ewech. Et garantéiert keng Onofhängegkeet vu jonken Erwuessenen, déi studéieren wëllen, vun hiren Elteren. Et garantéiert net, datt deen, dee studéieren kann a wëllt, dat och däerf, och wa seng Elteren dat net kënnen oder wëlle finanzéieren.

D'Liberté de choix, wéi den Här Berger se duergestallt huet, déi hei gelooss gëtt, ass eng Liberté de choix dans la médiocrité, an der Mëtelméissegkeet, a bestëmmt net eng Liberté de choix vun der Exzellenz. An datt d'Regierung dat net wëllt, gesi mer jo och dorun, datt de Leeschtungsprinzip an deemem Gesetz total feelt. Et geet jo net nëmmen drëm, datt d'Leit Regeldienzzeiten anhalen, mä och, wat fir eng Resultater datt se erzielen.

Bon, bref, ech gleewe vill ze vill u Chancéglichheet an d'Méiglechkeet vum sozialen Opstieg vun Aarbechterkanner, wéi ech eent sinn oder war, fir deemem Text kënnen zouzestëmmen. A fir am Schouljargon ze bleiwen: Gambia, nosëtzen!

► **M. le Président.** - Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel fir déi Lénk. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Léif Kolleegen a Kolleegen, ier ech aginn op de Projet 6670 selwer, wollt ech nach eng Kéier zréckkommen op d'Reform vun 2010 vun der CSV-LSAP-Regierung, déi sougenannt „Loi Biltgen“, déi pauschal all Student ënner bestëmmt Konditiounen 7.000 Euro zougeschwat huet.

Menger Meening no hat d'Loi Biltgen ee wesentleche Virdeel an ee wesentlechen Nodeel. De wesentleche Virdeel, dat war - an dat ass vun alle Bänken déizäit, ausser vun der DP, ënnerstrach ginn - d'Onofhängegkeet vum Student aus gesinn. Dat heescht, de Student krut

dat, wat ee kéint nennen eng „allocation universelle“ oder e „Grondakomes“, wéi verschidde Riedner dat 2010 genannt hunn, oder en „Prêt salaire“, wéi den Hoffmanns Ännder dat och nach gesot huet. Och wann een dobäi muss betounen, datt dofir awer de Student eng aner Allocation universelle, nämlech déi vum Kannergeld a vum Kannerboni, net méi kritt huet.

Fir de Projet, deen deemools vun der LSAP matgedroe ginn ass an haut ganz hefteg vun der DP kritiséiert gëtt, hu verschidde Riedner 2010 d'Wichtigkeet vun deem Grondakomes ervirgestrich. Ech wëll hei een zitieren, dat ass deen deemools jonken Deputéierter Claude Adam vun deene Gréngen, dee sot: „Mir schafen also mat deem Gesetz hei ee Grondakomes fir Studenten. Ech hunn et scho gesot, déi gréng fannen déi liddi gutt. Jiddweree gëtt d'selwecht gekuckt. Mir hu keng Studente méi aus räichen a manner räichen Elterehäiser. Mir hu just nach jonk Leit, déi wëlle studieren. Mir hunn also ee Grondrecht op Studium. An da geet et och net drëm, wat d'Eltere wëllen, mä et geet drëm, wat wierklech de jonke Mënsch, wat de Student wëllt.“

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - An dat huet den André Hoffmann a senger Interventioun 2010 och ënnerstrach.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här Turpel, Dir zitierst just en Deel, dat ass... Dir hutt d'Ironie net mat zitierst. Da maacht dat och!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Wat hunn ech net mat zitierst?

(Brouhaha)

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - D'Ironie, déi do hannendrukkent.

► **Une voix.** - ...Dir hat zum Här Kartheiser gesot, hie soll sech aschreiwene, Här President.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Dat ass deene Lénken hir Polemik.

► **M. le Président.** - Jo, ech mengen och...

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Hien huet mech perséinlech ugeschwat.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Schwätzt léiwere iwwert den Inhalt.

► **M. le Président.** - Ech mengen, Dir kritt och jidderzäit d'Wuert,...

(Interruptions diverses)

...wann Der lech ugegraff fillt, mä elo huet just den Här Turpel d'Wuert.

(Brouhaha général)

Här Turpel, fuert Dir weider a loosst lech net beiren!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci. Dat waren d'Ausoe vum Deputéierter Claude Adam zum Grondakomes. Hien huet och aner Ausoe gemaach, op déi ech nach wäert zrëckkommen, mä dat war emol déi.

Ech hu gesot, dat Gesetz vun 2010 hat ee wesentleche Virdeel, dat war déi Allocation universelle, fir d'Onofhängegkeet vum Student ofzesécheren.

Et hat och ee groussen Nodeel, an dat ass d'Diskriminéierung vun de Frontalieren, d'Ausgrenzung vun de Frontalieren, esou wéi se deemools ganz kloer vun der Chambre des Salariés kritiséiert ginn ass a wéi och den Deputéierten André Hoffmann se kritiséiert huet, dee gesot huet: „Mir zweifelen drun, dass dat mat dem europäesche Recht iwwerhaupt vereinbar wier, wat mer do mat de Frontaliere maachen, a sozial gesat feni mer et de toute façon inakzeptabel! An dofir stëmme déi Lénk selbstverständlech dat Gesetz net!“ Dat war 2010.

Et muss een drun erënneren...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Mir hunn et och net gestëmmt.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Jo, jo, ech kommen dorobber. Ech wäert et och erklären. Ech wäert och nach dorobber agoen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - ... très bien!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Jo, et ass heiansdo wichteg, drop hinzeweisen, wéi déi gréng Politik a Kontradiktione kënnt a sech op eemol ganz schnell kann änneren. Mä dorobber komme mer zrëck.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci!

(Interruption)

Et gëtt all Dag besser!

(Interruption)

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Ech wollt nach eng Kéier drop hiweisen, wat dat mat sech bruecht huet 2010. Bis dohinner goufe 17 Milliounen ausgi fir d'Studiebäihëllefen, an doduerjer, datt deen Universalbeitrag, déi Onofhängegkeet vum Student mat 7.000 Euro garantéiert ginn ass, sinn 38 Milliounen dobäikomm. Insgesamt waren dat 55 Milliounen, déi gerechent gi waren, datt dat géif kaschte fir ronn 8.000 Studenten. A Wierklechkeet, huet d'Madame Beissel eis virdru gesot, waren et 90 Milliounen, déi et 2011/2012 kascht huet.

A bei där ganzer Operatioun goufen op d'Käschte vun de Frontalieren a vum Kannergeld a vum Kannerboni 74 Milliounen gespuert. Mä net nëmmen op d'Käschte vun de Frontalieren, mä och op d'Käschte vun deene Lëtzebuerger Stéit, déi manner Kannergeld kritt hunn, well ee Kand net méi am Groupe familial dra war an doduerjer d'Kannergeld erofgaangen ass. Also ass och do gespuert ginn.

Insgesamt huet déi Rechnung, déi deemools geheescht huet „Mat manner Sue méi maachen“ 36 Milliounen ënnert dem Stréch vun Erspuernis mat sech bruecht.

Elo gëtt gesot: „Mir si konfrontéiert mat enger Käschtenexplosioun an engem Budgetsproblem“, an da ginn Ännerunge proposéiert par rapport zu der Finanzhëllef. Et gëtt eng Bourse de base agefouert vun 2.000 Euro, eng Bourse sociale vun 0 bis 3.000 Euro, eng Bourse familiale, déi awer nëmmen da spillt, wann en zweet Kand op der Uni ass, an déi, wéi d'Etüd vun de Studente weist, virun allem deene Räiche 500 Euro zousätzlech bréngt, an et gëtt eng Bourse de mobilité agefouert vun 2.000 Euro, déi fundamental ongerecht ass, wou ech drop zrëckkommen.

Ènnert dem Stréch kritt de Student also statt 7.000 Euro jee no Situatioun 2.000 bis 7.500 Euro, wann en alles kritt. Fir déi meescht Studenten ass dat eng massiv Kierzung, an net emol onbedéngt nëmme fir déi besser gestallt Studenten, mä och fir anerer.

Als Beispill wëll ech soen, datt een, deen all d'Bourses kritt - base, sociale, familiale, mobilité - a wann d'Famill méi wéi annerhalwe soziale Mindestloun Akomes huet, da läit e schonn ënnert deem, wat se hate mat 7.000 Euro. A wann e keng Bourse familiale kritt - wat jo déi meescht net kréien -, da läit e scho mat engem soziale Mindestloun ënnert deem, wat ee bis elo hat. Dat ass net d'Onofhängegkeet vum Student garantéiert!

De Statsrot weist a sengem Avis drop hin, datt et ëmmer méi schwiereg géif ginn, fir den Ënnerschied ze maachen tëschent den Allocations familiales an der Studentebourse. De Statsrot seet: „...la comparabilité entre les deux mesures devient de plus en plus vraisemblable et la justification de la différence de traitement devient de plus en plus malaisée.“ De Statsrot seet, datt et schwiéier nozevollzéien ass, wou den Ënnerschied ass, an ech mengen, déi Fro ass berechtigt.

A wann et en Ënnerschied gëtt, dann ass et sécherlech deen, datt ee fir ze studiere méi brauch, wéi fir an e Lycée ze goen. An hei zitt de Projet de loi déi ëmgedréite Konkusioun draus a gëtt deenen, déi studiere ginn, manner wéi dat, wat se als Kannergeld hunn, wa se an de Lycée ginn.

An dowéinst hu mir och en Amendement an deem Sënn proposéiert, wat seet, datt d'Bourse de base soll an der Héicht vum Kannergeld sinn, an dowéinst kéinte mer och d'Allocations familiales ofschaffen, well am Kannergeld jo dran ass, wann ee méi Kanner huet, datt een dann och méi kritt, an déi sozial Bourse da just nach do wier, fir deenen ze hëllefen, déi wierklech soss net d'Méiglechkeet hätten, fir op eng Uni ze goen.

Amendements parlementaires proposés par la sensibilité politique déi Lénk

Amendement 12 concernant l'article 4

Objectif:

L'objectif de cet amendement est de fixer le montant de la bourse de base à la même hauteur que celle des allocations familiales et du boni pour enfants (cf. remarque du Conseil d'État y relative). En adaptant le montant total de la bourse de base à celui des allocations familiales et du boni pour enfants, la bourse familiale, telle que proposée par le Gouvernement, peut être supprimée (cf. amendement 13). La différence avec les allocations familiales ne se fera plus au niveau de la bourse de base, mais au niveau de la bourse sociale.

Texte:

Le paragraphe 1 de l'article 4 est remplacé par un nouveau paragraphe 1 dont la teneur est la suivante:

«(1) Bourse de base: la bourse est accessible à l'étudiant qui satisfait aux critères des articles 2 et 3 de la présente loi. Le montant par année académique est fixé à deux mille euros correspond au total des montants alloués selon les articles 272 (allocations familiales) et 274 (allocation de rentrée scolaire) du Code de la sécurité sociale et selon la loi du 21 décembre 2007 (boni pour enfant). Pour l'application de ces dispositions légales sont considéré comme appartenant au groupe familial prévu à l'article 270 du Code de la sécurité sociale tous les étudiants qui remplissent les conditions des articles 2 et 3 de la présente loi, ainsi que tous les bénéficiaires de l'allocation familiale.

Les montants évoqués à l'alinéa précédent sont considérés au nombre indice valable le 1^{er} juillet 2016 et adaptés aux variations du coût de la vie conformément à l'article 11, paragraphe (1), de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.»

Commentaire:

C'est à juste titre que le Conseil d'État soulève dans son avis du 3 juin 2014: «Si les allocations familiales contribuent à la compensation des charges familiales, voire de la charge d'enfants, la bourse de base est censée garantir l'autonomie de l'étudiant sans que le nombre d'enfants à charge du ménage influe sur le montant. Néanmoins, la question se pose si les catégories des personnes concernées se trouvent dans une situation comparable. Si les situations devaient être considérées comme comparables, il faudrait analyser si l'objectif poursuivi par le législateur justifie la différence instituée au regard des exigences de rationalité, d'adéquation et de proportionnalité. Avec l'introduction de la bourse familiale, qui prend en compte la charge d'enfants poursuivant des études supérieures, la comparabilité entre les deux mesures devient de plus en plus vraisemblable et la justification de la différence de traitement devient de plus en plus malaisée.» S'il y a une justification à la différence, ce n'est certainement pas celle selon laquelle les charges d'un étudiant (âgé de 18 ans et plus) qui suit un enseignement supérieur seraient moins élevées que les charges familiales pour un élève qui effectue ses études dans un établissement d'enseignement professionnel, secondaire ou secondaire technique au Luxembourg.

Or, la comparaison entre les allocations familiales et la bourse telle que proposée par le Gouvernement montre que pour un revenu supérieur à deux fois le SSM, le montant de la bourse est inférieur aux montants des allocations familiales allouées avant 2010.

Voilà pourquoi il est proposé de fixer le montant de la bourse de base à la même hauteur que celle des allocations familiales et du boni pour enfants. En plus, l'autonomie de l'étudiant ne peut être garantie sans prise en considération correcte du nombre d'enfants à charge du ménage. Le nombre de tout enfant influe sur la charge effective. Dans ce même ordre d'idées, la bourse familiale, telle que proposée par le Gouvernement, sera supprimée (cf. amendement 13).

La différence réelle entre l'aide familiale et l'aide financière pour études supérieures ainsi retenue, se fera - au regard des exigences de rationalité, d'adéquation et de proportionnalité (cf. Conseil d'État) - par la bourse sociale, qui, au-delà de la bourse de base nécessaire pour toute étude supérieure, doit considérer la capacité du ménage à subvenir aux besoins de l'étudiant.

En plus, et en attendant la réforme des allocations familiales, les montants repris sont à adapter annuellement à l'évolution du coût de la vie, qui était de 652,16 le 1^{er} juillet 2006, l'indice actuel étant de 775,17, soit 18,86% plus élevé qu'en 2006.

Amendement 13 concernant l'article 4

Objectif:

Supprimer la bourse familiale suite aux adaptations de la bourse de base.

Texte:

L'alinéa 1 du paragraphe 4 de l'article 4 est supprimé.

Commentaire:

En adaptant le montant total de la bourse de base à celui des allocations familiales et du boni pour enfants, la bourse familiale, telle que proposée par le Gouvernement, est à supprimer. Pour les détails, voir le commentaire de l'amendement 12.

Amendement 14 concernant l'article 4

Objectif:

Rapprocher le montant de la bourse sociale à la situation de revenu et de patrimoine réel du ménage.

Texte:

L'alinéa 1 du paragraphe 3 de l'article 4 est modifié comme suit:

«(3) Bourse sur critères sociaux: la bourse sur critères sociaux est accessible à l'étudiant qui satisfait aux critères des articles 2 et 3 et dont le revenu total annuel du ménage dont il fait partie est inférieur ou égal à quatre virgule cinq fois et demie (veuillez lire: à quatre fois et demie) le montant brut du salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés. Parvenu total annuel, il faut entendre le revenu imposable tel qu'il est défini à l'article 7 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. Est ajouté, le cas échéant, l'abattement de cession prévu à l'article 130 de la même loi.»

Commentaire:

La capacité financière du ménage se caractérise non seulement par le revenu imposable, mais à plus forte raison du revenu total disponible, y compris, en principe, du patrimoine. Or, comme au Luxembourg les données concernant le patrimoine de chaque ménage ne sont pas disponibles, il y a lieu de considérer au moins le revenu total disponible.

En plus, et afin d'établir l'équité nécessaire par rapport à la détermination de la capacité financière de chaque ménage, il serait utile et urgent que le Gouvernement mette en place les instruments nécessaires pour inventorier le patrimoine de chaque personne. En attendant, et suite à l'adaptation de la bourse de base aux allocations familiales, il y a lieu de prendre en compte pour la fixation de la bourse sociale l'entière du revenu disponible, et non seulement le revenu imposable.

Amendement 15 concernant l'article 4

Objectif:

Supprimer la discrimination selon le pays et adapter le montant de la bourse de mobilité aux frais de location et de vie réelle («Städteindex»).

Texte:

Le paragraphe 2 de l'article 4 est modifié comme suit:

«(2) Bourse de mobilité: la bourse de mobilité est accessible à l'étudiant qui satisfait aux critères des articles 2 et 3 de la présente loi et qui est inscrit dans un programme d'enseignement en dehors des frontières nationales du pays de résidence du ménage dont il fait partie et qui apporte la preuve qu'il supporte les frais inhérents à une prise de location d'un logement. Le montant maximal à liquider par année académique est fixé pour chaque ville universitaire d'après un barème à établir par la commission consultative prévue à l'article 10. Le montant alloué est décidé par le ministre.»

Commentaire:

Il n'est pas admissible de limiter la bourse de mobilité aux locations prises à l'étranger. A cet égard la Chambre des Salariés note dans son avis complémentaire du 19 juin 2014: «Il est possible que l'étudiant ait une location dans le même pays mais à un éloignement certain de la résidence des parents, comme par exemple un étudiant demeurant à Clervaux avec ses parents, mais faisant des études à Esch/Alzette. Alors que l'étudiant qui réside à Metz, mais fait des études à l'Université du Luxembourg aura droit à la bourse de mobilité du fait qu'il dépasse les frontières pour faire ses études. Ne devrait-on pas trouver une solution plus équilibrée à ces problèmes en prévoyant que la bourse de mobilité soit due au-delà d'un certain éloignement entre le domicile de l'étudiant et son lieu d'études? A défaut de ce faire, est-ce que notre législation ne sera pas à nouveau source de discrimination des non-résidents en vertu des règles européennes, alors qu'il est très probable que ceux-ci vont souvent faire leurs études dans leur pays de résidence?» Partant, et afin d'éviter de nouvelles discriminations, il est proposé de considérer les frais réels avec un maximum à fixer par cité universitaire («Städteindex») par la commission consultative prévue à l'article 10. Afin de contrôler la dépense budgétaire supplémentaire, c'est, en fin de compte, le ministre qui prend la décision.

Amendement 16 concernant l'article 6

Objectif:

Prévoir une instance de médiation pour les étudiants dont les personnes responsables du ménage ne participent pas correctement ou ne peuvent pas participer correctement au subventionnement des études supérieures.

Texte:

Ajouter un paragraphe 3 avec la teneur suivante à l'article 6:

«(3) Au cas où la ou les personnes responsables du ménage dont fait partie l'étudiant ne participent pas ou ne peuvent pas participer à la hauteur prévue par la présente loi au subventionnement des charges des études, aussi bien la ou les personnes responsables, que l'étudiant, peuvent recourir à une médiation. Le médiateur pourra soumettre une proposition de majoration à la commission consultative prévue à l'article 10; la majoration est décidée par le mi-

nistre. Cette majoration ne peut dépasser trois mille euros pour la bourse et trois mille euros pour le prêt. Les modalités de cette médiation sont arrêtées par règlement grand-ducal.»

Commentaire:

Plusieurs situations, où la ou les personnes responsables du ménage dont fait partie l'étudiant, ne peuvent pas participer ou ne veulent pas participer à la hauteur des besoins au subventionnement des charges pour études, peuvent se présenter:

- il peut y avoir des responsables de ménage qui ne veulent pas contribuer convenablement aux frais d'études, parce qu'ils ne sont pas d'accord avec le choix de l'étudiant;

- il se peut que, pour d'autres raisons, comme l'endettement du ménage, ils ne soient pas à même de subvenir correctement aux frais d'études;

- il se peut que la ou les personnes responsables refusent de subvenir aux frais pour les études - cas dans lequel l'étudiant pourra tenter une procédure juridique civile contre la ou les personnes responsables;

- il se peut qu'il y ait des divergences sur les sommes à mettre à disposition à l'étudiant pour les études.

Dans tous ces cas, il serait opportun que soit l'étudiant, soit la ou les personnes responsables, soit l'étudiant ensemble avec la ou les personnes responsables puissent s'adresser à une instance de médiation pour que celui-ci puisse concilier les parties. Le médiateur sera également habilité à proposer à la commission consultative une proposition de majoration de la bourse et du prêt. Le plafond de cette majoration est fixé par la loi. Les modalités de cette médiation pourront être arrêtées par règlement grand-ducal. La décision sur la majoration appartient au ministre.

Amendement 17 concernant l'article 7

Objectif:

L'émission tardive de certificats et de toute autre pièce à l'appui de la demande d'aide financière ne doit pas pénaliser l'étudiant, soit en lui refusant l'octroi, soit en retardant trop le paiement de l'aide.

Texte:

Ajouter un alinéa de la teneur suivante au paragraphe 3 de l'article 7:

«**Les pièces et certificats afférents peuvent être versés après ces dates.**»

Commentaire:

Selon la pratique actuelle les aides sont refusées aux étudiants qui ne peuvent produire toutes les pièces requises pour le 30 novembre respectivement le 30 avril.

Amendement 18 concernant l'article 7

Objectif:

Il y a lieu de prévoir également pour le deuxième cycle un nombre d'années pendant lesquelles l'étudiant peut bénéficier des aides, correspondant à la durée officielle plus une année. En conséquence, cette durée est à augmenter de deux années pour les étudiants inscrits à un cycle unique.

Texte:

Le paragraphe 5 de l'article 7 est modifié comme suit:

«(5) L'étudiant inscrit en deuxième cycle peut bénéficier de bourses et de prêts pour le nombre d'années d'études officiellement prévues pour l'accomplissement du cycle d'études dans lequel il est inscrit. ~~Ce nombre est augmenté d'une unité au cas où l'étudiant a accompli le premier cycle dans la durée officiellement prévue pour l'accomplissement de ce cycle d'études.~~»

Le paragraphe 6 de l'article 7 est modifié comme suit:

«(6) L'étudiant inscrit en cycle unique peut bénéficier de bourses et de prêts pour un nombre d'années d'études dépassant d'une unité de deux unités la durée officiellement prévue pour l'accomplissement du cycle d'études dans lequel il est inscrit.»

Commentaire:

Afin de permettre à chaque étudiant d'effectuer ses études dans des conditions comparables et de sérénité correcte, il y a lieu de prévoir également pour le deuxième cycle un nombre d'années pendant lesquelles l'étudiant peut bénéficier des aides, correspondant à la durée officielle plus une année. Ceci permettra d'éliminer le facteur de stress, auquel seraient soumis les étudiants du deuxième cycle qui ont bénéficié d'une année d'étude supplémentaire pendant le premier cycle. Ces mêmes dispositions (un plus un) devraient s'appliquer en conséquence aux étudiants inscrits à un cycle unique.

Amendement 19 concernant l'article 10

Objectif:

Le caractère paritaire concernant la composition de la commission consultative (même nombre de représentants des étudiants et du ministre) est à inscrire dans la loi. Cette commission sera également compétente pour l'établissement de la grille prévue à l'article 4 relatif à la bourse de mobilité («Städteindex»).

Texte:

Le paragraphe 1 de l'article 10 est modifié comme suit:

«(1) Il est institué une commission consultative composée paritairment de cinq représentants du ministère et de cinq représentants des organisations d'étudiants, composée de membres nommés par le ministre et dont la composition et le fonctionnement sont déterminés par règlement grand-ducal.»

Commentaire:

Bien que le Gouvernement ait proposé une composition paritaire de la commission consultative, il est préférable d'inscrire celle-ci dans la loi même. Ceci paraît d'autant plus important que les attributions de cette commission sont élargies en matière de majorations (cf. nouveau paragraphe 3 de l'article 6) et en matière de fixation des frais de mobilité.

(s.) Justin Turpel, Gast Gibéryen, Françoise Hetto-Gaasch, Fernand Kartheiser, Serge Urbany.

Och wat d'Bourse de mobilité ugeet, ass et wichteg, nach eng Kéier drop hinzeweisen, datt do éischters d'Gefor besteet vun enger Diskriminierung - well mer hei vu Landsgrenze schwätzen - an datt déi Bourse einfach net richtig an net gerecht ass.

Ech well dann net schwätze vun Athus a Montpellier, ech huelen dann Oth a Montpellier. Een, deen zu Oth oder zu Thionville wunnt an op Montpellier geet, dee kritt déi Bourse de mobilité net. Een, deen awer vun Thionville op Lëtzebuerg kënn, kritt se. Een, deen vun Elwen oder nach e bèsse méi héich an d'Stad op d'Uni kënn, kritt se net. An ech mengen, dat ass eng Ongerechtheet, déi hei net aus der Welt geschaaft ass.

Zur Motivatioun heescht et: Käschenexplosioun verhenneren, mä eigentlech misst et heeschen: Spuermoosnam, wann een éierlech ass.

Tatsach ass, datt mat 8.000 Studente gerechent gi war, an datt et 2010/2011 55 Milliounen géif kaschten. Elo hu mir 25.000 Studenten an de fait huet et 90 Milliounen kascht. Also misste mer haut méi wéi dräimol dat ausginn, well mer dräimol méi Studenten hunn.

Wann een dräimol méi Studenten huet, gétt et dräimol méi deier. Dat sinn 172 Milliounen, oder wann ee souguer de reelle Chiffer hält vun deem, wat et 2011/2012 kascht huet, sinn dat 270 Milliounen, déi et haut géif kaschten. A fir dat net ze maachen, well d'Regierung seet: „Mir hunn eis do verrechent“, oder: „Déi Regierung virduen huet sech verrechent“, kritt jiddweree manner. A wann dat keng Spuermoosnam ass!

Mir mengen, datt dat eng Spuermoosnam ass budgetäre Grënn ass. A fir dann den Här Adam am Kontext nach eng Kéier ze zitieren vun deem, wat en dozou oder zu enger ähnlecher Problematik am Juli 2013 (veuillez lire: am Juli 2010) gesot huet: „Mir sinn als Gréng natierlech och der Meenung, datt een a Krisenzäite muss spueren.“ Ech mengen, dat stëmmt jo haut och nach. „Mir sinn allerdéings och der Meenung, datt ee muss Prioritéit setzen an datt et Gebidder gétt, wou een net soll spueren. A mir sinn der Meenung, datt ee mat Sécherheet net an der Educatioun soll spueren. Well wat mir hei maachen, mir spueren en eiser Zukunft. Mir spueren en eise Kanner.“

An ech erlabe mer ze soen, datt dat Zitat 2010 gradesou richtig ass wéi haut an haut gradesou richtig wéi 2010.

D'Fro, déi sech stellt, ass déi: Ass d'Weiderfeierung vun der Bourse oder eng Bourse, wou mer elo net spueren, ass déi ze finanzieren? Et bleift e politesche Choix. Eleng wa mer géifen einfach de jëtzege System verlängeren, géif dat eis 40 Milliounen méi kaschten. Eng Méiausgab vu 40 Milliounen.

Wat si 40 Milliounen? Ech hunn d'Beispiller schonn e puermol ginn, ech gi se gären nach eng Kéier: 40 Milliounen ass eng hallef Kläranlag am Norden.

► **Une voix.** - Elo ass den Aly net do!

(**Brouhaha**)

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Elo ass en net do, et deet mer leed. Ech sinn also der Meenung, datt mer déi Kläranlag brauchen. Datt mer déi brauchen!

(**Brouhaha**)

40 Milliounen ass een Dröttel vun deem, wat mer elo mussen op Esch/Beval investieren an

Équipementer. Ech sinn awer der Meenung, datt mer déi Equipementer brauchen! An ech fannen et net richtig, datt ee seet, dat eent brauche mer an dat anert brauche mer net. Well et geet émmen an deem Fall - ob et Equipementer fir eng Uni sinn oder Studiebäihellegen, fir datt d'Studente kënnen hir Studien absolvieren -, et geet émmen em Suen, déi ee muss kënnen ausginn.

Et gétt sécherlech aner Gebidder, wou mer se net mussen ausginn. Ech well d'Militärausgaben zitieren. Et gétt och nach aner onsenneg Saachen, op déi ech elo net well agoen. Et gétt och Alternativen, wou ee Sue kann anzeien, ouni bei déi sozial Schwaach ze goen.

Ech gi just als Beispill de Spëtzeiteersaz, wann deen em 1% gehuewe géif ginn, dann hätt mer 40 Milliounen méi. Et ass genee dat, wat mer brauchen, fir kënnen de Studenten dat weiderzebeuzelen, wat se bis elo haben. An dee Spëtzeiteersaz, wann dee gehéicht gétt, do brauch keen, dee mander wéi aachtmol de soziale Mindestloun verdéngt, ee Sou méi ze bezuelen. Dat treëft nëmnen déi, déi do d'wiewer verdéngen.

Ech mengen, et ass ganz kloer, dat hei ass eng Kierzung, déi berout net op enger Noutwendegkeet, mä op engem Choix, engem falsche Choix. Et spuert een net op der Bildung. Dat Gantz huet méi mat Fiskalpolitik a Budgetsconstrainen ze dinn, wéi hei zougéi gétt.

Da kommen ech zum Protest vun de Studenten, notament dem Streik vum 25. Abrëll: 17.000 Studenten, déi engem Opruff vum Aktiounskomitee gefollegt sinn...

(**Interruption**)

...Schüler a Studenten, déi engem Opruff - ech erklären och gären, firwat datt och Schüler derbäi waren -, dem Opruff vum Aktiounskomitee gefollegt sinn, e risegen Erfolg.

An déi grouss Zuel vu Schüler a Studenten, déi do mobiliséiert ginn ass, déi ass net nëmme vun der UNEL mobiliséiert ginn, mä déi ass vum Aktiounskomitee mobiliséiert ginn, zu deem eng ganz Rei Organisatiounen gehéieren: d'UNEL, d'LUS, d'Richtung 22, awer och d'Jugendparteien, JSL, esou wéi deemools och, Jonk Lénk, JCL, Jonk Piraten, d'Schülercomitéen. Solidaresch hu sech erkläert OGB-L, LCGB, ALEBA, SNE, CGFP, SEW, Chambre des Salariés an eng Rei auslännesch Studentenorganisatiounen. An déi sinn haut nach zu deene Fuerderungen, déi opgestallt gi sinn, egal wat gesot gétt! Den Aktiounskomitee a seng Fuerderungen hunn haut nach émmen déi Ennerstézung.

A mir bedauern et, mir bedauern et, datt de Refus vun Minister, fir mam Aktiounskomitee ze diskutieren an do nei Forme vun Dialog ze akzeptieren, nei Forme vun Dialog, déi heeschen, offen an Transparenz ze dialogieren,...

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...ACEL...

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - ...an déi Offenheet an Transparenz, déi huet d'Regierung sech op de Fändel geschriwwen a war se hei net bereet, ze maachen.

D'Regierung schwätzt léiwier, an den Här Berger huet et jo elo gesot, si schwätzt léiwier vun deenen, déi net matgestreikt hunn.

(**Brouhaha**)

A wa Verbesserung komme sinn, da si se net duerch d'ACEL komme, déi hei ervirgehuewe gétt, déi net matgestreikt huet, mä da si se komme duerch den Drock vun der Mobilisiereng an der Stroos.

A wann et esou ee massive Protest war, dann ass dat en Ausdrock vun enger Suerg, net nëmme enger Suerg vu Studenten, mä och vu Schüler. Eng Suerg fir hir Zukunft, net nëmme wéinst der Onofhängegkeet vum Student, mä och eng Suerg iwwer alles dat, wat nach an anere Beräicher op d'Jugend an d'Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, schaffen zoukënn. A wa mer kucken, wat de Moment an der Diskussioun steet, hu se recht.

Ech well nëmme opwerfen de Problem Kannergeld, wou ee muss fäerten, datt et zu Kierzunge kënn. Wann ech och kucken de Problem TVA, deen all Famill wäert treffen, bis hin zum Budget nouvelle génération! An et ass net fir näischt, datt se an hirem Protest ennerstézt gi si vun der Chambre des Salariés, déi och nach an hire leschten Avisen dee Protest zum Ausdrock bréngt, och wa mer an der Kommissioun net méi konnten aus Zäitgrënn d'wiewer diskutieren.

An eng vun den Haaptursache vum Protest war déi, datt eng bedarfsentspreechend Bourse hei net méi garantéiert ass, datt et reell Kierzunge si fir déi Studenten, déi drop ugewise sinn, an datt nei Diskriminierungen méiglech sinn. Mä den Aktiounskomitee ass méi wäit gaangen. En huet net nëmme drop higewisen, wat hei eng Rei Deputéiert gesot hunn, datt Date feelen. En huet

net nëmme drop higewisen, datt d'Bilanz vum Gesetz 2010 net gemaach ginn ass; an ech kommen herno bei der Motioun dorobber zréck.

En huet och erkläert, datt de Bedarf net gekläert ass: Wat brauch e Student fir wou ze studieren? A si méi wäit gaangen doduerch, datt se eng eegen Etüd gemaach hunn, och a kuerzer Zäit. Mir hätten et och léiwier gesinn, wann de Ministère mam Aktiounskomitee zesammen déi Etüd gemaach hätt. Eng Etüd, déi sécherlech representativ ass, där hir Repräsentativitéit net unzezweifelen ass, well hir Ergebnisse méi héich si wéi déi vun aneren Emfroen a professionell ausgewäert gi sinn.

An d'Resultat vun där Etüd ass - och wa keng Zäit méi war, fir an der Kommissioun doruwwer ze diskutieren, och dat hu mer an den Hierscht verschoben - ganz interessant. Ech well just dräi kuerz Punkten erausgräifen: Éischens, d'Bourse familiare an d'Bourse de mobilité, esou wéi se de Moment konzipéiert sinn, gi virun allem u besser situéiert Studenten an net u méi schlecht situéiert Studenten.

De Bedarf ass emol eng éischte Kéier - vun deem, wat e Student brauch an deenen eenzelne Länner -, ass eng éischte Kéier emol hei erausfonnt ginn a festgehale ginn. Wou ee mierkt, datt een an der Belsch an an Däitschland am mannste brauch, an net an England, mä an der Schwäiz am meeschten. An et ass festgestallt ginn, datt 37% vun de Studenten de Moment ouni Ennerstézung vun hiren Eltere liewen. Wéi dat an Zukunft ausgesäit, ass net kloer.

An d'Studente weise weiderhin op d'Gefor hin, déi de Moment besteet mat deem Gesetz: Nämlech d'Planungssécherheet vun deenen, déi elo op der Uni sinn, ass net garantéiert, well se net wëssen, wat dat fir si an hir Elteren an deenen nächste Joren heescht. D'Gefor ass, datt de Choix vun Student a Fro gestallt gétt. An d'Gefor ass déi, datt eng Rei Leit net kënnen studieren, well d'Elteren et net packen.

Ech ginn elo net an op de Prêt, well d'Zäit mer dat net erlaabt, obschon och do Geforen, grouss Gefore bestinn, datt d'Prëten, déi émmen méi grouss ginn, net méi kënnen rembourséiert ginn. Freier war et esou, wann de Schüler vun der Uni komm ass, dann hat e praktesch eng Sécherheet vun engem gudden Akommes, wat em erlaabt huet, de Prêt ze rembourséieren. Haut ass d'Prekaritéit vun de Studenten an den Intellektuellen émmen méi grouss.

D'Reform ass effektiv iwwert de Knéi gebrach, net wéinst deene ville Sätzungen, déi mer haben, wou ech och émmen derbäi war, inklusiv an de Mëttesstonnen an egal ob ech véier, fënef Kommissiounssätzungen den Dag hat, mä well et zum Schluss awer schnell gaangen ass. Iwwer déi lescht Aviséer konnt net méi geschwat ginn. An et ass eng Reform en méconnaissance de cause.

Et sinn eng ganz Rei Widerspréchen an Onkloerheeten dran, wat d'Dokumenter ugeet, wat d'Anticumulbestëmmungen ugeet. Et ass op d'Elteregeid higewise ginn. Ech well d'Beispill gi vum BAföG, wéi dat wäert funktionéieren. Elo wäert de Student mussen e Certificat bréngen, datt e BAföG kritt. Beim BAföG gétt en e Certificat gefrot, wat en hei huet. Da kritt e säi BAföG. Da bréngt en dee Certificat hei, da kritt en datt hei gekierzt. Da seet de BAföG erëm, jo, elo huet de BAföG gekierzt. Dat heescht, mir sinn an engem Perpetuum mobile dran do, wou een net erauskënn.

An dat Gesetz, wat hei wierklech onausgeräift ass an iwwert de Knéi gebrach gétt, och dozou, well et esou schéin ass, well ech dann e lescht Zitat bréngte vum Deputéierte Claude Adam, dee sot: „Meng Erfahrung mat där aler Studienhëllef ass, datt et immens komplizéiert ass, wann ee feststellt, datt do Ongereimtheeten (veuillez lire: datt do Ongerechtheeten) dra sinn, fir déi erëm erauszebigelen. Et wier wierklech besser, et géif een déi Saache grëndlech analyséieren, ier een et iwwert den Instanzewee gétt. An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, wäerten déi gréng och géint dëst Gesetz stëmmen.“

Mir wëssen, datt hei am Sall eng ganz Rei Deputéiert op de Bänke vun der Majoritéit sinn, déi eigentlech d'Bedenke vum Aktiounskomitee deelen, mä déi dat awer aus Koalitionsgrënn net zouginn.

(**Brouhaha**)

An ech géif lech rodén,...

► **M. le Président.** - Jo, Dir misst elo ophalen.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Ech sinn elo fäerdeg, ech wollt nach ee Saz...



► **M. le Président.-** Här Turpel, ech war scho generéis mat lech...

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).-** Ech wollt nach e Saz soen zur Motiouen.

► **M. le Président.-** ...strapazéiert de Bou awer net!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).-** Ech wollt ee Saz soen zur Motiouen. Ech wollt lech just drun erënnere, datt Der dobaussen eng Pampers kritt hut.

► **Plusieurs voix.-** Ooh!

(Brouhaha général)

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).-** Ech géif lech rodere: Ditt se un! Da geet et net an d'Box, wann ee vun der Regierungsbänk géint de Projet stëmmt. An ech wäert lech an e puer Joer drun erënnere. Iwwregens ass déi hei ganz schéin an ech wäert mer se halen.

(Brouhaha général)

► **Une voix.-** Jo! Oh!

► **Une autre voix.-** Dot se selwer un!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).-** Zur Motiouen selwer wollt ech soen...

(Interruption)

► **M. Alexander Krieps (DP).-** Fetischist!

(Hilarité)

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).-** Zur Motiouen wollt ech soen, datt ech déi éischt Sätzung vun der Héichschoulkommissioun, wou mer iwwert de Projet de loi geschwat hunn, de Minister gefrot hunn, wat mer vun Etüden hätten. Dee sot: „Leider net vill.“ An der leschter Sätzung, wou ech proposéiert hunn, e Bilan ze maache vun deem Gesetz hei no engem Joer, huet de Minister gesot, e wier d'accord. Ech hu virgeschloen, eng Motiouen dozou ze maachen.

Motion 2

- *Considérant le projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures, visant à garantir l'autonomie des étudiants tout en prenant en compte les capacités financières du ménage dont fait partie l'étudiant;*

- *considérant que ce projet de loi influencera considérablement la situation des étudiants qui souhaitent effectuer des études supérieures;*

- *considérant le manque de données empiriques sur la situation sociale des étudiants et sur leur situation de vie dans les différents pays et cités universitaires;*

- *considérant qu'il est également utile de savoir dans quelle mesure la situation socio-économique d'un étudiant influence le choix de ses études et leur déroulement;*

- *considérant que l'étude «sondage 6670» effectuée par le Comité d'action 6670 avec l'appui du «Centre Information Jeunes» est un premier élément d'étude de la situation des étudiants, et qu'elle démontre un certain nombre de corrélations entre les aides et la situation des étudiants;*

- *considérant la volonté du Gouvernement d'effectuer ou de faire effectuer les études nécessaires pour analyser en profondeur et en détail la situation des étudiants, de même que les conséquences du projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures sur leur situation et leur choix;*

la Chambre des Députés

- *regrette que de telles études n'ont pas été effectuées plus tôt;*

- *salue la volonté du Gouvernement de définir les objectifs de ces études ensemble avec la Chambre des Députés;*

- *invite le Gouvernement à présenter dans un an un bilan intermédiaire et au plus tard dans deux ans un bilan approfondi de la nouvelle loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures en rapport avec les conclusions de ces études.*

(s.) Justin Turpel.

Ech mengen, mir waren eis all eens, fir esou eng Motiouen ze maachen, souwuel d'Regierung wéi d'Opposition. Ech hu se leider de Moien eréischt geschriwwen. Ech hu gesinn, d'Kolleege vun der Majoritéit hunn an hirem Numm och eng Motiouen geschriwwen. An ech sinn esou fein, datt ech meng Motiouen zréckzéien a mech där Motiouen uschléissen.

A wann herno nach d'Noutwendegkeet ass, da wäert ech déi puer Sekonnen, déi ech hunn, nach notzen, fir zu den Amendementer ze schwätzen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.-** Ech fäerte ganz, Här Turpel, Dir hut keng Sekonne méi zu den Amendementer, well d'Amendementer sinn an där normaler Riedezäit abegraff. Ech kann lech och den Artikel soen, wann Der wëllt. Et ass, mengen ech, den Artikel 37, Dir kënnt en noschloen.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).-** Motiouen an d'Amendementer.

► **M. le Président.-** Jo, d'Motiouen an d'Riedezäit sinn net cumuléabel.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).-** Neen, ech wëll...

► **M. le Président.-** An Dir hutte elo just zu der Motiouen geschwat. Ech soen lech Merci. D'Wuert huet elo den Här Adam, deen e Fait personnel gefrot huet.

► **M. Claude Adam (déi gréng).-** Här Président, ech fille mech schonn e bësselche geeiert, wann den Här Turpel mech draimol zitëiert. Dat ass jo flott. En huet domadder...

(Interruption)

...domadder bewisen, datt en da meng Äusserunge vun 2010 och gelies huet. An esou wéi ech den Här Turpel kennen, huet e se och ganz gelies. An ech wëll net an en Dialog mam Här Turpel antrieden, ech wëll just soen, datt, wann den Här Turpel meng Aussoen och ganz gelies huet, dann huet e se awer hei erëmbrecht, korrekt, Här Turpel, mä en huet se aus dem Kontext geholl. Ech huelen dat éischt Beispill, wou Der sot vun der Gerechtegkeet: „Mir hunn nach just jonk Leit, déi wëlle studéieren. Mir hunn also ee Grondrecht op Studium.“ Do soen ech dann e bësse méi wäit: „All Student kritt datselwecht. Dat wier an enger postsocialistescher Gesellschaft bestëmmt eng gerecht Léisung.“

An ech mengen, ech hunn och eise Vote géint d'Gesetz vun 2010 motivéiert an ech hunn hei méi wéi eng Kéier gesot, datt mer fir dëst Gesetz wesentlech méi Zäit gehat hätte wéi fir all déi aner an datt mer och dëst Gesetz wäerte stëmme.

Här Turpel, ech hunn oft d'Gefill, wann ech lech nolauschteren - a mir dierfen lech jo och ganz oft nolauschteren -, wann Der fäerdeg sidd, ech misst bei de Paschtouer goen an an de Beichtstull goen. Ech soen lech awer just: Ech maachen lech déi Freed net, an ech fannen och net, datt et un lech ass, fir hei mam „erhobenen moralischen Zeigefinger“ ze kommen. Ech fannen dat eng onflott Manéier!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.-** Très bien!

► **M. le Président.-** Sou, dann huet elo den Erzéiungs- an Héichschulminister d'Wuert. Just fir virzebeugen: D'Regierung huet 20 Minuten Zäit.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.-** Här Président, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischte wëll ech all de Riedner Merci soe fir virun allem déi konstruktiv Bäitrag, déi mer och de Mëtten hei héieren hunn. Ech wëll, well och d'Riedezäit vun der Regierung knapp bemooss ass, wéi Der wësst, direkt op de Punkt kommen an nach eng Kéier soen, firwat mer en neit Gesetz brauchen.

Mir haten en Accident, dee geschitt ass 2013 um Europäesche Geriichtshaff, well déi lescht Regierung e Projet 2010 op de Wee bruecht huet, fir d'Boursen nei ze regelen, ganz generéis virun allem fir d'Residenten, mä et ass schifgaangen. Et war eng Wett, déi gemaach ginn ass, fir op där enger Säit op d'Käschte vun de Frontalieren ze spueren an op där anerer Säit hei am Land vill méi generéis ze ginn. Et ass net akzeptéiert ginn. Et ass schifgaangen. An duerfir ass dat en éischt Grond gewiescht, firwat mer musse reagéieren, firwat mer musse virun allem schnell reagéieren.

Mir haten awer och an eisem Regierungsprogramm eng Rei vun aneren Zäitsetzungen definiert. Mir hu gesot, mer wëllen ewechkomme vun engem System, deen d'selwecht ass fir jiddwieren. Mir wëllen zréck zu enger sozialer Selektivitéit kommen a mir wëllen och de Bedarf considéieren: Wat brauch de Student, jee nodeem, wou e studéiert? An natierlech wollte mer och weiderhin e System hunn, mat deem jiddweree ka studéiere goen, virun allem dat, wat en och wëllt.

Duerfir hu mer eben net méi an deem neie Projet just eng Bourse, déi d'selwecht ass fir jiddwieren, mä mir hunn eng ganz Serie vu Boursen, déi deenen eenzelne Situatiouen a genau deenen Uspréich, déi ech hei nach eng Kéier opgezielt hunn, besser gerecht gëtt: eng Bourse de base, eng Bourse sociale, eng Bourse de mobilité, eng Bourse familiale, e Prêt weiderhi vu 6.500 Euro maximal, an zousätzleche Prêt bis zu 3.000 Euro, wat dann de Complément ass zu deem, wat een als Bourse sociale

net kritt. Et bleift bei der Regelung fir d'Frais d'inscription mat engem Plaffong vun 3.700 Euro d'Joer, 50% als Bourse a 50% als Prêt. An och déi 1.000 Euro, déi een nach zousätzlech fir e spezielle Bedarf ka kréien, och dat bleift bestoen.

Wann een elo emol déi 1.000 Euro ewechhëlt, well déi meescht se net froen, wann een och d'Inscriptionsfrais ewechhëlt, well dat jo eigentlech nëmmen duerch de Budget vun Student transitéiert - et gëtt ee se aus bei der Inscriptioun, et kritt ee se bis 3.700 vum Stat zréck -, dann huet een hei am maximale Fall, wann een all déi Boursen an all déi Préten do ka bezéien, 14.000 Euro d'Joer. An dat sinn 1.000 Euro méi wéi dat, wat haut jiddweree ka kréien, nämlech 13.000 Euro d'Joer.

Wann een dann awer och emol eng Kéier kuckt, wat jiddwieren eigentlech haut ka kréien, wann en hei zu Lëtzebuerg studéiert, da sinn dat 2.000 Euro Bourse de base, et sinn déi 3.000 Euro entweder Bourse sociale oder de Prêt, et sinn déi 6.500 Euro Prêt, da kënnt een op e Montant vun 11.500 Euro plus nach eng Kéier d'Droits d'inscription, plus eventuell nach déi 1.000 Euro zousätzlech. Wann ech am Ausland studéieren, da sinn et nach eng Kéier déi 2.000 Euro zousätzlech als Bourse de mobilité, also insgesamt 13.500 Euro plus d'Droits d'inscription, also do scho méi wéi dat, wat ee mat der aktueller Regelung ka kréien.

Wuelverstanen, dat ass dat, wat ee wierklech als Geldmoyene pro Joer ka kréien. Méi ee groussen Deel natierlech, dat wëll ech awer derbäisoen, ass dann eventuell e Prêt. Dat hânt kann, jee nodeems, wou een am sozialen Tableau agestuft ass, vun der Bourse sociale of. Méi Prêt heescht awer och méi Egebedeelegung, heescht och e Stéck méi eege Responsabilitéit, heescht och e Stéck sozial Selektivitéit. Well, wann ech mä Studium packen, dann hunn ech besser Chancen, herno eng Plaz ze kréien, ech hunn och besser Chancen, eng besser bezuelte Plaz ze kréien. Dat gëtt mer och d'Moyenen no enger gewässer Durée, dee Prêt och besser kënnen zréckzebezuelen.

Mir denken, datt mer heiduerch virun allem awer eppes geschafene hunn, woumat jiddweree ka studéiere goen a wou duerch dat, wat effektiv vläicht fir Einzeler elo ewechfält, keng Situatioun geschafene ginn ass, wou een net méi kéint dat studéiere goen, wat ee wëllt, well virun allem do, wou prezis eppes ewechfält, dat wierklech dann awer Situatioune sinn, wou entweder de Bedarf net esou grous ass oder wou d'Elteren awer nu wierklech kee Problem dierften hunn, fir e Stéck wäit besser kënnen ze hëllefen. Wat och eng gesetzlech Verpflichtung - ech soen et nach eng Kéier, et ass de Mëtten e puermol gesot ginn - vun den Elteren ass!

Dee Projet hei gëtt jo net esou gestëmmt, wéi en an der initialer Fassung vun der Regierung abruecht ginn ass, d'ailleurs vun der Regierung abruecht ginn ass, mengen ech, no dräi Méint, wou se am Amt war.

Well mer eng gewëssen Urgence haten, hu mer extrem schnell misse schaffen. Ech hunn op ville Plaze gesot, ech soen et och hei nach eng Kéier, datt dee gréisste Regret, deen ech an deem Dossier hunn, deen ass, datt mer net méi Zäit hate virdrun, fir intensiv ze analyséieren, fir méi e breeden Débät kënnen ze féieren, fir méi ee breeden Débät kënnen ze féieren, an net nëmmen iwwer Geld, wat de Student brauch, mä iwwert d'Studéieren haut an d'Situatioun vun de Studenten haut, d'Perspektive vun de Studenten haut an all déi Froen, op déi och, ech mengen, de Claude Adam méi am Detail aagaangen ass, dee gesot huet: Firwat décrochéieren esou vill jonk Leit op der Uni? Firwat komme se zréck? Ass et eng Fro vun Orientatioun? Ass et eng Fro vu Preparatioun? Si se awer ze vill op sech eleng gestallt op deenen eenzelnen Uni'en? Do bleift nach ganz, ganz vill ze maachen.

Mir hunn awer als Regierung, mengen ech, och deenen nogelauuscht, déi mat eis wollte schwätzen. Mir hunn deenen aneren och nogelauuscht, déi net bei eis komm sinn, déi jo op anere Plazen hir Fuerderunge awer ëmmer erëm artikuléiert hunn. An duerfir huet d'Regierung selwer relativ fréi eng Rei vun Amendementen abruecht.

Do ass et drëms gaangen, fir de maximale Montant vun der Bourse sociale vun 2.500 op 3.000 Euro eropzesetzen. Mir hunn den Tableau vun der Bourse sociale nach eng Kéier komplett geännert gehat, fir déi Spréng, déi dra waren, eng Rei vun Härtefälle also, och auszemärzen.

Mir hunn dee Complément als Prêt vun der Bourse sociale agefouert, fir wierklech e Stéck méi Onafhängegkeet vum Student ze garantéieren, fir och dat kënnen ze studéieren (veuillez lire: fir och dat kënnen ze studéieren, wat e wëllt), och wann d'Elteren net wëllen hëllefen, vläicht well en eppes studéiert, wat doheim net esou gutt ukéint.

Mir hunn eng Äntwert fonnt op déi Fro, wat ass, wann der e puer an der Famill studéieren, wat zu enger zousätzlecher, zu enger cumuléierter Belaaschtung vum Portmonni vun den Eltere bäidreit.

A mir waren och d'accord, fir ze soen, datt mer déi Studentewunnengen hei zu Lëtzebuerg - wou mer jo nach e grouse Programm an der Pipeline hunn, fir déi ze schafen - och zougänglech maachen an engem gewësse Contingent fir déi Studenten, déi zwar och schonn e Wunnstz hei zu Lëtzebuerg hunn, mä déi méi no, sief et hei an d'Stad oder op Belval wëlle plënnere, fir net all Dag ze vill wäit mussen ze fueren.

Dat sinn der Regierung hir Amendemente gewiescht, mä et si jo och anerer komm. D'CSV huet - ech fannen zwar spéit, mä awer ëmmerhin - Amendemente gemaach, wat ech begréissen. Well et hatt ee sech an deem Dossier jo kënnest verstoppe goen. Et hatt een et och kënnen esou maache wéi déi Lénk: einfach Amendemente bréngen, déi de Budget am Regierungsprojekt, dee jo 120 Milliounen d'Joer ausmécht, quasi verduebelt hätten. Mir hunn dat emol eng Kéier iwwert den Daum gerechent: Dat wären 230 Milliounen gewiescht, wat déi Lénk proposéiert hunn.

D'CSV bleift ongeféier an deemselwechte Budget, allerdéngs gëtt et awer eng Rei vu gravéierende Ennerscheeder. An et ass de Mëtten, mengen ech, och scho vun Eugène Berger gesot ginn: Wa mir als Regierung vu sozialer Selektivitéit schwätzen, dann dréckt dat sech an deem aus, datt mer vum Gesamtmontant, dee mer hei wëllen ausginn u Bourssen, ronn 30% fir déi sozial Bourse ausginn. Der CSV hir Amendemente gesi vir, datt knapps 5% ausgi gi fir de soziale Kritär. Nun, dat schéngt mer awer net eisen Uspréich - op jidde Fall als Majoritéitsparteien an als Regierung - gerecht ze ginn, well mir eben der sozialer Selektivitéit méi eng grouse Plaz wëllen do araumen.

An ech bedauern et e bëssen, well an de Wahlprogramm jiddwieren ëmmer erëm vu sozialer Selektivitéit schwätzt, jiddwieren ëmmer erëm seet, datt deen, dee méi muss gehollef kréien, och méi Hëllef muss zegutt hu vum Stat. Hei maache mer et eigentlech fir d'éischte Kéier eng Kéier ganz, ganz prezis. An déi, déi sech verstoppe ginn, dat ass awer erëm eng Kéier d'CSV.

Déi Fro vun der Autonomie, vun der Onafhängegkeet vum Student, déi och vun der CSV... - a se bewaacht jo do e bëssen d'Ierschaft vum Franz Biltgen a se hält déi ganz, ganz héich -, muss och vläicht awer eng Kéier enner engem anere Licht gekuckt ginn. Virun allem, wann hei gesot gëtt, datt mat där Propos, déi d'CSV gemaach huet, datt mer déi Bourse de base vun 2.000 Euro sollen op 2.750 Euro d'Joer eropsetzen... Dat ass also en Ennerscheid vun 62,50 Euro de Mount. A wann dat den Ennerscheid ass vun enger Situatioun, wou d'Autonomie net garantéiert ass, an enger Situatioun fir d'CSV, wou d'Autonomie da komplett garantéiert ass, da muss awer och emol nach eng Kéier ee mer dat doten am Detail virrechnen! Well ech muss lech soen, ech hunn et eigentlech net verstanen.

Ech wëll och nach eng Kéier relativéieren, datt d'Autonomie vum Student an dee Message, deen Einzeler do ginn, jo mengen ech net kann heeschen, datt d'Onafhängegkeet vum Student dann erreecht ass, wann een zu honnert Prozent onafhängeg vum Stat ass. Onafhängeg ass een...

► **Une voix.-** Très bien!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.-** ...och a menger Virstellung, wann een op eegene Féiss steet, a virun allem als jonken Erwuessenen, wann een och derzou erugefouert gëtt, fir lues a lues selwer Verantwortung, och fir sech selwer, ze iwwerhuelen. An da kann een net nëmme vum Stat ëmmer nëmmen eng Hëllef kréien, a jiddwieren d'selwecht, egal ob een déi Hëllef do brauch oder net, egal ob ee selwer en Effort duerfir mécht oder net.

Ech sinn amgaangen an de Schoulen an op villen anere Plazen an op Eltereréunioune, d'Elteren drun ze erënnere, datt se eng Verantwortung hu fir hir Kanner. An duerfir kann ech dee Message hei net verstoen, an datt e virun allem vun enger CSV kënnt,...

► **Une voix.-** Jo.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.-** ...déi seet, d'Elteren hu keng Verantwortung méi fir hir Kanner, dann, wa se studéieren!

(Interruptions)

Dat ass nu wierklech e Message, dee kontraproduktiv ass an deen ech vun der CSV eigentlech esou net erwaart hatt!

(Interruptions)



► **Une voix.** - Dat huet kee gesot...
 ► **M. Marc Spautz (CSV).** - Dat huet kee gesot, Här Meisch!
 ► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Neen!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Zur Leeschtung, zum Leeschtungsprinzip, dee mer jo an eisem Projet dran hunn, dee mer esou iwwersat hunn, datt mer soen: Deen, dee méi laang studéiert oder vill méi laang studéiert, wéi e misst studéieren, dee kritt herno keng Bourse méi, dee kritt just e Prêt. Mir hätten et aneschtens kenne formulieren. Mir hätte kenne soen: Et kritt een amplatz ee Joer méi laang, also fënnef plus ee Joer fir de Gesamtstudium, de Master, do hätte mer kenne soen, et kritt ee fënnef plus zwee Joer méi laang. A wann een déi fënnef plus zwee agehale huet, da kritt een nach eng Kéier déi Suen als extra Prime zréck. Dat war jo virun esou e System, bis 2010.

(Interruption)

Dann hätte mer herno e Montant vläicht kënnen definéieren vu 7.000 Euro. Mir kéimen op genau deeselwechte System zréck wéi deen, dee mer hei hunn, wou een dann eng Leeschtungsprime hätt kenne ginn. Well virun 2010 war se och just op d'Durée vum Studéiere berechent. A si wär vill méi héich gewiescht wéi dat, wat Dir an Ären Amendementen als Leeschtungsprime ausgewisen hutt. Duerfir kann ech eigentlech och dorobber elo net d'accord si mat lech, datt eise Projet eigentlech guer kee Leeschtungsselement hätt.

Mir hunn driwwer geschwat. Mir sinn der Meinung, datt et schwierig ass, Leeschtung selwer ze vergläichen tëscht einzelnen Uni'en, tëscht einzelne Studierrichtungen. Do kann een net direkt op eng Benoutung goen. Dat géife mer ongerecht fannen. Duerfir denke mer, datt mer dat am beschte kenne maachen - an et ass jo och am Interesse vum Stat och, wa mer dee Message awer ginn, an et ass och am Interesse vum Student an, ech mengen, och vu sengen Elteren -, wa mer dee Message ginn, datt een net soll ze laang trödelen op der Uni an awer kucken, an enger normaler Zäit respektiv plus ee Joer, wéi mer et hei virgesinn, fäerdeg ze ginn. A mir loosse jo och duerno kee falen. Duerno kann een och nach eng Kéier de Prêt kréien.

D'Chamber huet jo selwer eng Rei vun Amendementen och duerno nach uegeholl, wou een eigentlech kaum diskutéiert ginn ass, dee sécherlech och finanziell Répercussioune wäert hunn, ganz besonnesch fir de Student. Well mir hunn op Urode vum Statsrot d'Notioun vum Revenu total definéiert a mir sinn do zréckgaangen op de Revenu imposable. An elo wëll ech hei kee Cours a Steuerrecht halen, mä jiddwereen, deen emol schonn eng Kéier eng Steuerklärung gemaach huet, weess, datt de Revenu imposable dältlech méi niddreg ass wéi säi Bruttoloun.

Wa mer also soen, datt hei een eng Bourse sociale kritt bis 4,5-mol de soziale Mindestloun, wat ronn 8.500 Euro sinn, dann ass dat e Bruttogehalt, wat bal un 11.000 Euro fir déi allermeesch erukënt. Et ass also bis dohinner, wou mer d'Bourse sociale ausgeweit hunn.

An et ass absolut net ze vergläiche mat deem, wat d'CSV gemaach huet, déi gesot huet, de soziale Kritär, dat ass just dat, wann ech eng Allocation de vie chère kréien,...

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - ...wou ee quasi de Leit seet: Dir kritt just eppes iwwert de soziale Kritär, wann Der quasi op den Aarmebüro mussen goen. Bei eis geet dat vill méi breet an d'Mëttschicht, well mer och denken, datt ee sozial Selektivitéit net nëmmen esou kann iwwersetzen, datt d'Mëttschicht ëmmer da bezilt, wann ze bezuelen ass, an ni kann eppes kréien dann, wann eppes ze kréien ass.

Dat ënnerscheet eis och nach eng Kéier fundametal zu deenen Amendementen vum der CSV. Duerfir ass et, mengen ech, net verwonnerlech, datt d'Regierung proposéiert huet, déi an der Kommissioun ofzelen. An ech géif déi Propos och haut nach eng Kéier hei widderhuelen.

Wat nach geännert huet par rapport zum Text vum 2010, a ganz besonnesch zu deem Text vu virun, dat ass, datt mer jo haut vill méi e prezisen Text hunn. Mir hu Froen hei geregelt, déi wäit iwwert den Domän vum Héichschulstudium erausginn. Mir hunn eis ëm e Famillerecht op eemol misse bekëmmen, mir hunn eis ëm Sozialrecht misse bekëmmen, mir hunn eis ëm Europarecht misse bekëmmen.

Dat si lauter Froen, déi eigentlech 2010 an och 2013 awer komplett ignoréiert gi sinn. Duerfir hu mer haut sécherlech méi e komplexen Text. Sécherlech ginn och eng Rei vu Froen hei zousätzlech doduerjer opgeworf, déi een an

enger einfacher Ried emol eng Kéier hei uewe kann an de Raum stellen, ouni datt direkt eng Äntwert do ass. Ech denken awer, datt deen Text hei der Saach vill méi gerecht gëtt, och vill méi eng grouss rechtlech Sécherheet huet wéi dat, wat mer bis elo haten. An datt den Text vum 2010 déi jo net hat, dat brauch ech hei net nach eng Kéier ze widderhuelen.

D'Madame Hansen huet och d'Fro vum Anticumul opgeworf. Déi beschäftigt mech, a si beschäftigt mech net eréischt zënter deem Uerteel vum Europäesche Gerichtshaff an der Fro, ob d'Lëtzebuurger Kannergeld an dat däitscht „Elterngeld“ kenne géinteneen opgerechent ginn.

Ech hat mech virdru gefrot: Wat fir eng Meinung hutt Der dann? Dir hutt se de Mëtze gesot. Och dat wëll ech nach eng Kéier positiv ervirsträchen. Dir hutt hei gesot, datt, wann et esou wär, datt mer keng Garantie hätten, datt mer elo déi Bourse, déi mer ginn, kenne mam Kannergeld am Ausland oprechnen... Wou mer fest wëlle hunn, dat ze maachen, well soss hu mer eng Inegalitéit, an des Kéier zuongonschte vun deene Studenten, déi hei hire Wunnsätz hunn, an zugonschte vun deenen, déi een am Ausland hunn.

A mir wëllen dat, mir wëlle se duerfir wierklech maachen. Mir sinn och der Meinung, datt mer se kenne maachen! Well virun allem all déi, déi hei elo stoungen an an de leschte Wochen a Méint gesot hunn, datt ee jo och misst considérerieren, datt d'Kannergeld ewechgefall ass, déi soen domadder jo awer, datt dee Bourse-system, dee mer hei hunn - an ech mengen, den Här Turpel huet de Statsrot och nach eng Kéier an déi Richtung hei zitéiert -, datt mer domat hei eigentlech e Mix hu vu Leeschtung, dee souwuel op där enger Säit eppes ass, wat d'Kannergeld nach ëmmer zum Deel kompenséiert - och nëmmen zum Deel kompenséiert, jo, mä awer ëmmerhi kompenséiert -, an op där anerer Säit awer dann d'Notioun vum der Bourse huet an hiren eenzelne Compositanten. Duerfir wëlle mer dat maachen.

Wann een et awer esou mécht, wéi Dir gesot hutt, Madame Hansen, datt een da soll hei op eng Bourse de base verzichten an d'Kannergeld erëm aféieren, dann hunn ech allerdéngs Är Fiche financière net verstanen. Well dat huet eng Inzidenz. Dat huet eng Inzidenz! Dir gitt domadder méi Geld aus, dat wësst Der jo. Dir gitt domadder vill méi Geld aus wéi haut. Well et ass net esou, datt een dann 2.000 Euro Bourse de base hei sträicht an dann 2.000 Euro järelech Kannergeld erëm aféiert. Well dee Krees vun deenen, déi se kréien, dat ass e ganz aneren! Haut beschränkt dat sech nämlech eenzeg an eleng op déi...

► **M. le Président.** - Entschëllegt, Här Minister.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Jo?

► **M. le Président.** - D'Madame Hansen freet, ob se...

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Oh, wann Der meng Stoppauer unhaalt, Här President, dann ass dat kee Problem fir mech.

► **M. le Président.** - Selbstverständlech. Dir gitt d'selwecht behandelt wéi d'Deputéiert.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - An ech hunn nach Minuten.

Ech wollt just dorop agoen. Mir hunn dat do net agebaut, well mer jo gesot hunn, mir hätten erwaart, datt déi zwou Saache sollte parallel behandelt ginn: d'Allocations familiales, d'Reform, déi leeft, eben hei parallel zum Kannergeld. A well mir jo net wëssen, wat Dir an deem do denkt, wéi wäit datt Der sidd mat där Reform, konnt ech hei net abauen, datt mer déi Bourse de base hei géife komplett strächen, well mer net wëssen, wéi dat Kannergeld an Zukunft ausgesäit.

Dofir hat ech och schonn an der Kommissioun gefrot, wann Der déi Iwwerleeunge maacht an déi Bourse de base wier net vergläichbar a mir kënnen den Anticumul net hikréien, da musse mer d'nächst Joer wahrscheinlech schonn erëm eng Kéier un d'Studentebäihellefen, un dat Gesetz goen.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Jo, ech wëll lech einfach nach eng Kéier soen, Madame Hansen, an deem ganze Rescht vum Plenum, datt, wa mer elo 2.000 Euro Bourse de base strächen oder iergendeen anere Montant, an deeselwechte Montant féiere mer erëm an als Kannergeld fir déi iwwer 18 Joer, dann huet de Student net méi an net manner. De Lëtzebuurger Stat gëtt et awer méi deier. An duerfir hunn ech dat vermësst an Ärer Fiche financière.

Duerfir verstinn ech eigentlech d'Haltung vun der CSV hei och net, déi gëschter hei de Fiskalpakt gestëmmt huet, déi d'Regierung ge-

luft huet fir hir Rigueur budgétaire an haut heihinnerkënt a mat esou engem Saz direkt eng zousätzlech Dépense hei fir de Lëtzebuurger Stat duerch d'Hannerdier...

(Interruption)

...eigentlech géif aféieren. Dat fannen ech nu wierklech net ganz seriö.

(Brouhaha général)

Den Opwand fir de CEDIES ass ernimmt ginn hei. Ech si ganz d'accord domadder. Dat wosste mer vun Ufank un. Mir hunn haut en extrem einfache System. Mir kréie vill méi e komplexe System. Ech war deen Éischt, deen ëmmer do virdru gewart huet. Duerfir huet den initialen Text eng Rei vu Saachen net virgesinn. D'Zuel vun de Kanner zum Beispill hu mer aus deem Grond an den initialen Text net erageholl, well mer wollten en einfachen Text behalen. Mir sinn dunner aner Weeër gaangen. Da musse mer wëssen, datt mer d'Moyenen am CEDIES mussen eropsetzen.

Mir sinn awer och amgaangen ze kucken, dat net iwwert dat Noutwendegt eraus mussen ze maachen, andeems mer kucken, dat ze informatiséieren, fir datt mer iwwert de guichet.lu dat méi einfach kenne maachen, an datt mer och kucken, wat d'Arbeitszäite vläicht am CEDIES sinn, ob mer do net kenne jee no Picen, déi erakomme vun Demanden iwwert d'Joer, méi intensiv dann och schaffen.

Dat probéiere mer ze maachen, fir net onnëtz zousätzlech Leit mussen anstellen. Mä datt et der méi sinn, dat war vun Ufank un nu jo awer wierklech gewosst.

Ech wëll nach eppes erwähnen, fir einfach just ze weisen, datt d'Lëtzebuurger Studenten, déi, déi heiheem studéieren, an och déi, déi am Ausland studéieren, nun awer wierklech nach ëmmer eng confortabel Situatioun hunn. Dat Éischt, dat ass, soss bräichte mer iwwer Anticumul jo hei guer net ze schwätzen, well soss géif den Anticumul an de Cumul an déi aner Richtung gemaach ginn, nämlech datt déi aner eppes missten dropleeën op d'Studenten, vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen. Mä et geet jo meeschtens an déi aner Richtung, well mir vill méi generéis sinn als Lëtzebuurger Stat wéi all déi aner. Duerfir ass dat jo e grousst Thema fir eis. Dat war virun där Reform hei en Thema, et wäert och duerno nach en Thema bliwen.

An ech hu mech emol eng Kéier gefrot: Wéi ass et mat deene Wunnengen, déi de Lëtzebuurger Stat zur Verfügung stellt an den ausläneschen Universitätsstied? Nun, ech kann lech soen: Do stinn der méi eidel wéi der besat sinn. An déi ginn, mengen ech, zu 180 Euro de Mount zur Verfügung gestallt, wat e ganz rasonabele Präis jo awer ass. An dat schéngt net attraktiv ze si fir esou munch Student. Och dat, mengen ech, sollte mer - a mir hunn eis jo d'Wuert ginn, datt mer sollten iwwert d'Studéieren an d'Konditiounen fir d'Studéieren diskutéieren -, och datt hätt ech dann awer gären op deem Ordre du jour.

D'Motioun: Jo, Dir rennt do oppen Dieren an. Ech hunn et an der Kommissioun gesot, datt ech absolut d'accord sinn a selwer Demandeur dovun sinn, déi Analysen ze maachen, déi haut nach ëmmer feelen, deen Débat ze féieren och iwwer aner Punkten ewech. Och iwwert déi Fro vun der Studenteverriedung. Dat ass eppes, wat mer hei jo wierklech gemierkt hunn, datt mer keen offiziellen Interlocuteur hätten. Déi eng, déi si bei eis komm. Déi aner sinn net bei eis komm. Déi hunn awer éischter de Mikro dohinnergehale kritt. Déi eng haten awer, mengen ech, Afloss op den Text, vläicht e bësse méi wéi déi aner. Duerfir musse mer dat och eng Kéier klären. An duerfir sinn ech och frou, datt mer déi Motioun hei hunn an datt mer eigentlech finalement just nach eng hunn an déi d'Ënnerstützung vun der Regierung dann och huet.

Ech wëll all deene Merci soen, déi konstruktiv um Text matgeschafft hunn.

(Interruption)

D'ACEL ass e puermol erwähnt ginn, jo, déi waren x-mol bei eis am Ministère. A véier vun deene fënnef Amendementen si ganz staark inspiréiert gi vun der ACEL. Och aner politesch Jugendorganisatioune hunn eis op eenzel Problemer opmierksam gemaach, an dat ass och net ouni Reaktioun bliwwen. Haut de Mëtze sinn eng ganz Rei vu konstruktive Baiträg, déi och zukunftsgerichtet sinn an op déi mer och solle kucken nach eng Kéier zum gegebenen Zäitpunkt zréckzekommen, hei gefouert ginn.

Ech wëll der Rapportrice e grouse Merci soen, déi gläichzäiteg d'Kommissiounssätzungen huet misse leeden, wou effektiv alles e bëssen zügeg gaangen ass zum Schluss, mä déi dat ganz gutt gemaach huet.

An ech wëll och eigentlech meng Zefriddenheet ausdrécken iwwert déi vill Jonk, déi op der Stroos waren. Egal ob et der 10.000 oder 17.000 waren, iergendwou wäert d'Wourecht dertëschtelen, mä et waren der ganz vill. An ech soen lech, datt ech léiwer eng Jugend hunn, déi sech manifestéiert, datt ech léiwer eng Jugend hunn, déi seet: Do hu mer e Problem, mir wëlle ganz kloer, datt eis Interessien hei gehéiert ginn. Dat ass net ouni Reaktioun bliwwen. Ech hu léiwer esou eng Jugend wéi eng Jugend, déi seet: Et ass mer eigentlech alles egal. Si lauschtere souwéiso net op eis. Duerfir war dat éischter e positivt Beispill - och d'Aart a Weis, wéi demonstréiert ginn ass de 25. Abrëll -, wéi och jonk Leit sech kënnen an de politesch Debät aklänken.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Erziehungs- an Héichschulminister. Mir hunn dann zwou Serië vun Amendementen virleien: eng Serie vun Amendementen vun der CSV an eng Serie vun Amendementen vun déi Lénk.

Wann Der dermat d'accord wäert, géif ech lech proposéieren, fir d'Éischt déi eng Serie vun Amendementen duerchzehuelen an duerno déi aner Serie vun Amendementen duerchzehuelen, eenzel ofzestëmmen an dann duerno de Vote iwwert den Ensembl vum Gesetz ze maachen.

Wann ech richtig verstanen hunn, ass hei net express gefuerdert, dass mer Artikel fir Artikel nach eng Kéier ofstëmme, wa mer iwwert d'Serie vun den Amendementen ofgestëmmt hunn.

Ass dat esou geduecht? Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Sou ass dat, Här President, jo.

► **M. le Président.** - Da soen ech lech villmoools Merci.

Amendement 1

Mir géifen dann ufänke mam Amendement 1 vun der CSV, deen als Objet huet, den Alinea 1 vum Artikel 1 ofzeänneren, an et geet dobäi em d'Schafung vun enger Prime d'encouragement, fir den Effort ze belounen.

Vote sur l'amendement 1

Wie mam Amendement d'accord ass, stëmmt mat Jo. Wien dergéint ass, stëmmt mat Neen. An de Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. D'Procuratioune. De Vote ass ofgeschlossen.

Den Amendement 1 ass mat 33 géint 27 Stëmme ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 1 est rejeté par 34 voix contre et 26 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini; MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 2

Den zweeten Amendement kënt och vun der CSV an huet als Objet en neien Artikel 3 tëschent den Alineaen 2 an 3 am Artikel 1, an dobäi geet et em d'Prozedur, no där d'Prime d'encouragement géif geschafe ginn.

Vote sur l'amendement 2

Nach eng Kéier datselwecht. De Vote ass lancéiert. An déi, déi derfir sinn, stëmme mat



Jo, déi, déi dergéint sinn, mat Neen. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendement 2 ass mat 33 géint 27 Stëmmen ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 2 est rejeté par 34 voix contre et 26 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par M. Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 3

Den drëtten Amendement kënn...

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Ganz knapp!

► **M. le Président**.- ...och vun der CSV an huet als Objet, den Alinea 3 vum Artikel 1 ofzeänneren, fir de maximale Montant vun den Aiden deemtsprechend ze adaptéieren, well jo och eng Prime d'encouragement soll geschafe ginn.

Vote sur l'amendement 3

De Vote ass lancéiert. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendement 3 ass mat 33 Stëmmen géint 27 ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 3 est rejeté par 34 voix contre et 26 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par M. Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 4

De véierten Amendement vun der CSV betrëfft de Punkt 1 vum Paragraph 1 vum Artikel 4, fir deen an deem Sënn ofzeänneren, fir d'Bourse de base ze erhéien.

(Interruptions diverses)

Okay. Also, alles an der Rei. Et ass scho rektifizéiert.

(Hilarité)

Vote sur l'amendement 4

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

(Interruptions diverses)

Also, et ass e Wonner geschitt.

(Hilarité)

Et sinn 28 Jo, 32 Neen. Den Amendement 4 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Et gött ëmmer méi knapp, et gött ëmmer méi knapp. Et ass gutt, datt se all do sinn.

► **Une voix**.- Mir sinn um gudde Wee. Nach zwee, dann hu mer se.

(Brouhaha général)

Amendement 5

► **M. le Président**.- Den Amendement 5 huet als Objet de Punkt 2 vum Paragraph 1 vum Artikel 4, an do geet et ëm d'Erhéijung vun der Bourse de mobilité.

Vote sur l'amendement 5

De Vote fänkt un. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

► **Une voix**.- 34!

► **M. le Président**.- Also, jo, et gött...

(Interruptions)

Et gött ëmmer besser. Also 26 Jo an 32 Neen an 2 Abstentiounen. Den Amendement 5 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Richteg.

(Interruptions)

Amendement 6

► **M. le Président**.- Da komme mer zum Amendement 6. Do geet et ëm de Punkt 3 vum Paragraph 1 vum Artikel 4. An do geet et drëm, fir d'Allocation de vie chère als Attributiounsbasis vun der Bourse sociale ze huelen.

Vote sur l'amendement 6

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

26 Jo, 34 Neen. Den Amendement 6 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 7

Den Amendement 7 kënn och vun der CSV an huet als Objet, de Punkt 4 vum Paragraph 1 vum Artikel 4 ze sträichen. Duerch déi nei Formen, déi proposéiert ginn, wär d'Bourse familiale net méi noutwendeg.

Vote sur l'amendement 7

An de Vote ass lancéiert. Déi, déi fir den Amendement sinn, stëmme mat Jo. An déi, déi dergéint sinn,...

► **Une voix**.- Sou ass et gutt.

(Hilarité)

► **M. le Président**.- ...mat Neen. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

26 Jo, 32 Neen an 2 Abstentiounen. Den Amendement 7 ass ofgelehnt.

(Interruption)

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Dat ass eng nei Variant.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par M. Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 8

► **M. le Président**.- Dann den Amendement 8. Do geet et ëm en neien Artikel 5, zwëschen den Artikelen 4 a 5. An do geet et méi genee ëm d'Definitioune vun der Konditioune vun der Prime d'encouragement.

Vote sur l'amendement 8

De Vote ass lancéiert, a schonn ofgeschloss.

26 Jo, 34 Neen. Den Amendement 8 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par M. Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 9

Da geet et beim Amendement 9, deen de Paragraph 1 vum Artikel 5 betrëfft, drëm, fir de Montant vun der Prête fir déi Studenten, déi net d'Kritäre vun der Bourse sociale erfëllen, eropzusetzen.

Vote sur l'amendement 9

De Vote ass lancéiert. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss. An do feelt een. 59 Leit hu sech bedeelegt. 25-mol Jo...

Huet een...?

► **Une voix**.- Et ass net schlëmm.

► **M. le Président**.- ...32-mol Neen an 2 Abstentiounen. Den Amendement 9 ass ofgelehnt.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Mir ginn dovunner aus, Här President, datt do ee feelt.

► **M. le Président**.- Jo, mä mir setzen dee bäi.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 9 est rejeté par 32 voix contre, 26 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 10

Beim Amendement 10, och vun der CSV, do geet et drëm, fir de Paragraph 1 vum Artikel 7 ofzeänneren. An do geet et ëm d'Modalitéite vun der Ausbezielung vun der Prime d'encouragement.

Vote sur l'amendement 10

De Vote ass lancéiert. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

26 Jo, 34 Neen. Den Amendement 10 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot,



Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 11

Den Amendement 11 vun der CSV, deen de Paragraph 2 vum Artikel 9 soll ofänneren an deem Sënn, dass déi Mesures antifraude och géife bei der Prime d'encouragement gëllen.

Vote sur l'amendement 11

De Vote ass lancéiert. Déi perséinlech Stëmmen. Voilà, a mir si fäerdeg mam Vote.

26-mol Jo a 34-mol Neen. Den Amendement 11 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Domat hätte mer iwwert déi Serie vun den Amendementen vun der CSV ofgestëmmt a mir géifen iwwert d'Serie vun Amendementen, déi vun de Lénken abruucht gi sinn, ofstëmmen.

Amendement 12

Den Amendement 12, dat ass also deen éischte vun där neier Serie, do geet et ëm de Paragraph 1 vum Artikel 4, an et geet drëm, fir d'Bourse de base op den Niveau vun den Allocations familiales ze setzen.

Vote sur l'amendement 12

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. An de Vote ass deemnächst fäerdeg, et feelen der nach dräi! Nach zwee. Sou, de Vote ass ofgeschloss. Mat alle 60.

2-mol Jo, 55-mol Neen an 3 Abstentiounen. Domat wär och deen Amendement 12 net ugeholl.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marc Spautz), Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Amendement 13

Deen nächsten Amendement, dat ass den 13, betrëfft den Alinea 1 vum Paragraph 4 vum Ar-

tikel 4. An do géif et drëm goen, fir d'Bourse familiale ofzeschaffen, well jo, laut där viregter Proposition, d'Boursen op den Niveau vun den Allocations familiales festgesat géife ginn.

Vote sur l'amendement 13

De Vote ass lancéiert. An en ass ofgeschloss.

2-mol Jo, 55-mol Neen, 3 Abstentiounen. Den Amendement 13 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Amendement 14

Dann deen nächsten Amendement, dat ass den Amendement 14, betrëfft den Alinea 1 vum Paragraph 3 vum Artikel 4. An do géif et drëm goen, fir als Kritär bei der Bourse sociale den Total vum Revenu disponible ze berücksichtegen.

Vote sur l'amendement 14

An do ass de Vote dann och lancéiert. An elo ass e schon ofgeschloss.

2-mol Jo, 58-mol Neen. Den Amendement 14 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Amendement 15

Dann den Amendement 15, deen de Paragraph 2 vum Artikel 4 betrëfft, an do géif et drëm goen, statt eng Bourse de mobilité ze schaffen, d'Frais réels de location ze berücksichtegen.

Vote sur l'amendement 15

De Vote ass un. An en ass eriwwer.

5-mol Jo a 55-mol Neen. Den Amendement 15 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Amendement 16

Den Amendement 16 géif en neie Paragraph 3 am Artikel 6 bäisetzen. An do géif et drëm goen, e Médiateur ze schafe fir de Fall, wou Familljen net kéinten oder net wëllten de Student ënnerstëtzen.

Vote sur l'amendement 16

De Vote fänkt un. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

55-mol Neen, 5-mol Jo. Also ass den Amendement 16 ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Amendement 17

Den Amendement 17 géif en neien Alinea am Paragraph 3 vum Artikel 7 bäisetzen. An do géif et drëm goen, dass, wann d'Certificaten, déi exigéiert sinn, ze spéit géife kommen, ee se och nach kann noreechen.

Vote sur l'amendement 17

Oh, ech war ze séier. De Vote huet ugefaangen. D'Procuratiounen. An de Vote ass ofgeschloss.

An den Amendement 17 ass mat 55 Nee-Stëmme bei 2-mol Jo an 3 Abstentiounen ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Amendement 18

Dann nach den Amendement 18, och vun déi Lénk, deen de Paragraph 5 vum Artikel 7 an de Paragraph 6 vum Artikel 7 soll ofänneren, fir dass och beim zweete Cycle vun den Etüde kéinte Subventiounen hëllefen an nach e weidert Joer kéint ausbezuelt ginn.

Vote sur l'amendement 18

De Vote fänkt un. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendement 18 ass mat 58 Nee-Stëmme bei 2 Jo-Stëmme ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Amendement 19

Dee leschten Amendement, dat ass den Amendement 19, dee vun déi Lénk kënnt, huet als Objet, de Paragraph 1 vum Artikel 10 ofzeännere. An do géif et drëm goen, fir eng paritéitesch Besetzung vun der Commission consultative - paritéitesch Ministère a representativ Studentevereenegungen - ze sécheren.

Vote sur l'amendement 19

De Vote ass lancéiert. An en ass ofgeschloss.

Den Amendement 19 ass mat 55 Nee-Stëmme, 2-mol Jo an 3 Abstentiounen ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Domat wärem mer un Enn vun den Ofstëmmungen iwwert d'Amendementen, a mer géifen iwwergoen zu der Ofstëmmung iwwert den Ensembl vum Projet de loi 6670, also de gesamten Text.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6670 et dispense du second vote constitutionnel

Also déi, déi domat d'accord sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi net domat d'accord sinn, mat Neen. An et geet ëm den Ensembl vum Projet.

Plusieurs voix.- Oui!

Une voix.- Här President, oui!

(Hilarité et interruptions)

M. le Président.- Also, de Vote ass eriwwer.

De Projet 6670 ass mat 32 Jo-Stëmme bei 28 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty



Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment et négation)

Kënne mer dovun ausgoen, dass datselwecht Ofstëmmungsergebnis géif erauskomme wéi

beim Ensembl vum Projet?

(Assentiment)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Énner kengen Emstänn!

► **M. le Président.**- Da ginn ech dovun aus, dass mer mat enger Majoritéit, awer enger knapper, d'accord sinn, fir d'Dispens ze ginn.

(Brouhaha général)

Motion 1

Dann hätte mer nach eng Motioun virleien, well déi aner, déi zweet Motioun jo zrëckgezu ginn ass, an den Här Turpel als Auteur...

(Brouhaha général)

Neen, neen, neen, déi zrëckgezu ginn ass.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

(Interruption)

► **M. le Président.**- Voilà! An dann hunn ech jo op där...

► **Une voix.**- ...anerer Säit...

► **M. le Président.**- ...d'Motioun, déi vun der Majoritéit abruecht ginn ass, eng Motioun

mat dräi Énnerschrëften. Do war d'Ugebuet, ob Vertrieeder vun deenen anere Fraktiounen a Sensibilitéite wëlte mat énnerschrëwen.

Dofir stellen ech d'Fro: Wie wëllt d'Motioun mat énnerschrëwen?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et geet mat enger duer. Et geet jo mat enger duer.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Här President, just fir Stellung zu der Motioun ze huelen: Mir kënnen déi Motioun hei matdroen. Mir hunn eng Rei Problemer mat de Considéranter, well u sech, zum Beispill am leschte Considérant, wou jo vun der „orientation efficace“ geschwat gëtt, mir gesinn net richtig, wat dat ze dinn huet mat deenen Inviten, mat deenen duerno d'Regierung opgefuerdert gëtt.

Mä par contre muss ech soen, déi Inviten, déi hei stinn an deene verschidde Tiren, déi opgezielt sinn, déi schéngen eis logesch ze sinn, déi schéngen eis och wichteg ze sinn. Duerfir, ouni se ze énnerschrëwen, kënnen mer se awer matstëmmen.

► **M. le Président.**- Okay. An d'Regierung huet se schonn ugeholl. Da géif ech...

► **Une voix.**- Wann nach eng Énnerschrëft feelt, Här President, da géif ech se ginn.

(Brouhaha)

► **Une autre voix.**- Mir brauche jo net méi.

► **M. le Président.**- Neen, ech mengen, et feelt keng. Et feelt keng. Mä mir kënnen dat och nach herno maachen, wa Leit nach wëllen énnerschrëwen, dat ass iwwerhaapt kee Problem.

Vote sur la motion 1

Mä ech froe mech, ob mer hei en elektronesche Vote musse maachen. D'Regierung huet akzeptéiert. Per Handophiewen?

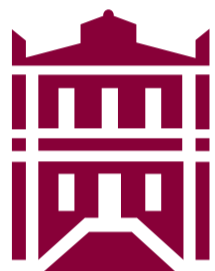
(Assentiment)

Da mengen ech, dass dat dote ganz kloer ass. Dann ass déi Motioun ugeholl.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Ech soen lech Merci fir déi grouss Disziplin, ginn eis Rendez-vous fir den nächste Mëtwoch a wënschen lech nach e schéinen Owend.

► **Plusieurs voix.**- Merci!

(Fin de la séance publique à 18.56 heures)



SÉANCE 33

MERCREDI,
16 JUILLET 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. le Président

2. Dépôt d'un projet de loi par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

- M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

- M. Fernand Kartheiser

4. Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de son élection à la présidence de la Commission européenne

- M. le Président

5. Communication

- M. le Président

6. Ordre du jour

- M. le Président

7. 6625 - Projet de loi relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt

- Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. Justin Turpel

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 6535 - Projet de loi relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant

1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel

- Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: Mme Simone Beissel

- Discussion générale: Mme Diane Adehm, Mme Tess Burton, M. Claude Adam, M. Roy Reding, M. Justin Turpel

- Prise de position du Gouvernement: Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture

- Mme Diane Adehm (parole après ministre)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 6703 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

- Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Georges Engel

- Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Gusty Graas, M. Roberto Traversini, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel

- Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

- M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. 6691 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés portant introduction d'un Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

- Rapport de la Commission du Règlement: M. Alex Bodry

- Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers (M. Alex Bodry intervient), M. Eugène Berger (M. Serge Urbany intervient), M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany (dépôt d'une motion), M. Alex Bodry

- Motion 1: M. Alex Bodry, M. Serge Urbany (motion renvoyée en commission)

- Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

11. Discours de M. le Président

- M. le Président

12. Hommage à M. Luc Frieden

- M. le Président, M. Luc Frieden

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch et M. Dan Kersch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.05 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Jo, Här President, mir hunn eng Kommunikatioun ze maachen.

2. Dépôt d'un projet de loi par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Et ass mer eng grouss Eier, am Numm vun der Regierung a mam Accord vum Grand-Duc dat sougenannt „Omnibusgesetz“ haut ze déposieren. Dir wësst, dass dat vill diskutéiert ginn ass hei am Land. Ech mengen, dass mer et fäerdegbruecht hunn, an enger Rekordzäit elo e konkrete Projet hei ze élaborieren, an ech sinn och frou, deen haut kënnen ze deponieren.

Ech wëll an deem Kontext all deene Ministèren a Verwaltungge Merci soen, déi un dësem Ge-

setz matgeschafft hunn. Ech sinn iwwerzeegt, dass dëst Gesetz eng grouss Vereinfachung fir d'Bierger an och fir d'Administratiounen mat sech bréngt.

6704 - Projet de loi dite «Omnibus» portant modification:

a) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

b) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;

c) de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement;

d) de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

e) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

f) de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

g) de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux;

h) de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

i) de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

gaangen. Esou sinn déi dräi Sätz an der Kategorie A un d'CGFP gaangen.

D'APESS war mat dëser Entscheedung net averstane an huet reklaméiert. Mä de Regierungsrat huet d'Resultat vun de Wahlen, also och d'Veerdeelung vun de Sätz, den 30. Abrëll 2010 awer validéiert an esou d'Reklamatioun verworfen. D'APESS huet dunn e Recours géint d'Décsion vum Regierungsrat ageluecht.

Den Tribunal administratif huet dunn d'Cour constitutionnelle ageschalt, fir datt dës iwwert d'Constitutionnalitéit vum Artikel 43ter Abschnitt 5 vum Gesetz vun 1924 décidéiert.

An hirem Uerteel vum 9. März 2012 äntwert d'Cour constitutionnelle, datt deen eventuellen Avantage, deen entsteet duerch d'Regelung vu maximal zwee Mandater pro Administratioun fir e Syndikat, deen d'Fonctionnaire vu verschiddenen Administratiounen representéiert, géintwärtig engem Syndikat, dee just d'Intériteit vun enger Administratioun, wéi an dësem Fall den Enseignement, vertritt, net kann a Considération gezu ginn, fir eng Analys vun der Constitutionnalitéit vun dëser legaler Disposition ze maachen.

D'Cour constitutionnelle werft awer op, datt muss ennersicht ginn, ob dës Disposition net eng Inegalitéit tëscht de Kandidaten individuell schafft, well si mécht et méiglech, datt ee Kandidat, dee méi Stëmme krut, zugonschte vun engem mat manner Stëmme, mä aus enger anerer Administratioun, écartéiert gëtt. Hei werft d'Cour d'Fro no dem Prinzip vun der Egalitéit op, wéi en am Artikel 10bis vun eiser Constitution virgesinn ass.

Den Tribunal administratif huet a sengem Uerteel vum 30. Abrëll 2013 de Recours vun der APESS géint d'Décsion vum Regierungsrat verworfen. D'APESS wollt dat awer net esou hinuolen an ass an Appell gaange bei der Cour administrative.

Dës huet sech op den Artikel 1 vun der Constitution bezunn, dee beseet: «Le Grand-Duché de Luxembourg est un État démocratique, (...)» Op Basis vun dësem Artikel seet d'Cour, datt dës net just fir d'Wahlen an der Chamber, also hei an der Chambre des Députés, géilt, mä och fir d'Wahle vun de Berufsbeamten, déi och an de legislative Prozess falen. Also muss déi definitiv Verdeelung vun de Mandater deem entsprechen, wat d'Wahlen erginn hunn.

Am Uerteel vum 19. Dezember 2013 huet d'Verwaltungsgericht dunn decidéiert, datt den Arrêté vum Regierungsrat misst annulléiert ginn an datt d'APESS hire Sätz eigentlech zegutt hatt.

Laut dësem Uerteel misst d'Veerdeelung eng nei Décsion huelen, wat d'Veerdeelung vun de Sätz an der Kategorie A ueget. Si kann dës drëtten Sätz awer der APESS net einfach esou zoudeelen, well dës contraire zum bestohendem Gesetz wär. Een Dilemma.

Sou ass decidéiert ginn, deen drëtten Sätz bis zu den nächste Wahlen, déi am März 2015 stattfannen, net ze verdeelen. Dee bleift also onbesat bis an e puer Méint.

Eng Emännerung vum Gesetz ass also néideg ginn, fir eng gerecht Verdeelung vun de Sätz an der Carrière supérieure pro Administratioun souwéi eng proportionell Representatioun ze garantéieren. Dës Zil soll duerch déi virleidend Gesetzesännerung erreecht ginn.

Déi gesäit vir, datt zwou verschidde Kategorien an der Carrière supérieure geschafe ginn, eng fir Beamten aus dem Enseignement, Kategorie A, an eng zweet fir aner administrativ Beamten, Kategorie A1. Fir datt d'Unzuel vun de Mandater an der Berufschamber vun de Statsbeamten net muss an d'Luucht gesat ginn, sinn zwee Sätz fir déi nei Kategorie fir d'Beamten aus dem Enseignement supérieur an ee Sätz fir déi aner Beamten aus der Carrière supérieure virgesinn.

Dës Verdeelung entsprécht dem Rapport och tëscht de Beamten aus deenen zwou Kategorien. Tëscht 2010 an 2014 waren an der Carrière supérieure d'Beamten aus dem Enseignement zu duebel esou vill wéi déi aner Beamten.

De Statsrat souwéi d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hunn an hirem respektiven Avis keng weider Remarqué formuléiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt den Här Paul-Henri Meyers fir d'CSV.

Discussion générale

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Rapporteur, dem Här Georges Engel, villmools Merci fir säi schrëftlechen a mündlechen Rapport. Hien huet dat ganz ausféerlech gemaach, soudass ech eigentlech op de Projet de loi an op déi Emännerung net brauch zréckzkommen. Ech soen och elo schon, dass d'CSV dee Projet de loi wäert stëmme.

Étant donné, dass awer den Ausléiser vun där Gesetzesännerung hei en Uerteel vum ieweschte Verwaltungsgericht war, erlaben ech mer, wat net Usus ass ëmmer, e bëssen iwwert den Tellrand vum Projet erauszekucken, well et jo e bëssen aussergewéinlech ass, dass d'Chamber no engem Uerteel Gesetzestexte änneren geet. An ech mengen, dann ass et net vu Muttwëll, wann ee sech och e wéineg mat deem Uerteel selwer ofgëtt.

D'Cour administrative ass nämlech zur Schlussfolgerung komm, dass den Artikel 42 Alinéa 8 vum Règlement grand-ducal vum 17. Januar 1984 net konform ass mat dem demokratesche Prinzip, wéi en am Artikel 1 vun der Verfassung steet. Dee Moya ass en appel vun der Cour selwer opgeworf ginn an esou tranchéiert ginn, wéi den Här Engel et développéiert huet.

Étant donné, dass et awer bei der Jurisdiction administrative keng Kassatioun gëtt, géif ech mengen, dass et net vu Muttwëll ass, wann ee hei awer d'Fro opwërft, ob et net noutwendeg ass, esou wichteg Froen enger zweeter Instanz ze ënnerbreeden, wat hei net méiglech war. Dofir, mengen ech, ass déi Fro vun der Kassatioun och bei der Jurisdiction administrative ëmmer nach aktuell.

D'Institutiouskommissioun huet sech verschidde mat där Problematik ofginn, an ech mengen, et soll een déi Fro do net aus den Ae verléieren, well ech mengen, dass hei d'Cour administrative eigentlech selwer d'Motivatioun bruecht huet, firwat en eventuell esou eng Kassatioun sollt virgesinn.

Eng zweet Remarque betrëfft d'Aart a Weis, wéi d'Cour administrative dee Prinzip, den demokratesche Prinzip vum Artikel 1 vun der Verfassung, definéiert: Si definéiert e par rapport zu allen Institutione vum Stat.

Wat d'Berufschamberen ueget, mengen ech, muss ee sech, och wann een dat Uerteel net sollt iwwerbewäerten, awer d'Fro stellen, ob all Dispositionen, net nëmme vun der Chambre des Fonctionnaires, mä och vun anere Berufschamberen, da mat deem Prinzip konform sinn, wat d'Sätzverdeelung ueget. An ech mengen, dofir wier et och an där Hisiicht net vu Muttwëll, wann ee géif eventuell déi Texter vun de Reglementer eng kéier nokucken, fir do eng nei Iwwerraschung an där doter Hisiicht ze vermeiden.

Dat gesot, répétéieren ech nach eng kéier, dass mer eisen Accord ginn zu där heiter Ännerung vum Gesetz.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meyers. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech richtig gezielt hunn, dann änneren mer dat Gesetz haut fir d'32. kéier ëm. Dat beweist jo och, datt et e Gesetz ass, wat permanent nogekuckt muss ginn. An an deem spezifesche Fall hei ass et ganz kloer, datt een awer och muss Verständnis hu fir d'APESS.

Mir sinn an engem demokratesche Rechtsstat. Wann een no Wahlen Urecht op e Sätz huet an et kann een awer net an de Genoss vun deem Sätz kommen duerch eng Rei Dispositionen, dann ass et evident, datt déi betreffend Gewerkschaft natierlech versicht, hiert Recht iwwer en anere Wee ze kréien. Duerfir ass et u sech richtig gewiescht, fir esou séier wéi méiglech elo hei ze léigiféieren, ëmsou méi, datt mer jo och virun Neiwahlen elo stinn. Am Oktober geet am Fong geholl déi Procédure un, well d'nächst Joer dann déi Chamber ernéiert gëtt.

Erlaabt mer vläicht awer, am Numm vun der DP nach zwou Remarquen zu dësem Gesetzesprojet ze maachen:

Fir d'Éischt déi, datt et aus eiser Siicht richtig ass, wéi d'Regierung elo gehandelt huet, datt se elo kuerzfristeg dann awer dee Projet de loi hei op den Instanzwee bruecht huet, an datt et och richtig war vun der Regierung, fir elo net weider ze tranchéieren, ob der APESS soll dee Sätz hei zougesprach ginn oder net.

Eng zweet Remarque ass déi, an indirekt huet den Här Meyers dat och schon duergeluecht

gelooss: Ech mengen, mir sollten dee Reflexionsprozess allerdéngs haut net ophalen. Et sollt ee sech och Gedanken maachen engersäits iwwert dee juristeschen Aspekt, awer andersäits vläicht och iwwert d'Kompositioun vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, ob, wéi gesot, déi eenzel Kategorien elo dach nach wie vor op eng gerecht Aart a Weis Bestand hunn.

An deem Sënn wëll ech dann awer ofschléissend fir d'Éischt och nach dem Rapporteur e ganz grouse Merci aussprechen, dem Här Engel, an dann och gläichzäitig d'Zoustëmmung vun der DP bréngen.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Graas. Den Här Roberto Traversini huet d'Wuert fir déi grëng.

► **M. Roberto Traversini (déi grëng).** - Merci, Här President. Ma och ganz kuerz wollt ech dem Rapporteur Merci soen. Do mierkt ee wierklech, datt en a sengem Element ass. An heimadder géif ech dann och den Accord vun der grënger Fraktioun Iech matdeelen.

► **M. le Président.** - Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosse mer eis emol vläicht fir unzufänken, nodeem ech dem Här Rapporteur e Merci gesot hu fir eng ganz kloer Presentatioun, loosse mer eis emol eng Fro stellen: Wat ass eigentlech d'Chambre professionnelle des Fonctionnaires et Employés publics?

Do gëtt et verschidde Interpretatiounen. Et gëtt déi, déi am Gesetz ass. Et gëtt och eng ganz praktesch, déi mer hei erëmfinden an enger Wahlbroschür vun der CGFP aus dem Joer 2010 fir déi Sozialwahlen, iwwert déi mer hei schwätzen. An d'CGFP seet: «En d'autres termes, l'immense majorité de la Chambre n'est autre que le bras institutionnel de la CGFP.»

Do ass u sech näischt dergéint ze soen, wann dat d'Resultat ass vun engem faire Wahlprozess an net vun engem politesche Wëllen. Ech mengen, wann dat d'Resultat ass, datt eben d'CGFP esou vill Sätz duerch fair an oppe Wahle kritt huet, ass dat an der Rei. Awer et soll net d'Resultat vun engem politesche Wëlle sinn.

Hei hu mer e Wahlergebnis gehat 2010, wou d'APESS sengerzäit 26,91% vun de Mandater kritt huet an en Direktsätz kritt huet. A si stellt sech vollkommen zu Recht, wéi och den Här Graas et scho gesot huet, d'Fro: Wa Lëtzebuerg en demokratesche Stat ass, hu mir dann net d'Recht op eise Sätz? Eis Äntwert dorobber ass: Jo!

An do ass deen éischten Denkfleer - also eiser Meenung no en Denkfleer - vun der Regierung, deen eis als ADR op jidde Fall vun der Regierungspositionen däitlech trennt. D'Regierung seet: „Mir hunn hei en Uerteel an doroberhi musse mer léigiféieren.“ Dat ass net d'Situatioun, wéi an engem demokratesche Stat sech de Problem stellt! De Problem huet sech no de Wahle gestallt! No de Wahlen 2010 wor offensichtlech, datt do eng Gewerkschaft hire rechtméisseg Sätz net konnt kréien. Deemools huet sech schon de Problem gestallt.

A wann dann eng demokratesch gesënnt Regierung dee Problem sollt analyséieren, da wär deemools schon de Moment gewiescht, fir dat hei legislativ oder reglementaresch esou ze traktéieren, datt deen demokratesche Wëlle vun deene Leit, déi do gewielt hunn, géif respektéiert ginn, an net fir ze waarden op d'Enn vu Prozesser oder eventuell - wou ech awer elo net am Fong wëll géint eng Kassatioun an den administrative Couren hei rasonéieren -, mä awer net fir och nach zousätzlech Instanze sech ze wënschen, fir dat do eventuell nach eng kéier iwwerpräieren ze loosse, wann ee Gericht schlussendlech zu engem Avis kéint, datt eng representativ, fräi a gerecht Wahl muss respektéiert ginn!

Mir fillen eis als ADR erënnert, wa mer esou eng Situatioun gesinn, un déi, déi mer och hei hunn an der Chamber mat dem Découpage a Circonscriptionen an esou weider, déi schlussendlech och drop erausleef, datt den demokratesche Wëllen hei am Land net vollstänneg respektéiert gëtt. Duerfir och déi Diskussiounen, déi mir hei iwwer eise Wahlsystem am Land hunn. Hei sinn eenzel Schwächte vun ähnlecher Natur ze erkennen.

An dann, wann deemools schon d'Regierung net dat gemaach huet, wat se hatt misse maachen, nämlech dem Wahlergebnis Rechnung droen an doduerch léigiféieren, also eis froen, fir ze léigiféieren oder reglementaresch Ännerunge virzehuelen, firwat soll een dann net elo nach der APESS, och wann et spët ass, dee Sätz ginn, dee se zegutt huet? Et géif Méiglechkeete ginn.

Mir kéinten, wa mer schon hei d'Gesetz änneren, och d'Gesetz änneren, datt déi Gewerkschaft elo nach hire Sätz kréich. Mir kéinten och reglementaresch, well et am Gesetz virgesinn ass - och wann do vläicht eng Kontradiktioun ass tëscht engem Règlement grand-ducal an deenen aneren Artikelen vum Gesetz, mä ëmmerhin ass et am Gesetz virgesinn -, nach eng Emverdeelung do maachen, wéi d'Gesetz et virgesäit, fir nämlech méi Mandater an der Carrière supérieure virzugesinn, well einfach d'Kräfteverhältnis tëscht deene verschiddene Gruppe sech fundamental geännert huet.

Ech ginn Iech e Beispill. 2010 waren an der Carrière supérieure 5.707 Électeurs an an der Kategorie C 7.985. Dobäi hat d'Carrière supérieure dräi Mandater an d'Kategorie C hat der néng. Also eng Différence vun eent op dräi, während nëmme 2.000 Électeurs Ennerscheed sinn. Et wär also Ursach do, fir dat do ze änneren, elo ze änneren oder scho geännert ze hunn, amplaz elo ze soen: „Ma mir léigiféieren a mir verdeelen deen drëtten Sätz net.“ Hei sinn einfach Ongläichgewichter!

Et steet och net an deem Gesetz, an duerfir, Här Minister, froen ech Iech et: Wéi sinn dann déi Zuelen 2014? Dir sot, den Écart huet sech nach creuséiert zugonschte vun den Enseignanten. Mä wéi sinn dann déi aktuell Zuelen? A wär déi flagrant Ongerechtegkeet schon an der Verdeelung vun de Mandater net schon Ursach genuch gewiescht, fir dat do ze redresséieren?

An der proportioneller Rechnung hätt deemools schon, deemools 2010 bei de Wahlen, d'Kategorie A véier Mandater misse kréien, a proportionell wär d'Kategorie C deen Ablék bei fënnf Mandater gewiescht. A Realitéit wor et dräi zu néng, wat dës Problem, dee mer elo hunn, zum Deel mat bedéngt.

Ech wëll hei anekdotenhaft och nach soen - mat engem Iwwergang vläicht, fir ze soen, wéi ongerecht déi Mandater verdeelt sinn -, et gëtt eng Kategorie, d'Kategorie F, dat ass déi vun de Ministres du culte catholique, déi hatt normalerweise 0,2 Mandater zegutt. Si huet awer een. Ech kritiséieren dat net. Ech sinn dee Leschten, deen de Ministres du culte catholique dat wëllt ewehuelen.

Mä et ass interessant, fir ze kucken, wéi de Maître Vogel, d'Étude Vogel hei rasonéiert huet, déi d'CGFP vertrueden huet. An dat schéngt mer interessant, dat virzeliesen, well u sech d'Étude Vogel hei - an dat ass ëmmer agréabel ze liesen - dach seet, wéi wäertvoll déi Rotschléi vun der kathoulescher... oder vu Katholiken sinn: «D'ailleurs, attribuer le mandat strictement d'après un seul critère arithmétique...»

Ech gesinn, meng Zäit ass ofgelaf, Här President, duerfir kieren ech dat of.

► **M. le Président.** - Dat ass...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat ass awer ganz interessant.

► **M. le Président.** - Da brauch ech net aktiv ze ginn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dir braucht et net, ech maachen et selwer.

Mä op jidde Fall, d'Räsonnement ass eben, d'Représentants du culte catholique hätten nëmme 0,2 Mandater. An d'Étude Vogel seet dozou, dat wär awer keen Argument, well de Représentant vun hinnen «apporte cependant une contribution fort utile et appréciée de préceptes moraux et sociaux». An där Meenung si mir och.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Dann huet d'Wuert de Fonctionnaires-Minister, den Här Dan Kersch.

(Interruption)

Oh, ech sinn ontréschlech, Här Turpel! Falschen Alarm, Här Kersch, et deet mer leed.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci. Dat ass mer an der Chambre professionnelle ni geschitt, datt ech als eenzegen Net-CGFPs-Member während 20 Joer do ignoriéiert gi sinn. Dofir sinn ech frou, datt ech dann awer elo nach d'Wuert ka kréien.

► **M. le Président.** - Oh, et ass ganz schwéier, Iech ze ignoriéieren.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci, Merci!

D'Chambre professionnelle vun der Fonction publique sollt eigentlech schon 1924 agefouert ginn. '21 hu mer iwwerhaapt d'Chambres professionnelles agefouert, an do war scho virgesinn, '24, fir eng Chambre vun der Fonction publique anzeféieren, déi awer eréischt 40 Joer duerno - 1964 - agefouert ginn ass.

A wéi se agefouert ginn ass, ass eppes festgehale ginn, wat elo zu deem Problem féiert, mat deem mer hei konfrontéiert sinn. Dat ass nämlech deen, datt mer engersäits a Kategorie wéi vu Carrière supérieure, Carrière inférieure,

Carrière moyenne, Enseignanten, Gemeindebeamten, an Employéen neierdénge, déi et deemools nach net gi sinn.

En plus seet d'Gesetz, dass keng Verwaltung beim Stat, awer just beim Stat, vun de Fonctionnaires - dat ass just d'Carrière supérieure, d'Carrière inférieure an d'Carrière moyenne, do zielen d'Employéen net derzou an do zielen d'Gemengen net derzou -, dass a kenger Verwaltung méi wéi zwee Leit daerft genant ginn. An dat ass jo hei, wou mer de Problem hunn. Doduerch, dass vun der CGFP zwee Leit aus dem Enseignement an der Catégorie supérieure genant waren, krut d'APÉSS do dee Posten dunn dee Moment net.

Ech mengen, all Mënsch ass hei d'accord, fir ze soen, dass dat net gerecht ass an dass een esou net ka virgoen. Well d'Tatsaach, dass d'APÉSS dee Posten net kritt huet an d'CGFP dee Posten zousätzlech kritt huet, féiert zweemol zu enger Ongerechtheet, déi net d'Wahlresultat respektéiert. Éischtens ass d'Wahlresultat net respektéiert, well d'APÉSS net vertrueden ass an der Chambre professionnelle, an zweetens ass d'Wahlresultat net respektéiert, well eng aner Gewerkschaft ee Sëtz méi kritt wéi deen, deen d'Wieler hir ginn haten.

An eigentlech hätt do scho vill éischter misse reagiert ginn. Ech wëll drun erënneren, dass an de 70er Joren eng ähnlech Situatioun war mat der Bréifdréischgewerkschaft an der Carrière inférieure, d'Bréifdréischgewerkschaft, déi haaptsächlech bei der Post, wéi hiren Numm et seet, aktiv war an och opgrond vum Wahlresultat ëmmer een Delegéierten hat, mä déi Gewielten, déi sinn ni drukomm, well vun der Post schonn erëm eng Kéier zwee CGFPs-Leit gewielt waren, déi méi Stëmme hate wéi si.

Dofir ass d'Bréifdréischgewerkschaft hiigaangen a si huet eng Astuce gemaach: Si huet ëmmer aus enger anerer Verwaltung nach ee Kandidat gehat. An och wann dee vun der Bréifdréier dee Leschtgewielte war, ass deen da Member gi vun der Chambre professionnelle - wat och net eng korrekt Wahrnehmung war vum Wielerwëllen an deem Secteur. Also hätt do scho vill éischter misse reagiert ginn.

Dee Problem huet sech geléist, wéi d'Bréifdréischgewerkschaft vun der CGFP opgeholl ginn ass. Mä de Problem generell ass awer net geléist.

Elo proposéiert d'Regierung hei eng Léisung, déi menger Meinung no eigentlech keng ass fir den aktuelle Problem! D'Regierung proposéiert, an der Carrière supérieure ze splitten, engersäits fir d'Schoulen, dat heescht, déi Verwaltungen, déi wielen da fir sech, an dann anersäits fir de Rescht vun der Carrière supérieure. D'Schoule wielen der dann zwee an de Rescht vun der Carrière supérieure wéi een. Dat bleift da beim Total vun dräi, mä si wéi getrennt.

Wat trotzdem als Konsequenz huet, dass een, fir eranzekommen an d'Chambre professionnelle, elo méi en héije Prozentsaz brauch bei zwee an deem Grupp wéi virduen, wou et der dräi waren. Bei engem Nombre électoral konnt ee virdu mat 25% ee kréien, elo brauch een 33% vun de Stëmme. An ech huelen och un, dass eng Rei Leit drop spekuléieren, dass d'APÉSS zwar méi wéi 25% hat, mä net méi wéi 33%. Mä dat ass awer reng spekulativ, well dat, wat sech jo ännert, dat ass, dass de Corps och ännert an elo just d'Enseignante wielen, also d'Proffe wielen, an d'APÉSS da vläicht op dee Chiffer kennt.

Mä et féiert awer dozou, dass mer hei an engem Trend dra sinn, wéi dat de leschte Samschdag am „Land“ stoung, vu d'Fërderung vu Majorzsystemer, dat heescht, dass een ëmmer méi an heiansdo och elo lues a lues ëmmer muss déi absolut Majoritéit hunn, fir iwwerhaupt nach iergendwou gewielt ze ginn.

En plus ass et haaptsächlech keng Léisung fir déi jëtzeg Situatioun. Dat heescht, d'APÉSS bleift dobause laut där Proposition, déi mer hei stëmme. An dat ass eppes, deem mir net kennen zoustëmme. Dat ass eng Pseudoléisung fir e Problem, dee konkret a reell ass an hei net konkret an net reell geléist gëtt!

Ech wollt och dozou nach zwee Wieder soen. Dat éischt, dass ass, wann een un d'Chifferen, un de Proporz ännere geet, da muss een awer d'Gesamtziel an d'Luucht setzen, well awer d'Gesamtziel sech geännert huet, well soss strooft een erëm eng Kéier a Kategorie Leit, wou dann och Gewerkschaften, déi elo gewielt ginn, net méi kenne gewielt ginn, well se dann am Proporz net méi kenne drukommen.

An dee leschte Saz ass deen, dass mer eis souwéi souwéi mussen Froe stellen iwwerhaupt iwwert d'demokratesch Gepflogenheeten an

der Fonction publique. Déi Regierung virduen, déi hat emol eng gutt Initiativ geholl. Dat war déi, fir ze soen, mir féieren emol demokratesch Personalverriederwahlen a beim Stat, wou all Statsbeamte seng Delegéiert selwer ka wielen a wou dat net iwwer Associatiounen an esou wieder leeft. Si huet dat awer an engem Kompromëss, dee se am Kader vum Gehälteraccord mat der CGFP geschloss huet, erëm ofginn.

An ech stelle mer d'Fro, ob demokratesch Personalverrieder bei de Wahlen - iwwerhaupt e bësse méi Demokratie! - net eng Noutwendegkeet wieren an och eigentlech opgrond vun den OITs-Konventionne virgeschriwwen wieren. An ech mengen, et géif Zäit ginn, dass mer e Schrack an déi Richtung géife maachen an net an déi ëmgedréite Richtung.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Turpel. An elo huet d'Wuert de Fonctionpubliques-Minister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Merci, Här President. Ech wëll vläicht ufänke mat engem grouse Merci un de Rapporteur an un d'Kommissioun fir deen exzellente Rapport, dee mer hei héieren hunn.

Ech mengen, ech gehieren net zu deene Leit, déi nach eng Kéier dat widerhuelen, wat Der elo grad hei vum Rapporteur en large duergeluecht kritt hutt. Ech mengen, en huet wierkelech ganz genau d'Situatioun beschriwwen an och virun allem beschriwwen, firwat dass d'Regierung hei an der Situatioun war, dass huet misse gehandelt ginn.

Ech deelen, an dat wëll ech hei ganz kloer soen, d'Aschätzung vum Här Meyers. Ech mengen, dass dat Uerteel, mat deem mer eis hei mussen ausenanesetzen, eng ganz Rei vun anere Problemer opwërt. En huet eng vun de Léisungspisten hei initiéiert. Dat ass déi, fir eng Kéier ganz seriö driwwer ze diskutéieren, ob een net eng Cour de cassation bei der Cour administrative bräicht. Ech sinn der Meinung, dass dat eng vun deenen Iddien ass, déi ee misst weiderverfollegen, och opgrond vun der Problematik, déi mer hei duergeluecht kritt hunn.

Den Här Gusty Graas huet gesot, mir missten de Reflexionsprozess weiderféieren. Ech deelen déi Aschätzung. Och vläicht als Reaktioun op dat, wat den Här Turpel elo zum Schluss gesot huet: Mat deem heite Gesetz sinn net alleguerten d'Diskussionen iwwert de Funktionement vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an och net vun deenen anere Berufschamberen eriwwer. Dat ass ganz richtig. An deen Usproch hate mer hei och guer net.

Mir haten - an dat wëll ech awer zum Zäitpunkt soen, wéini dass dës Regierung reagiert huet - eng Situatioun virfonnt, déi een u sech ka beschreiwen als e Knuet, deen een huet musse léisen. An ech mengen, dass déi Léisung, déi mer hei fonnt hunn, engersäits gewisen huet, dass dës Regierung gewëllt ass, déi demokratesch Wahlresultater och unzekerken, an anersäits awer och gewëllt ass, ze léigiféieren, wann duerch iergendwelch widerspreechlech Aussoen an deenen eenzelne Gesetzestexter déi demokratesch Wahlprozedur riskéiert, net agehalen ze ginn. Dat ass dat, wat mer mat dësem Gesetz maachen an och mat deene Reglementer, déi nokommen, déi mer och nach mussen deementspreechend upassen.

Ech wëll just nach eppes soen iwwert d'Ziel vun deenen eenzelne Carriären, déi an der Chambre vertruede sinn. Ech mengen net, dass d'Ziel vun deene Leit, déi an deenen eenzelne Carriären schaffen, deen eenzege Kritär ass, deen iwwert d'Ziel vun Leit ka bestëmmen, déi herno an der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics dra sinn.

Den Här Turpel huet schonn ee Grond ginn, firwat dass dat net kann de Fall sinn, mä ech kann lech awer och nach een anere soen: Wa mer dat géife maachen, da géif dat dozou féieren, dass d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics lues a lues géif zu enger Chambre de l'Enseignement mutéieren. An ech mengen, dass dat weder am Intérêt vun Enseignement wär nach am Intérêt vun der gesamter Fonction publique. A virun allem déi Leit aus dem Enseignement halen drop, dass si ee Bestanddeel, ee feste Bestanddeel vun der Fonction publique sinn a bleiwen. An dofir mengen ech net, dass et richtig wär, ëmmer nëmmen als eenzege Kritär d'Ziel vun deenen eenzelne Beamten an deenen eenzelne Verwaltungen ze kucken, fir dann d'Representatioun an der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ze bestëmmen.

Dat gesot, nach eng Kéier villmools Merci fir d'Mataarbechter an der Kommissioun, an ech hoffen, dass dese Gesetzesprojet op eng grouss Zoustëmmung an der Chamber kann treffen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Minister. A mir géifen...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President!

► **M. le Président.** - Jo?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech wollt just dem Här Minister nach eng kuerz Fro stellen.

► **M. le Président.** - Wann den Här Minister dermat d'accord ass,...

(Interruption)

...respektiv, wann Dir Parole après ministre frot.

(Interruption)

Neen, eng Fro a Parole après ministre sinn zwou verschide Saachen.

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Ech sinn ëmmer op fir Är Froen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Majo, villmools Merci. Ech hu just gesinn, Här Minister, Dir hutt jo selwer an deem Projet de loi gesot, Dir géift déi Zuele kennen, elo 2014, an Dir hutt jo déi Evoluitioun verfollegt. An ech wollt ebe just nach eng Kéier nofroen, fir déi aktuell Zuele gewuer ze ginn. Quitte dass Dir vläicht aner Konklusionen aus deenen Zuelen zitt, wéi ech se géif zéien, mä vu dat Der déi Zuele kennt a se awer net an de Projet de loi geschriwwen hutt, wär et awer interessant, fir ze gesinn, wéi déi effektiv Verhältnisse am Abléck sinn.

Villmools Merci.

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Menge leschten Informatiounen no hu mer 3.200 Leit, déi am Enseignement schaffen an der Carrière supérieure.

► **M. le Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun a mir géifen dann iwwert de Projet de loi 6703 ofstëmme.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6703 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6703 ass mat 55 Jo-Stëmme, géint 5 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdig, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann zu dem leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour. Dat ass den Ofännerungsvorschlag vun eiselem Chambersreglement, an et geet do em den Deontologiescode fir d'Deputéiert. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Alex Bodry.

luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

Rapport de la Commission du Règlement

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deser Ofännerung vun eiselem Chambersreglement begi mer eis, wéi vill aner Parlamentarier och, op de Wee, fir en zesammenhängenden Text ze ginn, wou d'Verhaltensregele festgeluecht gi fir d'Deputéiert, wéi se hir Fonction sollen ausféieren.

Dat ass Neiland fir d'Lëtzeburger Chamber, well mer bis elo an eiselem Reglement nëmme verschidden eenzel Bestëmmungen haten, notamment d'Deklaratioun, déi d'Deputéiert ofginn. Mä fir de Rescht feelt et eigentlech un engem zesammenhängenden Text. Dee gi mer eis heimadert. Mir maachen dat net à la vavite, mä nodeems mer eis intensiv mat där Problematik do befaasst hunn.

Ausléiser fir deen neien Effort, fir sech esou e Verhaltenskodex ze ginn, war eng Resolutioun, déi, mengen ech, eestëmmeg vun der Chamber ugeholl gi war den 13. Oktober 2011 am Zesammenhang mat der sougenannter Affär Léiweng/Wickreng, wou gefrot gi war vun der Chamber, dass fir d'Deputéiert, fir d'Ministren, mä awer och op lokalem Plang, fir déi lokal Responsabel, fir d'Fonctionnaire sollte Verhaltensregelen, deontologesch Verhaltensregele festgeluecht ginn.

Et ass normal, dass e Parlament sech selwer déi Regele gëtt. Et ass net un der Regierung, fir dem Parlament esou ethesch Regeln ze ginn, mä dat kann nëmmen d'Parlament selwer maachen. Dat maache mer haut iwwert déi Ofännerung vun eiselem Chambersreglement, wat jo op der Grondlag vun der Verfassung geholl gëtt an domadder och e staarken Effort eigentlech huet.

D'Virarbechte vun deem heiten Text ginn eigentlech op d'Enn vum Joer 2011, 2012 zréck, wou mer deemools an der Institutionskommissioun versicht hunn, eis schlauzemaachen, wat dee beschte Wee wär, dee mer sollte goen. An nodeems mer sämtlech auslännesch Texter gekuckt hu vun eisen Nopeschlänner an deenen eenzelne Parlamentarier, hu mer schlussendlech, an dat war, géif ech souguer soen, Eestëmmegkeet sengerzäit, d'Option geholl, eis ze orientéieren un dem Text, dee fir d'Europaparlamentarier gëllt. Aus zwou Iwwerleeungen: éischtens well et e relativ rezenten Deontologietext war, dee sech e Parlament ginn hat, an zweetens och doduerjer, well de Prinzipp da respektéiert gëtt, dass Lëtzeburger Parlamentarier, ob se am Europaparlament sinn oder ob se Member vun deser Chamber sinn, deeneselwechte Regeln ënnerworf sinn.

Mir hunn dat diskutéiert an engem internen Aarbechtsgrupp, deen d'Kommissioun agesat hat, deen zesumme gesat war aus den Häre Meyers, Braz a Bodry an der Madame Polfer. A mir hu sengerzäit ufanks März 2013 en Text provisoresch festgehale gehat, deen och effentlech virgestallt ginn ass, an et sollt ofgewaart gi bis zu där Bewäertung vum GRECO, dat heescht also vun deem Zesummenschloss vun de State vum Conseil de l'Europe, déi sech verschwuer hunn dem Kampf géint d'Korruptioun, bis de GRECO also eng Bewertungsmisioun fir Lëtzebuerg ofgeschloss hätt, wou an dësem Bewertungszyklus vun 2013 grad déi Fro vun der Korruptioun vun de Parlamentarier a vun de Magistraten den Haaptpunkt war.

De GRECO huet am Juni 2013 seng Aarbechten ofgeschloss. Entre-temps ass och dee Rapport iwwer Lëtzebuerg public. Am 1. Februar dëst Joer hu mer d'Aarbechten dann erëm opgeholl an der Institutionskommissioun. An déi Aarbechte si weidergereicht ginn un d'Reglementsmissioun, an Dir hutt also elo e Rapport virleie respektiv och zënter gëschter oder de Moien nach e Rapport complémentaire.

D'Ausrichtung bleibt, dass mer eng Rei vu Regeln androen an eist Reglement vun der Chamber, déi sech also op sämtlech Deputéiert applizéieren a wou mer Neiland fir Lëtzebuerg beschreiden. Neiland an deem Sënn, dass mer éischtmoleg op d'Fro vun Interessekonflikt aginn, dass mer dorop aginn, och d'Fro ze regelen, wéi ee mat Kaddoen an aneren Avantagen ëmzegoen huet, respektiv wéi och d'Fro soll geregelt ginn, wat d'Iwwerhuelen duerch Drëtter vu Reeskäschten a Logementskäschten vun Deputéierten ugeet.

Iwwer all déi Froe sinn et bis elo eigentlech zu Lëtzebuerg keng festgeschriwwen Regele ginn. Ethik gëtt et selbstverständlech och oui Texter. An ech denken, dass och déi ethesch Regeln, och wa se net niddergeschriwwen sinn, hei vun all Mënsch respektéiert ginn. Mä heiansdo

10. 6691 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés portant introduction d'un Code de conduite des députés

ass et awer och gutt, fir Texter ze hunn, op déi ee sech kann definitiv beruffen.

Ech wëll och soen, dass mer jo och net ouni gesetzlech Bestëmmunge sinn. Dat, wat mer eis hei ginn, dat sinn ethesch Regeln, dat si Verhalensregeln, déi mer eis selwer eigentlech als Parlamentarier operleeën, déi awer näischt mam Strofrecht ze dinn hunn. D'Strofrecht fonctionnéiert nient deem heiten Text, fonctionnéiert schonn haut och. A wa mer eis déi Regeln net géife ginn, ass selbstverständlech en Deputéierten, deen iwwert d'rout Linnen trëppelt, och strofrectleche Verfollegungen ausgesat an dee muss d'Konsequenze fir säin ondelikat Verhale selbstverständlech droen.

Ech wëllt nach eng Kéier erënneren un all déi Texter, déi mer do an eise Juristes Arsenal hunn. Dat sinn haaptsächlech d'Artikelen 215 bis 249 vum Code pénal, wou et em Korruptioun geet, aktiv a passiv Korruptioun, wou et em Trafic d'influence geet, wou et em d'Prise illégale d'intérêts geet. Alles dat si Punkten, déi mer zënter 2001 hei zu Lëtzebuerg nei geregelt hunn an déi sech och spezifesch op politesch Mandatsträger applizéieren, also och op d'Deputéiert, an déi selbstverständlech och haut scho kënnen Uwendung fannen.

Hei kommen, iwwert dee Verhalenskodex, zousätzlech deontologesch Regeln derbäi, déi net strofrectlech geahndet ginn, wann et zu Verstéiss kënn, mä déi disziplinaresch kënnen sanktionéiert ginn iwwert déi Sanktiounen, déi mer spezifesch och hei an deem heiten Text agebaut hunn.

Dat fir den Iwwerbléck vun där ganzer Situatioun ze ginn. A selbstverständlech géllt och fir d'Chamber den Artikel 23 vum Code d'instruction criminelle, dee jo seet, dass, wann ee Kenntnis kritt vu Faiten, déi kéinten e Crime oder en Delikt duerstellen, dann ass ee gehalen, dat dem zoustännege Procureur ze mellen. Dat géllt natierlech och fir d'Chamber. Wann d'Chamber hei Kenntnis kritt vun esou engem Feelverhalen, dat kéint e Strofergehen duerstellen, dann ass och d'Chamber als Institution gehalen, dat un de Parquet ze mellen. Dat gétt ausdrécklech nach eng Kéier an eise Code de déontologie - déi Regel do - och widerholl, mä déi spillt eigentlech och schonn haut opgrond vun eise Code d'instruction criminelle.

Also, dësen Text ass u sech kee Gesetz, mä et ass awer méi wéi eng einfach Absichtserklärung. Et ass e Regelwierk, wat mer eis ginn, mat enger Rei vun och Prinzipien, an déi mer eis ze halen hunn, wéi mer eis Missioun sollen ausfüllen, mat enger Rei vun Interdiktiounen, déi och an Zukunft hei ze gellen hunn. An deem, dee sech net drun hält, dee setzt sech hei disziplinaresch Sanktiounen duerch d'Chamber aus.

Wat ass elo an deem Verhalenskodex virgesinn?

Ech hu gesot, allgemeng Prinzipien, wat d'Ausübung vum Deputéiertemandat ugeet, déi iwwert den Artikel 50 vun der Verfassung erausginn, dee jo seet, dass d'Chamber d'Land representéiert, an deem och seet, dass u sech en Deputéierte muss am allgemengen Intéret, am Intéress vum Land handelen, also ipso facto net därerf reng a sengem perséinlechen Intéret handelen.

Wat dee Prinzip am Konkreten heescht, dat versiche mer iwwert deen heite Verhalenskodex dann och am Detail émssetzen: Den Deputéierte muss mat Integritéit, Eierlecheet an Transparenz seng Aarbechten a seng Missiounen hei maachen. An e muss ganz kloer allgemengen Interessen de Virrang gi viru perséinlechen, privaten Interessen, déi e kann hunn.

Nei ass d'Notioun vum Interessekonflikt. Interessekonflikt besteet dann, wann u sech e perséinlechen Intéret vun engem Deputéierten an Opposition steet zum allgemengen Intéret, deen en ze verrieden huet. Esou Situatiounen kann et ginn, well d'Deputéiert och e professionnell Liewen hunn, u sech eng Vergaangeneheet hunn, an do kënnen sech, zumindest virtuell, Interessekonflikter stellen. Mir versichen eis hei Regeln ze ginn, wéi een da mat esou enger Situatioun émgéet.

D'Grondregel ass, dass dat ëmmer eng Eegeverantwortung ass vum Deputéierten, wéi en domadder émgéet. Hien huet jo als Eenzege all Elementer, fir kënnen anzuschätzen, wéi konfliktuell déi dote Situatioun ass. En anere kann dat net a senger Plaz maachen. Et ass also un him, fir d'Initiativ ze huelen. A wann e mengt, e wär an esou enger Situatioun an e kéint net doraus erauskommen oder e wéisst net, wéi e soll mat där Situatioun do émgéen, dann huet e sech un de President vun der Chamber ze wenne respktiv un en neit Gremium ze wenne.

Dat ass e konsultatiivt Gremium, dat ass dee Comité consultatif fir de Code de conduite vun den Deputéierten, deen natierlech onofhängeg ass, deen aus dräi Leit zesummesat ass, vun deenen een ee soll sinn, deen Deontolog ass, en aneren, deen u sech Jurist ass, an eng drëtt Persoun, déi eigentlech soll d'Chamber vu banne kennen. Dat kéint also e fréieren Deputéierte sinn.

Mir hunn awer ausdrécklech do net d'Optioun vum Europaparlament zrëckbehalen, wou et bei hinnen Europaparlamentarier selwer sinn, déi iwwer aner Europaparlamentarier befanen. Mir hu gemengt, dass dat kee gudder System wär an dass een, wann ee wëllt wierklech e System hunn, dee sech och, mengen ech, vu bausen als neutral presentéiert, da sollt op eng extern zesummesate Kommissioun zrëckgräifen, fir hei den Deputéierten ze begleede bei sengem Verhalen, déi gläichzäiteg awer och natierlech herno eng Roll ze spillen huet. Wann et sollt zu engem Disziplinarverfahren kommen am Kader vum Chambersreglement, ass u sech och dee Comité virgestallt, fir en Avis ze ginn iwwert déi Situatioun, déi eventuell dann e Versteiss zu deem heite Kodex kéint duerstellen.

Nei an deem Ganzen ass och, an dat hu mer gemaach opgrond vun deene Remarquen, déi de GRECO gemaach huet - do hu mer eng Rei vu Modifikatiounen nach um éische Virprojet virgeholl -, de Lobbying. De Lobbying ass eppes, wat ee kaum erméffent bei eis am Chambersreglement. Et gétt ee Moment ugeschwat an de Kommissiounsaarbechten: Wa Leit vu bause kommen, muss dat u sech autoriséiert ginn. Mä mir hunn also gemengt, dass do eng Lacune sécherlech besteet an eise aktuellen Text.

A wann och bei eis de Lobbying sécherlech zu Lëtzebuerg am Parlament aner Ausmoossen huet, sech an enger aner Form mécht, wéi dat a grouse Parlamentarier wéi dem Europaparlament oder vun anere Länner de Fall ass, mengen ech dach, dass et déi Situatioun gétt. A mir hu versicht, eis hei eng Regel ze ginn, fir haaptsächlech Transparenz an dee ganze System eranzebréngen.

Et ass a priori näischt Verwerfleches, wann Interessegruppen - dat ka jo ganz vill sinn, do geet et net nëmmer em d'grouss Wirtschaft, do geet et och em d'Gewerkschaften, et geet em d'Associations professionnelles, et geet also em all Gruppement, dee gewëssen Intéreten, sektoriell Intéreten ze verrieden huet -, wann déi a Kontakt triede mat Deputéierten, do ass eigentlech näischt Verwerfleches derbäi. Déi brénge jo och en Know-how an eng Informatioun mat eran, déi ee brauch.

Par contre, wann déi natierlech déi dote Kontakter méssbrauchen, fir eleng an hirem Intéret eng gewëssen Orientéierung an Texter, Gesetzestexter eranzekriegen - well dat ass d'Haaptaufgab vun deser Chamber, Gesetzestexter ze diskutéieren an ze stëmmen -, dann ass dat eng aner Saach. An da muss een do e Rigel virschuppen an da muss ee sech eng Rei vu Virsiichtsmaassname ginn, déi mer hei probéiert hunn anzubauen.

De Prinzip ass, dass, wann déi Interessegruppen invitéiert ginn, dat dann offiziell geschitt. Wa se wëlle Kontakt ophuele mat de Fraktiounen, mat einzelnen Deputéierten, huet dat ausserhalb vum Chambersgebai ze geschéien. A wann en Deputéierten an deem Kontext oder an engem anere wierklech abordéiert ginn ass vun enger drëtter Persoun, déi sech als Interessevertreter ze erkenne ginn huet, fir Afloss ze huelen op en Text, dann ass den Deputéierten an Zukunft gehalen, dat an der Kommissioun ze mellen. Den Deputéierten huet dat ze mellen. Da gétt dat aktéiert am Protokoll respktiv kann dat souguer am Rapport dann aktéiert ginn. Och dat muss näischt Baises sinn, wat do geschitt. Mä et geet einfach dréms, fir Transparenz eranzebréngen.

A wann Afloss sinn op Aarbechten, da soll een dat hee no bause weisen, dass en Afloss war. Dat heescht net, dass net och kënnen gutt Argumenter vu bause geliwwert ginn, mä da weess awer jiddwereen, wéi d'Situatioun war. Et gétt näischt méi verstoppt. Dat ass d'Grondphilosophie eigentlech vun där doter Regel, wat de Lobbying ugeet.

Dann d'Kaddoen. Fir d'Kaddoe géllt d'Regel, dass déi am Prinzip verbuede sinn. Datselwech géllt u sech fir d'Iwwerhuele vu Rees- an Openthaltskäsche vun Drëtten. Verbuede si se natierlech, wann et Kaddoe sinn, déi sech un en Deputéierte riichten als Deputéierten. Ech mengen, déi privat, familiär Kaddoen därerf selbstverständlech och en Deputéierten, wéi all Stierflechen, nach hunn. Ech gesinn hei, ville Leit fält hei e Stee vum Häerz.

(Hilarité)

Dat ass selbstverständlech.

Och do ginn d'Cadeaux de courtoisie toleréiert bis zu enger Valeur vun 150 Euro. Doriwwer eraus ass et absolut verbueden. Eng aner Rege-

lung géllt natierlech a béide Fäll, wann et sech em offiziell Kaddoe respktiv em Déplacemen-ter handelt, déi en offizielle Charakter hunn. Do sinn da verschidden Exceptiounen hei am Text virgesinn.

E lescht Wuert wëll ech nach zu de Sanktiounen soen. D'Sanktiounen hu mer ausgebaut. Do waren der net vill virgesinn an eise Chambersreglement, well d'Reglement vun der Chamber eigentlech opgebaut ass op Uerdnungsstrofen. Wann ee sech hei - wat emol heianso virkënt, net oft - derniewentbehëlt, da kann de President do gewëssen..., e Blâme haaptsächlech ausschwätzen.

(Interruptions)

Mir hunn also dat Arsenal vu Strofen, Disziplinarstrofen, étofféiert, eng lichte Strof agefouert, dat ass den Avertissement, an dann u sech nach eng Kéier aner Strofen, notament fir gewësse Fonctiounen auszeüben, fir Kommissionsmember ze sinn, fir do zäitlech kënnen eng Begrenzung anzeféieren.

Wat nei ass, net vum Prinzip hier, mä an der Envergure, dat ass déi Déclaration d'intérêts financiers, déi en Deputéierten elo muss ausfüllen, déi och schonn intern fir vill Diskussiounen hei am Haus gesuert huet, déi och net wäerte mat deem Vote hei eriwwer sinn, mä wou also elo an Zukunft u sech och, dat ass nei, éisch- tens déi Lëscht vun deem, wat ee muss deklaréieren, méi grouss ass, zweetens een aller- déngs och eng Indikatioun muss ginn, wéi vill Revenu een aus deenen eenzelnen Aktivitéiten erauszeit.

Zwar net de präzise Chiffer - mä keen ass verhënnert, dee präzise Chiffer unzeginn -, mä am Prinzip soll een dat bei „Catégories“ ugin, wou mer da véier verschidde Kategorien ugin hunn, wou een also muss eng Indikatioun ginn, wéi grouss eigentlech dee Revenu ass, deen een aus eenzelnen Aktivitéiten, nieft där vun Deputéierten, dann och hei erantzitt.

Do gi mer also vill méi wäit. Dat Ganzt ass selbstverständlech och public. Et ass ëmmer erëm de Prinzip vun der Transparenz, dee mer probéieren, an dee ganze System hei eranzebréngen.

Voilà, dat ass dat, wat ech wollt soen. Zum Schluss vläicht, ech mengen, et huet ee festgestallt, och an den Diskussiounen, déi ee féiert: Deenen enge geet deen heiten Text vläicht schonn e bëssen ze wäit, anere geet en net wäit genuch. Dat hei war awer deen Text, vun deem mer gemengt hunn, dass mer e relativ breede Konsens kéinten drop opbauen.

Et ass sécherlech net der Weisheit letzter Schluss. Mir wäerte sécherlech müssen nach Adaptatiounen maachen, wa mer gesinn, wéi an der Praxis deen heiten Text sech wäert émssetze loosser. Mir kriegen et Enn des Joers, ufanks nächst Joer wahrscheinlech erëm eng Kéier eng Reaktioun vum GRECO, well hien eis u sech 18 Méint Zäit ginn hat, fir kënnen ze reagéieren. An da muss een nach eng Kéier déi Diskussioun onopgereeg, frësch féieren.

Fir een, dee sech als ganz jonken Deputéierten emol scho fréi, vläicht ze fréi, fir déi glesien Deputéiert agesat hat, ass et eng gewësse Satisfaktioun, dass mer eis wierklech en éischt zesammenhängend Regelwierk ginn an deem heiten. An ech géif och, wéi gesot, den Accord vu menger Fraktioun zu deem heiten Text mat abréngen.

Ech wëll zum Schluss, Här President, just nach eppes virlesen, well jo awer och enzel Leit deen heiten Text kritiséieren. Deen ass sécherlech och net perfekt op eenzelen Punkten, ass awer, mengen ech, als éische Versuch sécherlech valabel.

Fir ze soen, dass awer déi Leit, déi eis bewäert hunn, déi et also vu bause gekuckt hunn, déi den éische Projet virleien haten - a mir hunn deen eigentlech nach ausgeweit, mir sinn am Fong nach méi wäit gaangen, wéi mer ganz am Ufank wollt goen, opgrond vun deene Remarquen, déi de GRECO gemaach huet -, dass déi u sech awer eng positiv Aschätzung vun eise éische Projet vun engem Code de déontologie haten, wollt ech dat just zitieren aus dem Rapport GRECO vum Juni 2013. Et ass de Punkt 29:

«Ce code, une fois qu'il sera adopté, comblera des lacunes importantes non seulement en matière de règles de conduite générale visant à prévenir la corruption, mais aussi sur la gestion des cadeaux et des conflits d'intérêts, avec notamment la mise en place d'un dispositif de supervision et de conseil. L'équipe d'évaluation ne peut qu'encourager l'adoption finale de ce texte.»

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Rapporteur, deen duerch groussen Engagement, mengen ech, och deen heite Projet à bon port bruecht

huet, zesumme mat senger Kollegeen aus de Kommissiounen. An da géif ech direkt engem vun hinnen, dem Här Paul-Henri Meyers, d'Wuert ginn.

Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech mer Iwwerleeunge gemaach hunn, hunn ech eigentlech déiselwech Iwwerleeunge gemaach wéi de Rapporteur. Ech ka mer dofir eng ganz Rei vun Appréciatiounen iwwert deen Text hei erspueren. An ech soen och dem Rapporteur villmools Merci fir déi Aarbecht, déi e mat der Kommissioun zesumme geleescht huet, an och fir déi Geduld, déi en opbruecht huet, besonnesch an deene leschte Méint, fir en ausgeglachenen, vun allen akzeptéierten Text och ze fannen.

De Rapporteur huet et scho gesot, dass den Ausléiser déi Resoloutioun vun der Chamber war vum 13. Oktober 2011, déi eigentlech vill méi wäit gaangen ass wéi dat, wat mer haut maachen. Well déi Resoloutioun huet vun der Chamber gefrot, e Code de déontologie auszuschaffen net nëmme fir d'Deputéiert, mä och fir d'Membere vun der Regierung, fir d'Gemengepolitiker a fir d'ëffentlech Beamten.

D'Institutionskommissioun, déi mat där Aufgab chargéiert ginn ass, huet och direkt duerno hir Aarbecht opgeholl a si huet eigentlech ganz am Ufank dräi Entscheedunge getraff, wou de Rapporteur och schonn drop agaangen ass.

Dat ass fir d'Éischt emol: Si huet eng ausféierlech Dokumentatioun zesummegeallt iwwert d'Codes de déontologie vun de Länner aus der Europäescher Unioun, wou och eis Nopeschlänner, d'Belsch, Frankräich an Däitschland, derbäi waren, an natierlech och de Code de conduite vun Europaparlament. Déi Dokumentatioun ass de Membere vun der Institutionskommissioun, awer och deenen eenzelnen an der Chamber vertruedene Parteien zougestallt ginn.

Eng zweet Décisioun war et, fir e Questionnaire auszuschaffen. Dee Questionnaire ass och ausgeschafft ginn, en ass approuvéiert ginn am Januar 2012. En ass de Membere vun der Institutionskommissioun an och de Parteien zougestallt ginn. Dee Questionnaire war vläicht ze perfekt. Dee war ausgeschafft gi vun der Sekretärin vun der Kommissioun, déi ech a mengem Merci och hei wëllt mat aschlëssen. Mir hunn do bei de Parteie missen nohaken, fir dann eenegermoossen Antworten ze kriegen, fir ze wëssen, a wéi eng Richtung dass d'Kommissioun hir Aarbechte sollt entwéckelen.

An dann huet awer d'Kommissioun eng drëtt Décisioun geholl, dat ass déi, fir d'Membere vun der Regierung ze héieren an ze kucken, wéi si sech dozou géife stellen, well dee Code jo och d'Regierungsmembere sollt aschlëssen. Mir waren eis bewusst, dass, wa mer ee Code géife maache fir déi ganz Fonction publique, dass dat net géif duergoe mat engem Reglement, mä dass een da misst e Gesetz maachen, wat natierlech dann iwvergräifend all Institutionen, a vläicht net nëmmer déi, déi énuméiert waren an der Resoloutioun, émfaasst hätt. Do war nämlech och da Rieds vun aneren Institutionen, notament vum Conseil d'État.

D'Regierung huet eis matgedeelt, dass si un hirem eegene Code de déontologie géif schaffen an dass dee kurzfristeg kéint fäerdegestallt ginn. Ech maachen och drop opmierksam, dass déi al Regierung schonn hir Aarbechten ofgeschloss hat an dass dee Code, deen ausgeschafft ginn ass vun der viiregter Regierung, och enner Form vun engem Arrêté ministériel am Februar vun dem Joer am Mémorial publizéiert ginn ass.

D'Regierung huet eis och drop opmierksam gemaach, dass si wëllt fir d'ëffentlech Beamten en eegenen Text maachen, dee gegebenenfalls aneschtens misst ausgeséi wéi dee fir d'Politiker. A mir hunn och e Code a Form vun engem Reglement grand-ducal virgeluecht kritt, deen an de groussen Zich - an eiser Meinung no net ausräichend genuch - déi Regele vun engem Code de conduite fir d'Beamte festgehaleen huet.

Dat huet dozou gefouert, dass d'Kommissioun dorophin déi Orientéierung vun der Resoloutioun e weineg geännert huet a selwer nëmme de Code de déontologie vun der Chamber ausgeschafft huet an net méi op engem méi allgemenge Code fir d'ëffentlech Fonction am Allgemenge geschafft huet. Dat huet eis Aarbecht erliichtert, well mer, nodeem mer och déi Dokumentatiounen, déi mer kritt haten, gekuckt haten, zur Meinung komm waren, dass déi einfachst Léisung déi wär, fir an d'Richtung ze goe vun dem Code de conduite vum Europaparlament an och deen als Virlag ze benotzen.

De Rapporteur huet schonn e puer Grënn genannt, et ginn och nach anerer. Ech maachen och hei drop opmierksam, dass dee Code de

conduite vum Europaparlament e relativ iwwersichtlechen, einfache Code ass mat wéi-neng Artikelen, nëmmen néng Artikelen. Wat alderdängs de GRECO, wéi mer eisen Text presentéiert hunn, e bësse beanstant huet: mir géifen ëmmer e bësschen einfach hei räsonéieren. Mä wann een et komplizéiert mécht, gëtt et net méi einfach. Dofir hu mer gemengt, et sollt een et einfach halen an dofir huet de Code de déontologie vum Europaparlament eis als eng gutt Virlag gedéngt.

Ech muss och soen, dass d'Definitiouen iwwert den Intersekongflikt, esou wéi et am Code vum Europaparlament drasteet, wéi do den Intersekongflikt definéiert ass, déi beschit war. Well déi aner Texter, déi mer gekuckt hunn, ware relativ komplizéiert, an et huet ee sech à la fin du compte gefrot: Wat ass dann en Intersekongflikt?

Wann een den Text vum Europaparlament liest, da gesäit een, dass dat eng einfach Definitiou ass, well se engersäits eng kéier positiv an eng kéier negativ definéiert gëtt a well se och seet, dass an deene Froen, wou Décisiounen geholl ginn, wou ganz vill Leit drënnerfallen, wann d'Deputéiert déi stëmmen, keen Intersekongflikt do ass, well dat jo am Intérêt général ass an net am Intérêt vun den Deputéierten, och wa se vun esou enger Regelung profitéieren kënnen.

Dann, mengen ech, ass et och esou, dass do-duerch, dass dat eng einfach Virlag war, och méi séier konnt geschafft ginn an dass mer an e puer Méint en éischten Text, en éischten Projet vun eise Code de déontologie konnt virleeden.

De wichtege Facteur bei der Ausaarbechtung, huet de Rapporteur och scho gesot, war den Avis, wann ech esou ka soen, oder d'Meenung vum Groupe d'États contre la corruption vum Conseil de l'Europe, dem GRECO. De GRECO hat sech virgeholl, fir eenzel Länner, ënner ane-rem och Lëtzebuerg, ze examinéieren. An en huet gefrot, fir mat der Chamber, mat der Institutionskommissioun zesummenzekommen. Dat war virgesi fir déi éischt Woch am Oktober 2012.

Mir hunn dofir gläich am Ufank vun Joer drop higeschafft, fir de Code als Projet virleien ze hunn, fir och dem GRECO deen Text kënnen ze iwwerreechen. An ech mengen, dat war eng gutt Approche, well dee GRECO jo och gesinn huet, dass mer géife seriö drü schaffen, a well en och gesinn huet, a wéi eng Richtung dass mer géife goen, esou dass déi fënnf Recommendationen, déi e gemaach huet, eigentlech an där grousser Zuel och konnten agehale ginn.

Et war contrairement zu dem Rapport, dee gemaach ginn ass iwwert d'Parteifinanzéierung, e moderéierte Rapport, dee mer och konnten zum groussen Deel unhuelen. An ech mengen, mir kënnen dervun ausgoen, dass bei der Evaluatioun, déi de GRECO um Enn vun dem Joer wäert maachen, de Code, esou wéi en elo virläit, och an hiren Aen eng gewësse Genugtuung wäert fannen.

Mir hunn nämlech, dat kann een och soen, vun deene Recommendationen se quasiment alleguer uegholl, bis op eng, déi sech mat der Verëffentlechung vun dem Patrimoine, awer och vun de Scholde vun dem Deputéierten a senger Familljemembere ofgëtt.

An ech mengen, mir hunn och, jo, mir hunn och valabel Grënn gehat, fir dat net ze akzeptéieren. Well hei touchéieren mer net nëmmen de ganze Privatberäich vun dem Deputéierten, mä och vum senger Familljemembere. An et hätt ee sech missen d'Fro stellen, ob hei net och elementar - elementar! - Rechter, wéi se an internationalen Konventionen an och an der Verfassung iwwert d'Privatliewen an de Schutz vun Privatliewen stinn, violéiert wäere ginn. Wa mer gesinn, wat elo eenzel Arrêté vum Europäesche Gericht bréngen, mengen ech, war dat do eng Décisioun, déi richtig war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen net brauchen op déi eenzel Dispositionen méi anzegoen. Ech géif just mengen, wat de Conflit d'intérêts ueget, wou sech vill Situationen kënnen stellen, do, mengen ech, muss een am Laf vun der Zäit gesinn, wat fir Fäll dass sech presentéieren. An da muss ee kucken, fir dee Comité consultatif ze befaassen, fir dass mer och an där dooter Fro, wann ech esou ka soen, eng gewësse Jurisprudenz oder Beispiller kréien, no deene mer eis kënnen orientéieren.

Dann eng Fro, déi ëmmer erëm gestallt gëtt, dat ass déi: Kënnen dann - an där sinn der jo vill hei an deem Gremium - Buergermeeschtere u Sitzungen deelhuele, wou et iwwer hir Gemeng geet, zum Beispill bei der Fusioun? An och fir Rapporteur ze ginn? Ech mengen, do ass kee Problem. Well do geet et net ëm de Privatintérêt, esou wéi en definéiert gëtt, mä et geet ëm den allgemengen Intérêt entweder vum Stat oder vun der Gemeng.

Do gesinn ech kee Problem, dass en Deputéierten un deene Sitzungen deelhält, well e kritt jo kee perséinlechen Avantage do derbäi. Or, hei geet et ëm de perséinlechen Avantage. A

moins dass an engem Text géif stoen, de Buergermeeschter hätt nach en extrae Privileeg. Dat wär natierlech eng aner Fro. Bis elo hunn ech keen esou en Text gesinn. Dofir, mengen ech, kann een déi Fro ganz kloer beäntweren, dass de Buergermeeschter un deene Sitzungen, un deenen Débates kann deelhuele an dass och nâischt dergéint schwätzt, fir dass hie Rapporteur vun esou engem Projet ka ginn.

Bei de Kaddoe si mer der Recommendation vum GRECO suivéiert, fir ze soen, am Prinzip si se net erlaabt. Ech géif och mengen - de Bureau kritt zwar d'Méiglechkeeten, fir dat ze preziséieren -, et sollt ee bei där allgemenger Décisioun bleiwen an net ze vill Ausnahmebestimmungen do virgesinn, fir net herno deen allgemenge Prinzip dann och nach ofzeschwächen.

Eng kleng Remarque zum Artikel 4 iwwert d'Déclaration d'intérêts financiers. Do hunn ech mer d'Fro gestallt: Déi Revenuen, déi een ugëtt, déi si jo net beim Index 100. Si si beim jëtzege Index, huelen ech un. Dat do ass eng Fro, déi huet sech beim Europaparlament net gestallt, mengen ech, well net all Länner och den Index hunn. Dat sinn d'Revenuen vun deem Moment. An dann ass d'Fro: Sinn dat Revenuen bruts imposables oder net? Ech mengen, do wär et gutt, wann de Bureau géif eng allgemeng Direktiv erausginn, fir ze soen, dass all Deputéierten do seng Deklaratioun nom selwechte Modell mécht - wat da wierklech do gemengt ass. Ech mengen, dat ass eng Aufgab, déi de Bureau kéint iwwerhuele.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Code de conduite, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass keen Definitivum. Mir mussen kucken, wéi dee sech entwéckelt. Mir mussen och haupsächlech gesinn am Laf vun der Zäit, wat fir eng Froen dass sech stellen. An ech géif mengen, d'Chamber géif gutt drun doen, fir all Joer vläicht e klenge Rapport ze maachen iwwert d'Situatioun, wéi se sech am Laf vun deem Joer entwéckelt huet.

Dat kann utile si fir all Deputéierten. Dat kann och erméiglechen, dass een eenzel Situatiounen vun Explikatioun, vu Beispiller kann zesummenstellen, esou wéi dat iwwereng an anere Parla-menter geschitt. Ech verweisen do op de Rapport, deen all Joer den Deontolog vun der Assemblée nationale mécht. Mir hunn dee Rapport vun 2013 kritt vun der Madame Noëlle Le-noir. An deen ausféierleche Rapport iwwer vill Säite bréngt ganz vill Beispiller. An en deene Beispiller kann ee sech och, mengen ech, orientéieren, wa mir eis Décisiounen hei iwwer eise Code de conduite huelen. An da kann een natierlech och eventuell an esou engem Rapport...

► **M. le Président.** - Jo?

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Jo, ech wollt just soen, dass de Rapport virgesinn ass. An eise Text ass virgesinn, dass de Comité consultatif all Joers e Rapport mécht.

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Jo, okay. Da muss en natierlech och verëffentlecht ginn an e muss natierlech jiddwerengem zou-gängelech gemaach ginn. Entschëllegt, Här Rapporteur. Dir kennt den Text nach besser wéi ech.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - An dat wëllt eppes heeschen.

(Hilarité)

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Här President, den Text, esou wéi mer en haut stëmmen, dréit enger ganzer Rei vu Recommendationen, notamment deene vun GRECO, enger ganzer Rei vu Fuerderungen, och Erwaardungen vu ville Rechnungen, déi am Laf vun deene leschte Méint an deene leschte Joren ëmmer erëm dee Code de conduite gefuerdert hunn.

Den Text kann awer och, mengen ech, uegholl gi vun all deenen, déi skeptesch waren, well d'Erweiterung vun deene Regeln, déi mer bis elo hunn, dréit derzou bäi, dass am Intérêt vum Parlament méi Transparenz erakënn. An et ass besser, et huet ee kloer Regeln, un déi ee sech kann halen, wéi dass een à tout moment erëm muss froen: Leien ech richtig oder leien ech falsch? Wa kloer Regeln do sinn, sinn et déiselwech fir jiddwieren, a jiddwiere weess och, u wat e sech ze halen huet.

An deem Sënn fannen ech deen ausgeglache-nen Text, deen haut virläit, korrekt. An ech géif och soen, dass d'CSV deen Text wäert stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Paul-Henri Meyers. Den nächste Riedner ass den Här Eugène Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech mer gëschter Owend Notë geholl hu fir haut fir meng Interventioun, dunn hunn ech geduecht: „Wat kéints de eigentlech fir deng Interventioun do als Titel driwwerschreien?“ An dunn ass mer op eemol agefall, ech kéint dat eigentlech mat deem Wuert „Vertrauen“ iwwerschreien.

An och mat dem Constat, dass op där anerer Sait d'Ve Trauen an d'Politik, an d'Politiker, an eis Institutionen déi lescht Joren déi eng oder aner kéier staark an d'Wackele komm ass.

Dat huet seng Ursachen. Ech denken do u verschidden Dossier, déi sécherlech derzou bäigedroen hunn, dass d'Ve Trauen an d'Politik an de leschte Jore respektiv d'Perceptioun vun der Politik gelidden hunn. Ech denken do zum Beispill un den Dossier Wickreng/Léiweng, dee jo och den Ausléiser praktesch war vun där De-batt, déi mer och haut hei hunn, well deemoos eng Resolutioun geholl ginn ass.

Well deemoos an deem Dossier konnt ee sech Froe stellen zum Beispill iwwer politesch Engagementer, déi geholl gi waren. Wéinstens vun der Prozedur hier konnt een déi a Fro stellen. Et si sech och deemoos Froe gestallt ginn iwwer Relatiounen tëscht Politiker an zum Beispill Promoteuren.

Ech denken un eng SREL-Affär, wou d'Kontroll iwwert de Geheimdängscht zäitweis abhande komm war a wou och Politiker sech net wollten hirer Verantwortung stellen. Ech denken un d'Bommeleeräffär, wou och déi eng oder aner kéier net ëmmer e gutt Licht op d'Politik an d'Politiker dobäi erauskomm ass. Ech kéint och nach aner Dossierer nennen. Mä dat waren eng Rei Virfäll hei zu Lëtzebuerg, wou eigentlech d'Ve Trauen an d'Grondfeste vun den Institutionen, an d'Politik, an déi eenzel Politiker ganz staark gelidden huet.

Mir kennen natierlech och d'Konsequenzen. Mir haten an der Zwëschenzäit dann och Neiwahlen. Mä et ass eigentlech duerfir un eis all, fir déi néideg Konklusionen ze zéien, a virun allem och un de Politiker, an dat si mir jo heibannen, dass mir kucken, dass mer all Dag dru schaffen, fir dat Vertraue bei de Leit erëmzegewannen a fir dass mer och am Bléck, an den Ae vun de Leit propper do stinn.

Eng vun deenen Äntwerten op dee Vertrauensverloscht, dass ass deen Deontologiekodex, dee mer haut hei wäerte stëmmen. Et dierf awer net eleng dat sinn. Et mussen och natierlech eng ganz Rei aner Saache sinn, aner Elementer, fir dat Vertrauen erëmzegewannen: Dat mussen déi si vun der Transparenz vun eiser Aarbecht, déi mer maachen, vun där politescher Aarbecht.

An ech mengen, dat ass jo och dat, wat sech d'Koalitioun op de Fändel geschriwwen huet: fir dass déi politesch Aarbecht ganz transparent ass. Ech mengen, dat ass dat, wat wichteg ass, wa mer eis en Deontologiekodex haut ginn, dass mer e kloert Zeechen no bause setzen. Mir hunn nâischt ze verstopen an eiser Aar-becht, wat vu Relevanz ass an eiser politescher Aarbecht, an ebe besonnesch mat dem Bléck op déi Froen, ob mer am Dängscht vum Intérêt général sinn, oder, wat d'Leit sech dann heiandsdo froen, ob mer nëmmen eis Aarbecht maachen am Intérêt vu Lobbyen oder am Intérêt vu soss engem.

Ech mengen, dass ass eigentlech och déi Not-ioun vum Conflit d'intérêts, déi hei am Vierdergrond steet. Mir mussen also kucken, alles ze maachen, fir dat ze évitéieren, dass ee sech ka Froe stellen, ob do e Conflit d'intérêts virläit oder net.

Wat eis awer och wichteg war bei deem Deontologiekodex fir d'Deputéiert, dat ass, dass mer en Equiliber fannen tëscht der Transparenz an op där anerer Sait awer och dem Schutz vun der Privatsphär vun den Deputéierten. Et muss een awer och soen, dass den Deputéierten natierlech e glesene Politiker soll sinn, dass en awer och iergendwou a sengem Liewen heiandsdo och nach Privatmënsch ass an dass een dat awer och muss respektéieren.

Mir hunn eis bei där Aarbecht vill inspiréiert am Ausland a gekuckt: Wéi ass et an der Belsch, wéi ass et an Däitschland, wéi ass et a Frankräich? Mir hu beim Europäesche Parlament dee Kodex gekuckt. Mir hunn och Recommendationen vum GRECO gekuckt, nogelauschtert. A mir hunn eis da schlussendlech op dee Modell vum Europäesche Parlament géeneegt.

Dat ass och gutt esou, dat ass richtig esou. Deen ass ganz komplett. En ass och streng a mengen Aen. A virun allem och, fir dass awer eng Kohärenz do ass tëscht den - ech soen emol - Lëtzebuerg Deputéierten: Mir hunn Deputéiert hei am nationale Parlament, mir hunn awer och Deputéiert, déi am Europaparlament sinn. An et wier sécherlech och kee gutt Zeechen no bause gewiescht, wann eis lëtzebuergesch Europadeputéiert engem anere Ko-deux géifen ënnerleie wéi mir hei an eise nationale Parlament. Et ass also gutt, dass déi zwee Regimer also praktesch identesch sinn.

Ech ginn elo net an d'Detailer vun deenen een-zelen Artikelen an. Dat huet de Rapporteur, den Alex Bodry, gemaach. Ech wéilt him och hei nach eng kéier e Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen an och schrëftleche Bericht respektiv säin Engagement an all deenen Aar-bechten, en Engagement, dat also och scho vu ganz laang hier hierréiert, ouni elo mussen an d'Archive kucken ze goen.

Ech mengen, e puer Akzenter kann een hei er-virsträiche bei deem Code de déontologie. Dat ass eigentlech och d'Prevention, déi hei am Vierdergrond steet. Mir kréien e Comité consul-tatif, deen eigentlech kann hëllefen am Virfeld, Intersekongflikter ze vermeiden. Dat heescht, wou ee sech also kann e Rotschlo gi loossen, fir ze wëssen: Ass dat do eppes, wat awer kann duerchgoe respektiv wat am Aklang ass mat deenen Aufgaben, mat deene Flichten, déi den Deputéierten huet?

En anert Element vun deem Code ass dat, dass den Émgang mat Lobbyisten muss effentlech an transparent sinn. Dat heescht also net, dass dat komplett verbueden ass. Mir hunn all Dag do-mat ze dinn, och wa mer u Gesetzesprojete schaffen, wou Interessengruppen de Rapporteur oder aner Deputéiert uschwätzen. An dat muss awer och nach an Zukunft méiglech sinn, well dat och en Deel vun der Aarbecht ass, wou een en Échange d'idées huet, ouni direkt mussen awer dann e Lobbyist ze sinn. Dat ass och am Text kloer geregelt, dass dat also och weiderhi méiglech ass, mä eben, dass do einfach muss Transparenz gellen.

Dann hu mer natierlech d'Deklaratioun vun deenen eenzelnen Akommes vum Deputéierten, dass dat also och elo ausgebaut gëtt, wou en all Indemnitéite muss uginn, déi mat senger Aarbecht, awer och doriwwer eraus, ze dinn hunn.

Och hei vläicht eng Remarque: Mir hunn do och, mengen ech, e gudd Kompromëss fonnt, dee sech eben ulehnt un dee vum Euro-paparlament. An an eise Ae wier et och net gutt gewiescht, méi wäit ze goe wéi dat, wat elo an dem Text steet. Ech denken do zum Bei-spill un e franséische Modell fir déi franséisch Ministeren. Do fannen ech, dass dat wierklech vläicht ze wäit geet, dass dat wierklech an d'Privatsphär vun de Leit erageet. Déi mussen dann uginn an hirer Deklaratioun, wéi vill Véloen, wéi vill Wäschmaschinen an ech weess net wat nach, Frigoen, se am Keller stoen hunn, wat fir eng Schold se hunn, an esou weider.

Do kann ee sech wierklech froen, wéi wäit dat soll goen. An do ass wierklech och de Risiko vum Voyerismus, deen een huet, dass d'Leit herno virun allem dat interesséiert, net méi déi politesch Aarbecht, mä dass se nach just mam Fanger op ee weisen a soen: En huet awer do-heem och nach vläicht en Oldsmobile am Keller stoen. An dat dierf dann eigentlech net méi erlaabt sinn. Dat gëtt da schlecht ugesinn.

Et war jo och déi Iddi - an ech hu gesinn, et ass och eng Motioun, déi scho verdeelt ginn ass, vun deene Lénken -, fir dass dat eigentlech och soll op d'Familljemembere ausgedehnt ginn. Do si mir strikt dergéint aus deenen Ursachen, déi ech elo scho genannt hunn.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech mengen, Dir hutt eis Motioun awer da falsch gelies, Här Berger.

► **M. le Président.** - Ech mengen, esou eng Motioun hunn ech net kritt.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Et ass eng Motioun verdeelt ginn, wou op alle Fall Rieds ass, wou och vun de Familljemembere Rieds geet.

► **Une voix.** - „Membres du Gouvernement“.

► **M. le Président.** - Neen, d'„Membres du Gouvernement“.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Neen, ech schwätzen elo net vun de Regierungsmembere. Ech schwätze vun där Motioun, wou hei awer dovunner Rieds gaangen ass, dass een op alle Fall dat soll... Dir kënt dann herno Prezisiounen ginn, mä dann, egal...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Dat ass net eis. Dat ass dann awer net eis, Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Egal, dat gëtt mer...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech wëll dat awer direkt richtigstellen. Mir hu souguer de Contraire gesot an der Kommissioun.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, mä egal! Da gëtt mer dat awer d'Geleeenheet, fir awer och ze soen, dass mir op alle Fall Problemer dermat hätte respektiv dergéint wieren, dass enner iergendenger Form géifen déi Deklaratiounen ausgedehnt ginn op d'Familljemembere, dass och déi missten hir Verhältnis-ser, wat se géife verdéngen oder wat se géife besetzen, deklaréieren. Och déi Familljemembere hunn eng Privatsphär, an dat ass eigentlech net relevant fir d'Transparenz vun eenzelnen Deputéierten.

Et kéim jo och nach derbäi, dass jo eng Rei Leit hautdesdaags net bestuet, net gepacst sinn an awer Relatiounen hunn, e Partner hunn, an esou weider, an déi géifen dann automatesch

do net considéiert ginn. Dat heescht, do wier och dann eng Inégalité de traitement. Einfach fir eng kéier kloer ze ënnersträchen, dass mir domadder Problemer hätten an dat net kéinten akzeptéieren, wann dat géif dohinner ausgezehnt ginn.

Wéi gesot, do ass einfach de Risiko vum Voyeurismus. Ech ka mer och virstellen, dass dat d'Leit wäert interesséieren, wann dat bis um Site vun der Chamber wäert stoen, dass et do virun allem d'Leit wäert interesséieren, wat deen een an deen anere verdéngt, a se vläicht manner wäert interesséieren, dass d'Leit da gesinn, dass dat eigentlech en Zeeche vun Transparenz a Kloeerheet ass.

An deem Kodex sinn och Sanktiounen virgesinn. Dat ass dann, wann den Deputéierte géint de Code géif verstoussen. Dat geet vum Avertissement, Blâme, bis dass e kéint ausgeschloss ginn aus Kommissiounssitzungen. Ech mengen, do huet een dann alles komplett: vu Berodung iwwer kloer Kritäre bis, wann ee sech net drun hält, eben dann zu Sanktiounen. Dat ergëtt also e Ganzt.

Ech mengen, hei kann een ënner dem Stréch soen, dës Regelwierk gëtt dem Deputéierte kloer Richtlinnen, wat deontologesch korrekt ass, gëtt em och eng Hëllefstellung, wann en net sécher ass. An e kann also doduerjer och vermeiden, dass en an Interessekonflikter kënnt. Dat kann een am Virfeld maachen. Et ass also e wichtige Schrëtt a Richtung Transparenz an effentlech Kontroll.

Mä ech hat ugefaange mam Vertrauen an d'Institutiounen, an d'Politiker, an d'Politik. Da muss een och drun denken, dass net nëmmer eleng d'Deputéiert Politiker sinn oder politesch aktiv sinn. Dat heescht, et muss een also och nieft deem Kodex, dee mer eis - den Deputéierten - ginn, natierlech och déi aner Saach, déi aner Politiker am Bléck behalen. Och d'Regierung huet elo anonciéiert, dass se en neie Kodex fir d'Ministere wëllt, dass se wäert dee vun der vieregter Regierung iwwerschaffen. Och dat, mengen ech, ass wichteg.

Mir hu jo gesinn elo, bei der Annonce vum Départ vum Finanzminister op d'Finanzplaz London, wat dat erëm fir Diskussiounen ausgeléist huet. Ech wëll dat net kommentéieren. Ech wëll just soen, dass et iwwerzeegt sinn, wéi ech de Luc Frieden kennen, dass hien dat dohanne wäert mat Loyalitéit par rapport zur Lëtzebuerg Finanzplaz maachen.

Mä einfach fir ze évitieren an Zukunft, dass een esou Diskussiounen huet, ass et wichteg, dass och fir d'Regierungsmemberen e kloer Kodex do ass, un deen ee sech kann halen. Dat sinn dann och d'Leitplanken, kéint ee soen, fir déi Regierungsmemberen, fir dass si och do selwer geschützt ginn an dass se och kloer kënne dann dobausse soen, dass se en ordre sinn. Dat ass also e Kodex fir d'Regierungsmemberen.

Zu engem gewëssenen Deel kann een och soen, d'Statsbeamte gehéieren och zu den Acteuren vun der Regierung, an och do wier et gutt, wann ee sech géif an Zukunft kloer Regele ginn. Och do, fir an déi rezent Vergaangenheet ze kucken, hate mer eng Rei Diskussiounen hei am Land iwwert den Départ vun zwee Fonctionnairen aus dem Finanzministerium, déi eng Rei Froen opgeworf hunn, déi nach net all geleist sinn. Also do ass d'Noutwendegkeet och, fir kenne Solutiounen ze fannen.

Mir brauchen deen Triptyque: en Deontologiekodex fir d'Deputéiert, d'Ministeren, d'Statsbeamten.

Mä ech hu gesot virun, d'Vetrauen an d'Politik oder Leit, déi politesch Décideure sinn, muss hiergestellt ginn. Et ginn nach aner Leit, déi och op eng gewëssen Aart a Weis hei zu Lëtzebuerg Politik maachen oder Décideure sinn.

D'Fro ass zum Beispill opkomm: Wéi ass et mat de Gewerkschaftler? Et wier natierlech och vläicht interessant ze wëssen, vu wem, firwat se bezuelt ginn, wéi héich hir Paie vläicht sinn. Do kann een op där anerer Säit awer soen, do ass kee Conflit d'intérêts. Mir wëssen, dass dat Lobbyiste sinn, dass déi fir déi eng oder fir déi aner Intérete stinn, dass also do sech d'Fro vläicht manner stellt.

Awer d'Fro kéint sech och beim Statsrot stellen. De Statsrot ass och an deem ganze politeschén Décisionsprozess mat implizéiert. E gëtt Avisen of, an och do stellt sech déi berechtigt Fro, ob een net och do misst en Deontologiekodex hu respektiv eng gewëssen Transparenz an eng Informatioun iwwert déi Leit, déi am Statsrot do Avisen ofginn.

Voilà, Här President, als Konklusioun kann ech soen: Den Deontologiekodex fir d'Deputéiert schafft Transparenz a kloer Regeln. Dat ass op där enger Säit gutt fir den Image vun der Politik. Dat wäert doduerjer dozou bäidroen, dass

d'Vetraue bei de Leit hoffentlech erëm méi grouss gëtt an d'Politik an an d'Politiker. An op där anerer Säit schützt och dee Kodex deen eenzelne Politiker, well deen also elo kloer Regeln huet a ka soen: Voilà, ech hunn näischt Schlechtes an der Ofsicht gehat an ech hu mech genau och un dee gehalten.

Ech fannen, dass ass och elo, ier mer an d'Summerpaus ginn, e gudden Ofschluss, dass mer eis also net nëmmer da gutt Virsätz an der Theorie huelen, mä dass mer hei och wierklech Neel mat Käpp gemaach hunn an och déi gutt Virsätz kënne dann direkt bei der Rentrée ëmsetzen. An deem Sënn ass et also e gudden Ofschluss, an natierlech ginn ech och hei den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Berger. D'Wuert huet den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Am „Lëtzebuerg Wort“ vun haut si mer gelueft ginn, déi gréng géife sech scho jorelaang fir d'Transparenz an der Politik asetzen. Dat si mer eigentlech och net gewinnt, a mir ginn normalerweis och net nëmmer gelueft am „Wort“, an duerfir kënnt dann och direkt de Saz hannendrun, ee gréngen Deputéierte misst dann haut en „Drahtseilakt“ maachen, well mer eis en Deontologiekodex fir d'Deputéiert ginn.

déi gréng gesinn dat awer anescht. De Fait, dass mer eis haut endlech e Kodex ginn, ass eppes, wat déi gréng frou mécht an ass ënner anerem och d'Resultat vun der Aarbecht vum Deputéierte Félix Braz, deem ech hei och wëll Merci soe fir seng vill a gutt Aarbecht. An ech hänge gär direkt en zweete Merci drun: e grouse Merci un den Alex Bodry, dee roueg a souverän déi Aarbecht, déi eng laang Virgeschicht huet, déi och am Exposé des motifs steet, zu engem gudden Enn bruecht huet. Et war dem Alex Bodry och wichteg, Konsens do ze sichen an ze fannen, wou et nëmmer méiglech war.

Bis haut ware mir virun allem un dee schéinen a wichtige Saz an eiser Verfassung gebonnen: «Les députés votent sans en référer à leurs commettants et ne peuvent avoir en vue que les intérêts (...) du Grand-Duché.»

Déi eenzeg Verflüchtung a puncto Transparenz war den Artikel 167 aus eisem Chambersreglement, an deem mer 2003 e Regëster agefouert haten, an deen eng Rei Informatiounen iwwert d'berufflech Aktivitéite vun allen Deputéierten ageschriwwen ginn. An dese Regëster gouf 2011 iwwerschafft.

Mir hunn als Gréng oft bedauert, dass d'Relatiounen tëschent der Politik an dem Business als nieweschlech betruecht gi sinn an dass net genuch Interessi op méiglech Interessekonflikter gerichtet wier. Mir haten an de leschte Joren eng ganz Rei Verbindunge vu Politiker mat Investisseuren, Promoteuren oder grouse Konzernern festgestallt. Mir haten awer ni e kloer Verhalenskodex a keng transparent Regele. Domat hate mer näischt an der Hand, fir dem Risiko vu Verontreuung virzubeugen oder dem méigleche perséinleche Profit vun Einzelnen eppes entgéintzesetzen.

Mir haten e gewëssene Flou artistique, an dass ass schlecht. Duerfir si mer frou, dass mer haut endlech e verbindleche Schrëtt a Richtung Transparenz maachen. Mir sinn eis bewusst, dass d'Politik Verbindungen zu der Wirtschaft brauch. Et geet also net drëm, fir Verbindungen tëschent Politik a Wirtschaft ze verhënnern, mä fir fir kloer Verhältnisser ze suergen an Transparenz ze schafen.

Schonn de 6. März 2013, wéi déi gréng nach net an der Regierung waren, hate mir an engem Pressecommuniqué matgedeeelt, dass mir den Entwurf vun deem parlamentareschen Deontologiekodex géife begreissen, dass mer géifen zu deem Text, dee sech wäitméiglechst un deem vum Europaparlament orientéiert, stoen.

Eisen Avant-projet vum Deontologiekodex - den Här Bodry huet et gesot, an net nëmmer hien - fir d'Parlament ass vun den Experte vum GRECO gecheckt ginn a mir hunn déi verschide Recommandatiounen vum GRECO an der Kommissioun vun den Institutiounen diskutéiert an esou wäit, wéi et eis sënnevoll geschéngt huet, och an eist Reglement iwwerhol.

Wat steet dann elo an deem Code de déontologie fir Deputéiert? Ech wëll et vläicht net ganz soen, mä eng Rei Punkte si mer awer trotzdem esou wichteg, dass ech se nach eng kéier wëll hei soen, obschonn et eventuell eng Widerhuelung ass vun deem, wat meng Virriedner gesot hunn.

Fir d'Éischt geet et, an dass huet de Paul-Henri Meyers et opgeworf, em d'Definitioun vum Conflit d'intérêts. Hei hu mer logescherweis déi Definitioun vum Europaparlament zrëckbe-

len. Logescherweis, well mer eis eben um Europaparlament orientéiert hunn, an och, an dass gesinn ech grad wéi den Här Meyers, well et eng gutt Definitioun ass.

Mir schwätze vun engem Interessekonflikt, wa Privatinteresse sech den Interesse vun der Allgemengheet opposéieren a riskéieren, dem Interesse vun der Allgemengheet am Wee ze stoen. Mir schwätzen net vun engem Conflit d'intérêts, wann den Deputéierten en Avantage huet, just well en eben och e Bierger vun dem Land ass oder zu enger bestëmmer Grupp gehéiert. Dat ass och gutt esou. D'Beispill vun de Gemengenaffären ass zitéiert ginn. Et kann een och nach aner Beispiller bréngen. Wann all Statsbeamten heibannen net dierft matschwätzen, wa mer eng Reform vum Statsbeamtestatut maachen, dann hätte mer jo net méi genuch Leit, fir esou e Gesetz ze stëmmen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat géif awer eng gutt Reform ginn.

(**Hilarité**)

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Ech hoffen, dass kënnt dann och an de Rapport.

Bei eis ass et üblech, dass e Politiker, deen zum Beispill aus dem Educatiounsberäich kënnt, och an der Chamber ënner anerem den Dossier Educatioun betreit. Dat ass net nëmmer gutt, an ech hunn och alt schon emol Parlamentarier am Ausland, notamment am schwedesche Parlament, begéint, déi gesot hunn, bei hinne wier et éischer d'Regel, dass e gewielte Verrieder net géif an deem Beräich weiderschaffen, an deem e virun am Berufsliewe stoung. Déi Regelung huet bestëmmt hire Charme, ass awer op Lëtzebuerg kaum ze applizéieren. Mir missten dann nach vill méi kompetent Mataarbechter hunn. Ech mengen, mir kënne eis et net leeschten, dass all Deputéierten emol fir d'Éischt eng kéier déi Dossieren ofgeholl kritt, wou en eppes dovou kennt.

Wann en Deputéierte feststellt, dass e perséinlechen Intérêt d'Ausübe vum Mandat ka beaflossen, da muss hien alles maachen, fir dee Conflit d'intérêts ze behuelen. Ass dat net méiglech, informéiert en de President vun der Chamber. E kann och den Avis vum Comité consultatif froen. Den Deputéierte mécht säi Conflit d'intérêts public, mëndlech oder schrëftlech un de President, ier e sech an der Plénière oder a soss engem Chambersorgan äussert. E Conflit d'intérêts heescht also net automatesch, dass een net um Vote dierf deel huelen. Déi Méiglecheit bleift awer och bestoen.

Spéitstens 30 Deeg no der Vereedegung respektiv 30 Deeg no all Changement vun der finanzieller Situatioun mécht all Deputéierten eng Deklaratioun vu senger finanziellen Interessen. Dat ass dat, wat mer bis haut am Artikel 167 vum Chambersreglement stoen haten, just maache mer dat elo méi komplett an ausféierlech.

Wat kënnt do dräi Joer virun der Vereedegung, Memberschaften a Conseils d'administration vun Entrepreneuren, Organisatiounen, Associatiounen oder allen aneren Organismen mat engem juristesche Statut, also och net bezuelt Memberschaften - och dass ass eng nei an eege Kategorie -, all Indemnitéit am Kader vun engem anere politesche Mandat, all regelméisseg rémunéiert Aktivitéit, déi parallel zum Deputéiertemandat gemaach gëtt, sief se indpendant oder salarié, spezial Pensiounen, Traitement d'attente, okkasionell bezuelten Aktivitéiten, déi méi wéi 5.000 Euro am Joer abrénge, Participatiounen an enger Entreprise oder Partenariat, insofern se kënne d'Politik beaflossen, oder wann den Deputéierten e signifikanten Afloss op d'Affäre vun deem Organismus huet, all finanzielle Soutien, personnel oder matériel, deen en Deputéierten en plus zu deene vun der Chamber zur Verfügung gestellte Moyene kritt.

Fir all Kategorie ginn d'Revenuen uginn an Tranché vu 5.000 bis 10.000 Euro an esou weider, bis iwwer 100.000 Euro d'Joer. Dat ass alles um Chamberssite effentlech an dat kann een do consultéieren, an dass ass an eisen Aen net näischt! Dem Deputéierte seng Revenue gi public gemaach, dat kenne mer ënner enger ähnlecher Form bei der Fonction publique. Am Privatsecteur gëtt et dat net.

Dozou ass dann och ze soen, dass d'Deputéiertemandat kee Vollzäitmandat ass. Déi meescht vun eis heibannen hunn nach eng aner Beschäftegung. Et gëtt ganz vill Gemengepolitiker heibannen, et gëtt awer och nach eng Rei Fräiberufler. Doranner ënnerscheet sech zum Beispill den Deputéierte vun Regierungsmember. De Regierungsmember huet e Vollzäitmandat. Vill Kolleegen heibanne gi gutt mat hire verschidene Mandater eens. Ech denken un déi vill Députés-maires, déi zwar heiansdo lücht gehetzt sinn, awer am Allgemengen zefridde sinn.

(**Interruption**)

Den aktuelle Wahlsystem begëschtegt d'Bäihale vum Duebelmandat. Do sinn nach eng Rei Diskussiounen ze féieren, bis mer op e Konsens kommen, fir dat ze änneren.

Net iwwerhol hu mer d'Recommandatioun vum GRECO, dass d'Informatiounen iwwert de finanzielle Volet missten nach méi ausgedehnt ginn, dass zum Beispill Donnéeën iwwert den Actif financier oder iwwert d'Schulde vun engem Deputéierte missten ugefouert ginn. Dat soll et jo och ginn.

An de GRECO huet souguer gemengt, dass kéint dann och op dee ganze Patrimoine an op d'Famillememberen an de Conjoint ausgedehnt ginn. Mir sinn der Meenung, dass de Patrimoine an engem seng Famill ënner anerem och privat sinn an dass d'Privatsphäre vun all Mënsch schützenswürdig ass, och wann de Mënsch Deputéierten ass. Och eis Famillememberen hu Rechter. Mä Brudder kann net derfir, dass ech Politik maachen; meng Fra, déi am Private schafft, wëllt net, dass hir Pai public gemaach gëtt. Wann et Verdachtsmomenter gëtt géint e Politiker, da muss de Procureur aktiv ginn.

De GRECO mengt, déi Donnéeën iwwert de Patrimoine vun engem Politiker a senger Famill kéinte jo hannerluecht ginn, missten awer net onbedéngt public gemaach ginn. Mir mengen, dass mer dat zurzäit net solle maachen. Mir mengen, dass de Risque, dass esou Donnéeën méissbraucht ginn, méi grouss ass wéi de Gewënn, dee mer hunn, wa mer des Donnéeën hannerleeën.

Mir kënne eis natierlech virstellen - an ech sinn och frou, dass meng Virriedner dat gesot hunn -, dass dat net éiweg esou bleiwe muss. Esou een Deontologiekodex gëtt jo net a Stee gemeesselt. Mir wäerten do am Laf vun der Zäit schon nach mussen Upassunge maachen.

Wa mer eng kéier riskéieren - wat ech eis net wënschen -, Zoustänn ze kriéi wéi a verschidene osteuropäesche Länner, wou e System vun Oligarchie mat hire Familljeclanen d'Politik dominéieren, da mussen mer op d'Recommandatioun vum GRECO zrëckkommen. Mä hoffentlech ännert eis Gesellschaft éischer an eng aner Richtung, an eng positiv: A Schweden kann een all Steiererklärung vun all Bierger akucken; an da brauche mer keng speziell Regele méi an deem Beräich fir Parlamentarier. Am Moment kenne mer mat där Regelung, wéi se am Code steet, zefridde sinn.

Et steet dann och iwwert de Lobbying an eisem Reglement: Kontakter mat Représentanten aus dem effentlechen oder private Liewen dierfe just am Kader vun der Chamberskommissioun stattfannen. Falls des Kontakter kënne e Projet de loi oder lafend Diskussioun beaflossen, da muss den Deputéierten dat an der Kommissioun soe respektiv am Rapport écrit festhalen.

Et steet näischt dran iwwer Kontakter mat Lobbyisten ausserhalb vun der Chamber. Wat ass da mat Entrevuen ausserhalb? Misst een déi net och systematesch public maachen?

Mir maachen dat jo och heiansdo. Wann et eis an de Krom passt, da maache mer e Communiqué de presse. Perséinlech hunn ech och nach ëmmer nëmmer emol éischer op där anerer Säit Bedenke gehat, fir Communiqués de presse ze maachen, awer net bei eis. Esou transparent funktionéiere mer.

Mir haten och an der Kommissioun doriwuer diskutéiert, waren dann awer der Meenung, dass et ongesond wier, wa mer géife probéieren, déi Kontakter, déi mer mat der Baussewelt hunn, nach méi staark ze regléieren. Et muss méiglech bleiwen, mat Leit ze schwätzen, ouni virgeworf ze kriéien, dass ee mat Leit schwätzt. Kontakter mat de Verrieder vun alle Gesellschaftssparte si fir de Politiker iwwerliewenswichtig. Dat soll an aller Transparenz an no Regele geschéien. Dat soll awer net onméiglech gemaach ginn.

Iwwert d'Kaddoen ass schnell gesot: Méi wéi 150 Euro dierf e Kaddo net wäert sinn, an dass gëllt dann och fir Reesen a fir Séjoursen.

De Comité consultatif ass och erwähnt ginn: dräi Memberen, déi vum Bureau genannt ginn. Dat si keng Chambersmemberen. De Comité kann Deputéierten Avisen a Rotschléi ginn. Op Demande kann e mam Accord vum President extern Experten em Rot froen an e mécht e Rapport annuel, dee selbstverständlech dann och publizéiert gëtt. Strofe sinn och virgesinn, déi zielen ech elo net méi op.

Erlaabt mer just zum Schluss nach e puer allgemeng Bemierkungen. Mir hate mat der Resolutioun, déi d'Chamber 2011 ugeholl huet, eigentlech, an de Paul-Henri Meyers huet dat och gesot, méi wäit gegräff. Mir hunn eis nach méi virgeholl. Mir sinn nach net fäerdeg mat eiser Aarbecht. Et ass och e Kodex vun der Regierung gefrot ginn. Dee steet nach dese Freideg am Regierungrot a wäert dann deemnächt public gemaach ginn. E Kodex vun de Statsbeamten, dee schéngt eis och eng Noutwendegkeet. Do froe mer scho jorelaang duerno. Do gi mer och dovun aus, dass mer deemnächt Neies vun der Regierung gewuer ginn.

An da gëtt et och nach d'Demande fir e Kodex fir Gemengepolitiker. Do kann ech just e klenge Beispill och nach bréngen. Ech kennen e Schoulmeeschter, deen huet missen déi Gemeng,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

an där e 17 Joer geschafft huet, wiesselen, well e wollt sech gemengepolitesch engagéieren.

A well dee Fall mer interesséiert huet, hat ech eng Question parlementaire gestallt, nodeems mer 2009 d'Schoulgesetz geännert hunn, woumat jo d'Gemeng eigentlech vill manner Afloss huet op d'Schoulorganisatiounen a virun allem op d'Leierpersonal. An dat ass awer nach ëmmer gültig: E Schoulmeeschter däerf net an där Gemeng, an där e schafft, e Gemengemandat iwwerhuelen. Jo, de Schoulmeeschter an d'Leierin kéinten d'Schoulpolitik mat beaflossen. Si oder hie kéinte soen, datt missten nei Bänke kaaft ginn, d'Klasse méi kleng misste sinn oder et Zäit géif ginn, fir en neit Schoulgebai ze plangen.

Ech kennen awer och Leit, deenen hire Beruff et ass, fir Haiser ze kafen an ze verkafen, fir Terrainen ze kafen an ze verkafen, fir Lotissementsen ze plangen an ze realiséieren. Déi Aarbechte sinn net contraire zu engem Gemengemandat. Dat schéngt kee Problem ze sinn, datt déi eventuell en Interessi hätten, d'Gemengepolitik ze beaflossen. Si kënnen hiert Fachwëssen an den Intérêt vun enger gudder Baupolitik an hirer Gemeng abréngen. Si kënnen hëllef, de PAG vun enger Gemeng nei ze definéieren.

Et wier also och gutt, wa mer e Verhalenskodex fir Gemengepolitiker géife kréien.

Domat wëll ech lech den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Reglement bréngen an ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Adam. D'Wuert huet den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, wann ech gelift.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, ech wëll vun eiser Säit aus dem Kolleg Alex Body Merci soe fir säi gudder Rapport, deen e gemaach huet.

Mir hunn als Reglementsmissioun dee Rapport iwwert deen Text haut hei proposéiert, mä fairerweis muss een awer soen, datt et net d'Reglementsmissioun war, déi deen Text ausgeschafft huet, mä datt et d'Kommissioun vun den Institutiounen war, vun där de Kolleg Body och President ass, déi deen Text hei, dee gudden Text, ausgeschafft huet an dunn an d'Reglementsmissioun weiderginn huet, an där en dann am Fong elo an eist Reglement agebaut ginn ass. D'Reglementsmissioun huet am Fong just gekuckt, datt et konform zu deenen aner Artikelen ass, déi am Reglement sinn, an datt mer keng Kontradiktiounen dran hunn oder Saachen, déi sech iwwerschniden.

De Kolleg Body, ech wëll dat och hei express ervirhiewen, huet versicht, de Konsens ze sichen, ouni datt dat awer op d'Käschte vun der Substanz vum Text gaangen ass, an ech mengen, dat ass och gutt esou.

Datt d'Institutiounskommissioun festgehalten huet, datt mer eis sollten un d'Reglementer an de Code de déontologie vum Europaparlament ulehnen, ech mengen, dat war eng gutt Décisioun; meng Virriedner hunn dat scho gesot. Eischtens ass dat en Text, deen op engem breede Konsens, op enger breeder Basis berout, an et bréngt da mat sech, datt mer do duerch och déiselwecht Regele kréie souwuel fir eis national Parlamentarier wéi fir d'Europaparlamentarier vu Lëtzebuerg.

Dat Ganzt baséiert, déi Diskussioun, déi mer haut hei féieren, op enger Resoluitioun, déi d'Chamber hei den 13. Oktober 2011 geholl huet, wou mer am Fong gesot hunn, datt mer müssen en Deontologiekodex kréien, souwuel fir d'Chamber wéi fir d'Regierung wéi fir d'Gemenge wéi fir d'Fonctionnairen, an ech mengen, datt d'Chamber mat dem Vote haut vun deem Projet hir Aarbecht domadder gemaach huet.

Et huet kee Wäert, datt ech elo nach op eng ganz Rei vu Bestëmmungen aus deem Code de déontologie hei aginn. Dat hu meng Virriedner gemaach. Ech wëll duerfir vläicht nach déi eng oder aner méi prinzipiell Iwwerleung hei erabréngen.

Wa mer vu Lobbyismus schwätzen, da solle mer net nëmme vu Lobbyismus schwätze vun den Deputéierten, mä, ech mengen, et misst een automatesch dann och d'Regierung, d'Gemengen an d'Fonctionnairen matbeziehen - wann ech „Fonctionnairen“ soen, mengen ech hei a priori déi héich Fonctionnairen, déi un der Ausrüstung vun de Gesetzgeber bedeelegt sinn an och un der Exekutioun vun de Gesetzgeber hei. Ech mengen, do gëtt et vläicht och e gewësse Lobbyismus. An duerfir huet d'Resoluitioun jo och vun der Chamber deemools déi verschidde Kategorië festgehalten.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

De Kolleg Berger huet virdrun hei vun de Lobbyisten geschwat, wou e vu Gewerkschaftler geschwat huet; dat ass richtig. Ech mengen, wa mer kucken, wa mer de Lobbyismus esou breet definéieren, dann ass jiddwereen heibannen e Lobbyist. Ech mengen, mir sinn un éischer Stell scho Lobbyisten da vun eise Parteien, well mer vertriebe jo d'Interesse vun eise Parteien.

Datt e Gewerkschaftler, deen an d'Chamber kënnt, datt dee gewielt ginn ass vu Leit, déi d'Gewerkschaft oder d'Gewerkschafte wëllen ënnerstützen, schéngt mer dat Normaalt ze sinn, an datt déi och da vun deem verlaangen, datt e vläicht déi Interessen hei vertritt.

E Bauer, deen an d'Chamber kënnt, do ass et normal, datt d'Bauerne dovun ausginn, datt en d'Interesse vun de Bauere heibanne vertritt. An, Här Berger, e Fonctionnaire, deen an d'Chamber kënnt, oder e Schoulmeeschter, deen hei an d'Chamber kënnt, ass och e Lobbyist, an där hu mer der vläicht méi heibanne sätze wéi mer Gewerkschaftler heibanne sätzen hunn.

Duerfir, mengen ech, soll ee wëssen, datt, wa mer de Lobbyismus esou breet spreeën, dann ass jiddwereen e Lobbyist heibannen, deen op dëser Plaz schwätzt oder heibannen agéiert.

Mä et ass jo awer net dat, wat hei gemengt ass. An ech mengen, déi Definitioun vum Lobbyismus, wéi en am Europaparlament ofgegrenzt ginn ass, dat beweist jo och, datt et eng Differenz gëtt vum Intérêt général oder vum Interesse vun dem Einzelnen. Ech mengen, et ass dorobber, wou et ukënnt, a wou mer sécherlech elo net bei all deene Froen, déi wäerten an Zukunft kommen, scho genau wëssen, wou d'Grenz vun deem engen a vun deem anere läit.

Mä dat wäert d'Praxis erginn. An ech mengen, mir hu jo och dee Comité consultatif, an d'Erferung wäert eis da soen, wou mer déi eng Kéier en Interesse hunn a wou mer keen hunn, a wéi mer deen och sollen ze spillen hunn, souwuel an de Kommissiounsaarbechte wéi och hei an den Debatten a bei de Voten am Parlament. Woubäi ech ëmmer der Meinung sinn, datt en Deputéierten, deen hei ass, ëmmer muss d'Recht hunn, kënnen ze schwätzen, an och ëmmer d'Recht hunn, fir kënnen ofestëmme, quitte datt e muss eng Deklaratioun maachen iwwer seng Situatioun.

Da muss een och den Afloss kucken, de politeschen Afloss: Hu mir als Deputéiert, déi jo wuel d'Gesetz stëmme, da méi e groussen Afloss wéi aner Leit am Land zu der Gestaltung vun engem Gesetz? Och doriwwer kann een diskutéieren. Ech mengen, e Member, deen an der Regierung ass, e Minister, dee mat héije Fonctionnairen e Gesetz ausschafft, deen huet jo och e gewëssen Afloss. Deen huet vläicht souguer méi e groussen Afloss wéi den Deputéierten, well en och weess, wat hannert den Texter vläicht méi am Detail steet, a well e se herno exekutiert, wat den Deputéierten net

mécht. Den Deputéierte stëmmt se.

Wann also en Deputéierte wëll e gewësse Lobbyismus fir eng bestëmmt Organisatioun oder e Betrib maachen, dann ass en enger éischer Stell emol eleng. An e muss seng Partei, seng Fraktioun, e muss eng Kommissioun, e muss e Parlament an e muss eng Regierung iwwerzeugt kréien, fir datt seng Iddi Afloss an d'Texter féint. Dat heescht, den Deputéierten huet menger Meinung no net dee grouse Pouvoir, fir de Lobbyismus ëmzesetzen, wéi aner Leit am Land awer e Pouvoir hunn, fir kënnen dat ëmzesetzen.

An dann ass et och esou, datt en Deputéierte fir fënnef Joer gewielt ass - och eng Regierung -, dat heescht, dee kann och erëm ofgewielt ginn. Par contre, en héije Fonctionnaire, deen och Pouvoiren huet op deem Niveau, deen ass am Fong agestallt op Liewenszäit.

Duerfir, mengen ech, ass et wicteg, datt, nodeems d'Chamber haut hir Aarbecht hei gemaach huet, déi Aarbecht awer muss zügeg weidergoen. An d'Regierung huet dat an hirem Regierungsprogramm stoen, a si ass jo och dorun amgaangen ze schaffen, datt mer dees selwechte Code kréie souwuel fir d'Regierung wéi fir héich Fonctionnairen.

An do stellt dann d'Fro sech vun der Valeur juridique vun deene Codé fir d'Regierung respektiv fir de Fonctionnaire. Eiser Meinung no - als ADR - kann dat nëmme iwwert de Wee vun engem Gesetz goen. Esou wéi mir dat hei maachen, eise Code effentlech debattéieren, effentlech ofstëmme, muss dat och eiser Meinung no fir d'Regierung sinn, och fir déi héich Fonctionnairen - a wa mer ee fir d'Gemenge maachen, och fir d'Gemengen -, datt dat eng Valeur kritt vun engem Gesetz, wat hei duerch d'Chamber geet, wat hei diskutiert gëtt a wat hei ofgestëmmt gëtt. Dat schéngt eiser Meinung no wicteg ze sinn.

Genausou gutt wéi et dann och do muss ëm d'Sanktiounen goen. Mir hunn hei an der Chamber eng Rei vu Sanktiounen an deem Code hei definéiert. Mir haten der schon eng Partie an eise Reglement definéiert, dat och effentlech gemaach ginn ass. An d'Effentlechmaache vun enger Sanktioun vun engem Politiker ass heiansdo méi eng grouse Sanktioun wéi d'Sanktioun u sech selwer, eleng duerch d'Tatsaach, datt se effentlech gemaach gëtt.

An ech mengen, déi Spillregelen, déi mir eis als Deputéiert ginn, solle mer och soen, déiselwecht Spillregele müssen och fir d'Regierung a se müssen och fir déi héich Fonctionnairen spillen. Well et virun allem jo och d'Chamber ass, déi d'Regierung kontrolléiert. A wann d'Chamber hirer Missioun noget, datt se d'Regierung kontrolléiert, da kann et net sinn, datt eng Regierung sech e Code gëtt, wou d'Parlament net matschwätzt a wou d'Parlament net a senger Fonctioun als Kontrollorgan vis-à-vis vun enger Regierung och d'lescht Wuert huet an d'Décsiounen hëlt.

An ech mengen, et wier och fir eng Regierung selwer méi eng héich Valeur, wa se ka soen, dat doten ass e Code, dee mir eis ginn hunn an dee vun dem Parlament ofgeseent ginn ass iwwert de Wee vun engem Gesetz, wéi wann eng Regierung sech selwer e Code gëtt, deen haugemaach ass, intern gemaach gëtt an dee keng gesetzlech Basis huet, wou eventuell och keng Sanktiounen dra virgesi sinn a wou och kee weess, wien dann d'Recht huet, fir do ze kontrolléieren, a wann eppes do geschitt, fir dat dann och esou un d'Rullen ze bréngen.

Dat soll alles kloer definéiert ginn. An deem Sënn hunn d'Kollege vun déi Lénk eng Motioun eraginn, wou se soen, datt d'Regierung invitéiert gëtt, e Projet de loi ze déposéieren, deen eben d'Rechter an d'Flichte vun hire Regierungsmembere festleet - dat ass dat, Här Berger, wat am Fong an dëser Motioun steet -, datt se dat a Form vun engem Projet de loi soll hei déposéieren. Dat ass eng Motioun, déi mir kënnen mat zwou Hänne ënnerschreiwen, an duerfir wäerte mer se och matstëmme. Ech mengen, dat géif zur allgemenger Transparenz vun der Aarbecht vun der Lëtzebuurger Politik hei bäidroen.

Bei der Motioun hätten natierlech och kënnen déi aner zwee - d'Gemenge respektiv d'Fonctionnairen - derbäi sinn, mä dat hei ass awer schonn e wictegen Deel.

Här President, zum Schluss wëll ech soen, mir wëssen, datt mer esou eppes muss maachen, a mir wëssen och, datt mer international do ënner Kontroll stinn. De GRECO ass virdu genannt ginn, deen dat systematesch mécht. Mir kommen also net derlaanscht.

Mä am Prinzip ass et am Fong schued, datt mer müssen esou e Code de déontologie maachen, datt net deen eenzelne Politiker vu sech selwer dee Code a sech huet. Well et ass dat, wat ech mengen - wann ee politesch aktiv ass an et hëlt een Décisiounen an esou virun, muss ee sech jo ëmmer a Fro stelle selwer: ob esou e Code de déontologie, ob een deen net a sech misst hunn an am Fong am Sënn vun deem all seng Aktivitéiten a seng Décisiounen huelen.

Ee Member, wéi mer kierzlech de Fall haten, mat engem Regierungsauto, dee gesot huet: „Ech war kucken an de Code de déontologie vun der Regierung an ech däerf dat!“, eleng, datt ee sech déi Fro stellt, hätt scho misse zur Konkusioun bréngen: Ech maachen et net, well et sech net passt! An deen CD, deen um Auto ass, wann e Minister an d'Ausland fiert, dee steet jo och net fir „Code de déontologie“ ënnen um Auto drop.

(Hilarité)

Duerfir géif ech ganz kloer soen: Et soll jiddweree sech selwer säi Code a sech uleeën a praktizéieren, an da fueren ech net mat engem Regierungsauto an d'Vekanz. Ob et erlaabt ass oder net, dat passt sech net.

Duerfir, wat mer haut hei stëmme, ass gutt, mä vill méi wicteg ass, datt jiddweree säin eegene Code de déontologie huet a sech och dorunner hält.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci dem Här Gibéryen. Als nächsten ageschriwwene Riedner ruffen ech op d'Tribün: den Här Serge Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Madame Présidente. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, d'Vefassung stellt en héijen Usproch un d'Deputéiert. An hirem Artikel 50 seet se: «La Chambre des Députés représente le pays. Les députés votent sans en référer à leurs commettants», dat heescht hir Wieler, «et ne peuvent avoir en vue que les intérêts généraux du Grand-Duché.»

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dat heescht, et gëtt am Fong geholl eng konstitutionell Fiktioun hei opgebaut, déi seet, dass d'Deputéiert eleng dat ganz Land verrieden, dass se kengem eigentlech Rechenschaft schëlleg si während hirem Mandat, a si seet, dass vun hinnen erwaart gëtt, dass se dat am allgemengen Interesse maachen. An a Wierklechkeet hu se och am Prinzip keng aner gesetzlech Limitatioun, déi se dorun erënnert, dass se dat muss maachen. Si hu keng aner Limitatioun wéi net och déi Limitatiounen, déi all Bierger am Land huet.

Ech mengen awer, dass d'Situatioun vun den Deputéierten eben duerch hir Roll, déi se spillen an enger Demokratie, eng aner ass an dass se net ze vergläiche si mat eenzelne Bierger, och iwwregens, wat d'Vereffentlechung vun hirem Akommes ueget. Den Här Adam huet virdu gesot, soulaang net d'Akommes fir all Bierger op wier, brächten och d'Deputéiert hierf Akommes net opzeleeën. Ech mengen, dass dat esou net stëmmt.

Ech mengen,...

(Interruption)

D'accord, d'accord. Dat ass, wat ech och elo just wollt soen. Mir féieren hei natierlech eng Rei vun esou Limitatiounen an. Et sinn nei Limitatiounen, déi d'Deputéiert hei kréien. Ob se durginn, do ginn eis Meinungen auserneen. Mä ech mengen, dass et wicteg ass, besonnesch an eiser Zäit, dass déi Limitatiounen kommen. Aus zwee Grënn iwwregens, mengen ech, an do rejoinéieren ech erëm dat, wat den Här Adam virdrun awer gesot huet.

Et ass ëmmer eng Begrenzung gi fir eng Kategorie vu Leit, wat d'Ausübung vum Mandat vum Deputéierten ueget: Et kann een net Deputéierte sinn a gläichzäiteg aktive Funktionär, Beamten, Aarbechter, Schoulmeeschter, wann een iergendwéi vum Stat, am wäiteste Sënn vun Wuert nëmme, bezuelt gëtt. Et muss een dann déi Aarbecht niddersleeën fir d'Dauer vum Mandat an et kritt een dofir eng finanziell Kompensatioun.

Dat ass jo eigentlech e Verbuet vu Berufsausübung, wat et do scho laang gëtt. Dat Verbuet vu Berufsausübung betrëfft haut ganz Wirtschaftssecteuren. Et ass iwwregens e Beweis dofir, dass berufflech Aschränkungen, wat d'Fonctioun vum Deputéierten ueget, méiglech sinn. Et ass awer och e bëssen e Beweis dofir, dass et och ëmmer nach Begrenzunge gëtt, awer berufflech Begrenzungen, déi net an alle Fäll berechtigt sinn, mä dat ass elo net dat, wat ech hei wollt dévloppéieren.

An der Vefassung iwwregens, do sinn nëmme e puer begrenzte Situatiounen opgezielt, déi net mam Mandat vum Deputéierten ze vereinbare sinn, wéi zum Beispill Riichter oder Militär oder Statskontabel, woubäi dat Beruffer sinn, bei deenen ee versteet, firwat dat drasteet.

Ech mengen awer och, dass mer eng Erneuerung brauchen, zweetens, well et net méi haltbar ass, allgemeng, dass all Beruffer am Privatsecteur, am Géigesaz zu deenen am

öffentliche Sektoren, weiderhi vun där Fiktioun, vun där ech virdu geschwat hunn, dass se d'Gesamtinteresse vun der Gesellschaft vertrieben, kenne profitiere ganz allgemeng.

Ech mengen, dass dat iwwregens och gëllt fir verschidde Verméigenssituatiounen, déi kënne en Afloss op d'Ausübung vun engem Mandat vum Deputéierten hunn.

Et solle selbstverständlech hei keng Generalverdächtigunge ginn. Et muss ee sech bewosst sinn einfach, em wat et geet a wat dee gesellschaftlechen Intérêt ass fir esou Limitatiounen, wéi mer se hei begrenzt iwwregens och aféieren, wat se bedeiten.

Am Artikel 3 vum Code, dee mer hei votiere sollen, steet eppes ganz Richteges: «Il n'y a pas de conflit d'intérêts lorsque le député tire un avantage du seul fait d'appartenir à la population dans son ensemble ou à une large catégorie de personnes.»

Eleng dat weist, dass déi Notioun vum Conflit d'intérêts, dee kann entstoe bei der Ausübung vum Deputéiertemandat, eng aner Notioun ass wéi Lobbyismus a Kontakter zu Organisatiounen a Veräiner oder och souguer Gesellschaften am Allgemengen. Ech mengen, dass et spezifesch em den Afloss vu gewëssene groussen ekonomeschen Interessen oder op d'mannst wichtige ekonomeschen Interesse fir d'Ausübung vun der Funktioun geet.

Den Hannergrond vun der aktueller Deontologiediskussioun ass nämlech deen - a mir schwätze jo iwwer Deontologie souwuel wat d'Ministerne ueget wéi och d'Deputéiert oder héich Beamten -, an an allen entwéckelte Länner ass et déiselwecht Fro, déi sech stellt: Et gëllt, fir ze vermeiden, dass eng Verméschung vu privaten ekonomeschen Interesse geschitt mat politeschen Décisiounen op héijem Niveau.

Den Hannergrond ass natierlech och deen, dass d'Politik an Europa an an deenen eenzelne Länner esou eng Entwécklung férdert vun ëmmer méi Améschung, vun ëmmer méi Implikatiounen vun deene verschiddenen Intéréten ënnerneenen, doduerch dass geméischte Gesellschaften ëmmer méi geschaf ginn, doduerch dass gemeinsam wirtschaftlech Unternehmunge kommen, zum Beispill a Form vun engem Public-Private Partnership.

A grad an deene Situatiounen hate mer et jo ze dinn, reell, konkret mat Interesseverméischungen. Mir hate vill ze di mat der Affär Wickreng/Léiweng, wou et em Verspriecheunge gaangen ass fir eng Kategorie vun Entrepreneuren, fir en neie Fussballstadion oder eng nei Industriezon opzerrichten.

An engem Avis juridique, deen deemools iwwregens vun der DP-Fraktioun commandéiert ginn ass, e juristeschen Avis, ass iwwer d'Gefor vun der Verdonkelung a vun der Personaliséierung geschwat ginn, déi grad evident ass bei esou ekonomeschen Relatiounen zwëschen Stat a Privatleit, deene sougenannten „Public-Private Partnerships“.

D'Affär Cargolux, déi kuerz drop komm ass, huet och gewisen, op engem aneren Niveau, op engem méi héijen Niveau mat internationalen Implikatiounen, wéi esou eng Interesseverméischung méiglech ass, déi keng demokratesch Kontroll zougelooos huet vun der Chamber deemools. Dat ass kritiséiert gi vu Leit, déi haut an der Regierung sëtzen. Déi implizéiert Ministere si vun der Oppositioun deemools ganz schaarf kritiséiert ginn.

D'Fro stellt sech natierlech: Wäert dat elo an Zukunft net méi méiglech sinn? Do musse mer natierlech waarden op dee Projet vun deem neie Code, wat d'Regierungsmemberen ueget.

Mä bezitt sech d'Fro vun engem Interessekonflikt just op Regierungsmemberen? Sinn net och d'Deputéiert heiansdo an exponéierte Beruffer, Wirtschaftsberoder, Geschäftsaafekoten an esou weider, déi enk mat engem Deel vun der Geschäftswelt verbonne sinn - dat ass eng Realitéit -, mat wichtige Dealer vun der Wirtschaft an eisem Land verbonne sinn?

Gëtt do déi Kloerheet geschafen heimat, déi noutwendeg wier? Ech mengen net!

De GRECO, de Groupe anticorruption vum Conseil de l'Europe, deen hei schonn dacks genannt ginn ass, vun deem iwwregens Lëtzebuerg d'Presidentschaft huet an der Persoun vun der Madame Brasseur, warnt aver daitlech viru méigleche berufflechen Interessekonflikter, déi iwwert dee Wee kënne entstoen, iwwert d'Porte dérobée vun der Chamber zum Beispill, duerch Leit, déi an der Chamber selwer vertruete sinn.

Dat soe se ganz daitlech. Si schwätze vun Affekoten, déi gewësse berufflech Interessen hei zu Lëtzebuerg vertrieben. Si schwätze vun enger besserescher Situatioun zu Lëtzebuerg, déi doranner besteet, dass hei ekonomesch Interesse

konzentriert sinn, dass hei juristesche Konstruktione gebaut ginn, fir gewëssen Interessen ze vertrieben. An ech mengen, dass deen heite Code net genuch där Situatioun Rechnung dréit.

Interessekonflikter gi wuel définiert hei, et bleift awer den Deputéierten iwwerloos, sech selwer ze mellen. Et feelt eng Obligatioun, preventiv och d'Existenz vun Interessekonflikter unzeginn, ier iwwerhaapt eng konkret Situatioun an engem bestëmmte Gesetz sech stellt. «Obligation de déclarer les activités et intérêts représentés», fuerdert de GRECO.

Ass dat dann, wat hei geschitt?

Et gëtt och zum Beispill guer keng «interdiction de fonder des structures et sociétés de conseil après la prise de fonction de parlementaire». Dat ass e weidere Virschlag vum GRECO.

Schonn eleng eng Formulierung, déi elo drasteet, wat d'Participation à titre personnel u Gesellschaften ueget, déi ass an der Kommissioun heftegst diskutéiert ginn: wat dat heescht, wat fir Type vu Gesellschaften do betraff sinn. Doropshi sinn d'Sociétés civiles immobilières ausgeschloss gi vun deene Gesellschaften, déi vun esou Deklaratiounen betraff sinn.

A puncto Deklaratioun vu Beruffsinteresse bleift just eng vag Formulierung: «tout autre intérêt financier» misst deklaréiert ginn, «qui pourrait influencer l'exercice des fonctions de députés.» Dat ass awer eng Formulierung, déi riskéiert, inapplicabel ze bleiwen, well se esou vag ass an och well gläichzäitig, dat muss een awer och soen, kloer an der Kommissioun gesot ginn ass, d'Berufsgeheimnis géif do driwwerstoen.

Ech respektéierte ganz gären d'Berufsgeheimnis vun engem Affekot, vun engem Dokter an esou weider, mat wat fir Klienten en et ze dinn huet. Mä wann et sech em Klienten handelt, déi eng eminent Roll am Wirtschaftsliwien zu Lëtzebuerg spillen, mengen ech, muss do eng Deklaratiounslicht bestoen.

Ech mengen och, dass d'Steiergeheimnis net dierf do driwwerstoen. Kommt, mir ginn emol a Frankräich kucken: Am française Gesetz vun 2013 gëtt daitlech d'Steiergeheimnis opgehuewe vis-à-vis vun den Deputéierten. Ass dat hei de Fall?

Ech wëll och en aneren Artikel aus dem française Wahlgesetz zitieren, an deem steet: «Le Bureau de l'Assemblée nationale examine si les activités professionnelles (...) mentionnées par les députés dans la déclaration d'intérêts et d'activités (...) sont compatibles avec le mandat parlementaire.» Dat heescht, et gëtt souguer d'Méiglechkeet hei theoretisch ënner der Kontroll vum Conseil constitutionnel geschafen, fir engem ze soen: Du kanns däi Mandat, wann s du esou e Beruf ausübs, net méi ausüben als Deputéierten. Dat ass a Frankräich haut méiglech.

Ech wëll net soen, dass mer esou wäit solle kommen, mä ech hätt awer op d'mannst gären eng Deklaratioun vun Interessen, déi méi wäit geet.

Et ass iwwregens eng Bestëmmung, déi a Frankräich vum Conseil constitutionnel ofgeseent ginn ass. En huet gesot, si wier kompatibel mat der Verfassung. Ech sinn och der Meenung, dass se kompatibel mat eiser Verfassung wier, well och an eiser Verfassung steet kloer dran, dass d'Inkompatibilitäten, déi an der Verfassung stinn, nach kënne duerch Gesetz weider ausgedehnt ginn. Dat huet näischt mam Recht op Aarbecht ze dinn, vun deem heiansdo geschwat gëtt.

Mir kritiséiere weider Saachen un deem Code. Et sinn zum Beispill keng Verflechtunge virgesinn. Wann en Deputéierte seet: „Jo, ech si befaangen“, da muss en dat zwar deklarieren, dann deklaréiert en et, mä dat heescht awer net, dass en net um Vote kann deelhuefen.

Ech ka mech erënneren, den Här Henckes ass hei eng Kéier op d'Tribün komm an en huet gesot: „Ech sinn Affekot an enger Affär“, an dat war den Dossier Cargolux, „Ech si befaangen, ech kann net um Vote deelhuefen.“ En ass erausgaangen.

Wat seet de Rapport vun der Kommissioun? «Cette non-participation à un ou à des votes n'est pas la conséquence souhaitée par les auteurs du code de conduite»...

M. le Président. - Ech wëll lech just soen, Här Urbany, d'Zäit ass lech fortgelaaf.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Ech weess dat, Här President.

(Interruption)

M. le Président. - Dir misst zur Konklusioun kommen.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Ech weess dat, Här President, ech hat dofir och gefrot eigentlech, e Modell 2 ze kréien...

M. le Président. - Jo, mä...

M. Serge Urbany (déi Lénk). - ...an der Conférence des Présidents.

M. le Président. - D'Conférence des Présidents huet kloer tranchéiert, Här Urbany.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Dat hei ass eng wichteg...

M. le Président. - An hei hält jiddweree sech un d'Riedezäit. Wann ech gelift,...

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Ech fannen, dass dat hei eng...

M. le Président. - ...kommt elo zur Konklusioun.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - ...wichtig Diskussioun ass. Ech vertrieben deen eenzege Géige...

M. le Président. - Jo, also elo, Här Urbany...

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Bis elo hunn ech just d'Pensée unique héieren.

M. le Président. - Hei ass eng kloer Décisioun geholl ginn, wann ech gelift, kommt zur Konklusioun, soss muss ech lech d'Wuert ewechhuelen.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Jo.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Gutt, Jo, „Très bien !“, seet d'DP, dat ass kloer! D'DP ass déi Partei, déi hei an der Kommissioun...

(Brouhaha général)

(Coups de cloche de la présidence)

...verhënnert huet,...

M. le Président. - Wann ech gelift! Wann ech gelift, Här Urbany,...

M. Serge Urbany (déi Lénk). - ...dass dat an de Code kënnt, wat eigentlech misst drastoen!

M. le Président. - ...notzt Är Riedezäit, fir zur Konklusioun ze kommen.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Dat betrëfft och déi Saach mat den Tranches de revenus, déi mussen deklaréiert ginn, déi grad déi héich Revenuen, zum Beispill, favoriséiert. Et ass vum GRECO kritiséiert ginn. De GRECO huet och kritiséiert, dass d'mobilt an d'immobilt...

(Brouhaha général)

...dass dat mobilt an immobilt Verméigen...

M. le Président. - Här Urbany!

M. Serge Urbany (déi Lénk). - ...net misst deklaréiert ginn.

M. le Président. - Här Urbany, wa mer d'Verwarnung schonn hätten, géif ech se gebrauchen!

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Gutt. Da kommen ech zum Schluss, Här President. Ech wëll lech awer soen, ech hunn awer och eng Motioun, déi geet jo eigentlech och op meng Riedezäit.

M. le Président. - Dat ass net cumulabel.

(Interruption)

Dat ass net cumulabel, Dir kënnt déi herno jidderdzäit nach presentéieren. Mä wann d'Chamber d'accord ass, géife mer lech elo nach d'Gemeinsamheet ginn, fir d'Motioun ze presentéieren. Da brauch Der net eng Kéier erof - an nach eng Kéier erëm eropzekommen.

(Interruption)

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Gutt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *saluant la volonté du Gouvernement de se doter d'une législation sur les droits et devoirs de ses membres, comme cela fut retenu dans son programme gouvernemental: «Le Gouvernement présentera un projet de loi sur les droits et les devoirs des membres du Gouvernement.» (p. 7, voir sous «Renouveau démocratique - Institutions - Gouvernement»);*

- *considérant que l'une des missions fondamentales de la Chambre de Députés réside dans le contrôle du Gouvernement et qu'elle dispose notamment d'un droit d'accusation envers les membres du Gouvernement (chapitre V, article 82 de la Constitution);*

- *estimant qu'il en résulte que la Chambre des Députés doit être étroitement impliquée dans l'élaboration d'un code de conduite concernant les membres du Gouvernement qui aura force de loi et qui doit par conséquent parcourir la voie parlementaire prévue à cet effet;*

invite le Gouvernement

- *à déposer un projet de loi relatif fixant les droits et devoirs de ses membres dans les meilleurs délais.*

(s.) Serge Urbany, Justin Turpel.

Déi Motioun, déi betrëfft de sougenannten „Kodex fir Ministeren“, dee soll dës Woch virgestallt ginn. Am Regierungsprogramm -an dat steet an där Motioun do dran - steet ganz daitlech, dass dat soll e Projet de loi ginn, wat ech ganz normal fannen. D'Kontrollrechter vum

Parlament vis-à-vis vun der Regierung bestinn. An ech mengen, dofir muss och d'Parlament dee Code, deen d'Regierung sech wëllt ginn - fir esou Saache wéi déi vu Wickreng/Léiweng ze verhenneren, am Laf vun där hei déi fréier Oppositioun, d'DP an déi gréng, Enquêtekommissiounen verlaangt hunn an esou weider -, da fannen ech, misst hei d'Prioritéit vum Parlament sinn, fir iwwert déi Saachen do ze diskutieren, wat d'Regierung sech do selwer wëllt fir e Code de déontologie ginn. An net, dass mer deen an der Press mussen um Enn vun der Woch liesen!

Ech soen lech Merci.

Une voix. - Oh mei, oh mei, oh mei!

M. le Président. - Voilà, da wiere mer um Enn, bal um Enn vun der Diskussioun ukomm. Den Här Rapporteur freet d'Wuert nach eng Kéier.

Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry (LSAP). - Ech wollt am Fong meng Riedezäit huele fir d'LSAP-Fraktioun, déi ech nach net entaméiert hunn an deem Ganzen. Et konnt ee vläicht net alles am Detail esou virstellen an där Véirelstonn, déi dem Rapporteur zur Verfügung stoung.

Ech wëll nach op eppes hiweisen, wat mer agebaut hunn, wat weineg Parlamentarier hunn a wat mer de notre propre initiative eigentlech nach agebaut hunn. Dat ass, eng Regel virzugesinn, wann d'Deputéiert intervenéiere fir Dréttpersonen. Dat gëtt diskutéiert an anere Parlamentarier, mä am Fong déi weinegst Parlamentarier hu sech do eng Regel ginn, während mir bei de Principes directeurs festgehalen hunn, dass, wann esou Interventiounen vum Deputéierte gemaach gi fir aner Persounen, dass dat nëmme ka sinn opgrond vun de Rechter, opgrond vun Mérite vun esou enger Persoun. Dat schéngt mer och wesentlech ze sinn an engem klengen Land, dass ee sech esou eng Verhalensregel gëtt.

Dat Zweet, wat ech wollt soen: Déi Interventioun vum Här Urbany huet den Androck ginn, wéi wa mer an deem Rapport do vum GRECO zerrappt gi wären. Dat ass net wouer. Dee Rapport vum GRECO huet fénnef Recommendationen gemaach, a véier Recommendationen hu mer zréckbehalen.

Et ass just effektiv déi Fro vum Patrimoine, bei där mer eis net eens konnte setzen a mer schlussendlech zur Konklusioun komm sinn, dass mer déi Fro vum Patrimoine, aktiv a passiv, „fir de Moment“ - steet souguer am Rapport dran - net géifen zréckbehalen. Mä an all deenen anere Froen, deene Recommendationen, déi gemaach gi sinn, hu mer Stellung bezunn a si mer op dee Wee gaangen, wéi de GRECO dat proposéiert huet.

An ech hunn och nach eng Kéier déi allgemeng Appréciatioun vum GRECO hei zitéiert. An déi ass positiv zu deem eischten Entworf vum Code de conduite, dee mer eis hei ginn an dee mer jo eigentlech nach op eenzelne Punkte kompletéiert a verdéift hunn, soudass ech Schwierigkeeten hu mat där Kritik do.

Eng Kritik, déi och nach geäussert ginn ass - den Här Urbany ass net méi dozou komm wahrscheinlech, déi hei ze äusseren, si ass awer an der Pressekonferenz vun deene Lénke geäussert ginn: Et ass jo gesot ginn, jo, dat heite war Wischiwaschi, an am Gemengesektor, do war alles ganz gutt, et bräicht en nëmme den Regel vum Gemengesektor ze huelen. Esou ass et emol eriwierkomm an deenen Extraiten, déi ech de Privileg hat dann do ze héieren.

Mir kenne ganz gären duerch d'Gemengegesetz goen. A jiddwereen an der Gemengepolitik weess jo, bei wat fir enge Fäll dat doten applizéiert gëtt a wéi oft et an de Gemengen applizéiert gëtt. Wann hei gemenzt gëtt, dass dat elo d'Léisung war, da mengen ech, da leie mer awer total schif. An dann hunn ech awer léiwer déi Regeln, déi mer eis elo hei ginn, wéi déi Regeln vum Gemengesektor, deenen no zwar, dat ass wouer, d'Conseilleren an d'Membere vum Schäfferot net dierfen deelhuefen an eenzelnen Délibératiounen, mä et muss all Kéieren en Intérêt direct et personnel virleien.

A weini spillt et? Et spillt, wa Leit agestallt gi bei der Gemeng, an et spillt, wa Marchéen ofgeschloss ginn, an et spillt à la rigueur, wann de PAG ofgeännert gëtt. Woubäi ech mer hei d'Fro dierf haart stellen: Wat geschitt, wann en neie PAG opgestallt gëtt? Huet dann net jiddwereen, deen en Terrain huet, en Intérêt direct et personnel? Et ass also bonne Chance, deemno wat fir eng Ausleueung mer vun den Texter maachen, wat schlussendlech dobäi erauskënnt. Soudass ech also géif mengen, dass hei och vill bon Sens spillt.

An nach eppes wëll ech hei soen, dat mat deene beschten Texter, a Frankräich ass e Beispill dofir! Firwat ass Frankräich esou wäit gaangen, wéi et gaangen ass, an ech weess net wéi vill Reformen, déi se duerchgezunn hunn an deene leschten 20 Joer? Well se vu Skandal a Skandal eragefall sinn! Well se ëmmer Leit haten, dat muss ee soen, déi déi néideg Energie criminelle praktesch entwéckelt hunn, fir esou Saachen ze maachen, déi strofretlech och net an der Rei sinn!

An ech menges ganz einfach, dass ee sech do näischt soll virmaachen, och dobaussen de Leit soll een näischt virmaachen: Wann hei een Deputéierte wierklech déi Energie criminelle huet, fir ze fuddelen a Schmu ze maachen, da kënnen mir hei déi bescht Regele festleeën, da schiebe mir deem am Endeffekt kee Rigel vir. Däers muss mer eis bewusst sinn! Wat mir regelen, ass ëmmer den Normalfall.

Wat een, mengen ech, sollt erreechen duerch deen heiten Text, ass, dass vill Saachen, déi mer vläicht als normal ugesinn, well et se gétt, dass mer déi vläicht méi a Fro stellen a méi Virsicht eigentlech hunn, wéi mer an eenzelne Situatiounen eis verhalen.

Ech hoffen, dass mer dat duerch deen heiten Text erreechen. A wa mer dat erreecht hunn, mengen ech, dass mer schonn en déckt Stéck weiderkomm sinn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

Motion 1

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wat d'Motioun vun deene Lénken ugeet, wéll ech och kuerz Stellung bezéien. Dat betrëfft jo d'Aarbechten, déi d'Regierung ze maachen huet a wou jo och viru Kuerzem eng Pressekonferenz war; oder am Kader vum Pressebriefing vun der Regierung huet och de Justizminister do Indicatione ginn iwwer deen neien Entwurf, deen d'Regierung festgehale huet, deen, souwäit ech weess, soll iwwer Règlement grand-ducal en vigueur gesat ginn.

Dat ass effektiv net konform zu deem, wat am Regierungsprogramm steet. An ech géif einfach proposéieren, dass mer deen heiten Text géifen an d'Institutionskommissioun verweisen an dass mer an enger nächster Sitzung, dat kann ufanks September sinn, dass mer do den zoustännege Minister ruffen, fir dass en eis soll Explikatione ginn, wat se virhunn, an natierlech och Explikatione ginn, firwat se elo net wëllen, schéngt et, op dee Wee goe vun engem Gesetz, esou wéi et am Koalitionsaccord feststoung.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Alex Bodry. Vläch ugefaange mat der Proposition: Ass dat eng Proposition, déi d'Auteurs vun der Motioun kéinten unhuelen?

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Also et bleift eng Tatsaach, dass dee ganze Code de déontologie, deen e Règlement grand-ducal soll sinn - kee Gesetz, wéi versprach -, Enn vun der Woch virgestallt gétt. Ech huele gären och Explikatione entgéint dann an der Commission des Institutions am September doriwwer, dat ass jo dat Eenzegt och, wat eis iwwreg bleift, wann eis Motioun net ugeholl gétt.

► **M. le Président.** - Dat heescht, mir ginn zu engem, géifen zu...

(Brouhaha)

Här Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech deelen eigentlech fundamental d'Aschätzung, dass et der Chamber och net kann egal sinn, wat fir e Code de déontologie se sech an de Regierungsmembere gétt. Dat ass schonn eng Affaire publique an déi muss och d'Chamber interesséieren.

Ech deelen do eigentlech d'Grondaschätzung vun där doter Fro. Dofir mengen ech, dass d'Regierung awer gutt berode wär - dee Message kritt se dann och hei iwwer déi heiten Debat, si kann natierlech hir Texter virstellen, dat ass hiert gutt Recht -, d'Mise en vigueur eréischt ze maachen, nodeem en Échange de vues och an der Chamber stattfonnt huet, notamment dann iwwer d'Institutionskommissioun.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - D'accord! Da si mer d'accord, dass se un d'Kommissioun verweise gëtt, a mir wäerten awer och an der Kommission drop drängen, dass dat d'Form vun engem Gesetz kritt, net vun engem Règlement grand-ducal, wou een iwwregens...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Do muss jiddweree seng Positioun da festleeën, dat ass...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - ...nach ëmmer net weess, op wat fir ee Gesetz dee Règlement grand-ducal sech schlussendlech wäert beruffen. Dat wësse mer jo och iwwregens nach net. Dat ass och eng spannend Fro.

► **Une voix.** - D'Accord.

► **M. le Président.** - Merci. Dat ass kloer. Ech wollt déi Fro just stellen, ob mer ee Vote ze maachen hunn oder zwee. Da kënnen mer eis deen ee Vote spueren, a mir géifen der Proposition vum Rapporteur nokommen an déi Diskussion an engem anere Kader féieren.

(La motion 1 est renvoyée à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.)

An elo géife mer dann iwwer eisen Deontologiekodex a sengem Ensemble ofstëmme.

Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6691

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

De Code de déontologie ass mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hettogaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An déi traditionell Fro brauch ech hei net ze stellen.

11. Discours de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif lech nach ëm zwou Minutten oder ëm e puer Minutten Gedold bieden. Mir sinn um Enn vun dëser Sëtzung, déi lescht vun dëser aussergewöhnlecher Sëtzung, an ech wollt lech bei där Geleeënheet, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eisem Personal alleguer, mengem Noper, dem Claude Frieseisen, dem Generalsekretär a sengen Adjoints, eise Leit, déi eis ëmmer bei eise Sëtzungen hei begleeden am schwaarze Kostüm, dem Personal an de Fraktiounen an an de politesche Sensibilitäten an der Press Merci soe fir hir Aarbecht.

An deene leschte Méint ass vill geschafft ginn an ech mengen, dass no de Spannungen, déi dat lescht Joer gekennzeechent hunn, an der Tëschenzäit jiddweree seng Plaz fonnt huet.

D'Klima heibannen ass kolleegial, an och an de Kommissiounen, am Bureau, an der Conférence des Présidents schaffe mer konstruktiv zesammen. Dës extraordinär Sëtzung ass eng Zort Iwwergangssëtzung, an där mer keng Rekorder gebrach hunn. Mir haten 33 Sëtzungen, mir hu 74 Projets de loi verfeschit. Mä Rekorder waren och net onbedéngt eist Zil.

Et ass vill an intensiv a gutt an de Kommissiounen geschafft ginn an dat wäert am Hierscht nach e bësse méi intensiv ginn. D'Erausfuerderung si grouss an et sinn eng ganz Rei vu wicthegen Diskussiounen um Programm.

An deene leschte Méint huet d'Parlament méi Demokratie gewot an nei Initiative lancéiert: Esou ass d'Petitionsrecht via Internet e wichtige Schrëtt gewiescht. An de Succès ass méi grouss wéi erwaart, wann een dat esou dierf soen. Mir hunn also eis éischt Experienze gemaach an déi sinn duerchweeg positiv. Mä et ass nach net alles perfekt an dofir wäerte mer am Laf vun der Zäit de Bilan zéien an déi noutwendeg Adaptatiounen maachen.

Ech wollt bei dëser Geleeënheet och d'Dignitéit, mat där esou e sensiblem Débat wéi deen iwwer de Mariage pour tous hei an der Chamber gefouert ginn ass, ervirsträchen an op d'Wichtigkeet vun deem rezente Débat iwwer d'Reform vun der Fleegeversécherung hiweisen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn an deene leschte Joren duerch déi schlëmmste Kris zënter der Stolkris gaangen an och wann een an der Tëschenzäit erëm méi optimistesche dierf sinn, sinn och an Zukunft weider couragéiert Décisiounen ze huelen, fir d'Finanzen an d'Rei ze kréien an domat de sozialen Engagement ofzesécheren. Dat géllt fir eisen Asaz hei, mä och an Europa.

12. Hommage à M. Luc Frieden

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn de Moien e Brëif kritt, deen dat offiziell mécht, wat mer zënter leschter Woch woussten. Haut ass déi lescht éffentlech Sëtzung fir eise Kolleeg, de Luc Frieden, deen am Hierscht net méi als Deputéierten op der CSV-Bänk wäert setzen. Hien huet eng aner Missioun iwwerholl.

De Luc Frieden - an dat hat e mer eng Kéier gesot -, dee sech a jonke Joren als Student en

Sommaire des séances publiques n°s 32 et 33

32^e séance

Ouverture de la séance publique

p. 376

6400 - Projet de loi portant:

- mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) n°1214/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces par la route entre États membres dans la zone euro, et

- modification de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance

p. 376-378

6629 - Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance

p. 378-380

6670 - Projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

p. 380-396

33^e séance

Ouverture de la séance publique

p. 396

Dépôt d'un projet de loi par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

p. 396

Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

p. 397

Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de son élection à la présidence de la Commission européenne

p. 397

Communication

p. 397

Ordre du jour

p. 397

6625 - Projet de loi relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière

p. 397-399

6535 - Projet de loi relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant

1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel

p. 399-403

6703 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

p. 403-405

6691 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés portant introduction d'un Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

p. 405-411

Discours de M. le Président

p. 411

Hommage à M. Luc Frieden

p. 411

Täschegeld als „Tageblatt“-Ausdréier verdéngt huet - dat net ganz ofgefierft huet, mä, ech mengen awer, e bëssen -, huet seng exemplaresch politesch Carrière 1994 an der Chamber ugefaangen, bal genee op den Dag vun haut, also virun 20 Joer. No véier Joer Deputéierten an net grad 16 Joer Member vun der Regierung, wou hie virun allem fir de Budget, den Trésor, d'Finanzen, d'Justiz, d'Défense - an ech vergiessen der sécher - zoustänneg war, sicht de Luc Frieden elo en neien Challenge.

Luc, Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an all deene Joren. Merci och fir deng Frëndschaft iwwer all Parteigrenzen eraus.

Mir wënschen Dir an där neier Etapp an demgem Liewen, zesumme mat denger Famill, vill Succès a Freed.

Maach et gutt, an ech sinn zudéifst iwwerzeegt, dass och wann s de zu London oder zu Frankfurt schafft, däin Häerz wäert hei zu Lëtzebuerg sinn. Merci Luc!

(Applaudissements)

ler ech dem Luc d'Wuert ginn, wollt ech um Enn nach gäre de Kolleegen aus der Regierung an aus deenen aneren Institutionen, déi am...

(Interruption)

Jo, mä dat ass dës Kéier e bësse méi normal, well d'Chamber sech ëm hir Affäre gekëmmert huet.

...aus deenen aneren Institutionen, déi am legislative Prozess bedeelegt sinn, e grouse Merci soen, an ech hoffen op eng weider gutt Zesummenaarbecht.

lech an alle Matbirger wënschen ech e puer erhuelsam Deeg am Summer, a passt op lech op.

An elo huet de Luc d'Wuert.

► **M. Luc Frieden (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass schonn e bewegende Moment, dat, wann een no esou laanger Zäit dës Chamber verléisst. A wann ech hei déi gesinn an deenen eenzelne Fraktiounen, déi ronderëm déi 30 Joer sinn, da kann ech mech gutt erënneren, wéi ech 1994 niewent dem deemolegen Alterspräsident hunn dierfe mat d'Sëtzung opmaachen; zënterhier ass ee laange Wee vergaangen.

Ech sinn dankbar d'fir, dass ech fënnefmol an dës Chamber gewielt gi sinn, fënnefmol konnt entweder an der Chamber, mä meeschtens an der Regierung setzen a mat der Chamber zesumme vill Aarbecht maachen.

Ech hunn all déi Jore versicht, mä Beschte ze maachen, méi wéi dat Beschte. Dat gétt ennerschiddlech bewäert, an dat ass och an der Demokratie normal, mä virun allem mécht een

näischt eleng: Als Minister huet een eng féierend Roll a villen Dossieren, mä ouni d'Ennerstëtzung vun de Beamten, de Kolleegen, de Ministeren, den Deputéierten erreecht ee ganz weineg.

An dofir wollt ech och soen: Wann ech esou de Film zréckkucke vun deem, wat mer zesumme gemaach hunn, sief et ganz am Ufank d'Institution vun engem Verfassungsgericht, den Ausbau vun der Finanzplaz iwwer déi 20 Joer, den Ausbau vun der europäescher Polizei- a Justizkooperation, d'Rettung vun zwou grouse Banken a villes aneschteres, dat war ëmmer e kollektiven Effort. Eleng wier dat net méiglech gewiescht an dofir sinn ech frou, dass heibannen esou vill Leit mech all déi Joren ennerstëtzt hunn.

Politik ass Inhalt, mä Politik sinn och virun allem Mënschen. An ech muss soen, dass kouw vläch all déi Joren net ëmmer esou eriwuer, och an deene Momenter, déi emol méi „tough“ waren - an där goufen et och an dësem Haus, och fir mech -, dann huet een ëmmer och gespuert, dass der eng Rei do waren, déi engem awer e léift Wuert gesot hunn. An dofir sinn ech och dankbar fir all déi Frëndschaften, déi iwwer d'Parteigrenzen eraus hei an deem Haus ëmmer bestinn.

Här President, Dir hutt drop higewisen, an dobausse gétt vläch oft vergiess, dass mer alleguerte Mënsche sinn, déi een Zil hunn: ze kucken, dass dat Land, mat verschiddene Weeër, awer virukënn.

Ech hu fonnt, dass no 20 Joer aktiver Politik ech Loscht hält, nach eppes aneschteres ze maachen, international Erfahrung och am Ausland ze sammelen. Mä och wann ech elo vill zu London an zu Frankfurt wäert schaffen, da bleiwen ech och do Lëtzebuurger an ech wäert och gradesou oft a gradesou gären hei op Lëtzebuerg zréckkommen.

Merci fir alles! Äddi. Mir gesinn eis erëm!

(Applaudissements)

► **M. le Président.** - Merci dem Luc fir seng lescht Interventioun hei an der Chamber.

Domat ass d'Sëtzung um Enn. Villmools Merci.

(Fin de la séance publique à 18.28 heures)

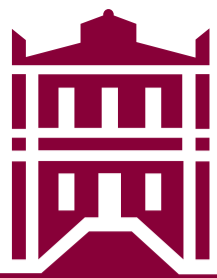


TABLE ANALYTIQUE DES SÉANCES PUBLIQUES 2013-2014

Compte rendu n°1

1^{re} séance (session extraordinaire 2013)

Ouverture de la session extraordinaire 2013	p. 1
Allocution de Mme Anne Brasseur, Doyen	p. 1
Hommage à la mémoire de M. Mathias Greisch, Député honoraire	p. 1
Vérification des pouvoirs	p. 1-2
Procédure d'assermentation	p. 2-3
Félicitations et remerciements de Mme Anne Brasseur, Doyen	p. 3
Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général	p. 3
Institution de la Conférence des Présidents	p. 3

1^{re} séance (session extraordinaire 2013-2014)

Clôture de la session extraordinaire 2013 et ouverture de la session extraordinaire 2013-2014	p. 4
Prestation de serment d'élus	p. 4
Vérification des pouvoirs et prestation de serment des suppléants	p. 4-5
Élection du Bureau et élection du Secrétaire général	p. 5
Allocution du Président élu	p. 5-6
Constitution des groupes politiques	p. 6
Institution de la Conférence des Présidents	p. 6
Constitution des Commissions parlementaires réglementaires et permanentes	p. 6-7
Constitution des délégations dans les Assemblées parlementaires internationales	p. 7-8
Nomination du Comité de discipline	p. 8
Déclaration de recevabilité de trois propositions de loi et d'une proposition de modification de la Constitution	p. 8

2^e séance

Hommage à la mémoire de M. Nelson Mandela, ancien Président de la République d'Afrique du Sud	p. 8
Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, concernant le programme gouvernemental	p. 8-14

3^e séance

Communications	p. 14-15
Débat sur le programme gouvernemental	p. 15-24
Ordre du jour	p. 24
Débat sur le programme gouvernemental (suite)	p. 24-26

4^e séance

Débat sur le programme gouvernemental (suite)	p. 26-36
--	----------

Compte rendu n°2

5^e séance

Communication	p. 37
Composition des commissions parlementaires	p. 37
Ordre du jour	p. 37
6571 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003	p. 37-40

6630 - Projet de loi ayant pour objet
1. d'autoriser le Gouvernement à effectuer, au cours des mois de janvier à avril 2014, les dépenses figurant aux tableaux annexés à la présente loi;

2. d'autoriser le Gouvernement à recouvrer les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 2013 d'après les lois et tarifs qui en régissent l'assiette et la perception;
3. de proroger certaines dispositions de la loi du 21 décembre 2012 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013
b) portant modification de:
1. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;
2. la loi modifiée du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional;
3. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
4. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

6580 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Nordstad/Blesbruck

6594 - Projet de loi portant modification
1. de l'article L. 122-10 du Code du Travail;
2. de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 3 août 2010

1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail;
2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail;
3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant:
1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;
2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail;
3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant
1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;
2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail

6606 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural

Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement
Discours de fin d'année de M. le Président

6^e séance

Octroi du titre honorifique à d'anciens députés	p. 51
Communications	p. 51-52
Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales	p. 52
Ordre du jour	p. 52

Heure de questions au Gouvernement

Question n°1 du 17 janvier 2014 de Mme Anne Brasseur relative au conventionnement du culte musulman, adressée à M. le Ministre des Cultes

Question n°2 du 21 janvier 2014 de M. Claude Wiseler relative aux récentes déclarations du Président américain Barack Obama au sujet des programmes de surveillance des services secrets américains, adressée à M. le Premier Ministre

Question n°3 du 20 janvier 2014 de M. Marc Angel relative au site du château Mansfeld à Luxembourg-Clausen, adressée à Mme la Ministre de la Culture

Question n°4 du 21 janvier 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au forfait d'éducation, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

Question n°5 du 21 janvier 2014 de M. Claude Adam relative à l'avenir de la station de radio «ARA», adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre des Communications et des Médias

Question n°6 du 21 janvier 2014 de M. Gilles Roth relative aux hausses annoncées des différents taux de TVA, adressée à M. le Ministre des Finances

Question n°7 du 20 janvier 2014 de M. Alexander Kriebs relative à l'éventuelle fermeture de bureaux de la Poste, adressée à M. le Ministre de l'Économie

Question n°8 du 21 janvier 2014 de M. Serge Urbany relative à la récente étude de l'ONG Greenpeace en relation avec des substances toxiques relevées dans les vêtements d'enfants, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs

Question n°9 du 21 janvier 2014 de M. Franz Fayot relative au début de construction de la nouvelle Bibliothèque Nationale au Bricherhaff à Luxembourg-Kirchberg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°10 du 21 janvier 2014 de M. Marc Spautz relative aux changements éventuels qui pourraient toucher le système d'allocations familiales au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

Question n°11 du 21 janvier 2014 de Mme Martine Hansen relative au projet de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

5974 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales en vue de mettre en œuvre le Règlement (CE) n°1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC)

6559 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un dixième programme quinquennal d'équipement sportif

6590 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'assistance alimentaire, faite à Londres, le 25 avril 2012

Compte rendu n°3

7^e séance

Hommage à la mémoire de M. Henri Ackermann, Député honoraire	p. 67
Communications	p. 67-68
Changements de composition des commissions parlementaires	p. 68
Ordre du jour	p. 68
6544 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil Économique et Social	p. 68-70

6589A - Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État

6650 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la composition de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État

6644 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux droits des sensibilités politiques et des députés

6596 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à octroyer au Fonds Monétaire International des prêts remboursables pour un montant maximum équivalent à 2,06 milliards d'euros

6615 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Grand-Duché de Luxembourg et certains pays tiers concernant les transports aériens

8^e séance

Hommage à la mémoire de M. Nic Bock, fonctionnaire de l'Administration parlementaire	p. 82
Hommage à la mémoire de M. Fred Sunnen, Député honoraire	p. 82
Communications	p. 82
Changements de composition des commissions parlementaires	p. 82
Ordre du jour	p. 83

Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°12 du 10 mars 2014 de M. Gusty Graas relative à la commémoration d'un certain nombre d'événements historiques en 2014, adressée à M. le Premier Ministre**

et

- **Question n°13 du 11 mars 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à la commémoration du 70^e anniversaire de la Libération, adressée à M. le Premier Ministre**

Question n°14 du 11 mars 2014 de M. Aly Kaes relative au retard des travaux de rénovation du Pont Grand-Duc Adolphe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°15 du 11 mars 2014 de M. Roger Negri relative à la position du Gouvernement luxembourgeois face au «quatrième paquet ferroviaire», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°16 du 11 mars 2014 de M. Justin Turpel relative à la possibilité d'accorder à M. Edward Snowden, whistleblower, l'asile politique, adressée à M. le Ministre de l'Immigration et de l'Asile

Question n°17 du 10 mars 2014 de Mme Joëlle Elvinger relative à la campagne de sensibilisation «Je peux voter», adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

Question n°18 du 11 mars 2014 de Mme Martine Hansen relative à la réforme de la formation professionnelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n°19 du 11 mars 2014 de M. Franz Fayot relative à la place de l'enseignement de l'informatique et des technologies nouvelles dans l'enseignement secondaire luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n°20 du 10 mars 2014 de M. Marc Hansen relative au récent rapport du GAFI (Groupe d'action financière), adressée à M. le Ministre de la Justice

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur les récentes évolutions politiques en Ukraine, suivie d'un débat

Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) et ses conséquences

6502 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés
- Centres, foyers et services pour personnes âgées,
- Centres de gériatrie

6478 - Projet de loi portant
1. modification
* du Code de la consommation;
* de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;
* de la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle;
* de la loi modifiée du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation;
2. abrogation de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes

6502 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés
- Centres, foyers et services pour personnes âgées,
- Centres de gériatrie

6478 - Projet de loi portant
1. modification
* du Code de la consommation;
* de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;
* de la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle;
* de la loi modifiée du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation;
2. abrogation de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes

Compte rendu n°4

9^e séance

Changement de composition d'une délégation dans une Assemblée parlementaire internationale	p. 98
Dépôt d'une proposition de loi par M. Roy Reding	p. 98
Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État	p. 98-101
6582 - Projet de loi portant approbation de l'Accord portant création de la Banque africaine de développement, signé à Khartoum le 4 août 1963 tel qu'amendé	



2. l'Accord portant création du Fonds africain de développement, signé à Abidjan le 29 novembre 1972 tel qu'amendé p. 101-102

6551 - Projet de loi visant l'adaptation de certaines dispositions en matière d'impôts indirects et portant modification:

- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement;

- de la loi organique de l'enregistrement du 22 frimaire an VII;

- de la loi organique du timbre du 13 brumaire an VII;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines p. 102-103

6632 - Projet de loi portant transposition de l'article 8 de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et portant modification 1. de la loi du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu p. 104

6649 - Projet de loi portant modification de l'article 4 de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété p. 104-105

6562 - Projet de loi renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains et portant modification

(1) du Code pénal;

(2) de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;

(3) de la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile;

(4) de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration p. 106-108

6563A - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice;

2) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif p. 108-110

6609 - Projet de loi modifiant l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1^{er} juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière p. 110-111

6620 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif au Service International de Recherches, signé à Berlin, le 9 décembre 2011 p. 111-112

10^e séance

Discours de M. le Président p. 112-113

Déclaration de M. Martin Schulz, Président du Parlement européen p. 113

Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe politique LSAP p. 113-114

2) Question posée par le groupe politique CSV p. 114

3) Question posée par le groupe politique DP p. 114

4) Question posée par la sensibilité politique ADR p. 114

5) Question posée par le groupe politique déi gréng p. 114-115

6) Question posée par la sensibilité politique déi Lénk p. 115

11^e séance

Dépôt d'un projet de loi p. 116

Dépôt d'une motion par M. Henri Kox p. 116-117

Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel p. 117

Communications p. 117

Changements de composition de commissions parlementaires p. 117

Ordre du jour p. 117

6394 - Projet de loi portant approbation - de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française, concernant la mise en place et l'exploitation d'un

centre commun de coopération policière et douanière dans la zone frontalière commune, signé à Luxembourg le 24 octobre 2008;

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg le 15 octobre 2001 p. 117-119

Motion de M. Henri Kox concernant le document COM (2014) 15: Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Un cadre d'action en matière de climat et d'énergie pour la période comprise entre 2020 et 2030

et

Motion de M. Justin Turpel concernant le soutien par le Gouvernement d'un plan d'action du Conseil européen en vue de réduire les émissions internes de l'UE d'au moins 55%, d'atteindre un objectif contraignant de 45% d'énergies renouvelables et d'atteindre 40% d'économie d'énergie d'ici 2030 p. 119-121

6599 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales p. 121-123

Question urgente n°152 de M. Michel Wolter relative aux décharges pour déchets inertes p. 123-124

6616 - Projet de loi portant transposition

- de la directive 2009/133/CE du Conseil du 19 octobre 2009 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statutaire d'une SE ou d'une SCE d'un État membre à un autre;

- de la directive 2011/96/UE du Conseil du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;

- de la directive 2013/13/UE du Conseil du 13 mai 2013 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, du fait de l'adhésion de la République de Croatie; portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934 p. 124-125

Ordre du jour (suite) p. 125

6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État (suite) p. 125-130

6579 - Projet de loi

1) portant approbation du protocole modifiant l'accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, aux fins

a) de satisfaire à la directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et

b) de convenir, entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Suède, de l'introduction d'un système de «paperless vignette» dans leur système commun pour la perception d'un droit d'usage, fait à Bruxelles, le 21 octobre 2010;

2) transposant la directive 2011/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures;

3) modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994 p. 130-131

6601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Ligne de Luxembourg à Kleinbettingen. Modernisation de la ligne. Phase II: Réélectrification de la ligne) p. 131-132

Communications p. 133-134

6665 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur la participation du budget de l'État dans le financement d'une ligne de tramway à Luxembourg p. 134

Ordre du jour p. 134

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. André Bauler p. 134-135

Changements de composition de commissions parlementaires et de délégations aux assemblées parlementaires internationales p. 135

Heure de questions au Gouvernement

- *Question n°21 du 31 mars 2014 de M. Max Hahn relative à l'organisation interne de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure* p. 135

- *Question n°22 du 1^{er} avril 2014 de M. Jean-Marie Halsdorf relative aux bourses pour médecins-assistants en voie de spécialisation en Allemagne, adressée à Mme la Ministre de la Santé* p. 135

- *Question n°23 du 1^{er} avril 2014 de Mme Taina Bofferding relative à l'existence d'un bilan des projets pilotes pour jeunes, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* p. 135-136

- *Question n°24 du 31 mars 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au «devoir de mémoire», adressée à M. le Premier Ministre* p. 136

- *Question n°25 du 1^{er} avril 2014 de M. Michel Wolter relative au glissement de terrain à la décharge pour déchets inertes à Mondercange, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement* p. 136-137

Changement de composition de commissions parlementaires et de délégations aux assemblées parlementaires internationales (suite) p. 137

6541 - Projet de loi

a) relative aux émissions industrielles

b) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

c) modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux p. 137-139

6617 - Projet de loi portant approbation de l'Accord établissant une association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Amérique centrale, d'autre part signé à Tegucigalpa (Honduras), le 29 juin 2012

et

6618 - Projet de loi portant approbation de l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, signé à Bruxelles, le 26 juin 2012 p. 139-142

6638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'Accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, fait à Luxembourg et à Bruxelles, respectivement les 24 et 26 juin 2013 p. 142-143

Compte rendu n°5

13^e séance

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État p. 145-151

Dépôt d'un projet de loi p. 151

14^e séance

Changement de composition d'une commission parlementaire p. 152

Débat sur l'état de la nation p. 152-160

15^e séance

Débat sur l'état de la nation (suite) p. 161-175

16^e séance

Communications p. 175-176

6611 - Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre hommes et femmes p. 176

Ordre du jour p. 176

6666 - **Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014** et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 con-

cernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;

5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques p. 176-179

17^e séance

6666 - **Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014** et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;

5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques p. 180-183

6577 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2012 p. 183

6674 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2012 p. 183-184

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2012 de la Cour des Comptes p. 184

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2012 du Médiateur p. 184

Compte rendu n°6

18^e séance

6666 - **Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014** et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;

5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite) p. 185-193

Ordre du jour p. 193



19^e séance

6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

- 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- 2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
- 3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
- 4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
- 5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
- 6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;
- 7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
- 8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
- 9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite) **p. 194-208**

20^e séance

Communications **p. 209**

6605 - Proposition de loi relative au changement du nom de la commune de Erpeldange en celui de Erpeldange-sur-Sûre **p. 209**

Ordre du jour **p. 209-212**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°26 du 6 mai 2014 de M. Guy Arendt relative à la prolongation du permis de conduire, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 212-213**

- Question n°27 du 6 mai 2014 de Mme Martine Hansen relative à la formation professionnelle, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse **p. 213**

- Question n°28 du 6 mai 2014 de M. Roger Negri relative aux nuisances sonores provoquées par la circulation automobile sur le pont provisoire dit «blo Bréck», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 213**

- Question n°29 du 6 mai 2014 de M. Fernand Kartheiser relative aux aides pour les écrivains et traducteurs luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Culture **p. 214**

- Question n°30 du 4 mai 2014 de M. Claude Adam relative à la gare de Mersch, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 214**

- Question n°31 du 6 mai 2014 de Mme Nancy Arendt relative à l'organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 214-215**

- Question n°32 du 5 mai 2014 de M. Justin Turpel relative aux bourses d'études et aides financières de l'État pour les étudiants, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche **p. 215**

- Question n°33 du 6 mai 2014 de M. Serge Wilmes relative à la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire **p. 215-216**

- Question n°34 du 6 mai 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au droit d'exclusivité et de priorité des volontaires de l'armée dans la Fonction publique, adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Défense **p. 216**

Question écrite n°163 du 21 mars 2014 de M. Claude Wiseler relative à la conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire de la catégorie B **p. 216**

Question écrite n°176 du 26 mars 2014 de M. Félix Eischen relative aux importations de gaz russe **p. 216-217**

Question écrite n°179 du 27 mars 2014 de M. Marc Spautz relative à la société Enovos **p. 217**

Question écrite n°157 du 19 mars 2014 de M. Marc Spautz relative à la mauvaise transposition d'une directive européenne **p. 217**

Question écrite n°190 du 1er avril 2014 de M. Marc Spautz relative à l'installation de panneaux

solaires photovoltaïques sur les toits des immeubles et objets classés monuments nationaux **p. 217**

6415 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie **p. 217-219**

Ordre du jour (suite) **p. 219-220**

6651 - Projet de loi relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois **p. 220-222**

6647 - Projet de loi modifiant les articles 15 (2) et 16 (2) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat **p. 222-224**

6572 - Projet de loi a. concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°649/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux b. abrogeant la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux **p. 224-225**

6636 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), fait à Genève, le 8 décembre 2005, et modifiant la loi du 18 décembre 1914 concernant la protection des emblèmes de la Croix-Rouge **p. 225-227**

Compte rendu n°7

21^e séance

Communications **p. 228**

Ordre du jour **p. 228-229**

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar **p. 229-230**

Mots de bienvenue aux membres du Comité des Présidents de l'APCE **p. 230**

Motion de M. Laurent Mosar relative au soutien au Gouvernement nigérian dans la résolution de crimes détestables et dans la poursuite de ses efforts de respect des obligations découlant du droit international, du droit international des droits de l'Homme, du droit des réfugiés et du droit humanitaire pour protéger ses citoyens et venir à bout de l'insurrection de l'organisation terroriste «Boko Haram» **p. 230-231**

Ordre du jour (suite) **p. 231**

Question écrite n°261 du 7 mai 2014 de M. Laurent Mosar relative à l'accord de coopération conclu par l'aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 231-233**

Question écrite n°263 du 7 mai 2014 de M. Justin Turpel relative à l'accord de coopération conclu par l'aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 231-233**

6608 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013 **p. 233-235**

6556 - Projet de loi portant modification - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung») **p. 235-237**

6642 - Projet de loi - portant transposition de l'article 5 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services; - modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée **p. 237-242**

6643 - Projet de loi portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et de son protocole d'amendement, signés à Paris, le 29 mai 2013 et portant modification de la loi générale des impôts **p. 242-243**

Question élargie n°1 de M. Marc Lies sur le nombre de logements achevés dans le cadre du Pacte Logement **p. 243**

22^e séance

Communications **p. 244**

Changements de composition de commissions parlementaires **p. 244**

Ordre du jour **p. 244-245**

Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel **p. 245**

Ordre du jour (suite) **p. 245**

6514 - Projet de loi portant: 1) approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001, 2) approbation du Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, fait à Strasbourg le 28 janvier 2003, 3) modification du Code pénal, 4) modification du Code d'instruction criminelle, 5) modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques **p. 245-250**

6626 - Projet de loi portant sur la construction d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et le Circuit de la Foire Internationale au Kirchberg

et

6684 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire **p. 250-266**

Ordre du jour (suite) **p. 266**

23^e séance

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°37 du 3 juin 2014 de M. Eugène Berger relative au renouvellement des contrats avec l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche **p. 267**

- Question n°38 du 5 juin 2014 de Mme Martine Hansen relative au projet de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures **p. 267**

- Question n°39 du 5 juin 2014 de M. Marc Angel relative à la stratégie gouvernementale en matière de développement et de diversification économiques en relation avec la lutte contre le chômage au Luxembourg, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie **p. 267-268**

- Question n°40 du 4 juin 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à la loi électorale, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur **p. 268**

- Question n°41 du 4 juin 2014 de M. Henri Kox relative au programme de recherche BeeFirst, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs **p. 268-269**

- Question n°42 du 5 juin 2014 de M. Marco Schank relative à la propagation de la peste porcine africaine en Europe, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs **p. 269**

- Question n°43 du 4 juin 2014 de M. Alexander Krieps relative à l'actualisation des tests néonataux, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 269**

- Question n°44 du 5 juin 2014 de M. Justin Turpel relative aux incidences sur le budget de l'État du projet en mars 2015 de la tranche indiciaire prévue en octobre 2014, adressée à M. le Ministre des Finances **p. 269-270**

- Question n°45 du 4 juin 2014 de M. Max Hahn relative au modèle de financement retenu pour la construction d'une nouvelle caserne pour les services de secours au Ban de Gasperich, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur **p. 270**

- Question n°46 du 5 juin 2014 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la stratégie de prévention du Gouvernement dans la lutte contre les phénomènes de la société, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 270**

Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications **p. 270-271**

6567 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Strasbourg de 2012 sur la limitation de la responsabilité en navigation intérieure faite à Strasbourg, le 27 septembre 2012 **p. 271-272**

6607 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Norvège concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Bruxelles, le 21 février 2013 **p. 272-273**

6635 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif à la protection des informations classifiées échangées dans l'intérêt de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 25 mai 2011 **p. 273-274**

6633 - Projet de loi portant

1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;

2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'île de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;

6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013;

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande **p. 274-276**

6658 - Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées **p. 276-277**

Compte rendu n°8

24^e séance

Communications **p. 278**

Ordre du jour **p. 278-279**

Dépôt de deux propositions de loi par M. Fernand Kartheiser **p. 279**

Validation des élections européennes **p. 279-280**

6469 - Projet de loi relatif aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant:

- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers;

- la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

- le Code civil **p. 280-286**

6554 - Projet de loi portant

1) transposition de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers;

2) modification du Code de la Sécurité sociale;

3) modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire;

4) modification de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien;

5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

6) modification de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments;

7) modification de la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux **p. 286-290**

6639 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 7 juin 2013 **p. 290-291**



25^e séance

Ordre du jour **p. 291**

6687 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques **p. 291-293**

6172A - Projet de loi portant

a) réforme du Titre II.- du Livre I^{er} du Code civil «Des actes de l'état civil» et modifiant les articles 34, 47, 57, 63, 70, 71, 73, 75, 76, 79, 79-1 et 95;

b) réforme du Titre V.- du Livre I^{er} du Code civil «Du mariage», rétablissant l'article 143, modifiant les articles 144, 145, 147, 148, 161 à 164, 165 à 171, 173 à 175, 176, 177, 179, 180 à 192, 194 à 199, 201, 202, 203 à 206, 212 à 224, 226, 227, introduisant les articles 146-1, 146-2, 175-1, 175-2 nouveaux et abrogeant les articles 149 à 154, 158 à 160bis, 178, le Chapitre VIII et l'article 228;

c) modification des articles 295, 351, 379, 380, 383, 390, 412, 496 alinéa 1^{er}, 509-1 alinéa 2, 730, 737, 791, 847 à 849, 852 alinéa 3, 980 alinéa 2, 1405, 1409 et 1676 alinéa 2 et abrogation des articles 296, 297 et 1595 du Code civil;

d) modification de l'article 66 du Code de commerce;

e) modification des articles 265 alinéa 1^{er}, 278 et 521 du Nouveau Code de procédure civile;

f) introduction d'un Titre VI.bis nouveau dans la Deuxième Partie du Nouveau Code de procédure civile;

g) introduction d'un Chapitre VII.-I nouveau au Titre VII du Livre I^{er} du Code pénal;

h) abrogation de la loi du 23 avril 1827 concernant la dispense des prohibitions du mariage prévues par les articles 162 à 164 du Code civil; et

i) abrogation de la loi du 19 décembre 1972 portant introduction d'un examen médical avant mariage **p. 293-306**

26^e séance

6655 - Projet de loi relatif à la construction du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff **p. 306-312**

Retrait du rôle des affaires **p. 312**

Question élargie n°2 de M. Claude Adam sur la promotion du secteur du jeu vidéo **p. 312-313**

6315 - Projet de loi

- portant réorganisation de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et portant organisation du cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,

- modifiant

* la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures,

* la loi modifiée du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits,

* la loi modifiée du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie,

* la loi du 25 mars 2009 relative à la compatibilité électromagnétique,

* la loi modifiée du 27 mai 2010 relative aux machines,

* la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets, et

* la loi du 21 décembre 2012 concernant les équipements sous pression transportables,

- abrogeant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services **p. 313-315**

6673 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration **p. 315-316**

27^e séance

Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de sa proposition en tant que candidat pour la présidence de la Commission européenne **p. 317**

Communications du Gouvernement **p. 317**

Octroi du titre honorifique à un fonctionnaire de l'Administration parlementaire **p. 317**

Communications **p. 318**

6698 - Proposition de loi

1. modifiant la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. autorisant la création par les communes de classes spécialisées d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays **p. 318**

6699 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe **p. 318**

Ordre du jour **p. 318**

Heure de questions au Gouvernement

- *Question n°50 du 30 juin 2014 de M. Edy Mertens relative au permis de conduire spécifique pour les agents des services de secours, les autorisant à conduire, sans être titulaire du permis de conduire «poids lourds», un véhicule automoteur d'une masse maximale autorisée excédant 3.500 kg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures* **p. 318**

- *Question n°51 du 2 juillet 2014 de M. Marc Spautz relative aux futures orientations au niveau du système d'allocations familiales au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration* **p. 318-319**

- *Question n°52 du 2 juillet 2014 de M. Franz Fayot relative à la forte diminution de l'intensité de R&D des entreprises en 2012 constatée par la Commission européenne dans le cadre de son évaluation du Programme national de réforme 2014 (cf. document COM(2014) 417), adressée à M. le Ministre de l'Économie* **p. 319**

- *Question n°53 du 2 juillet 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à l'indépendance du pouvoir judiciaire, adressée à M. le Ministre de la Justice* **p. 319**

- *Question n°54 du 1^{er} juillet 2014 de M. Henri Kox relative à la biodiversité et le cadastre des biotopes, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement* **p. 319-320**

- *Question n°55 du 2 juillet 2014 de Mme Nancy Arendt relative aux qualifications requises pour la surveillance des activités balnéaires pendant les vacances scolaires adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* **p. 320**

- *Question n°56 du 1^{er} juillet 2014 de M. André Bauler relative à l'évolution des réserves nationales en eau potable suite à la sécheresse des dernières semaines, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement* **p. 320**

- *Question n°57 du 2 juillet 2014 de M. Justin Turpel relative à la suppression du taux super-réduit de 3% sur les résidences secondaires, adressée à Mme la Ministre du Logement* **p. 320-321**

- *Question n°58 du 2 juillet 2014 de M. Roger Negri relative à l'allumage permanent des feux de croisement des voitures comme il est le cas déjà dans de nombreux autres pays européens, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures* **p. 321**

- *Question n°59 du 2 juillet 2014 de M. Gilles Roth relative aux problèmes de circulation sur les autoroutes causés par les chantiers en cours ou à venir, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures* **p. 321**

- *Question n°60 du 2 juillet 2014 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la création d'un organe consultatif d'étudiants, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* **p. 321-322**

6637 - Projet de loi portant approbation

- des amendements portés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 signés à Antalya et du 22 octobre 2010 signés à Guadalajara à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite;

- des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 à Antalya et du 22 octobre 2010 à Guadalajara **p. 322-323**

6640 - Projet de loi portant approbation

- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle,

- du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union postale universelle,

- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole final, signés au Congrès postal universel de Genève, le 12 août 2008 **p. 323-324**

6420 - Projet de loi

- modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un Fonds National de la Recherche dans le secteur public;

- modifiant la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg **p. 324-329**

Compte rendu n°9

28^e séance

6529 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure (2011-2012)

et

6634 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure 2013 **p. 331-338**

29^e séance

Communication **p. 339**

Ordre du jour **p. 339-340**

Débat de consultation sur la réforme de l'assurance dépendance **p. 340-350**

6592 - Projet de loi relatif aux règles spécifiques s'appliquant aux accords verticaux de distribution dans le secteur automobile **p. 350-352**

6685 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets **p. 352-353**

Compte rendu n°10

30^e séance

6597 - Projet de loi relatif à la coordination et à la gouvernance des finances publiques et modifiant:

a) la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

b) la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances **p. 354-360**

6631 - Projet de loi portant autorisation d'aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat **p. 360-363**

6552 - Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taiwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011 **p. 363**

Hommage à Mme Christiane Wickler **p. 363**

31^e séance

6552 - Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taiwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011 (suite) **p. 364**

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Gérard Anzia **p. 364-365**

6686 - Projet de loi modifiant l'article 6, paragraphe 1 de la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux **p. 365-366**

6654 - Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une liaison routière avec la Sarre et autorisant la construction de l'échangeur de Hellange avec raccordement à l'autoroute A13 et à la route nationale N13 **p. 366-372**

6697 - Projet de loi relatif à l'équipement meublé, scientifique, informatique et autre de

certaines bâtiments de la Cité des Sciences à Belval **p. 372-375**

Compte rendu n°11

32^e séance

6400 - Projet de loi portant:

- mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) n°1214/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces par la route entre États membres dans la zone euro, et

- modification de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance **p. 376-378**

6629 - Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance **p. 378-380**

6670 - Projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures **p. 380-396**

33^e séance

Dépôt d'un projet de loi par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative **p. 396-397**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser **p. 397**

Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de son élection à la présidence de la Commission européenne **p. 397**

Communication **p. 397**

Ordre du jour **p. 397**

6625 - Projet de loi relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification

1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière **p. 397-399**

6535 - Projet de loi relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant

1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel **p. 399-403**

6703 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base électorale **p. 403-405**

6691 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés portant introduction d'un Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts **p. 405-411**

Discours de M. le Président **p. 411**

Hommage à M. Luc Frieden **p. 411**



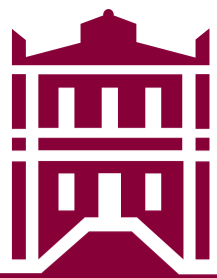
Suivez la

Chambre des Députés

sur Facebook

et Twitter





Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0374	Claudia Dall'Agnol	Limitations de la circulation des poids lourds les dimanches et jours fériés
0399	Fernand Kartheiser	Accusations envers l'ITM
0411	André Bauler	Décentralisation administrative
0431	Marc Spautz	Décision d'arrêt des activités sidérurgiques sur le site de Schifflange
0433	Laurent Mosar	Répercussions sur l'économie luxembourgeoise des sanctions économiques de l'Union européenne vis-à-vis de la Russie
0435	Joëlle Elvinger	Plan d'action PME
0436	Martine Hansen, Marco Schank, Aly Kaes, Emile Eicher	Infrastructure scolaire de la Nordstad
0439	Gusty Graas	Permis de pêche
0440	Marco Schank	Entretien des alentours des routes nationales dans les villages
0442	Joëlle Elvinger	Maintien dans l'emploi
0443	Léon Gloden	TVA sur la collecte et le transport de déchets
0448	Gilles Roth	Dépénalisation du cannabis
0449	Nancy Arendt	Pays touchés par le virus Ebola
0450	Taina Bofferding	Chaires de recherche de l'Université du Luxembourg

0451	Taina Bofferding	Bourses pour projets de recherche postdoctoraux
0452	André Bauler	Zone d'activités économiques dans le domaine de l'audiovisuel et des télécommunications à Marnach
0453	Gilles Roth, Diane Adehm	Taxe sur la valeur ajoutée pour les logements locatifs
0454	Laurent Mosar	Dégradation de la situation humanitaire en Irak
0455	Marc Spautz	Factures impayées
0457	Marc Lies	Régime d'imposition des plans d'option sur acquisition d'actions
0459	Gusty Graas	Transport de substances nucléaires à travers le Luxembourg
0460	Félix Eischen	Exode de la population civile irakienne devant la menace de l'«État islamique»
0461	Roberto Traversini	Accès au congé parental
0462	Max Hahn	Transposition de la directive 2012/13/UE relative au droit d'information dans le cadre des procédures pénales
0465	Octavie Modert	Construction des Archives nationales
0468	Diane Adehm	Système LuxTrust
0470	Laurent Modar	Règles de l'OCDE en matière de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices des multinationales (BEPS)
0484	Gusty Graas	Conducteurs circulant à contresens
0485	Marc Spautz	Compagnie aérienne Cargolux
0486	Laurent Mosar	Propos récents du Ministre de l'Économie
0492	Georges Engel	Centrale TGV Twinterg à Esch-sur-Alzette

Question 0374 (26.6.2014) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant les limitations de la circulation des poids lourds les dimanches et jours fériés:

D'après le règlement grand-ducal du 19 juillet 1997 relatif aux limitations de la circulation des poids lourds les dimanches et jours fériés, il est interdit aux conducteurs des véhicules automoteurs dont la masse maximale autorisée, avec ou sans remorque, dépasse 7.500 kg et qui sont destinés au transport de marchandises en provenance de la Belgique ou de l'Allemagne et en direction de la France de circuler sur les voies publiques du Grand-Duché de Luxembourg les samedis et veilles de certains jours fériés à partir de 21.30 heures jusqu'à 21.45 heures les dimanches et jours fériés.

La même interdiction est d'application pour ces véhicules en provenance de la Belgique ou de la France en direction de l'Allemagne les samedis et veilles de certains jours fériés de 23.30 heures jusqu'à 21.45 heures les dimanches et jours fériés.

Or, il me revient que cette réglementation pose certains problèmes, notamment lorsqu'un jour est férié uniquement soit en France, soit en Allemagne. La Police grand-ducale, en charge de veiller au respect du règlement susmentionné, est alors tenue de contrôler individuellement chaque poids lourd afin de vérifier sa destination et, le cas échéant, de faire retourner le poids lourd dans son pays de provenance. Outre le fait que ces contrôles nécessitent un dispositif policier important, ils posent un problème de trafic et de sécurité routière. En effet, faute d'un nombre suffisant d'emplacements de stationnement et de parking pour poids lourds sur le réseau autoroutier, ces mesures nécessitent régulièrement la fermeture d'une voie de circulation sur autoroute à proximité des points frontières, ce qui provoque des bouchons pour les autres usagers de la route.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer les problèmes cités ci-dessus? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement afin de remédier à ces problèmes au niveau national? Une solution au niveau européen (qui engloberait par exemple la fixation de jours fériés «harmonisés» quant à l'interdiction de circulation pour poids lourds) est-elle envisageable?

- Est-ce que le règlement grand-ducal du 19 juillet 1997 correspond toujours à la réalité? Une mise à jour du texte en question s'impose-t-elle?

- Est-ce que l'aménagement d'emplacements de stationnement pour poids lourds supplé-

mentaires est prévu aux points frontières respectivement aux aires de services?

- Est-ce que, pour des raisons d'organisation et d'effectifs, il ne serait pas opportun d'attribuer les compétences nécessaires à l'Administration des Douanes afin que cette dernière puisse également procéder aux contrôles susmentionnés? En effet, l'Administration des Douanes jouit de toutes les compétences dans le domaine du transport routier à l'exception de celles-ci.

Réponse commune (4.9.2014) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

Lorsqu'une interdiction de circulation est en vigueur dans un seul pays voisin, la Police grand-ducale se voit obligée de contrôler tous les poids lourds circulant sur le territoire du Grand-Duché. S'il est évident que cette mesure est contraignante tant pour la police que pour les usagers de l'autoroute, il importe toutefois de souligner que la Police grand-ducale et l'Administration des Ponts et Chaussées déploient des moyens importants pour assurer la sécurité et la fluidité de la circulation routière.

Jusqu'en 2006 la police procédait à des contrôles uniquement sur l'axe autoroutier en direction du pays où il était interdit de circuler, ce qui entraînait des bouchons importants à l'intérieur de notre pays gênant les axes de transit qui n'étaient pas directement concernés par l'interdiction et perturbant le trafic aux heures auxquelles les travailleurs frontaliers allemands ou français rentraient chez eux. Par ailleurs, les conducteurs de poids lourds en infraction avaient pris l'habitude d'immobiliser leurs véhicules en amont du point de contrôle pour éviter une verbalisation, de sorte que les aires de repos se sont trouvées surchargées et les accès et sorties d'autoroute bloqués.

Les contrôles sont aujourd'hui réalisés à l'entrée de notre territoire.

Il reste à préciser qu'actuellement un projet est en cours de réalisation pour agrandir la surface de stationnement des poids lourds sur l'aire de Berchem en direction de la France.

Une harmonisation de l'interdiction de circulation des poids lourds, y compris la fixation des jours fériés, n'est actuellement pas envisagée au niveau européen et semble d'ailleurs difficilement réalisable alors que, bien que certaines dates se recoupent, celles-ci restent très variées tant en quantité qu'en répartition sur le calendrier.

D'autre part, une modification du règlement grand-ducal du 19 juillet 1997 relatif aux limitations de la circulation des poids lourds les dimanches et jours fériés n'est pas envisagée à l'heure actuelle.

Il y a lieu de souligner que la réglementation visée concerne non pas le contrôle de trans-

ports routiers mais la réglementation de la circulation, laquelle relève de la compétence exclusive de la Police grand-ducale. Ajouter ces attributions, qui ne constituent pas un simple complément, aux attributions existantes de l'Administration des Douanes et Accises engendrerait la mise à disposition et la formation d'effectifs douaniers non disponibles à l'heure actuelle.

Question 0399 (14.7.2014) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les accusations envers l'ITM:

An enger Sëtzung vun der American Chamber of Commerce in Luxembourg, AMCHAM, hätt e Vertrieder vun der Inspection du travail et des mines, ITM, viru Manager Rotschléi ginn, wéi ee kéint Personaldelegatioun schwächen, z. B. wéi een hinnen Informatioun virenhält oder wéi een Delegéierte kéint entloossen, ob-schonnns dës e besonnesche Schutz genéissen.

Dowéinst wéilt ech dem Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1. Stëmme déi Virwërf géint e Member vun der ITM?
2. A wéi enger Qualitéit huet e Member vun der ITM un enger Sëtzung vun der AMCHAM deelgeholl?
3. Wann d'Virwërf begrënt sinn, wéi eng Konsequenze sinn doraus gezu ginn?

Réponse (11.9.2014) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

Déi Informatioun, op déi den honorabelen Deputéierte sech berëfft, ass mir och zougedroe ginn. Ech hunn doropshin den Direkter vun der ITM chargéiert, eng Enquête administrative ze ënnerhuelen. Déi Enquête ass vun engem Jurist vun der ITM duerchgefouert ginn. Eng Rei Zeie si gehéiert ginn, deenen hir Aussoen net komplett iwwereneestëmme. Och de concer-néierte Beamten ass gehéiert ginn. Hie contestéiert iwwregens, esou Aussoe gemaach ze hunn, mä sech op d'Presentatioun vum Gesetz beschränkt ze hunn. Et steet fest, dass de Beamte keng Autorisatioun gefrot hat, fir un enger Sëtzung vun der AMCHAM deelzehuelen, a senger Direktioun och den Inhalt vu senger Presentatioun net virgeluecht hat.

Fest steet och, datt gewëssen Aussoen zumindest orientéiert waren an net d'Objektivitéit an d'Impartialitéit vun der ITM respektéiert hunn. Si goufen op eng Manéier gemaach, déi vläicht wollt witzeg an humoristesch sinn, mä hunn haaptsächlech eng zweedeiteg Interpretatioun zougelooss. Dat ass fir e Beamten, deen enger Obligation de réserve ënnerläit, net akzeptabel. Hie soll Gesetzestexter an d'Praxis dovun objektiv presentéieren an dat net mat senger per-

séinleche Vuen oder États d'âme vermëschen. Dat trëfft och besonnesch fir esou e wichtegt a komplex Thema wéi de Sozialdialog an den Entreprises zou. Vu datt et sech hei zumindest ëm eng seriö Négligence gehandelt huet, huet de betreffende Beamten e Rappel à l'ordre vu sengem Direkter kritt.

Am Rahme vun der Reorganisatioun vun der ITM an en vue vun engem neie Gesetz iwwert den Dialogue social wäert de Service, dee sech mat de Wahlen an dem Dialogue social (Rechter vun den Delegéierten an den Delegatiounen) beschäftigt, nei opgestallt ginn an ënnert d'Responsabilitéit vun engem Jurist bei der ITM gestallt ginn.

Question 0411 (18.7.2014) de M. André Bauler (DP) concernant la décentralisation administrative:

Depuis les années 1990, la décentralisation administrative et scolaire, appelée encore «déconcentration concentrée», a figuré à l'ordre du jour des Gouvernements successifs. En effet, assurer des services publics proches des citoyens dans les différents centres d'attraction et de développement du pays est une condition indispensable pour garantir une évolution sociale et économique équilibrée dans toutes les régions du Grand-Duché. L'implantation de la Direction générale de l'Administration de la nature et des forêts à Diekirch et l'ouverture d'un lycée à Clervaux d'ici l'an 2018 en constituent sans doute de bels exemples.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont d'autres projets que l'actuel Gouvernement se propose de mettre en œuvre afin de promouvoir la décentralisation administrative?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer les services publics que le Gouvernement veut maintenir, voire développer, le cas échéant, dans les régions rurales et, plus particulièrement, dans la partie septentrionale du pays?

Réponse (16.9.2014) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'honorable Député souhaite avoir des informations concernant la décentralisation administrative.

La décentralisation administrative fait partie de la politique d'aménagement du territoire et est incluse en tant qu'objectif politique V «promou-

voir le polycentrisme et la déconcentration concentrée» dans le programme directeur d'aménagement du territoire.

Le Gouvernement actuel entend poursuivre, comme les Gouvernements précédents, cet objectif politique majeur de l'aménagement du territoire en focalisant ses efforts de décentralisation sur les centres de développement et d'attraction d'ordre moyen que sont, d'un côté, Esch-sur-Alzette avec Belval et, de l'autre, la Nordstad.

Il est un fait que la Nordstad, en tant que pôle urbain majeur de toute la partie septentrionale du pays, accuse un certain retard, toutes proportions gardées, sur Esch-sur-Alzette avec Belval, dont le Gouvernement est pleinement conscient. Toutefois, le rattrapage de ce retard sur le plan de la décentralisation administrative ne pourra se faire qu'en concordance avec un développement global de la Nordstad qui, quant à lui, suppose une démarche de développement cohérente, pleinement portée par l'ensemble des communes concernées, dans le cadre, notamment, de la convention Nordstad.

Question 0431 (30.7.2014) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la décision d'arrêt des activités sidérurgiques sur le site de Schifflange:

En réponse à ma question parlementaire du 7 février 2014, Monsieur le Ministre de l'Économie a confirmé l'arrêt du site de production d'ArcelorMittal à Schifflange, sans pour autant annoncer de date quant à sa fermeture.

Il semble pourtant que l'autorisation d'exploitation dont dispose ArcelorMittal sur le site de Schifflange expirera - en l'absence d'activités d'ArcelorMittal in situ - fin 2014.

Prenant note de ces informations avec regret, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Économie et du Développement durable et des Infrastructures:

- À quel stade se trouvent les discussions actuellement menées par le Gouvernement avec ArcelorMittal sur l'avenir du site? La société ArcelorMittal entend-elle revaloriser le site autrement?

- Existe-t-il d'autres entreprises intéressées à s'y implanter?

- Qu'en est-il de l'assainissement des terrains y exploités par ArcelorMittal?

- La société ArcelorMittal a-t-elle déjà procédé à la restitution des certificats d'émission non utilisés du site de Schifflange? À défaut, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour se les voir restituer?

Réponse commune (5.9.2014) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Il appartient au conseil d'administration d'ArcelorMittal Rodange & Schifflange SA de prendre une décision formelle quant à la fermeture officielle du site de production à Schifflange. Il est cependant un fait que depuis fin 2011 le four électrique et la coulée continue sont à l'arrêt, faute de perspectives de marché satisfaisantes.

Le Gouvernement a eu un premier échange au niveau hauts fonctionnaires avec notamment le président d'ArcelorMittal Luxembourg SA, Monsieur Michel Wurth, sur l'avenir du site.

À l'heure actuelle, ArcelorMittal conduit des études poussées quant au besoin d'assainissement du site et quant à de futures possibilités de revalorisation.

En dû temps, une procédure de cessation d'activités devra être entamée en accord avec la législation en vigueur relative aux établissements classés. Les mesures d'assainissement seront définies par le Ministre de l'Environnement après déclaration ou constatation de la cessation d'activité définitive sur base d'investigations concernant la nature et l'envergure des contaminations. Le denier exploitant est en charge des coûts d'investigation et d'assainissement.

Le Gouvernement n'a pas connaissance d'entreprises désireuses de s'implanter sur le site en question. De toute façon, il serait prématuré de faire des ouvertures dans ce sens alors qu'aucune décision n'est encore prise par qui de droit quant à la future affectation du site de Schifflange.

En juin 2013, un arrêté ministériel demandant la restitution des quotas perçus au titre de l'an-

née 2012 pour le site de Schifflange a été envoyé à ArcelorMittal.

Un recours a ensuite été introduit par ArcelorMittal en juillet 2013 et la procédure est actuellement en cours au tribunal administratif.

Question 0433 (31.7.2014) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les répercussions sur l'économie luxembourgeoise des sanctions économiques de l'Union européenne vis-à-vis de la Russie:

Troisième investisseur mondial en Russie, le Luxembourg a développé au fil des dernières années des relations étroites avec celle-ci. La collaboration avec la Russie dans différents domaines, tels le secteur financier, l'industrie et l'énergie, avait été renforcée. Il paraît que ce sont justement ces domaines qui sont visés par les sanctions européennes.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres d'État, de l'Économie, des Finances et des Affaires étrangères:

- Quel est l'impact des sanctions économiques décidées par l'Union européenne sur l'économie luxembourgeoise en général, sur le secteur financier et l'approvisionnement énergétique en particulier?

- Quid des conséquences sur les filiales/succursales d'établissements financiers russes établis au Luxembourg? Par ailleurs, existe-t-il des stratégies de sortie pour les véhicules d'investissement principalement actifs en Russie? Qu'en est-il des véhicules d'investissement dont les fonds à investir proviennent de sources principalement russes?

- Les Ministres ne craignent-ils pas d'éventuelles représailles russes?

Réponse commune (4.9.2014) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, et de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Le 22 juillet 2014, le Conseil de l'Union européenne a retenu que si la Russie ne répondait pas aux demandes formulées dans les conclusions du Conseil européen du 27 juin 2014 et dans ses propres conclusions du 22 juillet, il serait résolu à introduire sans délai un ensemble de nouvelles mesures restrictives substantielles. Le 31 juillet, le Conseil a jugé approprié d'appliquer des mesures restrictives supplémentaires dans le but d'accroître le coût pour la Russie de ses actions visant à compromettre l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine tout en continuant de promouvoir un règlement pacifique de la crise.

Ces mesures sont régulièrement réexaminées et peuvent être suspendues ou retirées, ou complétées par d'autres mesures restrictives, à la lumière de l'évolution de la situation sur le terrain. Ce principe vient d'être rappelé lors de la réunion extraordinaire du Conseil européen du 30 août 2014 au cours de laquelle la Commission européenne a été chargée de préparer rapidement des propositions allant dans le sens d'une possible accentuation des sanctions à l'endroit de la Russie.

En ce qui concerne l'impact des mesures déjà prises sur l'économie luxembourgeoise en général, des données statistiques ne sont pas disponibles à ce stade. Il convient cependant de noter que les mesures touchant au secteur financier, dont l'interdiction d'achat, de vente, de courtage, d'aide à l'émission, directe ou indirecte, ou toute autre transaction portant sur des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire, ne concernent que des actions, obligations et instruments financiers similaires dont l'échéance est supérieure à 90 jours et qui ont été émis après le 1^{er} août 2014 par des personnes morales, entités ou organismes détenus ou contrôlés par l'État russe à plus de 50% à cette date. Les actions, obligations et instruments financiers similaires émis avant cette date ne sont donc pas concernés.

Le Gouvernement n'a pas connaissance, à l'heure actuelle, de nouvelles émissions d'actions ou d'obligations par les personnes, entités et organismes visés et considère que la récession déjà existante, amplifiée par la crise ukrainienne, a - même en dehors des sanctions - déjà sérieusement impacté la capacité de la Russie à lever des capitaux et à attirer des investissements directs étrangers.

En ce qui concerne l'impact des mesures restrictives de l'Union européenne sur l'approvisionnement énergétique, les analyses récentes du Ministère de l'Économie, effectuées en concertation avec les fournisseurs importants de gaz naturel au Luxembourg, ont montré qu'une in-

terruption hypothétique de fournitures provenant de Russie devrait pouvoir être compensée par le recours aux flexibilités des fournisseurs en amont, notamment au niveau des sources d'approvisionnement et du stockage.

Pour ce qui est des conséquences éventuelles des mesures restrictives de l'Union européenne sur les filiales/succursales d'établissements financiers russes établies au Luxembourg, il y a lieu de noter que, mis à part les restrictions décrites ci-dessus, celles-ci peuvent continuer leurs affaires au Luxembourg.

Étant donné que les mesures restrictives en question ne visent que des actions, obligations et instruments financiers émis par les personnes visées après le 1^{er} août 2014, des stratégies de sortie pour les véhicules d'investissement principalement actifs en Russie ne sont pas exigées.

Les véhicules d'investissement dont les fonds proviennent de sources principalement russes sont concernés dans la mesure où ils auraient investi dans des titres émis après le 1^{er} août 2014 par des personnes morales, entités ou organismes détenus ou contrôlés par l'État russe à plus de 50% à cette date.

La Russie a réagi à ces mesures en décidant, en date du 7 août dernier, une série de mesures visant l'interdiction d'importations de produits agroalimentaires en provenance de l'Union européenne. Pour ce qui est de l'impact de ces mesures sur le secteur agroalimentaire du Grand-Duché de Luxembourg, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs fournira les informations y relatives dans le cadre de sa réponse à la question parlementaire n°0467 posée par Monsieur le Député Laurent Mosar.

Monsieur le Député demande dans ce contexte si le Gouvernement craint les représailles russes. Le Gouvernement estime que la question ne se pose pas dans ces termes, alors qu'il s'agit en l'occurrence en tout premier lieu d'éviter la perte de vies humaines et les souffrances infligées à la population des territoires concernés par la crise et de faire respecter le droit international.

Question 0435 (1.8.2014) de Mme Joëlle Elvinger (DP) concernant le Plan d'action PME:

En avril 2013, l'ancienne Ministre des Classes moyennes et du Tourisme a annoncé le 4^e Plan d'action PME alors que la dernière édition de ce plan avait été présentée en mai 2008 par son prédécesseur.

Lors d'une réunion de la Commission de l'Économie du 9 janvier 2014, le Ministre de l'Économie a annoncé lors de la présentation du programme gouvernemental que le Plan d'action PME élaboré par l'ancienne Ministre des Classes moyennes et du Tourisme serait examiné en détail dans les quatre semaines à venir.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Est-ce que le Plan d'action PME a entre-temps été analysé? Si tel est le cas, quelles sont les conclusions qui en ont été tirées?

2. Est-ce que d'éventuels changements ont été opérés sur le projet initial du 4^e Plan d'action qui date du 1^{er} semestre 2013, notamment pour tenir compte de l'environnement économique actuel? Le 4^e Plan d'action prévoit-il des mesures spécifiques dans le secteur de l'ICT destinées à améliorer l'efficacité des PME?

3. Endéans quel délai le Gouvernement entend-t-il finaliser et présenter le nouveau Plan d'action PME?

Réponse (4.9.2014) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

Ad 1. Sur base de propositions des organisations patronales (chambres et fédérations) et de plusieurs entrepreneurs, le Ministère de l'Économie a compilé un document de travail pour la mise en œuvre du 4^e Plan d'action en faveur des PME qui reprend intégralement les propositions des représentants des PME luxembourgeoises. L'analyse de ce document se fera à la rentrée par des groupes de travail thématiques mis en place dans le cadre du Haut Comité pour le soutien des PME et de l'entrepreneuriat.

Ad 2. Les propositions sont de nature très variée: sensibilisation du grand public et plan de communication, simplification administrative, accompagnement des entreprises dans divers domaines, stratégies de développement sectoriel ou encore modifications législatives. Bien que l'objet de la démarche ne soit pas d'élaborer des mesures pour remédier à la situation conjoncturelle actuelle, les propositions tiennent compte de l'environnement économique de notre pays ainsi que de son potentiel

de développement. Lors de l'examen de ces propositions, il faudra évidemment tenir compte de la situation économique actuelle, ainsi que de la situation des finances de l'État. En ce qui concerne des mesures spécifiques dans le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), le document de travail contient des propositions qui vont dans le sens d'un renforcement de l'utilisation des TIC par les PME dans l'ensemble des secteurs, tel qu'un déploiement accéléré de services gouvernementaux interactifs et le maintien des investissements dans les infrastructures de communication modernes. Vu l'importance de la sécurité informatique pour promouvoir l'utilisation des TIC, le Gouvernement continuera à renforcer ses services de gestion d'incidents et de veille des menaces et vulnérabilités, ce qui bénéficiera à l'ensemble des acteurs économiques. Ces mesures seront accompagnées d'une sensibilisation des PME en la matière. La mise en place d'instruments de financement alternatifs pourrait également bénéficier aux «start-ups» technologiques.

Ad 3. Sur base du travail d'analyse à mener par les groupes de travail thématiques dans le cadre du Haut Comité pour le soutien des PME et de l'entrepreneuriat, le Gouvernement prévoit de finaliser le Plan d'action début 2015.

Question 0436 (1.8.2014) de Mme Martine Hansen, MM. Marco Schank, Aly Kaes et Emile Eicher (CSV) concernant l'infrastructure scolaire de la Nordstad:

Kürzlich hat die Regierung angekündigt, dass die neue Ackerbauschule, wie bereits im Gesetz von 2012 festgehalten, in Gilsdorf gebaut werde.

Zudem soll das neue „Nordstad“-Lyzeum in Erpeldingen beheimatet werden.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an die betroffenen Minister stellen:

1. Welcher konkrete Standort ist für das Internat der Ackerbauschule, für die Ackerbauverwaltung (ASTA) sowie für die Landwirtschaftskammer vorgesehen? Wann kann mit den Bauarbeiten begonnen werden und wann ist davon auszugehen, dass die Infrastrukturen für ASTA, Internat und Landwirtschaftskammer bezugsfertig sein werden?

2. Ist der Staat bereits im Besitz der Grundstücke in Erpeldingen, die für den Bau des „Nordstad“-Lyzeums vorgesehen sind? Welche Prozeduren sind noch zu durchlaufen? Wie viel Fläche wird benötigt? Wann wird mit dem Beginn der Bauarbeiten gerechnet?

3. Zu der gesamten Planung der Lyzeen in der Nordstad gehört ebenfalls das sogenannte „Militärycée“. Wo soll dieses implantiert werden?

Réponse commune (11.9.2014) de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Nachdem im Juli 2014 der definitive Standort für die Ackerbauschule von der Regierung festgelegt wurde, hat die Bautenverwaltung nun den Auftrag, verschiedene Standorte sowohl für das Internat als auch für die Gebäude der Ackerbauverwaltung (ASTA) und der Landwirtschaftskammer in der Stadt Diekirch sowie in deren unmittelbaren Umgebung zu prüfen.

Die diesbezüglichen Grundstücksflächen und somit Standorte sind abhängig von den jeweiligen Bauprogrammen sowie den individuellen Bedürfnissen der zukünftigen Nutzer.

Vorrangig werden Grundstücke analysiert, die bereits im Besitz des Staates sind, um somit die Kosten zu reduzieren und Ankaufsprozeduren zu vermeiden. Erst anschließend kann ein konkreter Zeitplan aufgestellt werden.

2. Der Staat ist zurzeit noch nicht im Besitz der einzelnen Grundstücke in Erpeldange; die Verhandlungen mit den jeweiligen Eigentümern wurden jedoch bereits aufgenommen.

Zusätzlich zu den an die Ankäufe gebundenen Prozeduren müssen die Grundstücke seitens der Gemeinde in eine Zone für öffentliche Gebäude umklassiert werden.

Für den Bau des „Nordstad“-Lyzeums wird eine Fläche von etwa fünf Hektar benötigt.

In Anbetracht der oben genannten Informationen und unter Berücksichtigung der Dauer für die Projektplanung, die Genehmigung, den Gesetzesentwurf sowie die Ausschreibungen kann voraussichtlich Ende 2018 mit den Arbei-



ten des „Nordstad“-Lyzeums begonnen werden.

3. Aufgrund der kürzlich gefallenen Entscheidung, die Ackerbauschule in Gilsdorf zu bauen, können nach deren Auszug die Räumlichkeiten in Ettelbrück umgebaut und gegebenenfalls sowohl dem technischen Lyzeum Ettelbrück als auch dem „Militärlycée“ zur Verfügung gestellt werden, wobei zurzeit noch keine definitive Entscheidung seitens der Regierung bezüglich letzterer Infrastruktur getroffen wurde.

Question 0439 (4.8.2014) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant le **permis de pêche**:

Selon la législation en vigueur, les permis de pêche pour les eaux frontalières et les eaux intérieures sont délivrés par les commissaires de district ou les bourgmestres délégués de leur district. Suite à l'annonce de Monsieur le Ministre de l'Intérieur de vouloir abolir les fonctions de commissaires de district, il est nécessaire de prévoir les futures modalités de délivrance des permis de pêche. En outre, il serait opportun de profiter de l'occasion pour moderniser et simplifier la procédure d'obtention d'un permis de pêche.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Est-ce que Madame la Ministre peut à ce stade m'informer sur la procédure future à mettre en place pour les délivrances des permis de pêche?

- Vu que dans certains pays (entre autres la France) il est possible d'introduire une demande pour l'obtention d'un permis de pêche via Internet, ne serait-il pas opportun, dans un but de simplification administrative et de meilleur service au citoyen, de prévoir également au Luxembourg un tel système de commande et délivrance en ligne?

- Quelle est l'opinion de Madame la Ministre par rapport à l'idée de créer, à l'instar de la chasse et dans le but de renforcer l'attractivité de la pêche au Luxembourg, sur le portail Internet de l'environnement une rubrique spéciale dédiée à l'exercice de la pêche dans notre pays contenant toutes les informations utiles y relatives et d'introduire également les actuelles respectivement les futures modalités d'obtention d'un permis de pêche au guichet virtuel de ce même portail?

Réponse (8.9.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

La question parlementaire de l'honorable Député Gusty Graas a pour objet les permis de pêche.

L'honorable Député relève la question des futures modalités de délivrance des permis de pêche suite à l'abolition des districts telle que prévu par le projet de loi 6711. Jusqu'à l'adoption du projet de loi précité les permis de pêche sont délivrés respectivement par les commissariats de district respectivement via les guichets de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Suite à l'adoption du projet de loi précité, le service «Pêche» de la division Hydrologie de l'Administration de la Gestion de l'Eau sera responsable de la délivrance des permis de pêche. En ce qui concerne les démarches à engager par les intéressés de la pêche de loisir, une procédure est en cours d'élaboration au sein de l'Administration de la Gestion de l'Eau qui reprendra le volet administratif de la procédure suite à l'abolition des districts. Le volet financier de la délivrance des permis de pêche, en l'occurrence l'acquittement de la taxe de délivrance, continuera d'être effectuée auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, étant donné que la loi du 28 mai 2004 portant création d'une Administration de la Gestion de l'Eau ne prévoit pas les compétences d'encaisser une telle taxe à ladite administration.

Une procédure de délivrance via Internet nécessiterait une authentification par signature électronique et ne serait disponible uniquement aux citoyens disposant d'un certificat LuxTrust. Considérant que la procédure d'obtention d'un permis de pêche selon les modalités actuelles est assez facile, le développement d'une nouvelle procédure via guichet.lu qui ne s'adresserait qu'aux détenteurs d'un produit LuxTrust (nouvelle carte d'identité, Smartcard, «signing stick» ou «signing token») semble actuellement peu avantageux. S'y ajoute qu'une telle procédure n'est accessible aux seuls touristes disposant d'un certificat LuxTrust. Il est néanmoins tout à fait envisageable de mettre en place une telle procédure électronique suite aux adaptations techniques et législatives précitées.

La suggestion de l'honorable Député de prévoir une rubrique dédiée à la pêche sur le por-

tail Internet du Département de l'environnement est très positivement reçue. Il est effectivement envisagé de créer un tel espace informatif sur la pêche de loisir au Luxembourg, reprenant entre autres les modalités d'obtention d'un permis de pêche. Ceci se fera dans le cadre de la mise à jour du portail «emwelt.lu» qui est actuellement en cours d'élaboration.

Question 0440 (4.8.2014) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant l'**entretien des alentours des routes nationales dans les villages**:

L'entretien des abords des routes nationales (entretien des plantations, fauchage des accotements, etc.) dans les villages, c'est-à-dire entre les panneaux d'entrée et de sortie des localités, incombe à l'État respectivement aux services de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Or, il me revient que cet entretien des abords des routes nationales ne serait plus du tout assuré de la part de l'État.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative pour quelles raisons l'État envisage de ne plus exécuter ces travaux?

- Quelles sont les routes concernées par ce changement?

- Cette décision fait-elle partie des mesures de consolidation budgétaire?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de déléguer ces travaux d'entretien à des entreprises privées respectivement et contre indemnisation aux communes?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de conclure des contrats d'entretien avec les communes?

Réponse (8.9.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Depuis de longues années déjà la plupart des communes s'occupent elles-mêmes de l'entretien des abords de routes nationales et chemins repris dans les villages entre les panneaux de localisation indiquant le début et la fin d'une agglomération.

En effet, en raison d'une urbanisation continue avec une densification constante des divers aménagements et constructions (trottoirs, édifices, places publiques, passage pour piétons, arrêts-bus, mobilier urbain, bacs à fleurs etc.) dans les agglomérations, il ne reste guère d'accotements traditionnels à couverture végétale nécessitant un entretien (notamment travaux de fauchage) de la part de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Si par contre les communes essayent d'embellir les villages à leur convenance moyennant mise en place de plates-bandes de fleurs, de plantes décoratives, de haies façonnées, voire de parcs entiers, il est évident que l'entretien (surtout manuel) de ces plantations ornementales soit assuré par les communes moyennant leurs propres services spécialisés ou des firmes de jardinage mandatées.

En ce qui concerne les travaux d'entretien effectués par l'Administration des Ponts et Chaussées aux abords des routes nationales et chemins repris, il n'y a eu ces dernières années pas de changements majeurs, ne serait-ce que la promotion du fauchage tardif aux endroits qui s'y prêtent bien.

Dans ce contexte, je renvoie également aux «Recommandations pour l'aménagement écologique et l'entretien extensif des espaces verts le long des routes et en milieu urbain», guide publié par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures en juin 2013.

Question 0442 (5.8.2014) de **Mme Joëlle Elvinger** (DP) concernant le **maintien dans l'emploi**:

Selon des interventions médiatiques récentes de la part de représentants de la Fédération des Installateurs d'équipements sanitaires et des syndicats concernés, une société du secteur en question, se voyant confrontée à des difficultés financières, et sa délégation du personnel n'aurait pas convenu d'un plan de maintien dans l'emploi au motif que les 50 salariés concernés perdraient 10% de leur dernier salaire si un repreneur faisait usage de l'aide au réemploi.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes

à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre face à des agissements de ce genre?

- Existe-t-il, selon Monsieur le Ministre, des mesures envisageables afin de promouvoir davantage le maintien dans l'emploi respectivement le réemploi?

Réponse (16.9.2014) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Selon les informations qui m'étaient parvenues dans le dossier qui est à la base de la question parlementaire, une autre société du secteur avait proposé, dans le cadre d'un plan de maintien dans l'emploi, de reprendre au minimum 50 salariés de la société confrontée à des difficultés financières et ce moyennant contrat de travail à durée indéterminée et sans période d'essai.

Par ailleurs, la société repreneuse avait précisé dans le projet de plan de maintien dans l'emploi de reconnaître l'intégralité de l'ancienneté des salariés acquise dans la société d'origine et de surplus il avait été proposé de payer à chaque salarié concerné, au moment du changement d'employeur, une indemnité forfaitaire variant, selon l'ancienneté de service, entre 2.500 et 3.500 €.

En même temps j'avais déclaré éligible le personnel de l'entreprise d'origine à l'aide au réemploi ce qui en tout état de cause aurait garanti aux salariés concernés que le Fonds pour l'Emploi leur aurait garanti 90% de leur ancien salaire pendant une durée de 48 mois.

Or, la délégation, ensemble avec les syndicats impliqués, ont refusé de signer le plan de maintien dans l'emploi, ce qui m'a pour le moins surpris, sinon indigné.

Il se dégage de cette situation qu'il ne s'agit pas d'envisager des mesures pour promouvoir davantage le maintien dans l'emploi, mais de sensibiliser toutes les parties concernées en vue d'une approche plus constructive et pragmatique de l'instrument en question, afin de le rendre plus efficace, et ce dans l'intérêt tant des salariés concernés que de l'économie luxembourgeoise.

Question 0443 (5.8.2014) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la **TVA sur la collecte et le transport de déchets**:

Le taux de la TVA applicable sur la collecte et le transport de déchets s'élève actuellement à 3%.

- Suite à l'annonce d'une hausse de la TVA à partir du 1^{er} janvier 2015 j'aimerais savoir si la collecte et le transport seront aussi concernés par cette mesure.

Réponse commune (5.9.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Lors de son discours sur l'état de la nation début avril, Monsieur le Premier Ministre a annoncé que rien ne sera changé dans l'application du taux super-réduit de TVA de 3%, à l'exception des boissons alcoolisées vendues dans le secteur Horesca qui vont passer du taux super-réduit au taux normal.

L'enlèvement des ordures ménagères et le traitement des déchets tel qu'énoncés au point 14° de l'annexe B de l'article 40 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ne sont donc pas touchés par la hausse annoncée de la TVA et resteront à 3%.

Question 0448 (7.8.2014) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **dépénalisation du cannabis**:

Alors que les jeunes des partis déi gréng et DP revendiquent la légalisation de la consommation de cannabis, voire sa mise en culture et commercialisation par l'État, j'aimerais connaître la position du Gouvernement à ce sujet:

- Est-ce que le Gouvernement entend dépénaliser la consommation de cannabis, voire d'autres stupéfiants?

- La culture du cannabis et sa mise en vente sous régie étatique constituent-elles des pistes envisagées par le Gouvernement?

Réponse commune (15.9.2014) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

L'accord de coalition encadre la démarche du Gouvernement en matière de prévention de la toxicomanie et de lutte contre le trafic de

drogues.

Il y est clairement constaté que «la lutte contre le trafic et la consommation de drogues n'a pas connu le succès escompté, alors que la consommation reste élevée». Partant, une «nouvelle stratégie de prévention de la consommation, d'information et de responsabilisation sera au centre de la politique gouvernementale».

La tâche du Gouvernement dans les mois à venir consistera à réaliser l'accord de coalition et donc de définir cette nouvelle stratégie. Il est aujourd'hui prématuré d'avancer des pistes. Mais, quelles que soient les pistes finalement retenues, le but en sera d'améliorer les résultats par rapport au passé et de prévenir plus efficacement la toxicomanie et de mieux lutter contre toutes les formes de trafic de drogues. La stratégie à définir va privilégier des mesures intégrées et équilibrées qui tiendront dûment compte de l'aspect santé publique de la consommation de drogues.

Les pistes évoquées par l'honorable Député ne sont pas inscrites à l'accord de coalition.

Si les buts sont clairs, les pistes, quant à elles, devront encore faire l'objet d'un travail de réflexion approfondi.

La réflexion et le débat seront entamés dans les prochains mois.

Question 0449 (7.8.2014) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant les **pays touchés par le virus Ebola**:

L'épidémie mortelle sévissant actuellement en Afrique de l'Ouest, à savoir en Guinée, au Libéria, en Sierra Leone et plus récemment au Nigéria, a déjà infecté plusieurs centaines de personnes dont la majorité sont décédées. Il s'agit d'un virus extrêmement virulent et pour lequel aucun vaccin n'est disponible à l'heure actuelle.

En date du 6 août 2014, le Ministère des Affaires étrangères et européennes a émis un avis de voyage concernant le virus Ebola, dans lequel il conseille aux voyageurs désirant se rendre dans la région concernée de suspendre leur projet de voyage dans la mesure du possible.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Monsieur le Ministre est-il en mesure de recenser le nombre de citoyens luxembourgeois se trouvant actuellement dans un des pays concernés par l'épidémie Ebola?

2. Monsieur le Ministre peut-il affirmer que des citoyens luxembourgeois sont actuellement engagés dans des ONG dans les pays concernés par ce virus?

3. Le cas échéant, quelles mesures Monsieur le Ministre envisage-t-il d'entreprendre afin d'assurer un maximum de protection aux citoyens luxembourgeois se trouvant dans la zone touchée par l'épidémie?

Réponse (4.9.2014) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

Ad 1. Il convient de noter que le Luxembourg n'a pas d'ambassade résidente ou coaccréditée dans les pays d'Afrique de l'Ouest actuellement concernés par l'épidémie du virus Ebola, à savoir la Guinée, la Sierra Leone, le Libéria et le Nigéria. Conformément à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relative à la coopération dans le domaine consulaire, les services consulaires pour les ressortissants luxembourgeois dans ces pays sont fournis par les ambassades de Belgique compétentes. Dans le cas présent, il s'agit de l'ambassade de Belgique à Abidjan, en Côte d'Ivoire, pour la Sierra Leone et le Libéria, l'ambassade de Belgique à Dakar, au Sénégal, pour la Guinée et l'ambassade de Belgique à Abuja pour le Nigéria. Il convient de noter que bien que le Luxembourg ait une ambassade à Dakar, celle-ci n'est pas accréditée en Guinée, raison pour laquelle le point de contact pour les ressortissants luxembourgeois présents en Guinée est l'ambassade de Belgique.

Selon les informations de nos services, huit (8) personnes de nationalité luxembourgeoise se trouvent actuellement dans les pays concernés en Afrique de l'Ouest, dont sept (7) personnes au Nigéria et une (1) personne au Libéria. Il convient de rappeler qu'aucune disposition législative n'oblige les ressortissants luxembourgeois à s'inscrire auprès d'une mission diplo-

matique luxembourgeoise ou belge, que ce soit pour un déplacement provisoire à l'étranger ou un déménagement définitif.

Ad 2. À la connaissance du Ministère, une infirmière luxembourgeoise est déployée par le centre opérationnel de Genève de Médecins sans Frontières à Freetown au Sierra Leone jusqu'à la fin du mois d'août. Une deuxième infirmière ressortissante luxembourgeoise vient d'être déployée par le centre opérationnel de Bruxelles de Médecins sans Frontières en Guinée-Conakry. Pour ce qui est des ONG luxembourgeoises agréées, actives dans le développement à long terme, le Ministère n'est pas au courant d'éventuels déploiements dans la région. Il faut souligner qu'aucune réglementation n'oblige les ONG partenaires à tenir informée la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire. En ce qui concerne les personnes ayant le statut de coopérant ou celles participant à des programmes de jeunes professionnels, le Ministère peut confirmer, qu'à sa connaissance, une ressortissante luxembourgeoise travaillant pour OCHA, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, se rendra prochainement au Libéria pour rejoindre l'équipe du coordinateur humanitaire résident des Nations Unies.

Ad 3. Outre les contacts qui existent entre le MAEE et les ambassades belges accréditées dans les pays concernés, les ambassades du Luxembourg dans la région, au Cap Vert, au Sénégal et au Burkina Faso, suivent de près les évolutions aussi bien dans leurs pays d'accréditation (Cap Vert, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger) que dans la sous-région ouest-africaine. Au niveau national, des échanges réguliers ont lieu entre nos services, le Haut commissariat à la protection nationale et la Division de l'inspection sanitaire de la Direction de la Santé qui est le point focal national pour la surveillance épidémiologique dans le cadre du Règlement sanitaire international et qui représente le Luxembourg au «Health Security Committee» de l'Union européenne.

Il n'existe à l'instant aucun précédent pour le rapatriement systématique de ressortissants européens infectés bien que des cas aient été rapatriés aux États-Unis et en Espagne. Pour le Luxembourg, il convient de noter que la Luxembourg Air Rescue ne dispose pas de capacités qui lui permettraient d'effectuer un éventuel rapatriement. Au niveau européen, certains opérateurs ont été identifiés qui seraient en mesure d'effectuer une telle mission, mais leurs capacités sont limitées. La Commission européenne continue de sonder des opérateurs privés d'ambulances aériennes. Des mesures de veille sont en place à l'Aéroport de Luxembourg, en étroite coordination avec la Division de l'inspection sanitaire, pour prendre en charge des cas confirmés ou suspects qui arriveraient à ou transiteraient par le Luxembourg.

Comme mesure préventive, un avis de voyage a été émis par le MAEE en date du 6 août 2014, signalant que tout déplacement non essentiel dans les pays affectés est déconseillé. Si la situation sur le terrain a évolué depuis, cet avis reste d'actualité. Il sera mis à jour le moment venu et en fonction de l'évolution de l'épidémie. Par rapport aux consignes sanitaires liées aux avis de voyage, le MAEE s'en tient aux consignes émises par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qui est l'instance de coordination mondiale dans la réponse à l'épidémie Ebola ainsi qu'à celles du «European Centre for Disease Prevention and Control» (ECDC) et du Ministère de la Santé.

Question 0450 (7.8.2014) de Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant les chaires de recherche de l'Université du Luxembourg:

Certaines chaires de recherche à l'Université du Luxembourg, dont une liste figure sur le site Internet de l'établissement (www.uni.lu/research/endowed_chairs), sont financées par des fournisseurs de capitaux externes, tels que des entreprises, et non pas, ou pas entièrement, par l'Université elle-même. En général, elles sont limitées à un contrat de cinq ans et permettent au donateur d'établir une collaboration avec des scientifiques spécialisés dans la recherche et le développement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce que la création de chaires s'inscrit dans une stratégie de développement, de recrutement ou autre de l'Université du Luxembourg?

Dans l'affirmative, quelle est précisément cette stratégie?

- Quels sont les critères (thématiques, scientifiques, moraux,...) qui doivent être remplis par un «fournisseur de capitaux externes» afin qu'une offre de chaire soit acceptée par l'Université?

- Est-ce que de nouvelles chaires de recherche sont «en attente»? Dans l'affirmative, lesquelles?

Réponse (29.8.2014) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

L'Université du Luxembourg (UL) a pu bénéficier du soutien d'organismes ou d'entreprises pour la création de chaires. Plus précisément, l'UL a bénéficié du soutien:

- d'entreprises: TDK, ATOZ, SES, ArcelorMittal, Deutsche Bank Luxembourg;

- de villes: Luxembourg et Esch-sur-Alzette;

- d'institutions: Unesco et Chaire Jean Monnet.

En outre, deux chaires sont soutenues via le programme PEARL du Fonds national de la recherche (FNR) et l'UL a pu bénéficier également du soutien de la Chambre de Commerce dans le cadre des activités liées à la LBA (Luxembourg Business Academy) au sein de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance.

La création de chaires obéit à une stratégie et à des critères multipolaires:

- diversification des sources de financement de l'UL et augmentation des sources de financement externe; c'est notamment le cas pour les chaires soutenues par les entreprises, les villes et le FNR dont les financements vont d'environ un à cinq millions d'euros sur une durée de cinq ans;

- adéquation des activités scientifiques conduites dans le cadre de ces chaires avec la stratégie globale et les objectifs de développement de l'UL tels qu'établis dans son plan quadriennal et dans le contrat d'établissement signé avec l'État, et des «best practices» en vigueur;

- rapprochement de l'UL et des préoccupations économiques et sociétales du Luxembourg dans l'objectif d'apporter des réponses appropriées à des problèmes contemporains.

Chaque proposition de chaire, lorsqu'elle est mûre et que ces contours, souvent complexes, sont stables, passe par les instances internes appropriées de l'UL: conseil facultaire, rectorat, conseil universitaire et conseil de gouvernance. À chacun de ces stades est notamment évalué si la proposition est compatible avec les critères ci-dessus et si elle est en ligne avec les aspects moraux et éthiques en vigueur au sein de l'UL.

Sur le volet des nouvelles chaires «en attente», un certain nombre de projets sont à l'étude. Cependant l'expérience montre que la phase «d'incubation» de tels projets est longue et que des projets prometteurs peuvent ne pas se réaliser pour tout un ensemble de raisons. La politique de l'UL est de ne communiquer que sur les projets arrivés à un degré de maturité permettant leur examen par le conseil universitaire et le conseil de gouvernance.

Sur le plan du financement, les chaires sont en général dotées par un financement externe pour une période de cinq ans, l'UL contribuant en nature sous diverses formes dès la création de la chaire: mise à disposition de locaux, achat de matériel, répartition de la propriété intellectuelle, ajout de ressources humaines complémentaires, etc.

En outre, les chaires font l'objet d'une évaluation. Sous réserve d'une évaluation positive, l'UL s'engage à reprendre sur son financement propre la chaire à l'issue des cinq ans. Ainsi, le volet financier correspondant à la reprise des chaires est intégré au plan quadriennal respectif développé par l'UL.

Question 0451 (7.8.2014) de Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant les bourses pour projets de recherche postdoctoraux:

Le Fonds national de la recherche (FNR) attribue sous certaines conditions des bourses pour des projets de recherche postdoctoraux au Luxembourg et à l'étranger pour une durée pouvant aller jusqu'à deux ans («aides à la formation-recherche»).

Or, il me revient que depuis peu une de ces conditions serait que le projet de recherche se fasse soit en collaboration avec un acteur économique, soit dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Dès lors, j'aimerais poser les questions sui-

vantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à la condition d'octroi susmentionnée?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que cette mesure risque de pénaliser voire d'exclure tous les projets dits de «recherche fondamentale» respectivement tous les projets dans le domaine des sciences humaines au détriment des seuls projets économiquement (plus) porteurs?

Réponse (29.8.2014) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

Je ne puis confirmer les informations selon lesquelles les aides à la formation-recherche du Fonds national de la recherche (FNR) attribuées à des projets au niveau postdoctoral seraient limitées exclusivement à des projets, soit en collaboration avec un acteur économique, soit faisant partie d'un partenariat public-privé.

Il est vrai qu'avec le contrat de performance 2014-2017, le FNR s'est donné une nouvelle stratégie plus cohérente au niveau du support aux jeunes chercheurs.

À partir de 2015, le FNR financera les postdoctorants prioritairement à travers ses programmes pluriannuels CORE, INTER, ATTRACT et PEARL. Ces programmes couvrent le spectre entier des thématiques prioritaires définies par le Gouvernement, allant de la recherche fondamentale à la recherche appliquée et accordant une large part aux domaines des sciences humaines et sociales.

Dans un souci de mieux cibler ses différents instruments de financement et de supprimer des redondances entre les différents programmes, il a été décidé de réserver les bourses individuelles «AFR postdoc» au soutien des projets à fléchage spécifique, dont notamment les partenariats public-privé (AFR-PPP) et les collaborations établies avec des institutions étrangères (NASA Ames Research Center, École française de Rome).

Il y a lieu de noter l'importance attribuée à la valorisation des résultats de la recherche et au soutien de la coopération entre la recherche publique et le secteur privé dans le contexte du programme gouvernemental. Ces objectifs stratégiques se reflètent dans la convention pluriannuelle 2014-2017 conclue entre le FNR et le Gouvernement. Ainsi, pour la période 2014 à '17, le FNR a prévu un peu plus de 20 MEUR en faveur des actions prioritaires en matière de valorisation et de partenariats avec le secteur privé (y compris les bourses AFR-PPP). Ces montants sont à mettre en relation avec le budget alloué aux programmes pluriannuels (plus de 180 millions d'euros) couvrant tout le spectre de la recherche fondamentale à la recherche appliquée.

Les opportunités de financement des postdoctorants dans le cadre des programmes pluriannuels du FNR restent donc nombreuses, y compris en sciences sociales et humaines. Comparé aux bourses individuelles, l'encadrement des postdoctorants dans ces programmes offre un cadre de formation et de développement de carrière plus structuré au sein d'un projet pluriannuel et d'une équipe de recherche plus large. De plus, le ciblage de ces programmes sur les domaines prioritaires au Luxembourg offrira à long terme aux postdoctorants financés par le FNR des perspectives de carrière plus intéressantes dans le pays.

Rappelons également qu'en raison de la convention pluriannuelle le FNR est obligé de prioriser et de cibler ses programmes de manière stratégique et que les institutions bénéficiaires de l'intervention du FNR disposent chacune de moyens de financement propres avec lesquels elles sont à même de financer des projets au niveau postdoctoral.

Question 0452 (8.8.2014) de M. André Bauler (DP) concernant la zone d'activités économiques dans le domaine de l'audiovisuel et des télécommunications à Marnach:

La création d'une zone d'activités économiques dans le domaine de l'audiovisuel et des télécommunications à Marnach dans le canton de Clervaux est une initiative très louable dans la mesure où elle offre des perspectives d'emploi prometteuses dans le secteur ICT tout en diversifiant le tissu industriel de la région nord.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'entreprises qui auraient d'ores et déjà manifesté leur intérêt à s'implanter sur le site en ques-

tion? Dans l'affirmative, pour quand projetaient-elles de s'y établir?

- La superficie prévue de 5 ha est-elle suffisante pour répondre aux besoins actuels et futurs dans ce domaine d'activités?

Réponse (4.9.2014) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

La question parlementaire n°0452 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie:

Le plan directeur sectoriel «zones d'activités économiques» (PSZAE) réserve une surface de 5 ha aux activités «audiovisuelles et de télécommunications» à Marnach. L'affectation future de ces terrains s'inscrit dans le contexte du développement du secteur de l'ICT comme un des axes prioritaires de la politique économique multi-spécialisation du Gouvernement.

Le secteur de l'ICT a connu une évolution très positive au cours de la dernière décennie se traduisant par l'attrait de nombreuses activités économiques vers le Luxembourg. Il va sans dire que le Gouvernement continuera à mettre un accent particulier sur le secteur de l'ICT en positionnant le Luxembourg notamment comme site de premier choix dans le domaine de la distribution et le stockage sécurisé de contenu électronique en Europe.

À côté d'un encadrement légal, réglementaire et financier favorable, le Gouvernement veillera à disposer de surfaces d'implantation suffisantes pour pouvoir héberger les sociétés désireuses de se développer à partir du Luxembourg. Dans ce contexte, la mise en vigueur du PSZAE facilite considérablement l'accès des activités issues du secteur des TIC aux zones d'activités économiques. Ceci vaut en particulier pour les sociétés qui ont besoin d'une infrastructure lourde, telles que les centres de stockage de données.

Le site de Marnach a été identifié comme particulièrement approprié pour accueillir les activités des technologies de l'information et des communications dans la mesure où le site remplit tous les critères techniques pour y héberger ce type de sociétés et ceci sans coût financier exorbitant. C'est pourquoi le site a été pris en considération lors de l'élaboration PSZAE.

Pour répondre de manière concrète aux deux questions soulevées par l'honorable Député André Bauler:

- Actuellement, le Ministère de l'Économie n'est pas confronté à une demande concrète de la part d'un investisseur potentiel, même s'il y a eu diverses manifestations d'intérêt pour le site en question.

- À première vue, une superficie de 5 ha peut sembler peu ambitieuse. Il faut toutefois mettre l'aménagement du site de Marnach en tant que zone audiovisuelle et de télécommunications dans un contexte national. En effet, à côté du site de Marnach, le Ministère de l'Économie a identifié plusieurs autres sites se prêtant parfaitement à une implantation de sociétés issues du secteur des TIC nécessitant des infrastructures lourdes.

Question 0453 (8.8.2014) de M. Gilles Roth et Mme Diane Aehm (CSV) concernant la taxe sur la valeur ajoutée pour les logements locatifs:

Dans le cadre de la hausse annoncée de la TVA de 3% à 17% pour les logements locatifs, la Secrétaire d'État à l'Économie vient d'annoncer dans un quotidien luxembourgeois: «Ebenso möchte ich den Haushalten sagen, dass wir Übergangslösungen ausarbeiten für jene Personen, die zurzeit investieren oder Renovierungsarbeiten an einer Zweitwohnung vornehmen.»

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelles sont ces solutions intérimaires qui seraient envisagées par le Gouvernement?

- Existe-il des études d'impact de cette hausse annoncée de TVA sur les logements locatifs sur l'économie en général, sur le marché de travail et sur la construction de logements?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement entend-il les publier dans un esprit de pleine transparence?

Réponse (9.9.2014) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Comme indiqué par Madame la Secrétaire d'État, le Gouvernement est en train d'examiner des mesures de transition pour certains cas de figure concernant les travaux en relation avec des logements destinés à la location. Or, les différents éléments étant encore sous analyse, il n'est actuellement pas possible de ré-



pondre de manière plus précise à la première question des honorables Députés.

En ce qui concerne les questions suivantes, aucune étude d'impact spécifique n'a été réalisée en la matière.

Les prix des logements au Luxembourg ne cessent de croître depuis de nombreuses années. Les Gouvernements successifs ont tenté de contrecarrer cette tendance par l'introduction de mesures successives et diverses ayant connu un impact budgétaire très important, dont l'application, dès 1991, du taux de TVA super-réduit. Force est de constater que ces mesures n'ont pas produit les résultats escomptés.

Le Gouvernement actuel a pris la décision de repenser l'ensemble des mesures de soutien au secteur du logement et de mettre en place une politique cohérente en la matière. Dans ce contexte, l'augmentation de l'offre de logements locatifs reste une priorité du Gouvernement. Or, l'application du taux de TVA super-réduit aux logements locatifs a été identifiée comme une mesure inefficace. Son maintien ne serait donc pas justifié.

Le Luxembourg continuera d'appliquer au logement des taux de TVA parmi les plus bas de l'Union européenne. Le Gouvernement continue de promouvoir l'accès à la propriété en maintenant le taux de TVA de 3% pour l'acquisition de la résidence principale. Par ailleurs, le marché immobilier restera intéressant pour les investisseurs, qui continueront de bénéficier notamment de l'amortissement accéléré en matière d'impôt sur le revenu.

Enfin, le Gouvernement travaille activement à la dynamisation de la création de logements sociaux et à prix abordables, y compris pour la location.

Question 0454 (8.8.2014) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la dégradation de la situation humanitaire en Irak:

Après la prise de Qaraqosh, la plus grande ville chrétienne d'Irak, et d'autres zones près de Mossoul (nord) par des combattants de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), les attaques généralisées ou systématiques dirigées contre des populations civiles de l'Irak du fait de leur appartenance ethnique ou de leurs convictions politiques ou religieuses poussent des milliers d'Irakiens à prendre la fuite.

Le Secrétaire général des Nations Unies a appelé la communauté internationale à soutenir le Gouvernement et le peuple d'Irak et à faire tout son possible pour aider à soulager les souffrances de la population touchée par le conflit actuel en Irak.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Quelles sont les mesures récemment décidées ou envisagées par les Nations Unies pour venir en aide aux populations déplacées?
2. Est-ce que des actions conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies sont-elles envisagées?
3. Le Ministre entend-il prendre des initiatives au niveau européen pour coordonner l'aide humanitaire destinée à être mise à profit des populations concernées? Comment les décisions prises au niveau européen sont-elles coordonnées?

Réponse (10.9.2014) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

Ad 1. En date du 13 août 2014, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Irak a déclaré une urgence de niveau trois, le niveau le plus élevé prévu par le système onusien, pour l'ensemble du pays. La réponse des Nations Unies s'inscrit dans le Plan de réponse stratégique pour 2014 qui englobe et coordonne l'ensemble des opérations des agences onusiennes, à savoir le HCR, le PAM, la FAO, l'OMS, l'Unicef et l'OIM, ainsi que celles des organisations de la société civile.

Ce plan de réponse a été élaboré début 2014 en réponse aux vagues de déplacements intervenues depuis la fin de 2013, mais a dû être révisé à maintes reprises, notamment suite aux exactions commises par l'EIL depuis le 9 juin 2014 ayant provoqué de nouveaux déplacements massifs de populations. L'appel des Nations Unies se chiffre actuellement à 312 millions de dollars et vise au total un million de déplacés internes. Les quatre priorités opérationnelles des agences onusiennes concernent notamment la distribution d'abris et d'articles de première nécessité, la protection contre la violence, l'accès aux soins de santé et à des produits alimentaires. Il faut noter toutefois qu'au vu des évolutions récentes dans la région

de Sinjar, l'appel de l'ONU devra à nouveau être révisé à la hausse au cours du mois de septembre.

La réponse luxembourgeoise au conflit irakien s'inscrit également dans le Plan de réponse stratégique des Nations Unies. Depuis juin 2014, le Luxembourg a contribué 150.000 euros aux opérations du «Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés» (HCR) en faveur des personnes déplacées suite aux exactions commises par EIL. Une deuxième contribution d'un montant de 150.000 euros a été allouée au «Programme Alimentaire Mondial» (PAM) qui distribue actuellement de la nourriture dans dix gouvernorats à travers l'Irak. Ainsi, le montant global de la réponse luxembourgeoise à la crise irakienne se chiffre à 300.000 euros.

Ad 2. En réaction aux développements dramatiques des dernières semaines, le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) a adopté, le 15 août 2014, à l'unanimité, la résolution 2170 (2014), qui met l'accent sur la menace persistante que représentent, pour la région et l'ensemble de la communauté internationale, les organisations terroristes de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), du Front el-Nosra, et les autres individus, groupes, entreprises et entités associés à Al-Qaïda, qui opèrent en Irak et en Syrie.

La résolution, adoptée en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, appelle tous les États au respect de leurs obligations en matière de lutte contre le terrorisme et le financement du terrorisme, et préconise la mise en place de mesures nécessaires et appropriées, y compris en vue de lutter contre le flux de combattants terroristes étrangers.

Le CSNU condamne fermement la violence exercée par ces organisations et par d'autres groupes terroristes, et les souffrances indescriptibles affligées à la population des territoires où ils sévissent. Le CSNU appelle à la cessation des actes de violence, au désarmement et à la dissolution immédiate de ces groupes terroristes. Il met en garde les auteurs des atteintes aux droits de l'Homme et des violations du droit international humanitaire qu'ils auront à répandre de leurs actes.

Le texte de la résolution 2170 (2014) peut être consulté dans son intégralité sous le lien suivant: http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2170%20%282014%29

Ad 3. Les efforts de coordination en matière d'aide humanitaire au niveau européen sont en cours depuis début juin. Une première réunion extraordinaire sur la crise irakienne s'est tenue au Centre européen de coordination de la réaction d'urgence (ERCC) à Bruxelles le 2 juin. Depuis, le tableau des contributions humanitaires européennes, circulé par la Commission, a été mis à jour régulièrement. Une nouvelle réunion de coordination a été convoquée par la suite par la Commission (ECHO/ECCR). La représentation permanente du Luxembourg à Bruxelles et la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire (par téléconférence) ont participé à ces réunions et y ont fait état des contributions luxembourgeoises.

Le groupe de travail du Conseil en charge de l'aide humanitaire (COHAF) a traité de la crise irakienne lors de ses deux dernières réunions (26 juin et 15 juillet). La crise irakienne figurera également à l'ordre du jour de la prochaine réunion du groupe COHAF en date du 25 septembre. L'objectif de ce groupe est d'échanger des informations sur les crises humanitaires et de coordonner les efforts des États membres.

En date du 12 août, le Président de la République d'Irak a adressé une lettre au Président de la Commission européenne José Manuel Barroso pour solliciter l'aide de l'UE et activer le mécanisme européen de la protection civile (UCPM). Plusieurs États membres ont fait des contributions en nature en réponse à cet appel.

Enfin en date du 19 septembre le Secrétaire d'État John Kerry organisera un débat à haut du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la situation en Irak auquel participera également le Ministre Jean Asselborn

Le Conseil des Ministres des Affaires étrangères du 15 août a également traité de la situation humanitaire en Irak. Dans les conclusions du Conseil, «les ministres ont rappelé les efforts considérables de solidarité actuellement accomplis par l'UE et ses États membres pour fournir une aide humanitaire et ils ont salué l'engagement de fonds européens supplémentaires, ainsi que la mobilisation du Centre européen de coordination de la réaction d'urgence et l'activation du mécanisme de protection civile de l'Union européenne à la demande du Gouvernement irakien, afin de fournir une aide en nature, notamment par la mise en place d'un pont aérien humanitaire vers le nord de l'Irak adapté aux besoins sur place».

La Direction de la Commission européenne en charge de l'aide humanitaire (ECHO) dispose

d'un bureau à Irbil au Kurdistan qui surveille la situation et qui est en relation avec les acteurs humanitaires sur le terrain. ECHO a publié dix rapports de situation sur les mouvements de déplacés internes en Irak depuis mars dernier qui ont été distribués aux États membres.

Des efforts de coordination ont également lieu à Genève. Le bureau pour la coordination de l'aide humanitaire des Nations Unies a invité les États membres de l'ONU à un briefing sur la situation en Irak le 24 juin, en présence de l'Ambassadeur irakien et de Madame Badcock, Coordinatrice résidente de l'ONU en Irak. Le 3 juillet se tenait une réunion au CICR sur la situation en Irak avec une évaluation très détaillée de la situation sur le terrain, présentée par Patrick Youssef, chef de délégation CICR en Irak. La Représentation permanente du Luxembourg à Genève a participé à ces réunions.

Question 0455 (8.8.2014) de M. Marc Spautz (CSV) concernant les factures impayées:

Il semble que la problématique des factures impayées devienne de plus en plus grave. En effet, beaucoup d'entreprises sont affectées par le fait que des clients omettent de payer leurs factures.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux ministres concernés:

- Existe-t-il des statistiques et des analyses sur les impayés ainsi que leur impact sur l'économie du pays?
- Dans l'affirmative, quelle est l'envergure du problème? Combien de faillites résultent de factures impayées?
- Dans la négative, le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'on devrait commencer à lever de telles statistiques afin de pouvoir combattre le problème de manière plus efficace?

Réponse (15.9.2014) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz concernant la problématique des factures impayées, je souhaite communiquer les informations fournies tant par mes services que par ceux du Ministère de la Justice:

Concernant la première question relative à l'existence de statistiques et d'analyses sur les impayés ainsi que leur impact sur l'économie du pays, mes services me confirment suivant les renseignements obtenus que ni le Statec ni le Ministère de la Justice ne sont actuellement en mesure d'établir de telles statistiques, faute de source d'information. Il est à noter qu'en dehors des situations de faillites ou de procédures analogues, il n'existe aucune obligation pour les entreprises de donner des informations quant au montant des impayés.

Les données actuellement disponibles ne concernent que le nombre de jugements de faillite prononcés par les tribunaux d'arrondissement siégeant en matière commerciale et ne renseignent pas sur les causes profondes de l'ébranlement du crédit des commerçants faillis. Ainsi, les statistiques disponibles et publiées par le Statec ne font que ventiler les faillites prononcées par branche d'activité sur base du code NACE. Par ailleurs, certains acteurs privés suivent également de près l'évolution des faillites au Luxembourg et en proposent leur propre analyse en rapprochant éventuellement ces chiffres de leurs propres enquêtes ou expériences. Actuellement, seuls les curateurs désignés par le tribunal lors de l'ouverture de la faillite seraient éventuellement en mesure de fournir des indications sur le montant des impayés à l'origine du déclenchement de la procédure de faillite en se fondant sur les déclarations de créances soumises dans le cadre de la procédure. À cet égard, il échet de rappeler que les rapports qu'ils transmettent actuellement au tribunal peu après leur désignation comme curateur d'une faillite ne contiennent qu'une information sommaire sur les causes qui, au final, ont conduit à la faillite.

En ce qui concerne la première partie de la seconde question relative à l'envergure du problème des factures impayées, tant la Commission européenne que les États membres ont reconnu l'urgence du problème. Pour y faire face, nous avons répondu ensemble avec nos partenaires européens aux préoccupations des professionnels en révisant et renforçant le régime de la directive 2000/35/CE dans la directive 2011/7/UE du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, directive transposée par une loi du 29 mars 2013. Cette loi contient une série de mécanismes incitant les commerçants à respecter le délai de paiement, no-

tamment en prévoyant un droit automatique aux intérêts de retard pour le créancier et une majoration du taux applicable aux intérêts de retard. Néanmoins, il est à mon sens encore trop tôt pour évaluer les effets de ces nouvelles règles. Dans ce contexte, je rappelle également que la Commission européenne devra préparer un premier rapport sur l'application de cette directive pour mars 2016. Pour ce qui concerne la seconde partie de la question concernant le nombre de faillites d'entreprises résultant de factures impayées par leurs créanciers, comme indiqué ci-dessus, les curateurs n'évoquent dans le cadre de leur rapport que sommairement les causes de la faillite de sorte qu'il n'existe pas de données utiles permettant de quantifier les faillites qui résultent du fait que le failli n'a pas été payé par ses débiteurs.

En réponse à la troisième question, il est rappelé que le projet de loi 6539 concernant la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite prévoit que le secrétariat du Comité de conjoncture aura désormais un rôle important à jouer dans la surveillance de la situation des entreprises en difficulté et pourra rassembler davantage de données à ce sujet. Le secrétariat établira ainsi un dossier qui, le cas échéant, pourra en cas de procédure judiciaire être mis à disposition du tribunal. En outre, il est prévu que le Ministère de l'Économie sera représenté au comité inter-administratif actuel qui sera institutionnalisé sous le nom de Comité d'Évaluation des Entreprises en Difficultés (CEVED) ce qui devrait permettre de suivre au plus près l'évolution des entreprises en difficulté. Par ailleurs une cellule permettant d'établir des statistiques judiciaires est en cours de mise en place au niveau de l'administration judiciaire. Dans le futur et dans le cadre des travaux d'informatisation en cours il sera évalué dans quelle mesure il est possible de recueillir et d'agréger des données plus nombreuses et variées relatives aux faillites.

Question 0457 (12.8.2014) de M. Marc Lies (CSV) concernant le régime d'imposition des plans d'option sur acquisition d'actions:

L'attribution d'options sur actions et d'autres formes de participation des salariés au capital de l'entreprise qui les emploie constitue un mode de rémunération fréquemment utilisé en faveur de cadres exerçant une activité internationale. Au Luxembourg, le régime fiscal des «stock options» ne fait pas l'objet d'une disposition légale particulière, mais les avantages en nature/espèces résultant des plans d'option sur acquisition de parts sont imposés selon les articles 104 et 108 L.I.R. En effet, le régime d'imposition des plans de «stock option» était régi au Luxembourg par la circulaire L.I.R. n°104/2 du 11 janvier 2002, remplacée avec effet au 1^{er} janvier 2013 par la circulaire L.I.R. n°104/2 du 20 décembre 2012. Cette dernière précise entre autres que la valeur d'une option librement cessible sur le marché est présumée s'établir à 17,5% de la valeur sous-jacente du titre de participation (action) au moment de l'octroi de l'option, alors qu'auparavant celle-ci était évaluée à 7,5%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-il prévu d'évaluer la mesure susmentionnée?
- Quel est le déchet fiscal (moins-values de recettes fiscales) pour l'année 2013?
- Combien de contribuables (employés/employeurs) profitent actuellement du régime fiscal des «stock options»?
- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le régime actuellement en vigueur a conduit à des dérives et le cas échéant Monsieur le Ministre envisage-t-il un réaménagement fiscal du régime des «stock options»?

Réponse (11.9.2014) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

L'honorable Député Marc Lies se réfère au régime d'imposition des plans d'option sur acquisition d'actions, et plus particulièrement à l'évaluation forfaitaire de l'avantage en nature pouvant en résulter.

Au Luxembourg, l'encadrement fiscal du mécanisme des «stock options» ne fait pas l'objet d'une disposition fiscale particulière et continue à se faire conformément aux dispositions existantes de droit commun des articles 104 et 108 L.I.R.



Selon la circulaire L.I.R. n°104/2 du 20 décembre 2012, la valeur d'une option librement cessible est présumée s'établir à 17,5% de la valeur sous-jacente du titre de participation au moment de l'octroi de l'option. Cette évaluation à 17,5% doit être conforme à des conditions raisonnables. La note de service du directeur des contributions L.I.R./N.S. n°104/3 du 21 mai 2013 précise que les conditions raisonnables sont remplies au cas où les trois critères suivants sont respectés:

1. La quote-part des options ne doit pas dépasser 50% de la rémunération brute annuelle totale (options étant comprises). Ce pourcentage doit s'apprécier sur une base individuelle pour chacun des participants du plan.

2. Le plan d'option ne peut s'appliquer qu'aux personnes définies à l'article L.211-27 (5) du Code du Travail.

3. Le plan d'option sur acquisition doit être conçu de telle sorte que le prix de l'option ne doit pas dépasser 60% de la valeur sous-jacente du titre.

Dans ce contexte il convient de mentionner qu'à l'instar du Luxembourg, de nombreux pays proposent un cadre juridique et fiscal attractif pour la mise en place de mécanismes d'intéressement.

En ce qui concerne les trois premières questions posées par l'honorable Député, il y a lieu de relever qu'il est extrêmement difficile, voire impossible d'évaluer le déchet fiscal que représente la possibilité d'évaluer forfaitairement les «stock options» pour les besoins de l'imposition. En effet, la perte ou le gain de recettes fiscales liées à ces plans options dépend en premier lieu de l'évolution de la valeur de l'instrument attribué au bénéficiaire. De même, les contribuables ne sont pas obligés de demander l'accord de l'administration compétente avant d'appliquer la circulaire.

Pour ce qui est de la quatrième question, il importe de relever que le Gouvernement, convaincu de la nécessité de mettre à disposition des entreprises un outil favorisant leur installation et le développement au Luxembourg et de leur fournir les moyens d'attirer et de retenir dans notre pays les collaborateurs hautement qualifiés indispensables, veillera au maintien d'un mécanisme compétitif et non sujet à dérives.

Question 0459 (13.8.2014) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant le **transport de substances nucléaires à travers le Luxembourg**:

Selon des informations diffusées par la presse écrite, plusieurs transports de substances nucléaires de Lingen (Allemagne) à Cattenom (France) auraient pu transiter par le Luxembourg.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que des camions transportant des substances nucléaires ont transité par le Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelle est la procédure d'autorisation pour de tels transports?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle m'informer des caractéristiques physiques et chimiques des substances concernées ayant transité par le Luxembourg et du danger potentiel pour la population émanant de ces substances en cas d'accident?

- Dans l'affirmative, quel a été le trajet emprunté et y a-t-il eu des dispositifs de sécurité spécifiques relatifs à ce transport?

- Est-ce que d'autres transports de substances nucléaires sont prévus dans un futur proche?

Réponse (28.8.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Je tiens d'emblée à rassurer l'honorable Député qu'aucun transport de substances nucléaires dont il est fait allusion n'a transité par le Luxembourg.

Les opérations de transport et de transit de matières radioactives, que ce soit par voie routière, ferroviaire ou par avion, ne peuvent être réalisées qu'à condition que le transporteur soit autorisé préalablement à cet effet par la Ministre de la Santé. De telles autorisations de transport sont en règle générale délivrées pour une durée de cinq années et se limitent essentielle-

ment au transport de produits radioactifs avec indication d'une d'activité prédéfinie. Il s'agit en l'occurrence principalement de substances radioactives utilisées en médecine et de sources radioactives scellées qui servent à réaliser différentes mesures en industrie.

Toujours est-il que les autorisations délivrées excluent de façon systématique le transport de matières fissiles.

Les règles régissant les prédicts transports sont déterminées par le règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 2000 concernant la protection de la population contre les dangers résultant des rayonnements ionisants, règlement qui met en œuvre en droit luxembourgeois la directive 96/29 Euratom du Conseil du 13 mai 1996.

Question 0460 (13.8.2014) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant l'**exode de la population civile irakienne devant la menace de l'«État islamique»**:

La mouvance extrémiste sunnite, anciennement nommée «État islamique en Irak et au Levant» (EILL) et rebaptisée «État islamique», progresse dans l'occupation et le contrôle d'un territoire de plus en plus vaste en persécutant et en exécutant une partie de la population civile, dont les minorités chrétiennes.

Les États-Unis ont décidé de fournir des armes au Gouvernement du Kurdistan irakien et de procéder par des attaques aériennes afin de déstabiliser les djihadistes de l'«État islamique».

Alors que les opinions au sein de l'Union européenne concernant l'envoi d'armes divergent notamment entre la France et l'Allemagne, la communauté internationale est appelée d'urgence à venir en aide aux populations menacées par l'avancée du groupe extrémiste en Irak et en Syrie.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- De quelle manière le Gouvernement envisage-t-il d'apporter son soutien humanitaire à la population menacée par les djihadistes?

- Le Gouvernement serait-il prêt à accueillir des réfugiés contraints de fuir leur pays devant la menace des extrémistes?

- Dans l'affirmative, combien de réfugiés pourraient être accueillis au Grand-Duché et dans quels délais?

Réponse (12.9.2014) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

Aux différents aspects de la question parlementaire, il est répondu comme suit:

En réponse à la crise qui sévit actuellement en Irak, le Luxembourg a contribué avec 150.000 € aux opérations du «Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés» (UNHCR) en faveur des personnes déplacées suite aux exactions commises par ISIS. Une deuxième contribution d'un montant à hauteur de 150.000 € a été allouée au «Programme Alimentaire Mondial» (PAM) qui distribue actuellement de la nourriture dans dix gouvernorats à travers l'Irak. Ainsi, le montant global de la réponse luxembourgeoise en réponse à la crise irakienne se chiffre à 300.000 €.

Par contre, le Gouvernement, à ce stade, n'a pas pris de décision quant à un éventuel accueil de réfugiés irakiens.

Question 0461 (13.8.2014) de **M. Roberto Traversini** (*déi gréng*) concernant l'**accès au congé parental**:

Les conditions d'accès au congé parental sont actuellement définies de la manière suivante:

- le demandeur doit avoir son domicile et résider de manière continue au Luxembourg. Les ressortissants d'un État membre de l'Union européenne résidant sur le territoire de l'Union et travaillant au Luxembourg peuvent aussi jouir d'un congé parental.

- le demandeur doit être occupé sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg en qualité de salarié, apprenti, fonctionnaire, employé ou ouvrier de l'État, d'une commune, d'un établissement public ou en qualité d'agent de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois ou bien exercer une profession indépendante ou libérale.

Cependant, les résidents travaillant sur le territoire national pour le compte d'une entreprise ayant son siège social dans un autre pays de l'Union européenne se voient refuser l'accès au

congé parental, alors que ces personnes payent leur impôts au Luxembourg, y sont soumis au régime de la sécurité sociale et peuvent bénéficier, dans le cas des femmes, du congé de maternité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Combien de cas de refus tombant sous les critères susmentionnés sont répertoriés chaque année à la CNPF?

- Madame le Ministre entend-elle corriger la situation afin de garantir l'égalité de traitement de tous les salariés actifs sur le territoire national?

Réponse (26.8.2014) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

D'abord, il y a lieu de souligner qu'à côté des conditions d'octroi citées par l'honorable Député dans sa question parlementaire, l'article 234-43 (1) du Code du Travail dispose clairement que pour prétendre au congé parental, le parent doit être occupé auprès d'un «employeur légalement établi au Grand-Duché de Luxembourg». Ainsi, il est exact que le congé parental et, parallèlement, l'indemnité de congé parental, ont été refusés sur base de cette disposition.

Malheureusement, il n'est pas possible de déterminer le nombre exact de refus basés sur cette condition, mais les cas dans lesquels un salarié est affilié à la sécurité sociale luxembourgeoise, alors que le siège de son employeur est situé à l'étranger, sont très rares étant donné qu'une affiliation auprès de la sécurité sociale luxembourgeoise n'est possible dans ces cas particuliers que sous des conditions très restrictives. Ainsi, la Caisse Nationale des Prestations Familiales estime le nombre de refus reposant sur cette seule condition à cinq par année.

Or, la situation pour ces salariés a changé en pratique, malgré les dispositions contraignantes du Code du Travail et ceci suite à une jurisprudence du Conseil supérieur de la sécurité sociale du 26 mai 2014, arguant entre autres que le refus d'accorder les indemnités de congé parental était conforme à l'application stricto sensu de l'article du Code du Travail précité, mais se heurtait aux dispositions du règlement CE n°883/2004 et notamment à son article 11 qui prescrit l'unicité de la loi applicable.

Ainsi, dans le respect de la hiérarchie des normes législatives et pour éliminer l'inégalité de traitement développée par Monsieur le Député, les demandes de congé parental d'un salarié affilié à la sécurité sociale luxembourgeoise, ayant son lieu de travail au Luxembourg, alors que le siège de l'employeur se situe à l'étranger, sont dorénavant accordées.

Les adaptations nécessaires à la législation nationale suivront dans le cadre plus général de la révision du congé parental.

Question 0462 (13.8.2014) de **M. Max Hahn** (DP) concernant la **transposition de la directive 2012/13/UE relative au droit d'information dans le cadre des procédures pénales**:

La directive du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales, ayant comme objet le droit des suspects ou des personnes poursuivies d'être informés de leurs droits dans le cadre des procédures pénales et de l'accusation portée contre eux, prévoit une transposition en droit national au plus tard avant le 2 juin 2014.

Tandis que parmi nos pays voisins, la France s'y est conformée par une loi en mai 2014 et l'Allemagne en juillet 2013, le Luxembourg n'a à ce jour toujours pas transposé la directive 2012/013.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons du retard que la transposition de ladite directive a pris? Quand est-ce que Monsieur le Ministre estime pouvoir déposer un projet de loi prévoyant la transposition de ladite directive?

- La Cour de justice de l'Union européenne considère qu'une directive non transposée peut être d'effet direct. Aussi, la directive en question n'a pas encore été transposée. Au vu de ce qui précède, Monsieur le Ministre considère-t-il la possibilité d'informer la Police grand-ducale afin qu'elle puisse anticiper les nouvelles procédures et éviter ainsi que le Luxembourg ne manque aux obligations prévues dans la directive et ne risque d'être épinglé par la Cour de justice de l'Union européenne?

Réponse (5.9.2014) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

La directive 2012/13/UE relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales, ensemble avec la directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales et la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires fait l'objet d'un seul et unique avant-projet de loi élaboré par un groupe de travail constitué d'acteurs concernés par la matière (Parquet général, Cabinet d'Instruction, police judiciaire, Barreaux).

Il est prévu de soumettre cet avant-projet de loi au Conseil de Gouvernement dans les prochaines semaines.

Le projet englobe les trois directives qui sont étroitement liées. À titre d'exemple, le droit à l'information et l'accès au dossier par exemple ne peuvent être garantis que si la personne, si elle ne maîtrise pas une des langues de procédure, dispose parallèlement d'un accès à un interprète respectivement traducteur.

De ce fait les travaux préparatoires se sont avérés particulièrement exigeants dans la mesure où il fallait prendre en compte la particularité du Grand-Duché de Luxembourg qui connaît l'application de trois langues officielles en matière judiciaire.

Tel que déjà exposé, la Police grand-ducale a été impliquée dès la première heure dans l'élaboration du projet qui tient compte des difficultés pratiques qui peuvent surgir lors de la mise en œuvre de ces directives.

Par ailleurs la Police grand-ducale utilise déjà actuellement une sorte de «déclaration» de droits (formulaire «infodroit») dans le cadre de trois procédures différentes. Il s'agit de la procédure en cas de flagrance (article 39 du Code d'instruction criminelle), de celle en cas de vérification d'identité (article 45 du Code d'instruction criminelle) et de celle dans la cadre de ce qui est appelé «mini-instruction» (article 52 du Code d'instruction criminelle).

Ces formulaires «infodroit» existent en 17 langues différentes, notamment celles utilisées le plus fréquemment par des personnes étrangères au Luxembourg.

En général il y a lieu de préciser que la législation luxembourgeoise, complétée par des circulaires du Parquet général, est largement conforme aux dispositions des dites directives.

Question 0465 (14.8.2014) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant la **construction des Archives nationales**:

Les plans existants prévoient la construction des nouvelles Archives nationales en plusieurs phases sur un seul site à Esch/Beval, ce qui présentait entre autres l'avantage de ménager le budget, tout en gardant l'espace d'extension nécessaire et disponible pour les besoins des Archives nationales.

Madame la Ministre de la Culture vient cependant d'annoncer maintenant dans la presse que le projet de construction de nouvelles Archives sur le site de Beval ne serait plus d'actualité parce que la taille du site envisagé ne correspondait plus aux besoins de ce projet d'envergure. Le nouveau bâtiment pour les Archives nationales devrait par contre être réalisé sur un site localisé dans les alentours de la capitale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pour quelles raisons le terrain à Beval n'est-il plus adapté à la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales?

- Quelle devrait être la nouvelle affectation du terrain actuellement réservé à la construction des nouvelles Archives nationales à Beval? Quels autres projets y sont envisagés?

- Quelle serait alors la nouvelle surface envisagée pour la construction des Archives à un autre endroit?

- Quel serait le coût du nouveau projet de construction par rapport à celui projeté sur le site Beval? Quel est le coût supplémentaire dû à la réalisation de nouveaux plans d'architecte?

- Madame la Ministre peut-elle me fournir des précisions sur le calendrier des travaux du nouveau projet? Quel serait le début projeté de ces travaux?



- La Ministre a déclaré que le nouveau terrain se situerait assurément non pas dans la ville de Luxembourg, mais aux alentours de la capitale. Qu'en est-il de la décentralisation administrative et quelle est la position du Gouvernement en la matière?

Réponse commune (16.9.2014) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par la question parlementaire n°0465 du 14 août 2014, l'honorable Députée voudrait avoir plus d'informations concernant le projet des Archives nationales.

En guise de rappel, nous nous permettons de reprendre tout d'abord quelques dates clés de l'évolution dans ce dossier:

- En 2002 le Gouvernement prend la décision de construire un nouveau bâtiment pour les Archives nationales à Esch/Belval. Un concours international est lancé en janvier 2003.

- En avril 2003 le Conseil de Gouvernement approuve le texte du projet de loi relatif à la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales «pour lequel la procédure législative pourra être entamée». Le coût du projet de loi relatif à la construction des nouvelles Archives nationales, déposé le 7.6.2004 à la Chambre des Députés, s'élevait initialement à 84.200.000 € (ind. construction 575.85). Le prix adapté à ce jour s'élève à quelque 108 millions €. Le programme de construction initial prévoyait +/- 180 km linéaires d'archives sur 28.000 m² de surfaces nettes.

- L'accord de coalition du 29 juillet 2004 prévoit: «Un réseau performant d'infrastructures culturelles est en train d'être mis en place, dans la capitale mais aussi à travers tout le pays. Dans ce contexte, le Gouvernement poursuivra les travaux de construction ou de réhabilitation du Musée de la Forteresse, (...) ainsi que des Archives nationales à Esch/Belval.»

- En 2006 le Gouvernement de l'époque décide de revoir le premier projet et de faire construire un bâtiment d'Archives en plusieurs phases afin de ne pas engendrer directement la charge financière totale d'un grand bâtiment, destiné à rester à moitié vide pendant un laps de temps considérable. Un groupe de travail est mis en place en 2006 pour élaborer un nouveau projet de construction tenant compte à la fois de la situation financière de l'État et des besoins imminents des Archives nationales.

- En 2009 les conclusions du groupe d'experts mis en place en 2006 sont déposées au Gouvernement sans qu'il y ait eu des suites au niveau politique.

Cette situation a engendré des coûts non négligeables en études, en honoraires, en plusieurs baux nécessaires pour stocker les archives dans des dépôts provisoires, etc., coûts qui auraient pu être évités si le dossier avait été exécuté comme planifié.

Au vu de ce qui précède, force est de constater que tous les éléments semblaient bien avoir été réunis dès 2004 pour la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales. Cependant, le dossier semble n'avoir plus avancé depuis avec comme résultat que nos Archives nationales, donc notre mémoire collective, se trouvent aujourd'hui dans une situation difficile et inacceptable et il est décidé d'avancer dans ce dossier dans les meilleurs délais possibles.

À ce sujet, il échet de se référer au programme gouvernemental qui prévoit que les Archives doivent déménager dans de nouveaux locaux modernes pour assumer pleinement leur rôle d'acteur national dans ce domaine.

Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures précise que quant à la surface et la situation géographique du terrain d'implantation des Archives nationales à Belval, aucune nouvelle affectation du terrain en question n'a été ou n'est discutée.

Par conséquent et au vu de tout ce qui précède, il semble tout à fait évident qu'après tant d'années d'inertie, le projet devra être réévalué de fond en comble. Il en résulte que les questions quant à la surface envisagée, au coût et au calendrier de construction ainsi que, le cas échéant, au lieu précis, devront être entièrement reconsidérées.

Question 0468 (18.8.2014) de **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant le **système LuxTrust**:

Un annuaire des utilisateurs LuxTrust est librement accessible sur Internet (<https://directory.luxtrust.lu>). En introduisant soit le prénom et le nom ou l'adresse e-mail d'une personne, l'on peut voir si cette personne est utilisateur LuxTrust à titre de personne privée ou non, le

numéro de série du «token» LuxTrust, la durée de la validité du «token» LuxTrust ainsi que l'adresse e-mail de la personne en question.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de l'existence de cet annuaire sur Internet?

- Quelles sont les raisons d'existence de cet annuaire?

- Selon quels critères certains utilisateurs LuxTrust sont repris dans ce fichier, alors que d'autres, p. ex. les enseignants ayant reçu leur «token» LuxTrust de la part du Ministère de l'Éducation nationale, ne le sont pas?

- Monsieur le Ministre est-il conscient du fait que ces informations peuvent être utilisées par des malfaiteurs pour faire du «phishing», voire accéder aux comptes bancaires des utilisateurs LuxTrust?

- Est-ce que Monsieur le Ministre entend réagir et, le cas échéant, intervenir afin de retirer cet annuaire d'Internet? En cas de réponse négative, Monsieur le Ministre entend-il informer les utilisateurs LuxTrust de la publication des données les concernant, et si oui, par quels moyens?

- Est-ce que la publication des informations sur Internet des utilisateurs LuxTrust est conforme à la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel?

Réponse (18.9.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

La question parlementaire n°0468 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie:

L'annuaire des utilisateurs LuxTrust est public et accessible sur Internet tel que prévu dans l'article 24 (2) de la loi relative au commerce électronique: «Le prestataire de service de certification conserve un annuaire électronique comprenant les certificats qu'il délivre et le moment de leur expiration. Dès son acceptation par le candidat titulaire, le prestataire de service de certification inscrit le certificat dans l'annuaire électronique visé par règlement grand-ducal sous réserve que le titulaire du certificat ait donné son consentement à cette inscription.»

LuxTrust est certifié d'après des normes internationales (ETSI: «Electrical and Telecommunication Standardization Institute»), et en particulier la norme WTSI TS 101 456. Celles-ci exigent que le demandeur d'un certificat ait la possibilité lors de la commande de publier celui-ci dans un annuaire public.

En ce qui concerne l'inscription des utilisateurs dans cet annuaire, la loi luxembourgeoise du 14 août 2000 transposant la directive 1999/93/CE prévoit dans son article 22 (2) que: «Le prestataire de service de certification fournit un exemplaire du certificat au candidat titulaire. Dès son acceptation par le candidat titulaire, le prestataire de service de certification inscrit le certificat dans l'annuaire électronique visé par règlement grand-ducal sous réserve que le titulaire du certificat ait donné son consentement à cette inscription.»

Sont uniquement repris dans l'annuaire les utilisateurs qui en font la demande explicite lors de la commande de leur certificat LuxTrust que ce soit un «token», une carte à puce ou un «signing stick». Les utilisateurs ne faisant pas ce choix, ne sont, par défaut, pas inclus dans l'annuaire.

Seuls 2% des utilisateurs de LuxTrust figurent aujourd'hui dans l'annuaire.

En ce qui concerne les enseignants, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse gère les demandes de dispositifs LuxTrust. Par défaut, leurs certificats n'ont pas été inclus dans l'annuaire.

Finalement, d'un point de vue opérationnel, il y a, pour un abonné, des avantages à faire publier les données de son certificat dans l'annuaire public pour, à titre d'exemple, des raisons de confidentialité et d'intégrité. L'abonné peut alors demander à ses correspondants de chiffrer les documents et les courriels qui lui sont envoyés et il sera le seul à pouvoir les déchiffrer.

Un certificat électronique est une attestation électronique qui lie des données afférentes à la vérification de signature à une personne et confirme l'identité de cette personne. De ce fait, un certificat ne peut jamais être utilisé pour s'authentifier auprès d'une application. Il est donc impossible d'accéder aux comptes bancaires de l'utilisateur. Le certificat est uniquement utilisé pour s'assurer que la personne qui détient la clé privée (d'authentification et de signature) est la personne légitime.

Concernant le «phishing», un malfaiteur pourrait tenter de contacter l'abonné en utilisant

l'adresse e-mail contenue dans le certificat et l'inclure en erreur tel qu'il peut le faire en utilisant toute autre information disponible sur Internet concernant l'abonné.

LuxTrust a mis en œuvre des mesures pour pondérer ce risque. Ainsi, toute demande doit être validée par la saisie d'un «captcha» (mot unique composé de chiffres et de lettres aléatoires, non lisible pour un robot) afin d'éviter les scans de robot. Par ailleurs, si le résultat d'une recherche retourne trop d'éléments, un message stipule que les critères de recherche doivent être plus précis.

Les utilisateurs de LuxTrust inscrits dans l'annuaire LuxTrust sont au courant de leur inscription pour en avoir fait la demande explicite lors de la commande de leur produit. Cet annuaire étant prévu par la loi et la réglementation européenne relative à la signature électronique, il est obligatoire et ne pourra pas être retiré.

LuxTrust dispose de l'autorisation de la CNPD pour la gestion et la publication de ces informations sur Internet.

Question 0470 (18.8.2014) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les **règles de l'OCDE en matière de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices des multinationales (BEPS)**:

Suite à la déclaration du Conseil ministériel de l'OCDE de 2013 et à l'appel des ministres des finances du G20, l'OCDE a lancé en juillet 2013 un plan d'action relatif au BEPS. Alors que ce plan d'action devrait s'articuler en trois phases, il semblerait que les États membres de l'OCDE aient pu dégager un accord sur une première série de règles.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer en quoi ces règles consistent? Quel en sera l'impact sur l'économie luxembourgeoise?

- Quelle a été la position du Gouvernement dans les négociations ayant abouti à ces règles?

- Des mesures d'ordre législatif ou réglementaire devront-elles être prochainement adoptées?

- Quelles sont les prochaines étapes du plan d'action de l'OCDE?

- Est-ce que la pratique fiscale dite du «patent box» a été un sujet abordé dans le cadre de l'OCDE? Est-ce que l'OCDE entend interdire ou encadrer cette pratique?

Réponse (16.9.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

L'OCDE a publié, début 2013, un rapport intitulé «Lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices», faisant l'état des lieux de la fiscalité internationale au XXI^e siècle et des lacunes législatives existantes qui permettent à certaines entreprises multinationales d'alléger considérablement leur charge fiscale, et ceci de manière légale. Après la présentation de ce rapport au G20, l'OCDE a été mandatée de l'élaboration d'un plan d'action sur la lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (le Plan d'action BEPS), l'objectif étant d'apporter des réponses coordonnées et globales aux problèmes identifiés.

Le Plan d'action BEPS a identifié 15 actions nationales et/ou internationales concrètes pour éviter les situations de double non-imposition et s'assurer que les bénéfices sont imposés là où l'activité économique et/ou la création de valeur ont lieu. Les premiers résultats ont été approuvés par l'OCDE en juin 2014 et seront maintenant présentés au G20, lors de la réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales du G20, du 19 au 21 septembre. Dans un souci de transparence, ces résultats sont aussi rendus publics par l'OCDE le 16 septembre. Ils concernent plus particulièrement:

- Les défis posés par l'économie numérique;
- Les règles anti-abus des conventions fiscales bilatérales, notamment en ce qui concerne la notion d'établissement stable;
- Les arrangements hybrides;
- Les prix de transferts (notamment sur les incorporels);
- Documentation en matière de prix de transfert et «Country-by-country reporting» (CBCR);

¹ http://www.oecd-ilibrary.org/fr/taxation/lutter-contre-l-erosion-de-la-base-d-imposition-et-le-transfert-de-benefices_9789264192904-fr

- Les pratiques fiscales dommageables, prenant en compte les critères de transparence et de substance;

- Une étude de faisabilité concernant un instrument multilatéral, tel que proposé dans l'action 15 du Plan d'action BEPS, qui pourrait voir le jour après 2015 pour la mise en œuvre au niveau international d'une partie des résultats BEPS.

Les recommandations de l'OCDE devront être mises en œuvre par les différents États membres de l'OCDE et/ou du G20 au niveau national et/ou international. Certaines de ces recommandations seront intégrées dans la convention-modèle de l'OCDE qui sert de base aux conventions fiscales bilatérales. Pour expédier la mise à niveau des +/- 3.000 conventions fiscales existantes, avec ledit modèle, l'OCDE a proposé que les États intéressés essaient de les modifier par le biais d'un instrument multilatéral, dont la négociation pourrait débiter au courant de 2015. D'autres recommandations demanderont une adaptation du cadre fiscal national, par exemple en ce qui concerne la substance ou présence matérielle et opérationnelle des entreprises basées au Grand-Duché, déjà prévu dans le programme gouvernemental. À noter encore que les discussions continuent sur les autres actions du Plan d'action BEPS d'ici la fin de l'année 2015 et qu'il n'est donc pas exclu que certaines recommandations initiales seront adaptées d'ici là.

Le Luxembourg soutient pleinement les travaux BEPS en cours et participe activement aux plus de 15 groupes et sous-groupes de travail qui ont été mis en place pour analyser et discuter les recommandations à mettre en place. Dans ce contexte, le Luxembourg insiste régulièrement sur le «level playing field», c.-à-d. le besoin de normes homogènes applicables par toutes les économies développées et sur toutes les grandes places financières, afin d'éviter une délocalisation d'entreprises qui voudraient échapper à l'application des nouvelles règles issues des recommandations BEPS, ce qui entraînerait des inefficacités et des distorsions de concurrence.

Le Gouvernement est aussi très attentif à l'impact de ces futures règles sur l'économie luxembourgeoise et mène des consultations avec l'industrie pour étudier les modalités de la mise en œuvre des recommandations BEPS au niveau national. Certaines pratiques du monde des affaires en matière d'optimisation fiscale devront être revues. Par contre, les nouvelles règles auront des conséquences positives pour l'économie et la place financière luxembourgeoises. À titre d'exemple, l'exigence d'une substance encore plus significative amènera des entreprises qui voudront faire valoir certains avantages fiscaux, à augmenter leurs activités et/ou effectifs sur notre territoire, ce qui aura un effet positif sur l'emploi.

En ce qui concerne la mesure fiscale dite du «patent box», ce sujet est en discussion au sein du Forum sur les pratiques fiscales dommageables de l'OCDE; une discussion similaire a aussi lieu dans le cadre du code de conduite de l'UE. Plusieurs pays ont des régimes fiscaux en matière de propriété intellectuelle, qui sont maintenant analysés notamment sous l'angle de la substance des activités de recherche et de développement menées dans ledit pays. Il est encore trop tôt pour spéculer sur les résultats de ces travaux, que le Gouvernement suit activement.

Question 0484 (25.8.2014) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les **conducteurs circulant à contresens**:

Ces jours, la presse luxembourgeoise s'est fait l'écho de l'élaboration de la part du Gouvernement allemand d'un système prévenant le phénomène des conducteurs circulant à contresens. Au vu de la maturité des technologies de sécurisation des autoroutes, un projet-pilote serait envisagé qui permettrait d'avertir le conducteur au moment d'accéder à une voie routière à contresens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dispose-t-il de statistiques concernant le nombre d'accidents sur le réseau routier national résultant de conducteurs circulant à contresens?
- Monsieur le Ministre juge-t-il nécessaire la mise en place de mesures spécifiques face à la situation des accidents produits de ladite façon?



Réponse (8.9.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Gusty Graas, concerne les conducteurs circulant à contresens sur le réseau autoroutier.

Entre 2008 et 2014, six accidents en contresens sur le réseau autoroutier ont été enregistrés avec cinq morts et sept blessés graves.

Depuis 2005, mes services ne constatent pas d'améliorations notables dans les systèmes d'alertes. Jusqu'à présent, aucun système de détection ne peut déterminer combien d'accidents de ce type ont été évités grâce à ce système.

Parlant d'une certaine maturité d'une technologie dans le contexte d'un projet-pilote me semble donc précoce.

Avant de lancer un projet-pilote onéreux au Luxembourg en parallèle avec le projet allemand, je préfère observer de près les évolutions dans ce domaine. J'en profiterai de m'échanger sur les résultats des tests allemands lors d'une prochaine rencontre avec Monsieur le Ministre Dobrindt.

Il reste à noter que depuis plus d'une dizaine d'années, mes services ont renforcé la signalisation réglementaire prévue par le Code de la Route par une signalisation verticale supplémentaire avec un contraste de jaune éclatant, à savoir le panneau «STOP autoroute». Cette signalisation est renforcée par un marquage horizontal. Également, le réseau autoroutier est vidéo surveillé 24 heures sur 24 par Contrôle et information du trafic sur les autoroutes (CITA).

Question 0485 (26.8.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **compagnie aérienne Cargolux**:

Selon mes informations, le conseil d'administration de Cargolux envisagerait de renforcer sa filiale Cargolux Italia par l'acquisition d'un second Boeing de sa flotte à la filiale italienne.

Sachant que Cargolux Italia dispose de droits de trafic aérien dans des pays asiatiques et que les conditions de travail et les salaires de base sont moins favorables en Italie qu'au Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie.

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer l'information susmentionnée?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons la société Cargolux envisage-t-elle d'affecter un second avion de sa flotte à la filiale italienne?

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'un tel renforcement de Cargolux Italia ait des conséquences négatives pour le Cargo Center et se ferait au détriment de la société mère?

- Une telle décision aurait-elle des incidences sur le développement de la «dual hub strategy» entre Cargolux et HNCA?

- Est-il prévu que des vols de Cargolux Italia soient opérés entre Zhengzhou et Milan, au détriment du Cargo Center à Luxembourg?

Réponse commune (3.9.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Par sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des informations relatives à la compagnie aérienne Cargolux.

Il n'appartient pas au Gouvernement de s'immiscer dans la gestion interne d'une société commerciale de droit privé, gérée par un comité de direction et surveillée par un conseil d'administration.

Dans ce contexte, le Gouvernement entend préciser que cette prise de position a également été communiquée aux syndicats concernés lors de deux réunions en mai.

En effet, la législation en la matière fournit - par le biais de différents organes spécifiques (e. g. comité mixte) ou encore par la représentation du personnel au sein du conseil d'administration de la société en question - un cadre approprié aux syndicats afin de discuter toutes les questions en relation avec l'entreprise.

Question 0486 (27.8.2014) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les **propos récents du Ministre de l'Économie**:

Dans un article paru dans le journal «Le Quotidien», Monsieur le Ministre de l'Économie Etienne Schneider vient d'apporter son soutien à l'ancien Ministre français de l'Économie Arnaud Montebourg dont les récents propos semblent être à la base de la démission du Gouvernement français. Ce dernier a en effet estimé devoir critiquer la politique de rigueur budgétaire menée par le Gouvernement français. Il visait en même temps l'Allemagne comme étant responsable de la politique d'austérité menée en Europe et a fortiori en France. Monsieur le Ministre de l'Économie semble partager tous ces propos et donc souscrire à la critique du Gouvernement français.

Dans le même article, Monsieur le Ministre de l'Économie défend la politique d'industrialisation telle que la conçoit l'ancien Ministre de l'Économie français, en critiquant cependant les écologistes: «Il s'agit de protéger l'industrie européenne et d'avoir une politique horizontale en matière de réindustrialisation. Mais si les écologistes mettent des freins partout, ça va coïncider.»

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres d'État, des Affaires étrangères et européennes et de l'Économie:

- Est-ce que le Gouvernement juge opportun que le Ministre de l'Économie, en prenant position dans le débat opposant Monsieur Montebourg à Messieurs Hollande et Valls, s'immisce directement dans des affaires de politique intérieure d'un autre pays européen?

- Est-ce que le Gouvernement partage les critiques de Monsieur le Ministre de l'Économie à l'encontre du pacte de croissance et de stabilité? Dans cette hypothèse, le Gouvernement entend-il intervenir auprès de la Commission européenne afin que des modifications soient apportées au pacte de croissance et de stabilité?

- Le Ministre de l'Économie, si critique vis-à-vis des écologistes, entend-il faire baisser les niveaux de protection de l'environnement, là où ceux-ci sont un frein à la politique d'industrialisation au Luxembourg? Quelles sont les dispositions légales ou réglementaires visées par Monsieur le Ministre de l'Économie? Les critiques sont-elles partagées par le Gouvernement luxembourgeois?

Réponse commune (28.8.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

- La prise de position du Ministre de l'Économie sur l'opinion de Monsieur Arnaud Montebourg

au sujet de la politique d'austérité économique ne peut pas être considérée comme une ingérence dans la politique intérieure de la France. Il s'agit de l'avis du Ministre de l'Économie, avis qu'il a toujours partagé avec Monsieur Montebourg.

- Le Ministre de l'Économie n'a aucunement mis en doute le pacte de stabilité et de croissance, mais estime qu'il faut prévoir une certaine flexibilité dans le rythme de la mise en œuvre de l'objectif de réduction des déficits, notamment pour les pays qui ont besoin de cette flexibilité pour redémarrer leur économie.

- Le Ministre de l'Économie ne s'est pas exprimé de manière critique vis à vis les écologistes. Au contraire, estime-t-il qu'il faut soutenir les produits importés dans l'Union européenne à des standards environnementaux et sociaux minimaux. Il plaide ainsi en faveur d'une politique horizontale en matière de réindustrialisation.

Question 0492 (29.8.2014) de **M. Georges Engel** (LSAP) concernant la **centrale TGV Twining à Esch-sur-Alzette**:

Dans une interview diffusée sur la radio 100,7, un porte-parole de la société Electrabel a indiqué que le conseil d'administration de la société Twining SA aurait informé les autorités luxembourgeoises de son intention de fermer la centrale TGV Twining d'Esch-sur-Alzette. Cette fermeture, prévue à partir d'octobre 2015, serait due aux problèmes de rentabilité auxquels sont confrontés la plupart des centrales de ce type en Europe.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quel est l'avis de Monsieur le Ministre en ce qui concerne le futur développement de la centrale TGV d'Esch-sur-Alzette? Monsieur le Ministre estime-t-il que la fermeture de la centrale peut être évitée? S'agit-il d'une mesure provisoire ou définitive? Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre face à cette situation?

- Quelles sont les conséquences de la fermeture de la centrale pour le personnel de Twining SA?

- Dans quelle mesure les difficultés de la centrale Twining peuvent-elles impacter les activités et le futur de SUDCAL, dont le réseau de chaleur est alimenté par la centrale en question?

Réponse (15.9.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Georges Engel concernant le futur développement de la centrale TGV Twining à Esch-sur-Alzette, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Je confirme que les responsables de Twining SA m'ont informé au début de l'année 2014 de leur intention de mettre à l'arrêt leur centrale à partir d'octobre 2015 suite à des difficultés économiques auxquelles la centrale serait confrontée. La centrale Twining serait ainsi confrontée à une situation similaire à celle de bon nombre de centrales du même type en Europe. Ce sont en effet surtout les prix de l'énergie électrique négociés aux bourses européennes se trouvant à la baisse depuis quelques années qui ont forcé notamment les centrales TGV (Turbine Gaz-Vapeur) à réduire leur production depuis un certain temps déjà. Si la centrale Twining était encore opérée pendant près de 7.000 heures par an jusqu'en 2010, il y a lieu de constater que le temps d'opération est

en baisse depuis 2011 pour atteindre quelque 3.000 heures en 2013. Actuellement, la centrale Twining n'est démarrée que lorsque le prix de l'électricité offert sur les marchés permet de couvrir les coûts de production engendrés. Elle était à l'arrêt pendant pratiquement toute la période estivale.

La décision de mettre à l'arrêt la centrale Twining est donc prise dans une logique économique, alors que les responsables de Twining continuent néanmoins à suivre de très près l'évolution des prix aux marchés de l'énergie pour, le cas échéant, réviser leur décision au cas où l'environnement économique leur permettrait de poursuivre la production au-delà de 2015. En tout état de cause, les responsables de Twining précisent que, même si leur centrale était mise à l'arrêt à la date prévue, elle serait mise sous cocon de façon à pouvoir redémarrer rapidement en cas de besoin. En outre, les responsables de Twining nous ont informés sur demande qu'il n'est pas prévu de licencier du personnel de prime abord, mais qu'il est prévu de réaliser des travaux de maintenance et de révision assez importants avec le personnel actuellement en place. Ces travaux auraient été effectués en temps normaux par des entreprises externes.

Comme la centrale de Twining est directement connectée au réseau électrique belge, elle injecte toute la production électrique dans le réseau belge et preste donc tous ses services pour le marché belge et ne contribue qu'indirectement à la sécurité énergétique du Luxembourg. Les responsables de Twining, ensemble avec les autorités et le gestionnaire de réseau belges, sont en train d'évaluer les possibilités pour la prestation de services de secours au marché belge par Twining sous forme de capacité de réserve pour la période après 2015 et ainsi éviter la mise sous cocon de la centrale.

Au-delà de ces considérations et dans le cadre de l'établissement du rapport bisannuel sur la sécurité de l'électricité au Luxembourg, mes services sont actuellement en train d'évaluer les répercussions à moyen et long terme d'une mise hors service de la centrale Twining sur la sécurité de l'approvisionnement national. Le rapport, qui est établi dans un contexte européen évoluant à une vitesse impressionnante, tiendra compte des éléments fournis par les gestionnaires de réseau et les fournisseurs d'électricité actifs sur le territoire du Luxembourg. Sa publication est prévue dans les prochaines semaines.

Pour ce qui concerne la fourniture de chaleur par le réseau opéré par SUDCAL SA, les responsables de SUDCAL m'ont affirmé qu'une chaudière à gaz opérée par SUDCAL fait partie intégrante de la topographie du réseau de chaleur pour fournir l'appoint par exemple en cas de puissance thermique insuffisante mise à disposition par Twining respectivement lors d'un arrêt pour des raisons de maintenance de la centrale. Cette chaudière est encore secourue par une autre chaudière à gaz opérée par Twining au cas où la chaudière SUDCAL tomberait en panne. Suivant les informations reçues sur demande de la part des responsables de SUDCAL, des pourparlers sont actuellement en cours en vue de continuer d'assurer un service de dépannage au niveau de la fourniture de chaleur pour SUDCAL avec la chaudière à gaz de Twining, même après un arrêt potentiel de la centrale en 2015. Suivant les informations actuellement disponibles, il y a donc lieu de préciser qu'aucun impact n'est à attendre quant à la fourniture de chaleur pour les clients connectés au réseau de chaleur de SUDCAL.

□ L'actualité parlementaire sur www.chd.lu

□ Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.

□ La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

□ L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.

□ Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.

□ De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

